

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°192	
--	-------	--

MARS 2001

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

Sommaire

- **NEWROZ 2001**
- **PARIS : UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES DEPORTATIONS ET DEPLACEMENTS DES POPULATIONS CIVILES KURDES EN IRAK ET EN TURQUIE**
- **UN COLLOQUE À L'UNESCO SUR LES LANGUES MENACÉES**
- **ANKARA : LE PROGRAMME NATIONAL TURC POUR L'UNION EUROPEENNE IGNORE LA QUESTION KURDE**
- **HALABJA : IL Y A 13 ANS**
- **AINSI QUE..**

NEWROZ 2001 À DIYARBAKIR LES FESTIVITÉS ONT RASSEMBLÉ DANS LE CALME PLUS DE 500 000 PERSONNES ; NOMBREUX INCIDENTS À ISTANBUL

LA fête du Newroz, le Nouvel an kurde, a été marquée par des incidents et des interpellations, le 21 mars, à Istanbul, mais célébrée dans le calme par plus d'un demi million de personnes dans les provinces kurdes.

La police anti-émeutes est intervenue à Istanbul contre un groupe de 200 personnes qui auraient scandé des slogans en faveur d'Abdullah Ocalan, après une manifestation dans le calme d'une foule de 3.000 personnes sur une place près du palais de Topkapi. La

police a tiré en l'air pour disperser les manifestants et a interpellé plusieurs personnes. Toujours à Istanbul, la police a interpellé une personne en intervenant contre des manifestants qui avaient allumé un feu à Dolapdere.

Le Parti de la Démocratie du Peuple (HADEP, pro-kurde) n'a pas été autorisé par la préfecture d'Istanbul d'y organiser des festivités à l'occasion du Newroz.

La veille au soir, neuf personnes, dont un policier, avaient été blessées et une cinquantaine d'autres

interpellées dans plusieurs villes kurdes. D'importantes mesures de sécurité avaient été prises à travers la Turquie pour la circonstance. À Mersin, qui compte une forte communauté kurde, 300 manifestants réunis, le 20 mars, "illégalement" ont scandé des slogans. Lors de l'intervention de forces de l'ordre, un policier a été blessé par un jet de pierre, 45 manifestants ont été interpellés, dont 32 ont été relâchés par la suite. À Antalya, des inconnus ont lancé des pierres contre un véhicule de la police, cassant son phare— Quatre suspects ont été interpellés. À Siirt, la police est intervenue pour mettre fin à une manifestation "illégal". Sept personnes, dont deux enfants, ont été blessées. Des célébrations se sont déroulées sans incident dans plusieurs autres grandes villes

turques comme Ankara, Izmir et Bursa.

Le Newroz, fête païenne d'origine zoroastrienne, qui annonce le réveil de la nature, est traditionnellement pour les Kurdes l'occasion d'affirmer leur identité, et a souvent été perturbé dans le passé par des affrontements sanglants. Pour les Kurdes, il commémore également la première révolte de l'histoire de leur peuple, qui s'est soulevé, selon la légende, contre le tyran perse Dehaq, sous la direction du forgeron Kawa. Celui-ci appela ses compatriotes à la rébellion en allumant des feux dans les montagnes. Suivant cet exemple, les participants aux festivités mettent le feu à des pneus et dansent autour. Cette année, pour des raisons "écologiques", le gouvernorat de Batman a distribué du bois pour ces feux. Le HADEP en a fait autant à Diyarbakir.

Après avoir interdit pendant sept décennies cette fête "séparatiste", l'Etat turc a récupéré le Newroz depuis 1995 en le présentant comme un Nouvel an traditionnel pour de nombreux peuples de la région y compris les Turcs. En 1992, cette fête avait été marquée par des affrontements avec les forces de l'ordre, faisant une centaine de morts, notamment à Cizre.

Le HADEP a en revanche été autorisé pour la deuxième année consécutive à organiser des festivités à Diyarbakir, principale ville kurde, et dans la province voisine de Batman où elles se sont déroulées sans incident.

À Diyarbakir, quelque 500.000 personnes se sont rassemblées sur un emplacement utilisé pour des foires à la lisière de la ville, dansant sur des airs folkloriques et allumant des feux selon la tradition, sous la surveillance de la police. De

nombreux représentants d'organisations non gouvernementales italiennes et allemandes ont assisté aux festivités. "Le Newroz est la fête de la paix et de la fraternité (...) Nous sommes en faveur de la démocratie et du dialogue", a déclaré le président du HADEP, Murat Bozlak, qui s'est adressé à la foule.

Au Kurdistan irakien, le Newroz a été fêté officiellement, avec des concerts et des manifestations artistiques en plein air dans les principales villes et des pique-niques à la campagne. La fête a donné lieu à trois jours de congé. Au Kurdistan iranien la célébration du Newroz se

fait dans les familles. Cependant cette année il y a eu des manifestations dans certaines villes comme Sanandaj et Mahabad, une vingtaine de jeunes ont été interpellés pour avoir "lancé des slogans hostiles au régime".

A Paris, l'Institut kurde a organisé un dîner de Newroz animé par les musiciens Issa, Canê, Adnan ainsi qu'une chanteuse gitane roumaine. Outre des convives kurdes, des invités catalans, arméniens, français, latino-américains, dont le Président du PEN Club International, ont participé à cette fête d'amitié et d'espoir.

PARIS : UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES DÉPORTATIONS ET DÉPLACEMENTS DES POPULATIONS CIVILES KURDES EN IRAK ET EN TURQUIE

L'ARRIVÉE sur les côtes françaises d'un bateau chargé de *boat-people* kurdes a suscité une vive émotion dans l'opinion publique française et européenne.

Qui sont ces réfugiés ? Pourquoi fuient-ils leur pays ?

Quelles sont les raisons structurelles et conjoncturelles de cet exode kurde vers l'Europe ?

Peut-on régler la question des réfugiés sans traiter ses causes politiques, sans aborder les conditions politiques qui poussent les populations kurdes à quitter leur pays ?

Pour débattre de toutes ces questions, dresser un état des lieux et évoquer les perspectives, l'Institut kurde a organisé le 10 mars 2001, de 9h à 18h30 au Centre des Conférences Internationales, 19,

avenue Kléber, 75016 Paris, une *Conférence Internationale sur les déportations et déplacements des populations civiles kurdes en Irak et en Turquie*, les deux pays qui génèrent le plus gros contingent de réfugiés kurdes vers l'Europe.

Cette conférence a rassemblé à Paris les meilleurs experts (universitaires, journalistes) de la question ainsi que des personnalités politiques dans le but de contribuer à l'information et à la réflexion de l'opinion, en particulier des décideurs politiques, des responsables des associations et des services sociaux, des journalistes et des citoyens s'intéressant aux Kurdes.

La session de la matinée présidée par Me Patrick Baudoin, président d'honneur de la Fédération Internationale des ligues des droits de l'homme, a été consacrée à dresser l'état des lieux. Après la présentation de la conférence par

Mme Joyce Blau, professeur à l'INALCO et rédactrice en chef de la revue *Etudes Kurdes*, Hosham Dawud, du CNRS, a évoqué les travaux de feu Ali Babakhan sur la déportation des Kurdes faylis en Irak, souligné le rôle de pionnier de ce chercheur pour les études de déportation des Kurdes, rappelé les raisons pour lesquelles la conférence est dédiée à sa mémoire. Ensuite, Hamit Bozarslan, maître de conférences, à l'EHESS, a parlé de la place de la déportation dans l'histoire politique kurde et a illustré, son analyse par des exemples précis des communautés kurdes déportées hors de tout contexte de révolte, en Syrie, dans l'ex-URSS et en Turquie.

Mme Hania Mufti, de *Human Rights Watch*, a fait une analyse fine et argumentée des déplacements des Kurdes irakiens au regard du Droit international. Puis, Fuad Hussein, vice-président de l'Institut kurde, a longuement exposé la politique d'arabisation des régions kurdes en Irak depuis l'accession au pouvoir du Parti Baath. Après la projection d'un film documentaire poignant du journaliste britannique Gwynne Roberts intitulé " *déportation et disparition de masse : l'opération Anfal à travers les documents des services de renseignements irakiens* ". diffusé par la BBC mais inédit en France, la matinée s'est achevée par un exposé très documenté du chercheur néerlandais Joost Jongerden, de l'Université d'Amsterdam, sur les déplacements forcés des Kurdes en Turquie dans les années 1990, exposé suivi d'un débat avec tous les intervenants de la session.

La session de l'après-midi a débuté par un exposé de Khosrow Abdullahi, de l'INALCO, sur la situation des Kurdes en Iran. Puis, dans une première table ronde présidée par le journaliste Marc Kravetz, Mme Ferda Cemilglu, présidente de

Migration and Asylum Center de Turquie, Kendal Nezan président de l'Institut kurde de Paris, Francis Wurtz, président du Groupe de la Gauche unie au Parlement européen, Me Feridun Yazar, vice-président du Parti démocratique du peuple (Hadep) chargé des relations internationales et Ragip Zarakoglu, directeur du quotidien *Yeni Gundem*, d'Istanbul ont discuté de l'avenir des Kurdes en Turquie dans la perspective de la candidature turque à l'Union européenne.

L'avenir des Kurdes en Irak a fait l'objet d'une deuxième table ronde présidée par Bernard Dorin, ambassadeur de France.

En introduction au débat, Mme Nasrine Berwari, ministre de la Reconstruction et du développement du gouvernement kurde d'Erbil a fait le bilan de l'action de son administration grâce aux financements affectés aux provinces kurdes par la résolution 986 de l'ONU dite pétrole contre-nourriture et évoqué les perspectives : " *sans ces 13% des revenus de la vente du pétrole alloués au Kurdistan et sans la protection aérienne l'œuvre déjà accomplie, considérable mais fragile, pourrait être détruite et les populations civiles reprendre les chemins de l'exode* ". Son collègue, Salih Rashid, ministre des réfugiés et des déplacés du gouvernement régionale kurde de Suleimanieh a affirmé partager entièrement cette analyse avant d'évoquer " *le sort des dizaines de milliers de déplacés kurdes vivant encore dans des conditions matérielles très précaires. Il s'agit pour la plupart des Kurdes expulsés des territoires sous contrôle du régime irakien. Privés d'avenir, ils continuent à vouloir émigrer vers l'Europe. Le seul moyen d'arrêter cet exode est de stabiliser la situation économique et politique au Kurdistan* ", a conclu le responsable kurde. Dr. Mahmoud

Osman, qui, en tant que proche collaborateur du général Barzani, puis comme président du Parti socialiste du Kurdistan irakien, a participé pratiquement à toutes les négociations kurdo-irakiennes, a expliqué " *pourquoi un compromis avec le régime de Saddam Hussein lui semblait improbable. Et étant donné la faiblesse d'une opposition irakienne morcelée, la solution la moins mauvaise est le maintien du statu quo actuel jusqu'à la chute de Saddam Hussein. A condition que les mouvements kurdes surmontent leurs divisions pour parler d'une seule voix et qu'ils sachent mobiliser le soutien des opinions publiques des pays occidentaux, la conjoncture internationale, pour une fois, leur est favorable* ", a-t-il conclu.

Dr. Najmaddine O. Karim, président de l'Institut kurde de Washington et Jonathan Randal ont évoqué les incertitudes de la politique étrangère américaine. Enfin, en l'absence de M. Védrine, invité mai en déplacement dans les Balkans, son représentant a exposé : *la politique française envers les Kurdes et l'Irak : respect des résolutions de l'ONU, y compris de la résolution 688 sur la protection des Kurdes, défense des droits culturels et de l'identité kurdes dans tous les pays où ils vivent, désarmement de l'Irak et révision de la politique actuelle des sanctions qui pénalisent surtout les populations civiles*.

Après un débat avec l'auditoire, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde a clos les travaux en réitérant l'appel à l'organisation d'une conférence des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne pour définir une politique commune de l'Europe sur la question kurde : " *Cet appel soutenu par le bureau national du parti socialiste français, par le parti, communiste, les Verts, une vingtaine d'ONG françaises et de nombreuses*

personnalités jouit aussi l'appui de l'Internationale socialiste. Il est grand temps qu'il trouve une traduction politique au niveau des gouvernements et que la France qui a des responsabilités historiques dans la tragédie kurde, prenne

l'initiative dans ce domaine " a-t-il conclu.

Les actes de cette conférence seront publiés ultérieurement dans la revue d'Etudes Kurdes.

UN COLLOQUE À L'UNESCO SUR LES LANGUES MENACÉES

Sur les six mille langues parlées actuellement dans le monde 80% pourraient disparaître d'ici deux ou trois générations.

Fragilisées, marginalisées, broyées par le rouleau compresseur des langues officielles des Etats, ces langues des peuples indigènes et/ou minorisés représentent une part irremplaçable du patrimoine culturel et linguistique de l'humanité. Elles ont besoin d'être reconnues, protégées et assurées dans leur expression et développement.

Le Conseil de l'Europe, après des années de débats, a élaboré une Charte européenne des droits linguistiques qui constitue une avancée considérable dans le domaine de la protection de la diversité linguistique de l'Europe. Cependant plusieurs Etats européens, dont la France et la Turquie, n'ont pas encore ratifié cette Charte qui ne concerne que le continent européen.

Que faire pour les langues menacées d'autres continents qui, des langues amérindiennes à celles d'Afrique et d'Asie, sont légion ?

À l'appel du Pen International une soixantaine d'ONGs, dont l'Institut kurde, engagées dans la défense des langues en péril sur les cinq continents ont adopté le 6 juin 1996 à Barcelone une Déclaration universelle des droits linguistiques.

Cette Déclaration a reçu le soutien des grandes figures morales à travers le monde dont Nelson Mandela, Desmond Tutu, le Dalaï Lama, Alfonso Pérez Esquivel, Seamus Heaney, Rigoberta Menchu, Octavio Paz, etc.

Pour faire l'état des lieux et sensibiliser les responsabilités de l'UNESCO le Comité d'accompagnement de la Déclaration, en coopération avec plusieurs ONG cosignataires, dont le PEN International et l'Institut kurde, a organisé une journée des langues menacées le mardi 20 mars de 10h à 17h à la Salle 12 de la Maison de l'UNESCO, 7, place Fontenoy, 75007 Paris.

En organisant cette journée dans les locaux même de l'UNESCO, les ONGs signataires espèrent que cette organisation internationale, qui a pour mission la sauvegarde du patrimoine culturel universel, prendra dans des délais raisonnables les mesures nécessaires pour l'examen et l'adoption de cette Déclaration Universelle des droits linguistiques qui exprime les aspirations à la survie de leur culture et de leur langue d'une partie délaissée et ignorée de l'humanité.

La matinée a commencé par une table ronde réunissant des experts des langues menacées en Amérique du Sud, en Afrique, au Proche-Orient et en Europe. M. Juan De Dios

Yapita a décrit "le difficile combat pour la survie des langues amérindiennes". Salim Chaker, vice-président du Conseil scientifique de l'INALCO, a exposé le statut de la langue berbère dans les pays du Maghreb, langue ni reconnue ni interdite, laissé à son sort, assiégée, minorisée, fragilisée par la politique linguistique des divers régimes qui, au nom d'une conception centralisatrice et autoritaire de l'Etat-nation, imposent le seul usage officiel de l'arabe. Kendal Nezan, a présenté la situation contrastée du kurde dans les Etats se partageant le Kurdistan : langue officielle de l'enseignement, de l'administration et des media dans le Kurdistan irakien, langue tolérée mais non enseignée au Kurdistan iranien et syrien, langue faisant l'objet d'une politique systématique d'éradication au Kurdistan de Turquie; enfin langue connaissant un véritable renouveau dans la diaspora kurde d'Europe occidentale. Le président de l'Institut a également évoqué le sort de deux autres langues de peuples sans Etat: l'araméen, qui fut pendant plusieurs siècles une grande langue de culture de civilisation et d'échanges internationaux et qui est en train de dépérir dans les montagnes du Kurdistan irakien et le béloutch, langue indo-européenne d'une population écartelée entre plusieurs Etats et non reconnue.

Après ce tableau sombre, M. Léo Conradie, ministre plénipotentiaire de l'Ambassade de l'Afrique du Sud auprès de l'UNESCO, a rappelé que comme le prouve l'exemple de son pays le dépérissement des langues minoritaires n'est pas une fatalité, qu'avec une volonté politique de pluralisme on peut renverser la tendance. Ainsi, après la fin de l'apartheid, le nouveau régime sud-africain a mis en œuvre une politique qui permet aux principales communautés ethno-linguistiques du pays le libre usage de leur langue

dans l'enseignement et les médias sans que cela n'encourage un quelconque séparatisme, bien au contraire. De son côté, M. Jouis Jou, directeur général de la politique linguistique du gouvernement de la Catalogne a exposé les réalisations remarquables de son gouvernement pour le renouveau et la diffusion de la langue catalane depuis l'autonomie obtenue après la fin du franquisme.

Pour élargir le débat, Yves Plasseraud, président du Groupement pour les minorités, a fait un exposé comparatif de l'état des langues minoritaires en France et en Europe.

Le directeur général de l'UNESCO qui avait été invité, mais absent de Paris s'est fait représenter par la directrice de la division de l'Education qui a assisté à toute la session de la matinée.

Le colloque s'est poursuivi par un déjeuner de travail présidé par Mme Mitterrand avec la participation d'ambassadeurs et de diplomates d'une quinzaine de pays dont l'Allemagne, le Mexique, la Bolivie, l'Afrique du Sud, etc.

La session de l'après-midi a été consacrée à la réflexion sur les moyens de faire avancer la cause des langues menacées. Au nom du Comité du suivi de la Déclaration universelle des droits linguistiques Carlos Torner a décrit l'historique de la démarche entreprise d'abord à Barcelone, en 1996, avec la participation d'une soixantaine d'ONG de cinq continents qui ont élaboré ensemble la Déclaration universelle. Depuis, un chemin appréciable a été parcouru et l'objectif de faire adopter par l'UNESCO une convention s'inspirant des principes de cette Déclaration n'est pas hors d'atteinte malgré la résistance opiniâtre des représentants

de certains Etats, comme la Turquie, l'Algérie ou la Chine. Aureli Argemi, secrétaire général du CIEMEN a présenté les principales dispositions de la Déclaration dont certains articles ont été lus en kurde, en araméen, en catalan, en turc, en berbère, etc... M. Homeo Aridjis, président du PEN Club International a conclu les travaux avec un vibrant plaidoyer en faveur de la diversité linguistique de l'humanité, aussi

vitale pour la survie de l'homme et de la civilisation que la biodiversité pour celle de la planète.

Les principaux intervenants ont ensuite rejoint les convives de l'Institut kurde pour fêter ensemble le Nouvel an kurde, Newroz, dans une véritable ambiance multilinguistique et multiculturelle autour d'un dîner oriental avec des chants dans plusieurs langues.

ANKARA : LE PROGRAMME NATIONAL TURC POUR L'UNION EUROPÉENNE IGNORE LA QUESTION KURDE

LA Turquie a, le 19 mars adopté un programme de réformes en vue d'adhérer à l'Union européenne loin de répondre aux demandes de l'Europe sur l'octroi de droits culturels aux Kurdes, l'abolition de la peine de mort et une diminution du rôle de l'armée.

Le "programme national", entériné en conseil des ministres, prévoit en termes généraux des amendements légaux pour améliorer la liberté de pensée et d'expression, les conditions dans les prisons, et la lutte contre la torture. Mais il exclut tout enseignement en kurde, maintenant que la "langue officielle de la Turquie, y compris dans l'éducation, est le turc". Il reconnaît aux citoyens le droit "d'utiliser librement des langues ou dialectes différents dans leur vie quotidienne", à condition que cela ne soit pas dans des "but séparatistes". Le programme laisse au Parlement la responsabilité de se prononcer, à moyen terme, sur une abolition de la peine de mort, et décrit comme un organe "consultatif" le Conseil national de sécurité (MGK), instance dominée par l'armée réunissant les plus hauts dirigeants civils et

militaires à travers lequel ces derniers pèsent ouvertement sur la vie politique. Son rôle et sa structure, ancrés dans la Constitution comme dans les mentalités dans un pays où la population fait apparemment plus confiance à son armée qu'à ses hommes politiques, doivent être revus "à moyen terme".

La Turquie a été déclarée candidate à l'UE en décembre 1999, mais doit remplir les critères de Copenhague sur le respect des droits de l'homme et de la démocratie pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion. Ce programme est le fruit d'un compromis entre les partenaires de coalition du Premier ministre Bulent Ecevit : son parti de la Gauche démocratique DSP (gauche nationaliste), le parti de la Mère patrie ANAP et le parti de l'Action nationaliste MHP (ultra nationaliste).

Le MHP est opposé à des droits culturels pour les Kurdes, comme l'armée. Le MHP est également opposé à l'abolition de la peine de mort à cause d'Ocalan. Il avait mené campagne pour son exécution avant son arrivée au pouvoir aux législatives d'avril 1999. La Turquie a

repoussé son exécution dans l'attente d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme.

Mesut Yilmaz, ministre chargé de l'Europe et chef du parti de la Mère patrie (ANAP), a souligné devant la presse que le programme "doit être achevé en cinq ans au plus. Sinon je crains que nous n'arrivions plus à suivre le calendrier d'élargissement de l'UE".

"La balle est toujours dans le camp de la Turquie", souligne un autre diplomate européen. "Les Européens peuvent dire que ça ne va pas assez loin, mais c'est aux Turcs de fixer le rythme. Au moins, le programme fait passer le message que le gouvernement reste engagé dans le processus européen malgré tous les problèmes".

Le programme comprend aussi un volet économique en vue d'une harmonisation avec l'UE. Mais la crise que traverse la Turquie, dont la monnaie a été dévaluée de 30 % face au dollar, est désormais passée au premier plan des préoccupations du gouvernement et de la population, et risque de rendre plus difficile sa mise en œuvre. L'Union européenne a, le 26 mars, accordé un satisfecit au volet économique du programme turc d'adhésion à l'UE, mais a souligné que des "efforts supplémentaires" étaient nécessaires en matière de respect des droits de l'Homme et d'abolition de la peine de mort.

Ce programme d'adhésion constitue un paquet d'environ 200 nouvelles lois et amendements qui devront être débattus d'ici cinq ans. Ce programme "est une contribution importante à la préparation de la Turquie à l'adhésion à l'UE et la première étape d'un programme profond de réformes politiques", a commenté Gunter Verheugen, le commissaire européen à l'élargissement. En ce sens, il

constitue "le point de départ pour la transformation fondamentale de la Turquie en une démocratie moderne". Toutefois, a poursuivi M. Verheugen, "une analyse préliminaire laisse apparaître que des efforts supplémentaires seront

requis dans des domaines tels que l'abolition de la peine de mort et l'assurance des droits culturels pour tous les citoyens, quelle que soit leur origine", a-t-il indiqué en faisant implicitement référence à la question kurde.

HALABJA : IL Y A 13 ANS

LE treizième anniversaire du gazage par l'aviation irakienne des habitants de la ville kurde de Halabja a été marqué, le 16 mars, par une série de manifestations de souvenir un peu partout au Kurdistan et dans la diaspora kurde.

Au Kurdistan irakien, dans des régions gouvernées par les Kurdes, la journée de Halabja a été commémorée dans les écoles, les universités et les administrations. Les média locaux ont accordé une large place à cet événement tragique inscrit dans la mémoire collective comme le "Hiroshima kurde". Dans les provinces kurdes sous contrôle irakien, turc, irakien et syrien, le contexte politique n'a pas permis la tenue de réunions publiques, mais les habitants ont suivi avec émotion les programmes spéciaux des chaînes de télévision kurdes par satellite consacrées à Halabja. Dans la plupart des villes européennes, des associations kurdes ont organisé des expositions de photos, des conférences ou des réunions de souvenir pour commémorer Halabja.

Enfin à Washington, le 16 mars le porte-parole du département d'Etat, Richard boucher, a fait une déclaration dont voici les principaux extraits :

"Aujourd'hui, il y a treize ans, Saddam Hussein attaquait aux armes chimiques la ville de Halabja,

à majorité kurde, au nord-est de l'Irak. Le 16 mars 1988, près de 5.000 personnes étaient tuées et 10.000 blessées lorsque l'aviation irakienne a bombardé la ville de Halabja avec du gaz moutarde et d'autres gaz empoisonnés. Treize ans après ce massacre, la population de Halabja souffre encore d'un grand nombre de maladies graves. Les cas de cancer, de désordres neurologiques, d'enfants nés difformes, de fausses couches sont d'une très haute fréquence.

L'attaque de Saddam Hussein à l'arme chimique n'était pas un incident isolé. Elle faisait partie d'une campagne systématique organisée par Saddam Hussein et menée par son adjoint Ali Hasan al-Majid, l'infame "Ali, le chimique", contre des civils kurdes irakiens.

Les observateurs internationaux estiment qu'en 1988 lors des campagnes, connues sous le nom d'Anfal, le "butin", les forces armées irakiennes ont tué 50.000 à 100 000 personnes. De plus, entre 1983 et 1988, lors de la guerre Iran-Irak, le régime irakien a également tué à l'arme chimique des milliers d'Iraniens.

Nous œuvrons pour qu'un jour prochain les responsables qui ont donné l'ordre de bombarder Halabja au gaz chimique, soient traînés, là où ils seraient, devant un tribunal

international, dans un Irak libre et démocratique.

Ces crimes ne seront jamais oubliés. De même que nous nous rappelons de Halabja, nous réaffirmons et nous demandons à la communauté

internationale de faire de sorte à ce que le régime de Saddam Hussein ne soit plus jamais autorisé à reconstruire son programme de développement des armes de destruction massive”.

AINSI QUE...

• **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR “ TRAITEMENTS INHUMAINS ”.** La Turquie a, le 1^{er} mars, été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg pour “traitements inhumains” commis sur un jeune Kurde, au cours d'une garde-à-vue.

Devrim Berktaç, âgé de 17 ans à l'époque des faits, avait été grièvement blessé en 1993 à Diyarbakir, après avoir été poussé de son balcon par des policiers turcs qui menaient une perquisition à son domicile. Le père du jeune homme, Huseyin Berktaç, accusait également les policiers de l'avoir retardé, alors qu'il voulait emmener son fils recevoir des soins, de toute urgence.

Les policiers assuraient quant à eux que le jeune garçon, qui se trouvait en garde-à-vue, s'était précipité par-dessus la balustrade.

Le gouvernement turc, qui aurait dû fournir une “*explication plausible*” aux blessures du jeune homme, s'est contenté “*de renvoyer à l'issue de la procédure pénale interne, où un poids décisif a été attaché aux explications des policiers*”, selon les juges européens.

La Turquie devra verser un total de 69.500 livres sterling à Devrim Berktaç et à son père.

• **L'ETAT D'URGENCE RECONDUIT DANS QUATRE PROVINCES KURDES.** Le Parlement turc a, le 27 mars, reconduit l'état d'urgence en vigueur depuis 14 ans dans quatre provinces kurdes. Le Parlement se prononce tous les quatre mois sur le maintien de l'état d'urgence. Les provinces concernées sont Diyarbakir, Hakkari, Sirnak et Tunceli.

Sa levée fait partie des mesures politiques réclamées à “*moyen terme*” à la Turquie par l'Union européenne si elle veut ouvrir des négociations d'adhésion. Le gouvernement turc s'est engagé à le lever, mais sans donner de date, dans son “*programme national*”, vaste catalogue de mesures devant mettre la Turquie en conformité avec les normes européennes en matière politique et économique.

Les combats ont quasiment cessé dans la région, mais l'armée turque s'est déclarée déterminée à pourchasser jusqu'au bout les “*rebelles du PKK*” à moins qu'ils ne se rendent, et elle mène régulièrement des opérations dans le Kurdistan irakien, où la plupart des combattants du PKK se sont repliés.

Un regain de tension s'est fait cependant sentir fin janvier 2001 avec un attentat qui a coûté la vie au chef de la police de Diyarbakir, dont les auteurs n'ont toujours pas été

retrouvés, et la disparition de deux responsables du HADEP de la province de Sirnak après une visite au poste de gendarmerie, qui n'ont toujours pas réapparu. Nombreux sont ceux qui accusent “*l'Etat profond*” de cultiver la terreur dans la région pour maintenir celle-ci sous un régime d'exception.

• **L'IMPUNITÉ PARLEMENTAIRE TURQUE PROTÈGE DES CRIMINELS.** La police turque a, le 24 mars, arrêté quatre hommes, dont le neveu et le chauffeur de Mustafa Bayram, député turc, qui auraient essayé de vendre deux tableaux volés de Pablo Picasso à des policiers en civil. Le neveu de M. Bayram venait apparemment d'accepter de vendre les tableaux aux policiers en civil pour 1,5 million de dollars pièce.

Ces deux tableaux saisis s'ajoutent à six autres, qui seraient également des œuvres du peintre espagnol, retrouvés en Turquie au cours de l'année écoulée. Ils auraient été volés dans un palais au Koweït pendant la guerre du golfe, en 1991, et passés en contrebande en Turquie via l'Irak.

Depuis l'arrestation du député de Van, les médias turcs ne manquent pas de révélations jusqu' alors passées sous silence. Alors que la première déclaration de M. Bayram a été “*Vous ne savez pas à qui vous avez affaire. Je suis un représentant du peuple à l'Assemblée turque*”. Mustafa Bayram, aujourd'hui député indépendant, a d'abord été présenté sur une liste ANAP pour les élections de 1995 puis s'est présenté sur la liste du parti islamiste (RP) au cours des élections de 1999. Interrogée sur la question, la Commission électorale rétorque que M. Bayram, poursuivi dans le cadre de huit affaires, comprenant l'homicide et trafic de drogue, aurait trompé la commission électorale en faisant une erreur volontaire sur son nom, passant de

"Bayram" à "Bayrak" évitant ainsi toute opposition.

Le Parlement turc comprend aujourd'hui dans ses rangs de nombreuses personnes impliquées dans des crimes et délits, mais ces dernières échappent aux poursuites grâce à l'amnistie, aux prescriptions dues à la lenteur de l'instruction, ou aux subterfuges grotesques comme cette dernière affaire. Alors que Leyla Zana et ses collègues purgent depuis plus de 7 ans leurs peines de 15 ans de prison pour avoir osé dénoncer la politique turque sur les Kurdes, l'immunité parlementaire, levée avec aisance quand de délits d'opinion sont commis, protège un gros bataillon de députés turcs impliqués dans des crimes infamants et des trafics de toutes sortes.

• CENGIZ SOYDAS, 28 ANS, PREMIÈRE VICTIME DE LA GRÈVE DE LA FAIM LANCÉE DANS LES PRISONS TURQUES IL Y A CINQ MOIS. Cengiz Soydas est décédé le 21 mars à l'âge de 28 ans des suites d'une grève lancée en novembre 2000 dans les prisons turques. Selon la Chambre des médecins d'Ankara, 31 autres détenus, courent le *"risque d'une mort soudaine que même leurs médecins ne seront pas en mesure de prévoir"*.

Les prisonniers ont entamé ce mouvement de grève de la faim pour protester contre leur transfert dans de nouveaux établissements pénitentiaires dotés de cellules pour une ou trois personnes. Incarcérés jusqu'à présent dans des dortoirs collectifs, ils déclarent craindre des abus commis par des gardiens en cas d'isolement. Les forces de l'ordre turques avaient lancé du 19 au 22 décembre un assaut massif pour briser un mouvement de grève de la faim de détenus d'extrême gauche dans les prisons. 19 prisonniers

avaient succombé à leurs brûlures après s'être immolés par le feu selon les autorités, 10 autres morts dans les affrontements avec les forces de sécurité, et un détenu est décédé de blessures dont la nature n'a pas été précisée. Deux gendarmes avaient trouvé la mort dans l'assaut.

Une détenue, Hatice Yazgan, se trouve dans un état particulièrement critique. À 30 kg, elle a perdu toute intelligence, incapable de dire son âge, dans quel pays elle se trouve, ne reconnaissant même pas sa famille.

Le Conseil de l'Europe a, le 16 mars, exhorté les autorités d'Ankara à réformer les prisons turques et à enquêter sur les allégations relatives à des abus dont seraient victimes des détenus. Tabassages de prisonniers, tirs sur des détenues qui n'opposaient pas de résistance : le Comité anti-torture du Conseil de l'Europe ne ménage pas ses critiques contre les méthodes des autorités turques, lors de l'assaut meurtrier contre le mouvement de grève de la faim dans les prisons.

Le Comité pour la prévention de la torture (CPT), dont une délégation s'est rendue à deux reprises en Turquie, en décembre et janvier, a pointé les méthodes *"pas toujours proportionnées"* des forces de l'ordre, au cours de ces interventions, menées du 19 au 22 décembre, et qui s'étaient soldées par 32 morts.

Dans des observations préliminaires, rendues publiques, le 15 mars, à Strasbourg avec l'assentiment des autorités turques, la délégation du CPT confie notamment ses *"sérieux doutes"* sur la manière dont l'intervention a été menée dans un dortoir de femmes de la prison et maison d'arrêt d'Istanbul, Bayrampasa: Six femmes, sur les 27 occupantes du dortoir C1, ont été tuées et plusieurs autres blessées ou

brûlées, alors qu'elles s'étaient simplement enfermées, sans opposer de *"résistance violente"*, selon les explications recueillies par la délégation. Les détenues auraient néanmoins été *"bombardées de grenades lacrymogènes"* pendant plusieurs heures et des *"coups de feu auraient été tirés sur elle"* par intermittence. Par ailleurs, un incendie aurait été provoqué au dernier étage du dortoir sans que les forces de sécurité -qui en avaient les moyens matériels- interviennent immédiatement pour éteindre le sinistre, affirme le CPT dans un communiqué.

La délégation, qui s'est rendue en Turquie du 10 au 16 décembre et du 10 au 15 janvier, pointe également des passages à tabac de détenus déjà maîtrisés, ainsi que des fouilles *"indiscrettes ou humiliantes"*. *"Des détenus auraient été frappés par les membres de la gendarmerie après leur évacuation des dortoirs des prisons où les interventions se sont déroulées"*, relate le CPT, qui cite de *"nombreuses allégations concordantes"* et *"des données médicales compatibles avec des allégations de passage à tabac de détenus"*.

Le CPT, qui note que *"les forces de sécurité se sont heurtées à des barricades et à une violente résistance"* dans de nombreuses prisons, réclame donc une *"enquête approfondie et indépendante"* concernant le dortoir C1 et toutes les interventions effectuées à partir du 19 décembre.

Le CPT, habilité à entrer dans toutes les prisons des Etats membres du Conseil de l'Europe afin de prévenir la torture et les mauvais traitements, établira prochainement un rapport détaillé sur ses visites en Turquie, mais l'autorisation d'Ankara sera nécessaire pour qu'il soit rendu public.

• TROIS PRIX NOBEL SOUTIENNENT L'ECRIVAIN KURDE MEHMED UZUN QUI RISQUE 15 ANS DE PRISON POUR DEUX ROMANS. Un appel en faveur de l'écrivain kurde suédois Mehmed Uzun, poursuivi par la justice turque, a été signé par trois lauréats de prix Nobel : L'écrivaine sud-africain Nadine Gordimer (Prix Nobel de littérature 1991), son homologue allemand Gunther Grass (Prix Nobel de littérature 1999) et l'écrivain américain d'origine roumaine Elie Wiesel (Prix Nobel de la paix 1986), ont soutenu et signé l'appel rédigé par l'écrivaine suédoise Kerstin Ekman. Ces écrivains et intellectuels protestent contre les poursuites entreprises par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul qui accuse Mehmed Uzun d'avoir *"soutenu le terrorisme, incité à la révolte menant vers le séparatisme"*.

"Tous les membres de l'Académie royale de Suède et de l'Académie royale du Danemark ont aussi signé cet appel, sans compter d'autres écrivains célèbres du monde entier", a déclaré Mme Kerstin Ekman. Cet appel a été envoyé au président de la République turque, au Premier ministre et autres membres du gouvernement turc, a précisé l'écrivaine suédoise.

Mehmet Uzun, arrivé en 1980 en Suède en tant que réfugié, est un romancier écrivant en langue kurde. Ses livres ont été traduits en suédois, en allemand et en français. Deux de ses romans *"Clair comme l'amour, sombre comme la mort"* et *"Floraison d'une grenade"*, traduits en turc et publiés à Istanbul font l'objet de poursuites judiciaires.

L'auteur suédois d'origine kurde s'est rendu, le 30 mars, à Istanbul où, début avril, se tiendra son procès, et où il risque une peine de 15 ans de prison. *"Il est important que je me présente devant le procureur turc de*

ce procès pour repousser ces accusations grossières selon lesquelles je soutiendrais le terrorisme", a affirmé Mehmed Uzun. *"Je dois effectuer cette démarche car je crois en la liberté d'expression, au combat pour la démocratie et aux droits de l'homme"*, a-t-il ajouté.

Mehmed Uzun a rencontré, le 29 mars, la ministre suédoise de la Culture, Mme Marita Ulvskog qui l'a rassuré du soutien du gouvernement suédois qui assume actuellement la présidence de l'Union européenne.

• LA PROLONGATION DE LA DÉTENTION ARBITRAIRE D'UN CITOYEN FRANÇAIS À ISTANBUL. Dr. Zeki Budak, citoyen français d'origine kurde arrêté le 16 janvier 2001 à l'aéroport d'Istanbul et détenu depuis à la prison Bayrampasa, a comparu le 29 mars devant la cour de sûreté de l'Etat n°1 d'Istanbul. Après la vérification de l'identité de l'accusé, la cour a entendu les témoignages de deux voisins français de ce dentiste marié à une Française et père de trois enfants. Les témoins ont confirmé qu'ils voyaient depuis des années régulièrement Dr. Budak, habitant comme eux Rouen depuis 1992, qu'ils connaissaient ses opinions humanitaires et non violentes et que l'accusation du procureur selon laquelle il aurait été le chef du PKK dans la ville de Cologne leur paraissait invraisemblable.

Selon le procureur, cette accusation aurait été portée par trois membres présumés du PKK. Or, l'avocat de ces derniers, Me Ummuhan Yasar, a attesté devant la cour que la police turque avait fait signer sous la torture ces accusations par ses clients qui lui ont formellement déclaré qu'ils ne connaissaient pas Dr. Budak.

L'avocat de la défense Me Seref Yilmaz a appelé la cour à constater le vide et l'inconstance du dossier d'accusation et à relaxer son client. Le procureur a demandé le maintien en détention pour *"vérification supplémentaire"*. Accédant à cette demande, la cour a décidé de proroger jusqu'au 7 juin la détention arbitraire du Dr. Budak.

Les autorités françaises suivent ce procès sans intervenir officiellement parce qu'il s'agit de quelqu'un qui a la double nationalité.

• FERMETURE DEFINITIVE DU QUOTIDIEN PRO-KURDE 2000'DE YENI GUNDEM. Le quotidien pro-kurde "2000'de Yeni Gündem", publié pour la première fois le 27 mars 2000 en Turquie en langue turque, a été contraint de mettre fin à sa parution le 31 mars 2001. Après les quotidiens Yeni Ülke, Özgür Gündem, Özgür Ülke, Yeni Politika, Demokrasi, Ülkede Gündem et Özgür Bakis, interdits les uns après les autres, 2000'de Yeni Gündem n'a pas pu résister plus longtemps aux pressions de toutes sortes de la part des autorités turques.

Dès le 6^e jour de sa parution, le quotidien avait été interdit dans la région sous état d'urgence (OHAL) par la super-préfecture d'OHAL prétextant simplement qu'il était *"nuisible"*. Or, 40 % de ses lecteurs se trouvent dans cette région. Il a fait l'objet d'une quinzaine de saisies, la première dès le 13 juillet pour avoir dénoncé l'intervention musclée des autorités turques dans la prison de Burdur. Le quotidien était également poursuivi dans le cadre de 53 affaires pour la plupart instruites par les cours de sûreté de l'Etat. La justice turque n'avait pas non plus hésité à prononcer des condamnations d'amendes sans précédent contre le journal et ses dirigeants.

Ragip Zarakoglu, rédacteur en chef du quotidien disparu a déclaré : *“Gündem a fait écho à la voix d'une autre Turquie, et dans l'une des périodes les plus difficiles pour la Turquie, il a essayé d'apporter sa contribution à plus de démocratisation du pays.”*

• BULENT ECEVIT SE LANCE DANS LA TOPONYMIE POUR LUTTER CONTRE LE KURDE.

Selon le quotidien turc *Hurriyet* du 31 mars, le Premier ministre Bülent Ecevit, décidé à lutter contre les noms de lieux en une autre langue que le turc, s'est lancé dans une campagne de *“turquisation”*. Aussi a-t-il publié une circulaire ministérielle demandant aux institutions et aux

organisations de consacrer une attention particulière et de turquiser les noms trop souvent en kurde à son goût. Il a également envoyé aux administrations et collectivités un dictionnaire guide toponymique – Dictionnaire d'utilisation et d'explication du turc – publié à cet effet et *“conforme à la structure politique, historique, nationale et culturelle du pays”*.

Dans sa circulaire, le Premier ministre se dit préoccupé par *“la détérioration de la langue turque”* et souligne *“le poids de la protection de l'identité politique et culturelle de la Turquie et de la consolidation de l'union nationale dans le renforcement et l'importance de la Turquie en cette période de*

globalisation”. *“Nous savons que ceux qui ont des desseins sur notre pays mettent d'abord en question la langue, c'est-à-dire le turc, et ceci afin de provoquer des aspirations et des mouvements séparatistes dans la société turque”* a-t-il ajouté.

Toujours selon la circulaire, les applications seront appréciées par un comité d'observation et d'orientation, regroupant des responsables du Haut comité d'histoire, de la langue et de la culture d'Atatürk, du Cabinet du Premier ministre, de l'état-major des armées turc, des ministères de l'Intérieur, des affaires étrangères, de l'éducation et de la culture, de même que du très controversé Haut comité de l'éducation (YOK).

RÉFUGIÉS Pourquoi les 900 Kurdes de Boulouris ne sont qu'une minuscule avant-garde

Tragédie kurde : s'attaquer à la cause

L'échouage sur la côte de Boulouris de plus de 900 civils kurdes dont plusieurs centaines d'enfants, soulève en France, et à juste titre, une émotion considérable. Déjà un grand élan de

PAR BERNARD DORIN *

solidarité est visible dans la population, notamment en Provence. On va déverser sur ces malheureux des vêtements chauds, des couvertures, de la nourriture et même des friandises et du chocolat ! Mais là n'est pas le problème : on est bien obligé de parer au plus pressé et de traiter l'effet, qu'il ne faut pas cependant confondre avec la cause. C'est à la cause, à la racine du mal qu'il faut s'attaquer. Et cette cause, en ce qui concerne les Kurdes d'Irak, elle a un nom : elle s'appelle Saddam Hussein. Comment peut-on penser que ces Kurdes, qui ont bradé tous leurs biens pour payer les passeurs, aurait mis en péril leurs vies et celles de leurs enfants en s'embarquant à fond de cale et sans espoir de retour sur cet immonde raffiot, l'*East-Sea*, s'ils n'étaient pas l'objet, de la part du gouvernement de Bagdad, d'une répression effroyable ?

D'ailleurs, il ne faut pas chercher bien loin pour comprendre la panique des civils kurdes. A-t-on oublié qu'en 1988, dernière année de la guerre Iran-Irak, Saddam Hussein a fait jeter par son aviation des bombes à gaz asphyxiants sur la ville de Halabja, tuant en quelques minutes quelque 5 000 civils kurdes, en majorité des femmes et des en-

fants ? L'image atroce d'une femme morte ayant tenté de protéger son enfant mort avec sa longue robe ne peut guère s'effacer. Ne se souvient-on pas de l'exode massif filmé par CNN, en février 1991, de deux millions de Kurdes d'Irak essayant d'échapper à la vindicte du même Saddam Hussein en franchissant les cols enneigés vers la Turquie et l'Iran ? Comment peut-on parler après cela « d'exode économique » ? Non ! Les Kurdes d'Irak fuient leurs terres ancestrales, tout simplement parce qu'ils sont menacés de mort.

Or nos Kurdes qui viennent de s'échouer sur la côte provençale sont originaires des régions de Mossoul et de Kirkouk. Le moment et le lieu d'origine de cet exode méritent une explication. Lorsqu'après la répression de 1991 par Bagdad, les alliés de la guerre du Golfe se décidèrent enfin à tenter de protéger les Kurdes d'Irak par une zone de protection aérienne (opération « *provide confort* ») ils choisirent

pas un parallèle, mais une ligne Nord-Ouest, Sud-Est et si, par imitation routinière de la Corée et du Vietnam, les stratégies militaires avaient tenu au parallèle, au moins fallait-il prendre le 35° parallèle qui, tout en sauvant l'essentiel de la population kurde, eut enlevé au régime de Bagdad la disposition des puits de pétrole de Kirkuk.

La tragédie actuelle des Kurdes de Kirkuk et de Mossoul découle directement de ce choix aberrant. C'est dire que les Occidentaux, et en tout premier lieu les Américains qui « *pilotaient* » la guerre du Golfe, ont une lourde responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui. Or ce qu'il faut comprendre, c'est que c'est le pétrole kurde de Kirkuk qui est l'une des causes majeures du malheur kurde en Irak. En effet, le régime de Saddam Hussein, dans la partie du Kurdistan qu'il contrôle, et bien entendu surtout dans la zone pétrolifère, a le plus grand intérêt à en expulser les Kurdes pour les remplacer par des Arabes et des

Turcomans. C'est là l'application d'une politique systématique et préméditée dont nous constatons maintenant le résultat.

Les populations ainsi

Qui pourrait prétendre sérieusement que les autorités turques, civiles et militaires, n'étaient pas parfaitement au courant du passage des réfugiés ?

de la limiter au 36° parallèle. Ce choix était totalement absurde car, non seulement il incluait dans la zone de protection des populations arabes à l'ouest de Mossoul, mais surtout laissait en dehors de la zone, la moitié environ de la population kurde d'Irak et... les grands gisements pétrolifères de Kirkuk. Si l'on avait vraiment voulu protéger les Kurdes, on aurait choisi, non

chassées ne reviendront jamais sur leur terre natale. Cela pourrait s'appeler un « *génocide par le vide* ».

Cependant, et c'est un point qui me paraît capital, il est impossible de séparer le cas des Kurdes d'Irak, qui sont environ 4 millions, de tous les autres Kurdes de la région qui forment à eux tous un ensemble parfaitement homogène : Kurdes de

Turquie (16 à 18 millions) ; Kurdes d'Iran (7 millions) ; Kurdes de Syrie (1 million). Il y a là une population d'une trentaine de millions d'âmes qui, avec le temps et les épreuves, ont développé une conscience nationale et une soif d'identité dont la force paraît irrésistible. En effet, à ne considérer que le cas irakien, on se condamnerait à ne voir que l'un des aspects du problème kurde dans son ensemble, lequel forme un tout d'autant plus indissociable que les Kurdes sont persécutés à des degrés divers dans chacun des Etats où ils vivent et actuellement surtout en Turquie où l'armée se livre à une terrible répression dans tous les départements kurdes du Sud-Est anatolien où s'applique la loi martiale. Déjà 3 à 4 millions de Kurdes de Turquie ont été chassés de leurs foyers et se sont répartis dans les bidonvilles des grandes villes turques. Il y a là un énorme « vivier » potentiel pour une émigration vers l'Europe, qui a d'ailleurs déjà commencé.

En vérité, après la solution, prévisible à terme malgré les difficultés actuelles, du conflit juéo-arabe, c'est le Kurdistan, cette « Pologne du Proche-Orient » qui constituera la grande crise de la région.

Mais revenons à l'immédiat : que faire des 900 Kurdes naufragés sur nos côtes ? Quand j'entends des hommes politiques soutenir qu'il faut « s'en débarrasser » comme on se débarrasse d'immondices, je suis écoeuré. « S'en débarrasser » : cela ne peut signifier que deux choses : ou essayer de les « fourguer » à d'autres Etats d'Europe, ce qui est illusoire, ou, pire encore, les renvoyer en Irak où, après leur fuite, leur sort serait scellé, ce qui est odieux. Certes, on ne peut être opposé aux formalités légales qui se déroulent

en ce moment à leur sujet. Je souhaite seulement aux magistrats qui interrogent les adultes une grande dose de discernement pour faire le départ entre Aali, qui serait un réfugié politique, et pourrait ainsi bénéficier

Les Américains qui « pilotaient » la guerre du Golfe ont une lourde responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui

du droit d'asile et Kamuran, qui serait un réfugié économique et en serait donc privé. Il faut bien entendu les accueillir, les accueillir tous sans distinction, et fraternellement.

Je vois bien l'objection qui est faite : donner l'asile à ces Kurdes-là ne peut que créer une incitation puissante à les imiter et jeter ainsi sur la mer en direction de nos côtes des dizaines de milliers d'autres Kurdes. Or la France ne peut accueillir 30 millions de Kurdes, ni même un million ! Cela est évident, aussi est-il urgent de trouver une solution, si je puis dire « à la source », c'est-à-dire qui concerne les auteurs même du génocide. Observons d'abord qu'un dictateur comme Saddam Hussein fait « coup double » en forçant au départ les Kurdes qui sont en son pouvoir. Il s'en débarrasse « ethniquement » en même temps qu'il jette les Européens, les Français en particulier, dans des difficultés juridico-politiques inextricables.

Le même raisonnement est tout à fait valable pour la Turquie. Qui pourrait prétendre sérieusement que les autorités turques, civiles et militaires, n'étaient pas parfaitement au courant du passage par le sud-est de la Turquie, particulière-

ment contrôlé et quadrillé, des 900 Kurdes en question, et de leur embarquement dans un port turc à destination des côtes françaises ? A cet égard on peut s'interroger sur le « hasard » qui fait que cet embarquement a lieu

quelques jours après la reconnaissance par le Parlement français du génocide arménien !

Dans ces conditions, une action s'impose : il faut que les pays les plus concernés

par l'exode Kurde, à savoir la France, l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suède et la Grèce se concertent afin d'exercer une pression commune puissante, à la fois politique et économique sur les Etats qui persécutent leur population kurde. C'est à ces Etats de lutter contre les mafias criminelles de passeurs : eux seuls sur place en ont les moyens sinon la volonté. Il est troublant à cet égard que le capitaine et l'équipage du *East-Sea* aient pu s'évanouir dans la nature. L'auraient-ils pu s'ils n'avaient pas disposé de puissantes protections ? En un mot, il faut agir vite et fort si nous ne voulons pas être rapidement dépassés par les événements. En effet, ne nous y trompons pas : les 900 Kurdes de Boulouris ne sont qu'une minuscule avant-garde : des centaines de milliers d'autres « attendent au portillon ». Ils seront là demain si les « Etats prédateurs » ne relâchent pas leur étreinte. Quant à renvoyer à la mort ou au désespoir ceux qui ont abordé à nos côtes, ce n'est pas une question de droite ou de gauche : c'est une question d'honneur : la France ne peut se déshonorer.

*Président des Amitiés francophones.

3 mars 1991: fin de la guerre du Golfe et défaite de l'Irak Dix ans de sanctions sans effet sur Saddam

L'ONU réfléchit à des armes plus efficaces que l'embargo, qui n'a pénalisé que les Irakiens.

Dimanche, les vétérans de la guerre du Golfe, George Bush père, ancien président des Etats-Unis, Norman Schwarzkopf, ancien commandant en chef de l'opération Tempête du désert, Colin Powell, ancien patron de l'armée devenu secrétaire d'Etat de Bush le fils, Margaret Thatcher et John Major, anciens Premiers ministres britanniques, ont célébré au Koweït le dixième anniversaire de la libération de l'émirat. Sans fanfare ni autocongratulations excessives.

Car la victoire reste inachevée. Dix ans après le cessez-le-feu du 3 mars 1991, Saddam Hussein est toujours au pouvoir à Bagdad et le dictateur irakien a réussi son exercice de réhabilitation dans le monde arabe. L'Occident y fait figure d'accusé, et Saddam de héros. Les sanctions n'ont réussi qu'à affamer les 22 millions d'Irakiens et à renforcer le régime. La coalition est en lambeaux, et le système construit pour contenir l'Irak est devenu une passoire. Nuit et jour, des norias de camions-citernes remplis de brut sortent d'Irak, via la Jordanie, la Turquie et la Syrie, pour le plus grand profit de Saddam et des siens. Des pipelines sort tout autant de pétrole irakien, et Saddam trouve des pays pour lui acheter son brut, avec une prime qui va directement dans ses coffres.



Mécanisme vicié. Le constat est ancien, mais jusqu'à présent l'Occident n'a pas réussi à présenter un front uni pour modifier ce système de sanctions aveugle et inefficace. L'administration Clinton, imperturbable, maintenait un régime qu'elle avouait, en privé, indéfendable, tandis que la France et la Russie plaident depuis des années pour une refonte d'un mécanisme vicié. Tous les jours, des avions américains maintiennent une politique de contrôle du ciel irakien, poursuivant une guerre larvée de bombardements réguliers. Parfois, Washington décide de pas-

ser à la vitesse supérieure, et ses appareils, sans trop se soucier de justification militaire, tirent quelques fusées sur des «nids de DCA» ou des centres de commandement et de contrôle, comme Bush Junior en a encore décidé il y a quinze jours. Seuls les fidèles alliés britanniques suivent cette diplomatie du missile, tandis que le reste du monde condamne. Malgré cette surveillance, les services secrets américains assurent que Saddam Hussein poursuit son réarmement, y compris chimique et nucléaire, et demeure une menace pour la région.

Pas d'ambulances. Ce statu-

quo paraît intenable. En Occident, les opinions comprennent mal cette politique qui sanctionne un pays exsangue, ramené au «stadé préindustriel», selon le constat de l'ONU. Le comité des sanctions, dominé par les Etats-Unis, maintient une interprétation inflexible de l'embargo, bloquant plus de 1 600 contrats pour des biens à double usage, civil et militaire, comme le chlore pour purifier l'eau ou des ambulances. Habilement, le régime irakien invite sympathisants et compagnons de route, qui dénoncent un embargo cruel qui affame un

peuple, oubliant la responsabilité écrasante de Saddam Hussein. Des avions atterrissent désormais régulièrement à Bagdad, en contravention des décisions de l'ONU.

Le changement viendra peut-être de George W. Bush, héritier de l'encombrante politique de son père. Jusqu'à présent, Bagdad s'est montré intransigeant, posant hier, dans la presse officielle, des conditions extrêmes à tout réaménagement des sanctions. Par un effet pervers, le système sert le régime, qui peut rendre l'Occident responsable de tous les maux qui accablent les Irakiens ●

F. S.

La ligne dure se lézarde à Washington

L'option des sanctions «intelligentes» a ses partisans.

Washington de notre correspondant

De retour de sa tournée moyen-orientale et européenne, au cours de laquelle il a défendu son projet de «re-centrage» des sanctions contre l'Irak, le secrétaire d'Etat Colin Powell s'appête à quelques passes d'armes. Non pas tant avec les républicains du Congrès, ni avec les pays du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais plutôt avec le trio de faucons de l'administration Bush: le vice-président Dick Cheney, ancien ministre de la Défense de Bush père, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et son adjoint direct, Paul Wolfowitz, qui est à la fois le plus «intellectuel» et le plus dur, sur tous les sujets de la nouvelle équipe de politique étrangère.

Pressés d'en finir. Les trois hommes ont regardé partir Powell au Moyen-Orient avec appréhension. Ils ont eu avec lui, par le passé, plusieurs désaccords sur la question irakienne. Powell est celui qui avait convaincu Bush père de cesser les hostilités dès la libération de Koweït City. Paul Wolfowitz s'en est pris à plusieurs reprises à ce choix: «Nous étions si pressés d'en finir avec cette guerre que nous avons laissé les hélicoptères irakiens massacrer les chiïtes.» Colin Powell est encore celui qui, au sein de l'administration, doute presque ouvertement de l'efficacité d'un réarmement de l'opposition intérieure à Saddam Hussein. Or, c'est l'une des idées fortes de Wolfowitz, qui a réussi à convaincre Rumsfeld sur le sujet. Autant dire que l'harmonie n'est pas parfaite au sein de l'équipe Bush sur le dossier irakien.

Sur le principe, l'allègement des sanctions a été avalisé publiquement par George W.

Bush. «Nos sanctions sont comme le gruyère», a-t-il déclaré le 23 février lors d'une conférence de presse à Camp David, au côté du Premier ministre britannique Tony Blair. «Nous allons chercher le moyen de les rendre plus efficaces [...] Nous n'avons rien contre le peuple irakien; nous en avons contre Saddam Hussein. Et chaque fois que quelqu'un souffre en Irak, cela nous concerne [...] Dans la mesure où les sanctions font souffrir le peuple irakien, nous allons étudier tout cela.»

Nouveau schéma. Selon une source informée, toutefois, certains des faucons de l'administration Bush estiment que, lors de sa tournée, Colin Powell serait allé trop loin, qu'il aurait «vendu aux pays arabes un plan qui n'a pas encore été accepté au sein de l'administration, alors qu'il n'avait qu'un mandat exploratoire». Colin Powell ne s'est en effet pas borné à tâter le terrain: il a négocié – avec succès – l'accord des pays arabes sur le nouveau schéma à l'étude.

«Les partisans de la ligne dure vont probablement pousser cet argument pour demander, en contrepartie, que les Etats-Unis augmentent leur aide à l'opposition», commente Philip Gordon, de la Brookings Institution. Mais la décision a été prise, et Bush ne reviendra probablement pas dessus. Seul un Président républicain pouvait d'ailleurs la prendre: Al Gore aurait eu beaucoup plus de mal, il aurait provoqué un tollé.» Les Etats-Unis, analy-

se-t-il encore, cherchent essentiellement «un changement de la rhétorique des sanctions» pour sortir de leur isolement à l'ONU: «Leur but essentiel, c'est de sauver les seules sanctions qui comptent, le contrôle des armes et celui des revenus du pétrole, qui ne doivent pas tomber dans la poche de Saddam Hussein.»

Obstacles. Certains experts semblent douter de la suite de l'initiative prise par Powell. Pour Anthony H. Cordesman, professeur à l'université de Georgetown et ancien conseiller du sénateur John McCain, candidat aux primaires républicaines, le projet a encore de nombreux obstacles à franchir: «Est-ce un virage majeur de la politique américaine? Oui. Est-il complètement articulé? Non. C'est une chose que de vouloir recentrer les sanctions sur les produits militaires ou à double usage (militaire et civil, ndlr), c'en est une autre de mettre en œuvre un tel objectif. Cela prendra au moins un an. Il faudra se demander quel type de dispositif on aura aux frontières, comment l'ONU contrôlera les revenus du pétrole, comment traiter les pays qui ont tendance à fermer les yeux sur ce que leurs entreprises vendent aux Irakiens, comment faire en sorte que les inspecteurs de l'ONU puissent enquêter vraiment...»

Selon Cordesman, faute d'une discipline de tous les pays de l'ONU et d'un important effort, forcément américain, de renseignement, les sanctions dites «intelligentes» risquent de se rapprocher encore plus du gruyère évoqué par George W. Bush et de conduire à de fréquentes escarmouches diplomatiques ●

PASCAL RICHE



1^{er} MARS 2001

Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères: «Suspendre l'embargo, mais pas les contrôles»

EDITORIAL

par PATRICK SABATIER

Inconstance

L'ironie de la situation n'aura échappé à personne. Dix ans après la reddition des armées de Saddam Hussein en rase campagne, son vainqueur d'alors, le général Colin Powell, reconverti en chef de la diplomatie américaine, admet qu'il n'a d'autre choix que de revoir la politique de sanctions imposées au dirigeant irakien, qui continue de clamer victoire. Ce retour à la case Bagdad a des airs de règlements de comptes entre le clan Bush, au pouvoir à Washington en 2001 comme en 1991, et le clan Hussein, dont la dictature n'a, de toute évidence, pas été affaiblie par dix ans de confrontation. Il est surtout le prix de l'inconstance de la stratégie occidentale. Celle-ci n'a jamais vraiment décidé s'il fallait en finir avec Saddam (comme l'aurait sans doute permis Tempête du désert si l'opération avait été menée à son terme) ou s'il convenait, au contraire, de le ménager, par crainte d'une déstabilisation régionale qui profiterait à l'Iran. Les dernières années de l'administration Clinton avaient illustré cette inconstance: l'armada aérienne américano-britannique poursuit une demi-guerre à coups de bombardements contre la DCA irakienne, pendant que voisins de Bagdad et autres membres de la «coalition anti-irakienne» violent ouvertement les sanctions censées isoler et affaiblir le pays. Les sanctions sont une arme comme une autre. Elles peuvent être efficaces, comme celles qui ont contribué à miner l'Afrique du Sud de

Le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine dresse le bilan des sanctions contre l'Irak et propose un nouveau système de vigilance et de contrôle.

Quel bilan faites-vous des sanctions, dix ans après?

Après l'invasion du Koweït et compte tenu de ce qu'avait fait l'Irak contre l'Iran, la communauté internationale, à travers le Conseil de sécurité, était fondée à prendre des précautions exceptionnelles. Il était indispensable à l'époque qu'il y ait un système de sanctions. Sous ce terme, il y avait un embargo massif dont le but n'était évidemment pas d'affamer les Irakiens mais de priver le régime des ressources financières qui lui auraient permis de poursuivre ses guerres d'agression. Ainsi que différents types de contrôle qui supposaient un minimum de coopération de l'Irak. Ce système a eu sa justification et son utilité. Durant un certain temps, il a endigué les éventuelles velléités du régime irakien de reprendre une politique offensive. Après, les dysfonctionnements ont commencé pour des raisons de bureaucratie internationale et d'interprétation abusive des sanctions par certains pays, et à cause de l'attitude du régime. Le mécanisme a asphyxié le peuple irakien et déstructuré la société, ce qui est humainement inacceptable. Le système est devenu de plus en plus cruel et intolérable, et de moins en moins efficace. L'embargo était détourné, il générait des trafics bénéficiant au régime. Crise après crise, les possibilités de contrôle sur place se sont évanouies. Le bilan est devenu négatif sur tous les plans. C'est désormais intolérable sur le plan social et humain, même si le régime a une grande part de responsabilité. On n'atteint même plus l'objectif légitime de la communauté internationale, qui est la sécurité régionale. Il faut repenser cette politique.

Et la chute de Saddam Hussein?

Il n'y a jamais eu d'accord, et il n'y aurait jamais eu d'accord des membres permanents du Conseil sur un tel objectif. S'ils avaient voulu renverser Saddam Hussein, il aurait fallu qu'ils prennent d'autres moyens.

Les Américains parlent maintenant de sanctions «intelligentes»? De quoi s'agit-il?

Depuis deux ou trois ans, nous plaçons pour une révision. Ce n'est plus d'une politique de sanctions que nous avons besoin. Le mot lui-même est devenu inapproprié: cela signifie punition et c'est tourné vers le passé. La politique internationale ne doit pas consis-

ter à punir. Nous avons plutôt besoin d'une politique de vigilance internationale passant par des contrôles détaillés, qui doivent être crédibles et dissuasifs. Mais cette politique de contrôle et de stricte vigilance, notamment sur le plan financier, ne doit pas prendre en otages les Irakiens. Il faut faire en sorte que le régime ne redevienne pas dangereux pour sa population et pour ses voisins, et contrôler ce qui peut lui permettre de reconstituer des armements prohibés. Si l'on arrive à remplacer cette politique d'embargo et de sanctions par une politique de vigilance, les responsables irakiens perdraient alors tout prétexte – à considérer qu'ils en aient de sérieux – à refuser les contrôles sur le terrain tels que les a conçus la résolution 1284. Mais il ne faut pas faire de l'acceptation de ces contrôles une condition préalable pour la modification du régime de sanctions, sinon on ne bougera jamais.

La France demande donc une suspension des sanctions?

S'agissant de l'embargo qui touche la population et empêche l'économie irakienne de fonctionner dans sa partie non agressive, il faut arriver à une suspension qui serait une étape vers une levée. Il ne s'agit pas de dire qu'il faut arrêter tout contrôle, bien au contraire.

Cela ne risque-t-il pas d'être perçu comme une victoire de Saddam?

Ce n'est pas ce que demande le pouvoir irakien. L'embargo actuel ne le gêne pas. Le pouvoir profite de juteux trafics. La situation est excellente pour le régime qui préfère certainement le statu quo.

Après avoir rencontré, lundi, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, vous attendez-vous à un revirement de Washington sur l'Irak?

Il est un peu tôt pour le dire. Powell a déclaré publiquement que la politique à l'égard de l'Irak ne marchait pas et qu'il fallait réfléchir à une autre approche. Il en a parlé avec les dirigeants arabes, il est à la recherche d'une politique différente. A Bruxelles, je l'ai trouvé ouvert. Il s'interroge sur les sanctions. Comme nous, il veut un système de vigilance plus efficace. Il se demande comment y parvenir. Il est aussi sensible aux contre-effets de l'embargo. C'est une bonne chose que les discussions aient commencé. Mais on ne peut pas encore savoir quelle sera la politique américaine ●

Recueilli par FRANÇOIS SERGENT
et VÉRONIQUE SOULÉ

l'apartheid ou la Yougoslavie de Milosevic. Elles peuvent aussi agir comme un boomerang, en légitimant une dictature aux yeux de sa population, qu'elle coupe du reste du monde. Voir les exemples de Cuba et de l'Irak. George W. Bush est entouré

de «faucons» qui jurent vouloir renverser Saddam, mais aussi de praticiens froids de la «Realpolitik», qui savent reconnaître une impasse quand ils y sont – et la politique suivie depuis dix ans à l'encontre de Saddam en est une. Reste à voir s'ils

seront à même de définir une politique nouvelle, à base de sanctions dites «intelligentes», qui affaibliraient réellement la capacité de nuisance militaire de Saddam, au lieu de punir le peuple irakien pour les méfaits de son chef.

Le peuple paie pour son dictateur



Rue Sadoun, à Bagdad. La plupart des revenus du pétrole ne sont pas redistribués.

HIEN LAM DUC VU

Malnutrition, système de santé en ruine... L'embargo touche surtout les plus pauvres.

« Les Nations unies savent pertinemment que le bilan humanitaire des sanctions est très lourd, mais le dire ouvertement serait remettre en cause la politique adoptée depuis dix ans. » En une phrase, ce diplomate occidental résume le dilemme de la communauté

internationale: comment reconnaître que le programme «pétrole contre nourriture», mis en place en 1996, fonctionne mal, et que l'embargo imposé à Saddam Hussein fait souffrir principalement la population irakienne, et non le dictateur?

«L'embargo tue, et ce sont les Irakiens les plus vulnérables qui en sont les premières victimes», confirme Jean-Yves Troy, responsable de l'Irak à Première Urgence, l'une des rares ONG à pouvoir travailler dans le pays. Première Urgence s'est occupée de la réhabilitation de plusieurs hôpitaux et de la formation du personnel. «Ils manquent de tout: compresses, seringues... On voit les chirurgiens se passer les blouses qui servent à plusieurs opérations. L'hygiène n'est pas

respectée, faute de matériel pour laver le linge, et de chlore, interdit par le comité des sanctions, pour purifier l'eau. Par exemple, selon l'Unicef, 40% de l'eau est impropre à la consommation dans deux provinces du Sud», souligne Jean-Yves Troy.

Dix ans de retard. L'Irak avait, avant la guerre du Golfe, un système de santé publique gratuit, de qualité exceptionnelle dans la région, salué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Aujourd'hui, il est en ruine. Ce désastre humanitaire a été accéléré par l'embargo culturel qui interdit les importations des manuels universitaires de chimie, de physique ou de médecine, qui pourraient

être utilisés à des fins de recherche et de développement pour réarmer l'Irak. Un médecin de retour d'Irak témoigne de l'immense retard de ses confrères irakiens, restés dix ans en arrière, faute de documentation scientifique. Pour pallier ce manque, l'OMS est devenue le principal pourvoyeur de manuels médicaux: «Ils sont photocopiés des milliers de fois, on les retrouve dans tout le pays», témoigne Jean-Yves Troy, qui dénonce «l'isolement culturel» des élites irakiennes. Officiellement, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, soutient toujours le programme tel qu'il existe, tout en admettant qu'il est «loin d'être parfait». Mais, au sein du bâtiment de verre de New York, de nombreuses dissensions sont

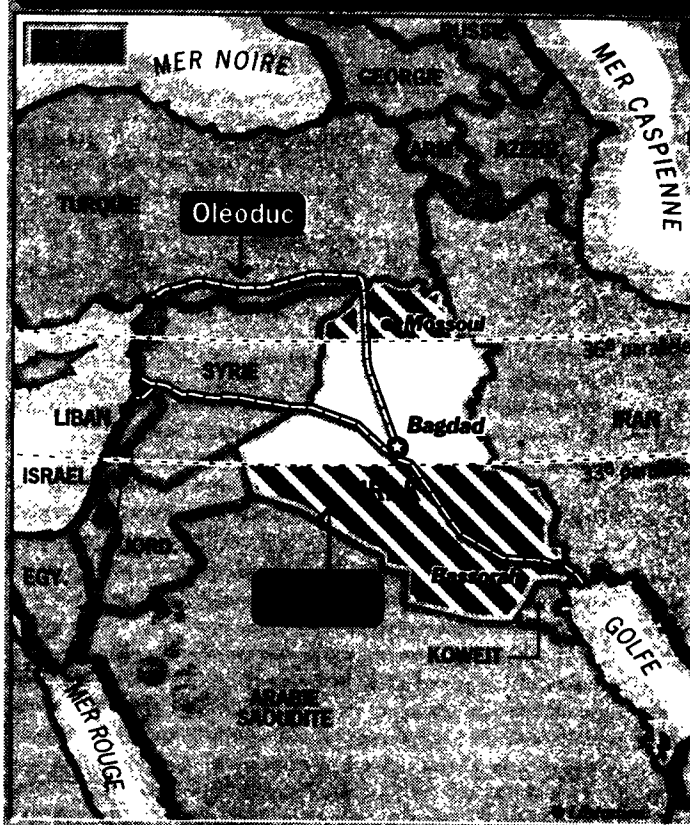
«Ce système a détruit toute une société. Le fossé s'élargit entre les riches et les pauvres.»
Le responsable de l'ONG Première Urgence

apparues parmi les hauts fonctionnaires chargés de faire appliquer les sanctions. Comme l'Irlandais Denis Halliday, coordinateur humanitaire de l'ONU en Irak. Il démissionne bruyamment en juillet 1998, jugeant que «les contraintes imposées par le comité des sanctions à l'Irak sont trop sévères» et que «ce sont les Irakiens ordinaires qui en subissent les conséquences». Son successeur, Hans von Sponeck, suivra le même chemin quelque temps plus tard. En 1999, l'Unicef, une agence de l'ONU, publie un document qui fait beaucoup de bruit, dans lequel elle parle d'*urgence humanitaire*.

Lors de la première étude sur la santé en Irak depuis la fin de la guerre du Golfe, l'agence révèle que le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans a doublé en une décennie, du fait de la malnutrition et du manque de médicaments. Dans la foulée, la FAO (Organisation pour l'agriculture et l'alimentation, une autre agence de l'ONU) confirme que le taux de malnutrition des enfants irakiens se situe entre 15 et 30% selon les régions, et s'inquiète des conditions de plus en plus précaires des plus démunis. L'analyse reste sensiblement la même aujourd'hui.

Manipulation. Les sanctions et l'ONU ne sont pas les seules à blâmer. Saddam Hussein est

Un pays sous étroite surveillance



Les deux zones d'exclusion aérienne

La première, au nord du 36° parallèle existe depuis avril 1991, la seconde, au sud du 33° parallèle, date de 1996. Ces zones interdisent le survol et l'activité de défense antiaérienne irakienne. Bagdad ne les reconnaît pas.

Deux oléoducs en question

Après avoir été fermé pendant dix-huit ans, l'oléoduc irako-syrien aurait été rouvert en novembre pour des tests. Mais Washington soupçonne la Syrie, entre autres, d'importer illégalement du pétrole irakien. Les Etats-Unis ont demandé aux Syriens et aux Turcs de placer leurs pipelines sous contrôle de l'ONU.

l'un des premiers responsables des souffrances de son peuple. Les rares observateurs indépendants en Irak témoignent de la manipulation des sanctions par Saddam. «On n'oublie jamais que l'on est dans une dictature», souligne un humanitaire. Selon les textes de

l'ONU, c'est le gouvernement irakien qui distribue lui-même les biens, nourriture et médicaments acquis contre les ventes de pétrole. Le Sud, plus rebelle que la région de Bagdad, est ainsi puni, délibérément maintenu en état d'infériorité. Il demeure plus pauvre que le reste du pays. «Bagdad revit, on voit des chantiers partout, le Sud reste totalement sous-développé», raconte un récent voyageur. Les listes de distribution des rations alimentaires sont nominales, ce qui accroît l'emprise du pouvoir sur la population. «C'est l'effet pervers de l'embargo», juge un diplomate. «Plus grave encore, ce système a profondément détruit toute une société, estime le responsable de Première Urgence. La structure de la société devient duale, le fossé s'élargit entre les riches et les pauvres.» **Détournements.** Au 30 novembre 2000, si l'Irak avait exporté plus de 37 milliards de dollars de pétrole (51 milliards d'euros) depuis 1996, les équipes de l'ONU ont constaté que

4,7 milliards (4 milliards d'euros) destinés aux biens de premier secours et à la nourriture n'avaient pas été dépensés par les autorités. L'ONU estime que le leader détourne une large partie des revenus pétroliers censés servir à l'achat de nourriture pour son plus grand profit et celui de ses affidés. Dans son compte rendu le plus récent, en octobre, le coordinateur humanitaire de l'ONU à Bagdad, le Birman Tun Myan, avait: «Dans certains endroits, les gens sont tellement pauvres qu'ils ne peuvent même pas manger les rations de nourriture qui leur sont offertes gratuitement. Ils sont obligés de les revendre pour essayer de survivre.» Comme le disait un observateur de retour d'Irak, «on fait payer 22 millions d'Irakiens pour les erreurs d'un seul. Je ne vois pas comment les Irakiens, l'estomac vide et qui n'ont qu'une seule obsession, se nourrir et nourrir leur famille, pourraient se révolter et renverser le régime» ●

FABRICE ROUSSELOT
(à l'ONU)

et FRANÇOIS SERGENT

Le régime des sanctions

Les mesures d'embargo prises à l'encontre de l'Irak bloquent l'essentiel de ses exportations pétrolières, gèlent quasiment tous ses avoirs à l'étranger et empêchent le pays d'importer sans l'accord du comité des sanctions de l'ONU.

La résolution 687 lie la levée des sanctions, à commencer par l'embargo pétrolier, à la destruction par l'Irak de son potentiel nucléaire, chimique, bactériologique et de tout missile dont la portée excède 150 km.

Adoptée le 14 avril 1995, la résolution 986 du Conseil de sécurité est fondée sur la formule «pétrole contre nourriture». Elle permet à l'Irak de vendre jusqu'à 6 milliards de dollars (7 milliards d'euros) de pétrole tous les six mois pour acheter, à partir d'un compte séquestre, vivres et médicaments. Une partie des revenus pétroliers servent aussi à approvisionner un fonds de compensation pour les victimes de l'invasion irakienne du Koweït et à dédommager les Nations unies.

Playing Paper Tiger Is No Way to Keep Pressure on Baghdad

By Jim Hoagland

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 1, 2001

WASHINGTON — Don Rumsfeld and Colin Powell have responded to the urgent by sticking fingers in the leaky dike of U.S. foreign policy. Now they and George W. Bush must concentrate on the important: developing long-term strategies for the Middle East.

The Feb. 16 bombing of Iraq was a correction to U.S. policy, not a strategic point of departure. Iraq had been allowed to strengthen its air defenses and increasingly threaten American and British pilots. China, it turns out, was helping the Iraqis.

This raid was antithetical to the Clinton-era imperative of keeping Iraq out of the news. A televised Pentagon press conference spotlighted the strike. Also revealing was President Bush's decision to leave the timing of the raid to the military, even though it meant that bombs fell as he met with Mexico's Vicente Fox, and the diplomatic message of the day got stepped on.

Mr. Bush passed the test that Defense Secretary Rumsfeld and/or his generals set for the new president. Security won out over public relations. That should be a guiding theme for the Bush team in confronting Saddam Hussein, regularly and frontally, politically and when necessary militarily.

General Powell's quieter dike-plugging came in Syria, where he met this week with Bashar Assad, a relatively inexperienced president. Mr. Assad's propensity for miscalculation has been sending shudders through the Pentagon and the State Department for months.

The Syrian has told other Arab leaders that Israel has become a paper tiger. It state withdrew from Lebanon last summer because of weakness, according to Mr. Assad, and no longer has the will to carry out massive reprisals on Arab countries.

General Powell's main job in Damascus should have been to dispel such suicidal delusions about Israel's capabilities and determination, under Ariel Sharon or anyone else. The chatter about resuming peace talks now sounds like a public cover story for the warning to Mr. Assad to back away from the brink on Israel, and perhaps on Iraq.

The secretary of state says he got Mr. Assad to promise in private to put under United Nations control the money the Syrians have been illegally paying Iraq for oil. That will be a real advance, if and when Mr. Assad actually does it.

The rest of his Middle East journey centered more on public relations than on security, in

an unfortunate reversal of the priorities that President Bush adopted on Feb. 16. That reversal poses big pitfalls.

General Powell spoke vaguely of easing UN sanctions to enable Iraqi civilians to get water pumps, refrigerators and other consumer goods. That is a laudable goal. I wish him well. The problem is that he is making a promise that is not in his power or that of the United Nations to keep.

Determining if refrigerators get to Iraq and who gets them are sovereign decision. Saddam Hussein will not let General Powell or UN representatives decide whether Iraq's biological weapons experts will be denied refrigerators so that these can go instead to destitute Shiite families who oppose Saddam.

This reality is laid out in UN documents: The more oil the Iraqi government has sold under the oil-for-food program, the less money it has spent on medicine, education, water, sanitation and other humanitarian items that Iraq is free to buy right now. Saddam deliberately imperils Iraq's civilians to heighten his propaganda assault on sanctions and Washington. Some diplomats at the United Nations speculate that he is cutting back Iraq's spending on vital goods

and services as a deliberate strategy to reinforce his control over the civilian population.

The numbers are spelled out in a Jan. 16 letter from Benon Sevan, executive director of the UN humanitarian project on Iraq, and elsewhere. On Feb. 14, Secretary-General Kofi Annan made an extraordinary plea to the Iraqis to spend more on their people's health and food to lessen their suffering.

A half-billion dollars that Iraqi oil sales earned and the United Nations cleared for humanitarian purchases from last June to December languishes unused today. A total of \$4 billion has accumulated in the UN account since the oil-for-food program began in 1996.

General Powell's strategy of repackaging sanctions to mollify Arab and European critics will bring no direct relief to Iraq's citizens, who are held hostage by a brutal dictator. Worse, it may encourage Saddam Hussein to join Bashar Assad in seeing paper tigers all around. That is a recipe for keeping Don Rumsfeld's fingers busy.

The Washington Post.

La crise financière turque fait sa première victime bancaire

Première victime bancaire de la crise financière en Turquie, Ulusal Bank vient d'être placée sous le contrôle de la Commission de supervision bancaire de ce pays. L'impossibilité de faire face à ses obligations et un montant excessif de dettes expliquent la décision des autorités de tutelle turques. Trentième et unième banque du pays et acteur actif du marché des obligations, Ulusal fait partie du groupe Cingillioglu, qui détenait Demirbank, numéro neuf du secteur, jusqu'à sa reprise par l'Etat l'an passé. Cette faillite bancaire est la première à intervenir depuis que le gouvernement a, à la fin de la semaine dernière, décidé d'abandonner le système de taux de change fixe qu'il avait mis en place fin 1999 dans le cadre d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Conséquences immédiates de cet abandon, la lire turque avait chuté de près de 30% face au dollar en toute fin de semaine dernière et les taux d'intérêt avaient littéralement explosé. Le taux au jour le jour était ainsi passé de 28% à 2.003% entre les 16 et 21 février, avec un plus haut en séance à 6.845%. Dans ce contexte, l'agence de notation Standard & Poor's a mis la note de la Turquie sous surveillance avec implication négative et abaissé les notes de certaines sociétés turques.



jeudi 1 mars 2001

IMMIGRATION Parmi les réfugiés, 206 ont choisi la clandestinité, tandis que les autres ont bénéficié des sauf-conduits et de l'infrastructure mise à leur disposition

Comment le problème kurde a été géré

Les quinze derniers réfugiés kurdes ont quitté hier après-midi le camp militaire de Fréjus où ils avaient été accueillis après l'échouage de l'*East Sea*, le 17 février dernier. Appartenant tous à une même famille, ils vont être hébergés dans un centre de l'Union fédérale des centres de vacances (UFCV) à Saint-Raphaël (Var). La Croix-Rouge et des équipes de la DDASS du Var ont commencé à nettoyer le camp du 21^e Rima qui fermait « administrativement et techniquement » ses portes à 20 h. Les trois quarts des 910 réfugiés kurdes de l'*East Sea* avaient obtenu une autorisation provisoire de séjour et se trouvaient désormais en situation régulière sur le territoire français.

En revanche, quelque 206 d'entre eux n'ont pas effectué les démarches nécessaires auprès des préfectures en vue d'obtenir l'asile politique, a précisé la préfecture du Var. Ils se trouvent donc à partir d'aujourd'hui en situation irrégulière sur le territoire national. Retour sur quinze jours de gestion improvisée d'un cas d'immigration illégale.

Astrid de Larminat
et Marie-Estelle Pech

► La pression politico-médiatique a-t-elle accéléré le processus d'accueil des naufragés de l'*« East Sea »* ?

Les Kurdes de Fréjus dont le ministère de l'Intérieur a jugé que leur demande d'asile n'était « pas manifestement infondée » ont été relâchés au bout de 3 jours et demi. D'habitude, les demandeurs d'asile qui arrivent en zone d'attente en France y restent en moyenne 5 jours. S'agissant des démarches à la préfecture, les demandeurs d'asile sont parfois convoqués au bout de trois à six mois. Pour les Kurdes, les préfectures se sont déplacées au bout d'une semaine dans les camps. Mesure exceptionnelle dont seuls les Kosovars avaient bénéficié il y a deux ans. En ce qui concerne l'hébergement, les Kurdes ont eu un traitement de faveur. De l'argent a été spécialement débloquenté par le ministère des Affaires sociales pour permettre aux ONG de leur trouver des chambres alors que plusieurs milliers de demandeurs d'asile dorment dans les rues en atten-

dant d'avoir une place dans les centres d'hébergement (Cada) complètement saturés.

► Pourquoi ont-ils été laissés libres sur le territoire français ?

En application de la Convention de Genève, la loi prévoit qu'on ne peut maintenir un demandeur d'asile plus de 20 jours en zone d'attente. Il n'y a pas de raison de mettre en prison des gens qui n'ont commis ni délit ni crime mais qui demandent l'asile parce qu'ils affirment fuir les persécutions.

► Que va-t-il maintenant se passer pour eux ?

Ceux qui ont déposé à la préfecture leur demande d'asile ont reçu un titre de séjour d'un mois. Dès que leur demande aura été reçue par l'Ofpra, ils se verront remettre une carte de séjour de trois mois renouvelable jusqu'à la fin de la procédure, aussi longue soit-elle. Ils n'ont pas le droit de travailler, mais s'ils ne sont pas logés en Cada, ils bénéficieront pendant un an d'une allocation mensuelle de 1 700 F.

Les 206 qui n'ont pas fait cette demande sont maintenant dans l'illégalité mais peuvent changer d'avis. A ce propos, remarquait hier un fonctionnaire de la préfecture du Var : « Les préfectures devraient se montrer tolérantes. » Arrivés seulement il y a dix jours, certains se préoccupent sans doute d'abord de se nourrir et de se loger. D'autres ont sans doute réussi à rejoindre leur famille en Allemagne, en Angleterre ou aux Pays-Bas, où résident les communautés de Kurdes d'Irak les plus nombreuses. Une chose est sûre, ils n'ont théoriquement guère d'intérêt à rester dans l'asile mais dans des conditions bien moins favorables.

► Dans combien de temps sauront-ils si leur demande d'asile est acceptée ou non ?
Un dossier délicat peut at-



Des jeunes réfugiés kurdes choisissent des vêtements remis par une association, mardi à Florange (Meurthe-et-Moselle). (Photo Franck Fife/AFP.)

clandestinité qui les laisse sans droits et sans ressources. En outre, s'ils étaient arrêtés, ils seraient menacés d'être reconduits à la frontière. Ils pourraient alors encore demander tendre plusieurs années avant d'aboutir. Mais la pression des associations et la visibilité médiatique devraient accélérer le processus. Dans 63 % des cas, l'Ofpra ne se prononce qu'au vu du récit écrit de leurs persécutions dont la précision est déterminante. Théoriquement, afin que la crédibilité de leur récit puisse être évaluée, tous devraient aussi être entendus individuellement.

► Pourquoi n'ont-ils pas le droit d'aller dans un autre pays européen ?

La Convention de Dublin prévoit que dans les quinze pays de l'Union on ne peut demander l'asile que dans celui dans lequel on est arrivé. Cette mesure, souvent critiquée, vise principalement à éviter que certains ne

multiplient les demandes.

► Que se passera-t-il si un autre bateau de clandestins débarque sur le littoral ?

Si leur demande d'asile est manifestement infondée, ils seront refoulés. Sinon, ils seront traités comme les Kurdes de Fréjus. Pour le moment, on compte 130 000 réfugiés en France, ce qui correspond à un peu plus de 2 réfugiés pour mille habitants. En Allemagne, le taux est de 11,9. En Suède de 17. Au Danemark de 13. En Suisse de 11. Et aux Pays-Bas de 8,2.

LE POINT DE LA SESSION

28 février - 1er mars 2001

Bruxelles

EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN
PARLAMENTO EUROPEO
EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENTO EUROPEU

Irak : des sanctions « intelligentes »

Déclaration Conseil/Commission

Débat : 01.03.2001

Monsieur Lars DANIELSSON, au nom du Conseil, rappelle les faits. Il y a eu beaucoup de critiques faites par de nombreux pays, compte tenu des négociations qui devaient avoir lieu quelques jours plus tard. Il y a également un désaccord sur la base juridique de l'intervention et sur l'étendue des zones d'interdiction.

La PESC se développe au rythme décidé par les états membres de l'UE. Malheureusement, il n'y pas d'identité de vues dans le cas présent. On ne peut que souhaiter que les entretiens qui vont avoir lieu vont permettre de sortir de l'impasse entre l'Irak et l'ONU.

Pour le Conseil, ce sont les conditions de vie des peuples, dans le cas présent, du peuple irakien, qui est le plus important. : le plan « oil for food » est essentiel. La coopération du gouvernement irakien est vitale pour que l'on parvienne à suspendre les sanctions à l'égard de l'Irak.

Le commissaire M. Chris PATTEN est en accord total avec M. Lars DANIELSSON et considère que les sanctions à l'encontre de l'Irak ne sont pas efficaces et génèrent trop de souffrances. Non pas que l'Irak manque de fonds pour acheter de la nourriture ou des médicaments, mais les autorités refusent de les utiliser à ces fins.

En 1999, le gouvernement irakien a refusé la

résolution de l'ONU qui aurait permis une levée de l'embargo car une surveillance des installations d'armements restait de toute façon prévue.

Les sanctions sont effectives depuis 10 ans mais elles n'ont causé que des dégradations sanitaires et sociales dont le peuple irakien est la seule victime. Comme l'a dit le Secrétaire d'Etat américain Colin POWELL, il est maintenant nécessaire de changer de voie. Une réflexion doit être entamée sur un moyen de rendre les sanctions 'intelligentes' et plus efficaces.

M. Chris PATTEN a rappelé que l'Europe est le principal donateur d'aide humanitaire pour l'Irak (250 millions d'euros) et se réjouit en tout cas de la reprise du dialogue entre l'Irak et l'ONU.

Monsieur José Ignacio SALAFRANCA SÁNCHEZ-NEYRA (PPE/DE, E) considère qu'au-delà de la polémique sur l'intervention, il faut considérer la nécessité d'une cohérence de la politique de l'ensemble des états européens et tenir compte des souffrances des irakiens. Il faut cependant souligner que c'est le régime irakien qui est le plus grand responsables des maux de son peuple.

Pour atteindre l'objectif, c'est-à-dire éviter que l'Irak ne puisse se doter d'armes de destructions massives, un embargo est-il nécessaire ? Pour l'instant, le résultat n'est pas très fameux. Il y a manifestement beaucoup de fraudes. Ne vaudrait-il pas mieux mettre sur pied une commission de vérification internationale qui se concentrerait sur les flux d'armements et les flux financiers. Ce serait sans doute plus utile et plus efficace. Ne soyons pas simpliste en

croisant nous battre seulement contre un peuple sans défense.

Monsieur Jacques **POOS** (L), au nom du PSE, rappelle que tout le monde est d'accord quant à l'idée de rejeter le régime de Saddam Hussein. Ce n'est donc pas de cela qu'il faut discuter mais des moyens d'y parvenir. La légalité des derniers bombardements est particulièrement discutable. Mais il appartient au Conseil de sécurité des Nations-Unies d'en décider. Il en est de même de l'efficacité des sanctions économiques qui sont tout aussi discutables. L'ensemble s'accompagne de destructions collatérales très élevées et de souffrances intolérables qu'il faut faire cesser au plus vite.

La Baroness **NICHOLSON OF WINTERBOURNE** (UK), au nom du groupe ELDR, a fait état de son voyage dans la région et plaide pour que ne soient pas oubliées les victimes de l'invasion du Koweït et ceux qui sont toujours prisonniers en Irak. Elle estime que la zone d'exclusion aérienne a été efficace mais qu'il faut faire plus.

Mme **NICHOLSON** dépeint Saddam **HUSSEIN** comme le « Hitler des temps modernes » qui consacre la majorité de son budget aux dépenses militaires. Elle demande qu'il soit jugé par contumace.

Au nom du groupe des Verts/ALE, M. Jan **Joost LAGENDIJK** (NL), tout en se montrant favorable à la zone d'exclusion considère cependant que les bombardements sont contreproductifs. Ces derniers renforcent en effet le sentiment anti-impérialiste du peuple irakien et des autres peuples arabes.

Si Saddam Hussein reste la plus grande menace pour la paix au Proche-Orient, il importe cependant de mettre en place des sanctions plus intelligentes. M. **LAGENDIJK** insiste sur le rôle que doivent jouer les inspecteurs afin d'empêcher un réarmement de l'Irak.

Demandant que l'on ne fasse pas de concession à Saddam Hussein, il interpelle également la présidence du Conseil afin de savoir si elle entend prendre en compte la

résolution du Parlement européen et mettre en place un tribunal international spécifique pour l'Irak.

Monsieur Francis **WURTZ** (GUE/NGL, F) aurait souhaité que l'on invite le responsable de l'ONU sur le programme « pétrole contre nourriture » à participer au présent débat. Il considère que l'UE a tout à gagner à prendre parti nettement dans le cas présent. Tout d'abord, la situation actuelle est contraire à la conception des relations internationales telle que la proclame l'Union européenne. En fait, le résultat est seulement que le régime de Saddam Hussein renforce son emprise sur la population alors que la société elle-même est totalement déstructurée. Cela est contraire au partenariat euro-méditerranéen dans son ensemble.

Quant aux relations avec les Etats-Unis, l'attitude européenne risque de justifier le programme de défense américain, ce que nous ne voulons pas. Enfin, la crédibilité du projet européen est en jeu. Il n'est pas normal qu'un pays membre, particulièrement important, s'engage directement aux côtés des Etats-Unis sans l'accord de ses partenaires européens.

Il faut que l'Union européenne fasse preuve de plus de volontarisme mais sans doute sous d'autres formes.

Monsieur Niall **ANDREWS** (IRL), au nom de l'UEN, déclare que le gouvernement irakien doit respecter le droit international tout comme les autres pays, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de l'Union européenne. Les sanctions prises actuellement n'atteignent pas l'élite mais seulement le peuple et entraînent contre l'Union européenne la haine du monde islamique.

Monsieur Olivier **DUPUIS** (I), au nom du groupe TDI, a remercié les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour leur sens des responsabilités. Le fait de les remercier ne doit cependant pas empêcher de réfléchir sur l'efficacité et l'éventuelle abolition des sanctions.

M. **DUPUIS**, conscient de la difficulté

d'abattre ce genre de régime, ne se fait pas beaucoup d'illusions. Mettant en évidence une réalité qui veut que certains états membres ont les mêmes intérêts que les Etats-Unis, il considère comme irresponsable le fait de compter sur le Conseil de sécurité pour résoudre la crise. En effet, deux membres permanents (Chine et Russie) fournissent des armes à Saddam Hussein.

M. DUPUIS estime qu'il faudra élargir la zone d'exclusion et intensifier la pression militaire. Il faudra également intensifier la pression sur la Russie et la Chine afin qu'elles cessent leur collaboration militaire avec l'Irak.

Enfin, il souhaite un « bombardement d'information » afin que les citoyens irakiens soient informés de la politique de la Communauté internationale et de ce que Saddam Hussein détourne les fonds du programme « pétrole contre nourriture ».

Au nom de son groupe, M. Bastiaan **BELDER** (EDD, NL) s'est demandé comment concilier l'objectif d'une politique étrangère et de sécurité commune avec l'absence d'unanimité sur la question irakienne entre les états membres. Il rappelle que Hussein continue de verser de l'huile sur le feu dans le conflit israélo-arabe et le considère comme le plus grand élément déstabilisateur au Moyen-Orient.

Monsieur **DANIELSSON**, au nom du Conseil répond aux intervenants sur le problème des sanctions. Pour modifier la situation actuelle, il est nécessaire que la Communauté internationale donne son avis. C'est là le rôle de l'ONU.. Les objectifs communs sont exposés dans la résolution 687 des Nations-Unies.

Cette résolution ne contient pas de dispositions relatives au régime politique intérieur de l'Irak. A-t-on besoin d'un embargo ? Ne vaudrait-il pas mieux pratiquer un contrôle des flux de financement ? Il y a des discussions très vives à l'ONU sur ce sujet. Par ailleurs, il y a d'autres discussions

relatives au problème de la sélectivité des sanctions et de la sélectivité de ceux à qui elles devraient s'adresser. Il est absolument nécessaire que l'Europe participe à ces débats. Certains ont envisagé de traduire Saddam Hussein devant un Tribunal international. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que l'ONU en décide car c'est elle qui est le cadre de décision juridique en la matière.

Monsieur Michel **DARY** (PSE, F) a fait, une fois encore, le constat d'une Europe souvent divisée en politique étrangère. Si chacun condamne le régime irakien, nous n'arrivons pas cependant à adopter une position commune.

L'embargo n'est jamais une solution et, celui qui frappe l'Irak conforte, chaque jour qui passe, le régime en place. Le peuple s'enfonce dans la misère et « tout est foutu sauf Saddam Hussein ». M. DARY plaide pour une modification de mesures qu'il considère comme inadaptées. Il faut modifier l'embargo et l'assortir d'un calendrier de sortie de crise. Il faut rompre l'isolement, ce n'est qu'à ce prix que les principes démocratiques qui sont les nôtres franchiront les frontières irakiennes.



La Turquie condamnée pour "traitements inhumains" sur un jeune Kurde



STRASBOURG, 1er mars (AFP) - 18h24 - La Turquie a été condamnée jeudi par la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg pour "traitements inhumains" commis sur un jeune Kurde, au cours d'une garde-à-vue.

Devrim Berktaç, âgé de 17 ans à l'époque des faits, avait été grièvement blessé en 1993 à Diyarbakir (sud-est de la Turquie), après avoir été poussé de son balcon par des policiers turcs qui menaient une perquisition à son domicile, selon lui.

Les policiers assuraient quant à eux que le jeune garçon, qui se trouvait en garde-à-vue, s'était précipité par-dessus la balustrade.

Le gouvernement turc, qui aurait dû fournir une "explication plausible" aux blessures du jeune homme, s'est contenté "de renvoyer à l'issue de la procédure pénale interne, où un poids décisif a été attaché aux explications des policiers", selon les juges européens.

Le père du jeune homme, Huseyin Berktaç, accusait également les policiers de l'avoir retardé, alors qu'il voulait emmener son fils recevoir des soins, de toute urgence.

La Turquie devra verser un total de 69.500 livres sterling (108.908 euros) à Devrim Berktaç et à son père.

Réfugiés du nord de l'Irak: des Kurdes demandent à la Suisse plus de souplesse



ZURICH (Suisse), 2 mars (AFP) - 22h05 - Un groupe de 60 à 70 Kurdes irakiens a remis vendredi une pétition à une antenne de l'Office fédéral des réfugiés (ODR) à Zurich, réclamant plus de souplesse en faveur des demandeurs d'asile originaires du nord de l'Irak, a annoncé l'ODR.

Le groupe de Kurdes a notamment demandé un moratoire sur les rejets de demande d'asile assortis d'un renvoi dans le nord de l'Irak ou dans des Etats tiers.

Les manifestants réclament également un nouvel examen des décisions de renvoi prononcées depuis octobre 1999, le droit de rester en Suisse pour les demandeurs d'asile dont la requête est en suspens depuis plus de deux ans, ainsi que le respect de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

L'ODR n'entend pas satisfaire ces revendications, estimant que le renvoi des demandeurs d'asile déboutés est en principe raisonnablement exigible, dans la mesure où l'approvisionnement de la population est assuré par l'ONU sur l'ensemble du territoire et que les soins médicaux de base sont garantis.

La pétition a été déposée deux semaines après l'arrivée le 17 février dans le sud de la France d'environ 900 réfugiés originaires du Kurdistan irakien.

IRAK-ARMÉNIE

L'Arménie plaide pour une levée de l'embargo sur l'Irak

Lors d'un entretien lundi 26 février à Bagdad avec le président irakien Saddam Hussein, le ministre des Affaires étrangères arménien Vardan Oskanian, arrivé dans la capitale irakienne à la tête d'une délégation de 75 responsables et hommes d'affaires a plaidé pour une levée des sanctions imposées à l'Irak depuis août 1990.

"L'Arménie suit avec tristesse ce que l'Irak endure depuis 1991 et appelle à une levée de l'embargo dans les meilleurs délais", a déclaré M.Oskanian, cité par l'agence officielle irakienne INA.

Il a affirmé que l'Arménie était prête "à déployer ses efforts dans les instances internationales pour réaliser cet objectif".

Le ministre arménien a indiqué que son séjour en Irak "visait à renforcer la coopération bilatérale".

Pour sa part, le président irakien a affirmé que son pays était "prêt à établir une coopération avec l'Arménie dans tous les domaines de manière à servir les intérêts des deux peuples".

Lors de la cérémonie officielle de l'ouverture de la première ambassade arménienne à Bagdad, le sous-secrétaire d'Etat irakien aux Affaires étrangères Nouri Loweiss avait affirmé que Bagdad ouvrirait prochainement une ambassade en République arménienne, afin de consolider l'amitié entre les deux pays.



1^{er} MARS 2001

Les Kurdes au casse-pipe

par **STEPHANE MAUGENDRE**

L'attribution par le gouvernement de laissez-passer aux 910 naufragés Kurdes n'apparaît aujourd'hui que comme un chant de sirènes pour ces galériens des temps modernes et démontre que la politique d'immigration en Europe est vouée à l'échec. Chant de sirènes, car, à terme, ces enfants, ces femmes et ces hommes risquent de se retrouver comme au premier jour où ils ont posé le pied sur la plage de Fréjus.

L'analyse de ce choix politique ne peut se départir de l'analyse juridique, car, ayant posé le pied sur le sol français, l'administration ne pouvait pas les placer dans une «zone d'attente» créée postérieurement pour

les besoins de la cause.

Le gouvernement, les deux pieds sur ce pont juridique pourri et navigant ainsi vers le naufrage du ridicule, a choisi sa bouée de sauvetage habituelle: le cas par cas – comme il l'avait fait pour les régularisations de juin 1997 – en leur délivrant des laissez-passer au motif que leur demande d'asile n'était pas manifestement infondée. Là encore, les juristes et praticiens ne s'illusionnent pas. Chacun de ces naufragés se voyait dans l'obligation, dans les huit jours, d'aller auprès de la préfecture de son «choix», pour y faire une demande écrite, motivée et détaillée, en fran-

çais, sur un formulaire de l'Ofpra (1), en y joignant les preuves de ses craintes pour sa vie ou sa santé et en y indiquant son adresse en France.

Durant ces huit jours, aucune structure suffisante, aucun moyen (interprètes, juristes...) adéquat ne sera mis en place pour leur venir en aide et ceux qui ont voulu, ou voudront, rejoindre un proche dans un autre pays européen pour trouver accueil et soutien ont été, ou seront, ramenés en France.

N'abordons pas la procédure de l'étude de ces dossiers par l'Ofpra, véritable cap Horn.

Sacrifiant ces familles sur l'autel du cas par cas, le gouvernement en a fait des proies pour les requins du trafic humain. Mais, après tout, nous dirait-on, la loi s'applique! Mais laquelle? Celle que le ministère de l'Intérieur a choisie, dans laquelle il pouvait se parer d'humanité sans faire pour autant un vrai choix politique.

Cette histoire, comme celle du camp de Sangatte ou de la tragique fin de 50 Chinois à Douvres, nous enseigne que la politique de maîtrise des flux migratoires et de la fermeture

de frontières induisent: 1) la création de clandestins dont on sait qu'ils seront injectés dans des secteurs industriels et commerciaux de main-d'œuvre à bon marché, favorisant une économie parallèle; 2) l'élaboration de plus en plus sophisti-

quée de filières de passeurs; 3) par voie de conséquence, des systèmes juridiques et matériels de plus en plus répressifs, de plus en plus coûteux pour l'Etat, de plus en plus inhumains et dégradants pour ces exilés et donc une politique à son tour de plus en plus orientée à la fermeture. Le serpent de mer se mord la queue.

Le vrai courage politique et humain eût été d'abord de les accueillir au lieu de les parquer. Ensuite, par exemple, de leur délivrer une autorisation de séjour leur permettant de rejoindre leur famille en Europe, de choisir la procédure de demande de titre de séjour la mieux adaptée à leur situation (demande d'asile, de statut de réfugié, de carte de séjour...), de se faire as-

sister par les associations ou des avocats (au lieu de les épuiser en une défense acharnée), d'aller et venir pour préparer cette nouvelle vie dans l'exil.

Que l'on ne nous brandisse pas la menace de l'«appel d'air». Pas plus que le rejet à la mer des *boat people* albanais n'empêche l'immigration clandestine d'Albanais en Italie, pas plus l'accueil digne de ces Kurdes ne fera débarquer des hordes sur la Côte d'Azur. Cet autre choix pouvait être aussi l'amorce d'une autre politique migratoire ●

Stéphane Maugendre est vice-président du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés).

(1) Office français de protection des réfugiés et apatrides.



2 MARS 2001

IRAN • DOCUMENT

Lettre ouverte de trois étudiants emprisonnés à Kofi Annan

Cet appel, écrit le 12 février 2001 depuis leur cellule de la prison d'Evine, à Téhéran, est signé par trois jeunes Iraniens condamnés à de lourdes peines à la suite des émeutes de juillet 1999.

WWW.IRAN-DANESHJOO.ORG*

A l'attention du secrétaire général des Nations unies, des organisations de défense des droits de l'homme et des autorités gouvernementales, parlementaires et judiciaires des nations du monde.

Cette lettre vous est adressée par trois étudiants emprisonnés en Iran.

Nous vous écrivons depuis un pays enflammé par la fièvre et la passion du combat démocratique. Nous sommes portés par une cause, qui, par le passé, a fait souffrir un peu partout dans le monde de nombreux êtres humains qui se battaient pour la paix et la liberté. Depuis lors, la démocratie est appréciée à sa juste valeur dans les pays

qui ont la chance d'en jouir. Dans la mesure où le respect des droits de l'homme est institutionnalisé dans ces pays, il peut sembler incroyable que dans d'autres contrées des individus soient poursuivis par la justice pour délit d'opinion. Mais ceci est une pratique ô combien répandue en Iran.

Il est vrai que, grâce à de nombreux sacrifices, nous pouvons prendre acte aujourd'hui de quelques éléments d'ouverture permettant d'envisager une évolution vers plus de démocratie. Hélas, une partie de nos dirigeants n'ont pas véritablement appréhendé les changements en cours en Iran et dans le monde. Dès lors, ils sont incapables d'adopter l'attitude nécessaire pour comprendre la volonté

populaire. Ces hommes, qui manquent de légitimité, d'honnêteté et de transparence, ont aujourd'hui deux visages. Ils présentent en effet à la communauté internationale une figure apparemment sympathique et rationnelle tandis que le peuple iranien doit subir leur comportement violent et totalement insensé.

C'est grâce à une pression constante et sans relâche de la population et des intellectuels iraniens que vous avez pu constater une diminution de la menace iranienne sur les autres pays. Néanmoins, il conviendrait d'adopter une vision plus réaliste de la situation iranienne. N'est-il pas nécessaire, dans l'intérêt des hommes et des femmes de ce pays et des autres

COURRIER INTERNATIONAL N° 539
DU 1^{ER} AU 7^M MARS 2001

nations, de centrer le dialogue avec les dirigeants du pays sur la reconnaissance de l'opinion publique et du vote de la population iranienne ?

Nous sommes conscients de l'importance des intérêts des autres nations

du monde. Mais ces intérêts seront-ils satisfaits tant que la paix et la liberté ne seront pas enracinées dans un cadre démocratique en Iran ? L'âme d'une nation n'est-elle pas plus importante que des intérêts stratégiques et pétro-

liers ? Nous faisons appel à vous pour que vous nous rejoigniez sur un chemin qui instaurera la stabilité, la paix et la démocratie en Iran.

Ahmad Batebi, Mahmoud Shushtari, Hamid Alizadeh

* Site de coordination du mouvement étudiant.

LE MONDE / VENDREDI 2 MARS 2001

Selon Kofi Annan, l'Irak est à la recherche d'une solution négociée avec l'ONU

L'attitude qu'adoptera la nouvelle administration américaine fait l'objet d'interrogations. Certains diplomates doutent de la capacité du secrétaire d'Etat Colin Powell à réviser le régime de sanctions

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Lors d'une réunion à huis clos, mercredi 28 février, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a informé le Conseil de sécurité du résultat de ses négociations avec une délégation irakienne, conduite par le ministre des affaires étrangères, Mohamad Saïd El Sahaf. Selon M. Annan, Bagdad serait « à la recherche d'une solution » de ses problèmes avec les Nations unies. Encore faut-il, aurait-il dit aux quinze pays membres, que le Conseil puisse retrouver son unité avant le prochain tour de discussions, prévu à la mi-avril ou début mai.

L'ambassadeur de France, Jean-David Lévitte, a saisi l'occasion de cette réunion pour soulever trois questions « essentielles » dont devraient discuter les cinq membres permanents du Conseil. Il s'agit, d'une part, des critères sur la base desquels le Conseil déciderait, conformément à la résolution 1284, de « suspendre » les sanctions imposées à Bagdad ; d'autre part, de la

durée du délai séparant l'arrivée en Irak des inspecteurs du désarmement de la suspension des sanctions ; et enfin, du mécanisme financier qui permettrait de contrôler l'utilisation par Bagdad de ses revenus pétroliers.

Mardi, au terme de quatre séances de travail avec Kofi Annan – premier contact du genre depuis deux ans –, M. El Sahaf avait exprimé le souhait de « bâtir [avec l'ONU] un dialogue afin de sortir de l'impasse actuelle ». Pour Bagdad, la « solution » n'est rien de moins que la levée inconditionnelle des sanctions économiques en vigueur depuis dix ans. C'est pour cette raison que la délégation irakienne a insisté sur la résolution 687 du Conseil de sécurité, qui prévoit une telle mesure lorsque l'Irak aura été désarmé. « Il est normal que, pour l'heure, la position de Bagdad soit maximaliste, explique un diplomate. Les Irakiens attendent de connaître la nouvelle politique américaine. »

CONTREBANDE DE PÉTROLE

A cet égard, certains diplomates

s'interrogent sur la capacité qu'aura le secrétaire d'Etat Colin Powell à faire entériner ses vues par sa propre administration. La volonté de M. Powell de réviser le régime des sanctions « nous plaît, explique une source proche du Conseil de sécurité. Le problème est que sa vision des choses plaît nettement moins à l'aile dure à Washington ».

Le général Powell, qui « n'était même pas au courant de la décision de Pentagone de bombarder l'Irak [le 16 février], ajoute cette source, aura du mal à parler de l'assouplissement des sanctions si le vice-président et le secrétaire à la défense y sont opposés ». Même son de cloche à Washington, où certains responsables se disent « nettement plus préoccupés par la réaction du Pentagone que par celle de Saddam Hussein ».

Parlant sous couvert d'anonymat, une source américaine se dit « extrêmement sceptique », par ailleurs, quant à la faisabilité de la politique de Colin Powell, qui veut combiner la levée des sanctions avec l'arrêt de la contrebande de

pétrole irakien pour priver Bagdad de ressources financières occultes.

« Aucun parmi les pays voisins de l'Irak n'accepterait de bonne foi de se priver de pétrole à bon marché pour faire plaisir à Colin Powell. Cette politique est donc d'ores et déjà vouée à l'échec », commente cette source. Pour d'autres, M. Powell pourrait réussir si les autres membres permanents du Conseil le soutiennent.

« Si la politique de Colin Powell consiste à n'apporter qu'une modification minimale du régime des sanctions, elle ne sera jamais acceptée par Bagdad et le statu quo perdurera, explique le représentant de l'un de ces quatre pays. En revanche, si M. Powell envisage une vraie suspension de l'embargo économique, on pourra le soutenir et il sera possible d'engager des négociations au sein du Conseil. »

Afsané Bassir Pour

SÉNAT

RÉPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ÉCRITES

Réfugiés kurdes

31458. – 1^{er} mars 2001. – **M. René Tréguët** rappelle à l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** le naufrage d'un navire transportant près d'un millier de réfugiés kurdes sur les côtes françaises courant février 2001. Il lui demande à cette occasion de bien vouloir lui rappeler la position officielle de la France face à la demande de reconnaissance d'un Etat kurde indépendant.

Réponse. – Les personnes débarquées sur les rivages français suite à l'échouage d'un navire transportant près d'un millier de réfugiés kurdes ont été aussitôt prises en charge par les services de l'Etat. Leur situation à Fréjus aussi bien que dans les différents foyers d'accueil a fait l'objet de toute l'attention du ministère des affaires

étrangères. Elles ont été admises sur le territoire national au titre de l'asile. Leurs demandes en vue d'obtenir le statut de réfugié, pour les personnes qui les ont formulées, seront examinées par l'OFPRA, qui statuera en toute indépendance. Les conditions déplorables qui ont marqué le périple de ces réfugiés ne peuvent que renforcer la détermination du Gouvernement à lutter contre les filières d'immigration clandestine mais il importe également de veiller à assurer une bonne intégration aux étrangers qui résident de façon régulière sur le territoire de l'Union. Ces questions importantes font actuellement l'objet de discussions au niveau des ministres de l'intérieur et de la justice de l'Union européenne. Pour ce qui concerne les minorités kurdes, la France encourage les Gouvernements des pays où elles sont établies à dialoguer avec leurs représentants légalement élus. Le Gouvernement incite les différentes capitales à rechercher une solution au problème kurde, qui passe notamment par la reconnaissance de leurs droits culturels dans le cadre des frontières internationalement reconnues et de l'intégrité territoriale des pays concernés. La France souhaite que soient durablement garanties la stabilité de ces pays et de leurs régions ainsi que la sécurité de leurs populations civiles quelles que soient leurs langues, leurs cultures ou leurs religions.

L'exil est un naufrage

RÉFUGIÉS KURDES. Venant de Turquie, Ahmet Yucel est arrivé en France il y a deux ans. Il était parti pour les mêmes raisons que ses pairs d'Irak, échoués dans le Var. Comme pour eux, l'exil est pour lui un naufrage. Mais il sauve de la mort.



IL A BEAU ESQUISSE RÉGULIÈREMENT de vagues sourires, on sent bien que cet homme si long, si droit, supporte mal, à cinquante-cinq ans, d'avoir dû quitter sa terre, abandonner sa femme et ses huit enfants (l'aîné a trente ans, le plus jeune, quatre ans) et de n'avoir rien d'autre à faire de ses journées

que de passer le temps dans ce centre culturel kurde installé au cœur de Paris. Là, comme les autres, il retrouve un peu le goût du pays grâce aux cassettes et aux journaux qui traînent sur les tables, aux jeux de dominos, au thé noir qu'on boit sans cesse. Et, surtout, grâce à ce poste de télévision où passe en continu le programme de Medya TV, une station financée par la diaspora kurde d'Europe.

En France depuis 1999, Ahmet Yucel ne connaît que quelques mots de français. Par exemple « merci », qu'il répète à l'envi, mais aussi « démocratie » ou « liberté ». Et c'est par l'intermédiaire d'un compatriote, à Paris depuis de longues années, qu'il nous racontera sa vie. Dans son Kurdistan natal, il aurait pu être heureux, « très heureux », insiste-t-il. Riche agriculteur, il possédait des terres, et surtout des centaines de moutons dont il faisait commerce. Pour lui, c'est en 1976 que tout a dérapé. Il était allé vendre des bêtes dans un village kurde voisin, en avait ramené des tapis, du thé. Un crime, forcément, puisque,

même restant au Kurdistan, il avait passé la frontière entre Turquie et Iran. Accusé de rechercher le contact avec les démocrates kurdes d'Irak, traqué par la police turque, il dut entrer dans la clandestinité, et se cacher durant quatre ans dans les montagnes. Finalement retrouvé, il ne fut pas tué, comme quatre de ses cousins, mais envoyé en prison.

A-t-il été torturé ? Il sourit avec une infinie tristesse, s'étonne que l'on pose la question, explique que pour un Kurde, entrer simplement dans un commissariat c'est être sûr de se faire maltraiter ; il va pour enlever sa chemise, et montrer son torse martyrisé, se reprend, explique que le plus difficile à supporter, ce n'est pas les brûlures de cigarettes, les coups, l'eau stagnante au sol, mais les insultes, les hurlements, les menaces de mort, les tortures psychologiques. Huit ans de prison donc, à l'issue duquel il est libéré. Il rentre chez lui, retrouve sa femme, ses enfants, ses frères, ses chers moutons. Mais la vie est intenable. Il est sans cesse arrêté, contrôlé, menacé. Alors, grâce à un faux passeport et moyennant une grosse somme, il s'enfuit en Suisse, où il restera six ans, obtenant sans mal le statut de réfugié politique.

Mais son pays, sa famille lui manquent. « *Je me sentais comme un prisonnier. Je manquais d'air. Je ne supportais plus l'exil* », résume-t-il pour expliquer qu'en 1993 il décide, malgré les risques, de retourner au Kurdistan. À Istanbul, il est arrêté à sa descente d'avion, mais ne restera incarcéré que huit jours grâce aux bakchichs que son frère distribue généreusement. Il tente de recommencer une vie normale. Impossible. Il est de nouveau traqué, sans cesse interpellé, on l'ac-

Politis, JEUDI 1^{ER} MARS 2001

Après Fréjus

Les réfugiés kurdes de Fréjus jugent l'attitude de la France plutôt hospitalière. Certains d'entre eux aimeraient cependant être ailleurs. En Allemagne, par exemple, où vit une importante communauté des leurs. Quelque cent d'entre eux ont quitté Fréjus « par leurs propres moyens » pour une destination inconnue. Trente ont été interceptés, en compagnie d'un passeur, en Allemagne. D'autres réfugiés doivent quitter officiellement Fréjus pour d'autres destinations (Yvelines, Rhône et Savoie) afin de « désengorger le camp ».

Si les sauf-conduits délivrés par les autorités françaises aux naufragés kurdes du Var permettent à ces derniers de se déplacer librement en France et de choisir leur préfecture pour demander le statut de réfugié, ils ne sont pas autorisés, en revanche, à se rendre dans d'autres pays de l'espace Schengen.



Des réfugiés kurdes du camp militaire de Fréjus, le 25 février, entre désarroi et errance.

cuse d'aider la guérilla turque, on le menace. « Mon cœur me disait de rester, mais mon cerveau savait que, pour rester en vie, il me fallait partir à nouveau », précise Ahmet Yucel. Il donne 9 000 Deutsche Mark à un passeur qui le cache dans sa voiture, le conduit à Izmir d'où il s'embarque clandestinement pour la France. « Durant les sept jours de traversée, je suis resté terré dans le véhicule monté à bord avec le passeur. Pour me nourrir, du Coca et quelques biscuits. Et l'angoisse au ventre chaque fois que je devais sortir pour satisfaire des besoins naturels. »

À Marseille, le passeur lui dit : « Et maintenant, débrouille-toi ! » Sans papiers, avec juste trois sous en poche, il « se débrouille » pour arriver à Paris. Et le voilà aujourd'hui, les mains croisées sur les genoux, souriant tristement, passant le temps au centre culturel kurde, guettant des nouvelles de ses compatriotes échoués à Fréjus, voyant dans l'attitude du gouvernement français « la preuve que la

France est bien le pays des droits de l'Homme », se réjouissant qu'on parle à cette occasion du drame des Kurdes, qu'ils soient de passeport irakien ou turc, iranien ou syrien. Il suggère pourtant à la journaliste venue l'interviewer « d'aller plutôt au Kurdistan, afin de raconter au monde ce qui s'y passe. Ici, nous sommes hors de danger. C'est là-bas que la mort rode... »

Quel est son statut actuel ? Comme tous les sans-papiers, il tire de sa veste des monceaux de papiers serrés soigneusement par un élastique, montre un « récépissé constatant le dépôt d'une demande de statut de réfugié » datant du 6 octobre 1999, et renouvelé depuis de trois mois en trois mois. Prochain rendez-vous : le 14 mars. Rêve-t-il d'obtenir enfin le sésame pour rester en France ? Il refuse de répondre à cette question car son seul rêve, explique-t-il, « c'est que la situation au Kurdistan se règle. Et que je puisse vivre chez moi. Librement. »

FLORENCE HAGUENAUER

RÉFUGIÉS. Environ trois cents Kurdes manqueraient à l'appel, volatilisés.

LES KURDES DISPERSÉS EN FRANCE

Le camp de Fréjus pourrait être fermé ce soir. Les réfugiés ont été répartis dans des centres d'hébergement plus confortables. Reportage.

DE NOTRE CORRESPONDANT RÉGIONAL.

Sous la neige fondue et par un froid de canard ceux que l'on surnomme en Italie du sud « les flamants roses » ont migré ces dernières heures vers d'autres lieux que ceux du Var. Certains ont tenté, en prenant le train à Saint Raphaël, de passer en Allemagne où résident actuellement des dizaines de milliers de Kurdes, mais où le sauf-conduit pour huit jours, délivré le 22 février par le ministère français de l'Intérieur n'a aucune valeur. Ceux qui ont été interpellés ont donc aussitôt été refoulés vers Strasbourg et une trentaine d'entre eux se sont retrouvés mardi dernier en gare de Toulon. D'autres se sont laissés séduire par les propositions de passeurs d'origine kurde ou de chauffeurs de taxi faisant de la retape aux abords du centre des subsistances militaires du 21^e RIMA de Fréjus qui avait hier des allures de camp scout déserté.

Ambiance joviale un peu forcée et conditions d'hébergement spartiates sous un ciel bas : les réfugiés avaient hâte de voir de la France autre chose que cette grisaille de caserne. Le Secours catholique en convient qui a, malgré tout, mis un peu de couleur dans un entrepôt militaire aménagé, depuis vendredi dernier, en salle de loisirs pour les enfants. « Nous avons organisé des fêtes musicales et pendant mardi gras des animations sur le thème du carnaval », explique Jean Christophe Camer, responsable national de l'association caritative. « Nous avons 200 enfants samedi dernier, ils n'étaient plus que 50 mardi », précise-t-il. Et pour cause. La direction départementale des Affaires sanitaires et sociales du Var a mis les bouchées doubles pour trouver des places en foyer SONACOTRA ou dans des centres de la Croix-Rouge. « Nous avons écarté l'idée de l'hébergement individuel et nous n'avons

eu qu'une grande ville (Cherbourg) candidate à l'accueil de Kurdes », souligne le directeur régional de la DDASS qui envisageait, pour ce soir, la fermeture du camp de Fréjus.

C'est donc par petits groupes, de 15 à 50 personnes, qu'après les 82 Kurdes ayant rallié Modane, les réfugiés (parmi lesquels sept Palestiniens) ont embarqué dans des bus, direction Saint-Florentin, Villeurbanne, Manosque ou Istres. La commune de La Grasse dans les Pyrénées qui, des républicains espagnols aux réfugiés kosovars, fait vivre une belle et forte tradition de fraternité, a pris en charge cinquante Kurdes irakiens en ayant comme priorité la scolarisation, au plus tôt, des enfants. C'est d'ailleurs le souci principal de ceux qui veulent rester en France, tel ce coiffeur de Mossoul, victime comme ses neuf cents compagnons d'infortune de persécutions politiques dans le nord de l'Irak et qui a déboursé 12 000 dollars, en vendant tous ses biens, pour s'embarquer avec sa femme et leurs trois jeunes gamins sur l'East Sea. « Je voudrais très vite trouver un travail, n'importe quoi et que mes enfants apprennent le français ! » expliquait-il, mardi dernier, à Serge Guichard, dirigeant national du PCF venu avec une forte délégation (1) visiter le camp de Fréjus. Par la voix de ce dernier, le PCF qui, dans le même temps, demande la tenue, à l'initiative de la France, d'une conférence européenne sur le Kurdistan, s'est engagé, au travers de ses mili-

tants et élus sur place, à suivre et à appuyer chacune des demandes d'asile politique.

Restera cependant posé le problème de ces trois cents personnes environ dont la validité du sauf-conduit expire aujourd'hui et qui se sont littéralement volatilisées. Pour Lionel Raymond de la CIMADE, « cette affaire dramatique et particulièrement spectaculaire aura au moins eu pour mérite de mettre en lumière certaines carences ou absurdités juridiques et administratives ». Les naufragés de l'East Sea ont été considérés d'emblée non comme des demandeurs d'asile qui fuyaient une oppression politique mais comme des suspects. Placés en « zone d'attente » (non admis sur le territoire français), ils ont alors été interrogés sans relâche, puis menacés de passer devant un tribunal. Dormant peu, dans le froid et ne parlant durant les premiers jours qu'à des uniformes ! Comme le résume à sa façon un gradé du 21^e RIMA qui a pénétré au Kosovo avec son régiment en juin 1999 : « Ils ont été plus maltraités que nos (sic) réfugiés kosovars, alors faut pas s'étonner qu'ils aient foutu le camp ! »

PHILIPPE JÉRÔME

(1) Meriem Derkaoui, Christine Mendelsohn, Aminata Diouf de la commission Immigration du PCF, Joël Dutto (conseiller général à Marseille), Jean-Marc Coppola (vice-président du conseil régional PACA).

L'Humanité

1 ER MARS 2001

Iraq Scorns Chief UN Arms Inspector as a 'Detail'

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — As the United States tries to revitalize a common front on Iraq in the Security Council, an Iraqi delegation has ended two days of talks with little to show but their determination to stay in the game as events move around them.

Iraq's foreign minister, Mohammed Said Sahaf, who led the delegation in the first real discussions with the United Nations in more than two years, dismissed Secretary of State Colin Powell's pledges to rethink sanctions as a ploy "to deceive public opinion."

The foreign minister also rejected the leader of a new arms inspection commission, Hans Blix, as "a detail" of a Security Council plan that Iraq would never accept.

"We are not dealing with a detail," Mr. Sahaf said as he left the building Tuesday afternoon at the end of the talks. "You know our position in regard to resolution 1284," the council resolution creating a new inspection system. "We are not going to deal with it, and Mr. Blix is a detail of that bad resolution."

But Mr. Sahaf, who confined his official contacts in New York to Secretary-General Kofi Annan and a team of high-level UN officials, said repeatedly that he wanted to keep the door open. He told reporters that another round of talks would be held within a few weeks.

Diplomats are awaiting some outline of what so-called smart sanctions the administration of President George W. Bush may have in mind for Iraq. Some ideas already floated at the United Nations have been rejected by

the Iraqi government of Saddam Hussein. For example, for years the United Nations has been urging Iraq to accept cash from supervised oil sales — now nearing a total of \$40 billion since 1996 — to inject seed money into the local economy.

The Iraqis have refused to do this, UN officials say, because it would put even a small amount of economic power into the hands of citizens.

Lifting controls on a wide range of civilian goods that Iraq may import began more than a year ago, but Iraq has not always ordered the commodities that officials say the people need most. Iraqis counter that their goal is not easing sanctions but rather ending the embargo. Iraq also chafes at the requirement that money from oil sales go into an escrow account administered by the United Nations.

No Security Council member advocates ending this system any time soon, as long as Iraq refuses arms inspections.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

THURSDAY, MARCH 1, 2001

Ankara se félicite de l'interdiction par Londres du PKK et du DHKP-C



ANKARA, 1er mars (AFP) - 13h01 - La Turquie s'est félicitée jeudi de l'interdiction par le gouvernement britannique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rébellion kurde de Turquie) et d'un groupuscule illégal d'extrême gauche, DHKP-C, parmi 21 organisations qualifiées de "terroristes".

"Nous accueillons favorablement cette décision dans le cadre de la lutte contre le terrorisme", a indiqué le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Huseyin Dirioz lors d'une conférence de presse.

La Turquie considère le PKK et le DHKP-C (Front-Parti de libération du peuple révolutionnaire, clandestin) comme des organisations terroristes.

Le PKK a déposé les armes en septembre 1999 après la condamnation à mort en juin de la même année de son chef Abdullah Ocalan par la justice turque après 15 ans de rébellion pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est à majorité kurde de Turquie.

Issu de la scission du mouvement Dev Sol (gauche révolutionnaire), le DHKP-C, interdit déjà en Allemagne, prône une révolution populaire et est responsable au début des années 90 de l'assassinat d'un ancien ministre de la Justice et de plusieurs généraux turcs en retraite.

Cette organisation était également à l'origine des grèves de la faim en décembre dernier dans les pénitenciers turcs, réprimée par la force par la police turque.

La police portuaire grecque arraisonne un bateau avec 27 clandestins



ATHENES, 3 mars (AFP) - 12h58 - La police portuaire grecque a arraisonné samedi un cargo transportant 27 immigrés clandestins kurdes irakiens au large de l'île de Léros (sud-est de l'Égée), a indiqué le ministère de la marine marchande.

La police portuaire a mené cette opération contre le Hatzar (ex Georgia II) battant pavillon de Sao Tomé, sur la base d'informations, a précisé le ministère.

Le navire a été conduit à Léros, où l'équipage, dirigé par trois Grecs et constitué de deux Syriens et de trois Pakistanais, a été arrêté.

Les clandestins, tous des hommes, qui étaient dissimulés dans les cales, sont pour le moment retenus sur l'île, après avoir reçu des premiers soins médicaux, a ajouté le ministère.

TURQUIE

Retour sur une querelle au plus haut sommet de l'Etat

Un président qui rappelle à l'ordre un Premier ministre, et c'est toute l'économie turque qui tremble, et jusqu'à la Bourse de Moscou. Pourtant, Ahmet Necdet Sezer a eu raison de s'élever contre les pratiques douteuses de Bülent Ecevit, estime *Hürriyet*. Car les scandales politico-financiers continuent.

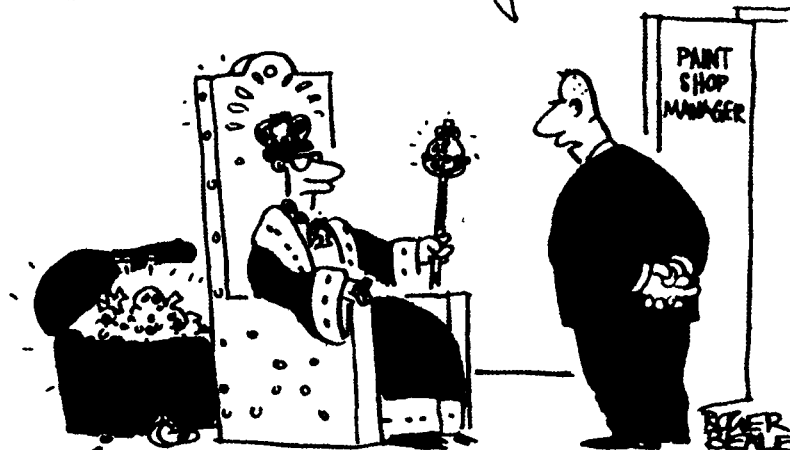
HÜRRİYET
Istanbul

Quand un Premier ministre limite à seulement vingt minutes ses réunions hebdomadaires avec le président de la République alors que la Turquie est confrontée à de très graves problèmes externes et internes, on ne doit pas s'étonner de ce qui arrive. Il serait assez léger de qualifier de crise ce qui s'est passé entre les deux hommes à la dernière réunion du Conseil national de sécurité. Nous nous trouvons en effet face à une profonde crise d'Etat, avec des possibilités de solution bien limitées.

Alors que le Premier ministre, Bülent Ecevit, écoutait les critiques du président de la République, Ahmet Necdet Sezer, le vice-Premier ministre a brusquement interrompu le Président pour lui rappeler qu'il ne pouvait parler ainsi puisqu'il devait son poste aux leaders de la coalition tripartite. Pourtant, Sezer n'a pas été élu par eux, il a tout simplement été nommé candidat, et ce sont les membres du Parlement qui l'ont élu.

En quittant la réunion [le 18 février], le Premier ministre a déclaré : "Le président de la République a lancé des accusations graves contre ma personne dans un langage dépourvu de toute politesse." Il est pourtant difficile de qualifier d'"impolitesse" les critiques du président de la République. Est-il impoli de rappeler au Premier ministre que son gouvernement "ne fait pas tout ce qu'il faut pour faire la lumière sur les affaires de corruption", que celui-ci est "embarrassé par l'activation des mécanismes supérieurs d'enquête du Conseil d'inspection de l'Etat" ou qu'il "cherche à faire pression sur le judiciaire"...

I CAN SMELL A CORRUPT EMPLOYEE A MILE OFF, SULLIVAN, AND I THINK I'M SMELLING ONE NOW



▲ "Je peux sentir un employé corrompu à un kilomètre, Sullivan, et je crois bien que j'en sens un en ce moment." Dessin de Roger Beale paru dans le Financial Times, Londres.

Et comment dire que les propos du président de la République sont exagérés ou erronés lorsqu'il rappelle à Ecevit : "Vous bloquez en permanence mes fonctions, vous cherchez à me discréditer aux yeux du public, vous ne connaissez rien au droit et vous ne voulez même pas profiter des compétences de ceux qui le connaissent. Vous m'envoyez en permanence des décrets contraires au droit, que je dois signer..." Et il poursuit : "Nous ne permettrons pas qu'on étouffe toutes ces affaires de corruption, nous ne laisserons pas faire tout ce pillage."

Le président Sezer souligne encore un autre point : "Vous avez assiégé le législatif !" Et c'est tout à fait vrai. En modifiant le règlement interne, le Premier ministre a complètement saboté la tribune libre et l'opposition dans le Parlement.

Lorsqu'il s'est exprimé une deuxième fois devant la presse, Ecevit

avait perdu sa voix tremblante du matin. Il avait retrouvé son expression normale. Mais, entre-temps, des milliards de dollars avaient été retirés des banques et les taux d'intérêt avaient grimpé en flèche. Le responsable, selon Ecevit, était naturellement le président de la République. Drôle de logique. Faire "descendre" le Président légalement n'est pas dans les compétences du gouvernement. Quant à la démission du gouvernement... ne nous faites pas rire. Quelle issue, alors ?

Ecevit l'a expliqué ce matin. Il est "obligé de trouver une solution saine au problème". Et nous allons bientôt voir, dans les enquêtes d'opinion publique, les points obtenus par les parties concernées dans cette crise. Mais ce que Sezer a dit à Ecevit ne reflétait-il pas déjà le sentiment actuel de la grande majorité de la population ?

Cüneyt Arcayürek

■ Un président intègre
Lorsqu'il était président de la Cour constitutionnelle, Ahmet Necdet Sezer était inconnu de la plupart de ses compatriotes. Son élection a fait l'unanimité des politiciens, qui préféraient un novice plutôt que de céder aux convoitises de l'un d'entre eux. Mais le "petit magistrat" a vite démontré qu'il n'entendait pas faire de son poste, certes symbolique, une simple chambre d'enregistrement de décisions peu conformes à la notion d'Etat de droit. Le style inhabituel de ce président de la République qui arrête sa voiture au feu rouge irrite beaucoup les professionnels de la politique, mais trouve un fort soutien dans la population, toutes opinions confondues.

RÉPERCUSSION

Vers une crise économique majeure

Le 19 février 2001, 7,6 milliards de dollars quittaient les coffres de la Banque centrale.

La livre turque est devenue, ne serait-ce que pour un jour, la monnaie la plus chère du monde, avec des taux d'in-

térêt qui ont explosé pour atteindre... 7 500 % ! Nous vivons deux problèmes à la fois : l'un politique, qui ne paraît pas facile à résoudre ; l'autre économique, la cessation des opérations interbancaires, problème vis-à-vis duquel nous ne sommes pas dans une impasse totale. Le problème économique s'est manifesté par le déficit en livres turques des deux grandes banques publiques. L'injection de liquidités dans ces banques peut servir à huiler de nouveau le moteur de l'économie, qui s'est arrêté. Mais à quel prix ? Il faudra abandonner le programme monétaire et celui de la

lutte contre l'inflation, ce qui risque de provoquer de nouveaux bouleversements. C'est-à-dire qu'il faudra créer une nouvelle crise pour sortir de l'autre. Même le réal brésilien a perdu 2 % de sa valeur après l'effondrement de la Bourse d'Istanbul, selon les experts internationaux. En quittant précipitamment la réunion du Conseil national de sécurité, Bülent Ecevit n'a pas seulement affecté la Turquie. L'Europe de l'Est, la Russie et même le Brésil ont subi l'onde de choc. Malheureusement, nous sortirons tous appauvris de cette situation.

Ismet Berkan, *Radikal*, Istanbul

IRAK. KURDES. Notre envoyé spécial s'est rendu dans la région dont sont issus nombre de réfugiés échoués la semaine dernière sur le littoral varois.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL AU KURDISTAN D'IRAK.

Ils sont deux millions de Kurdes à vivre encore dans les provinces riches en pétrole de Kirkouk et Mossoul. Les réfugiés arrivés en France il y a deux semaines étaient originaires de cette dernière région. Depuis des années, le pouvoir central de Bagdad tente de les chasser plus au nord, vers la zone placée sous protection internationale et qui ne représente en réalité qu'une partie du Kurdistan d'Irak. Autour de Mossoul et Kirkouk, sur la route qui mène vers les montagnes du Kurdistan, de nombreux postes militaires apparaissent comme posés sur les crêtes. Une fois passés les check points, les peshmergas prennent le relais. Moins bien armés mais tout aussi combattifs que les soldats irakiens, les guerriers kurdes contrôlent les véhicules, s'assurent que rien d'anormal n'est transporté.

Nous sommes à un jet de pierre de Kirkouk et pourtant un camp de réfugiés se dresse sur le bas-côté, des tentes et des constructions de fortune. Deux cent cinquante familles, soit près de 1 500 personnes s'entassent ici, certaines depuis trois ans. Hossein Hamad vit dans ce camp avec sa femme et ses quatre enfants depuis 1997. « Les autorités irakiennes m'ont dit de devenir arabe ou baassiste (membre du parti Baas, la formation de Saddam Hussein-NDLR) ou alors de partir », témoigne-t-il. « Comme j'ai refusé, ils m'ont expulsé. Je n'ai pu emporter que des vêtements. Ils m'ont interdit de prendre les appareils électriques et même la voiture. » En réalité, Hossein n'avait déjà plus rien. Un mois avant son expulsion, il était jeté en prison et tous ses biens confisqués. « Tout ça uniquement parce que je suis kurde », tempête-t-il. Un sentiment de frustration, une colère mal contenue qui poussent des centaines de Kurdes à tenter le voyage pour quitter le pays.

Comme ce jeune qui n'a pas voulu dire son nom mais tentait de rassembler les 1 000 dollars demandés par le passeur pour se rendre en Grande-Bretagne, via la Turquie et l'Italie. Comme ces naufragés échoués sur les plages de Fréjus, au mois de février...

La région du Kurdistan d'Irak est

RÊVES DE FUITE DANS UNE RÉGION ÉCARTELEE

Deux millions de Kurdes vivent encore dans les provinces riches en pétrole de Kirkouk et Mossoul. Les réfugiés arrivés en France étaient originaires de cette dernière région. Reportage.



Village de Shaqlawah. Les hommes sont épiciers, peshmergas (combattants) ou agriculteurs. Parfois les trois à la fois !

actuellement coupée du reste du pays, suite à une résolution de l'ONU visant à protéger les populations de la féroce répression menée par les troupes de Saddam (une séparation politique et économique mais pas sportive puisque les équipes kurdes participent au championnat de football irakien!). Les chefs kurdes rivaux, Massoud Barzani (qui dirige le Parti démocratique du Kurdistan, PDK) et Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan, UPK), gouvernent chacun une partie du territoire.

Le premier contrôle Erbil et la région située au nord de Mossoul jusqu'à la frontière turque. Le second « règne » sur la région frontalière avec l'Iran, autour de Soulimaniya. L'aide internationale est gérée par les organisations des Nations unies. Le Programme alimentaire mondial (PAM) prend en charge la nourriture acheminée vers des entrepôts. De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) sont également présentes au Kurdistan. Ce maillage explique que les popula-



Le pétrole de contrebande emprunte aussi la route de Zakho à la frontière turque.

tions vivent ici mieux que dans le reste de l'Irak. Le taux de mortalité a ainsi baissé dans le nord alors que dans le centre et le sud il est en augmentation. « La nourriture est la question la moins problématique », explique un responsable du PAM, « comparée au problème de l'électricité ou des besoins en pesticides et en engrais pour l'agriculture ».

Erbil, capitale régionale de la région autonome du Kurdistan, est l'une des plus vieilles villes du monde. Dans le quartier chrétien de Ain Kawa, on parle syriaque, un dérivé de l'araméen, la langue du Christ. Erbil possède même un centre Internet. Comme l'explique Hana, un jeune ingénieur qui s'y rend deux à trois fois par semaine, « c'est vraiment une fenêtre, même petite, mais une fenêtre qui permet d'avoir accès au reste du monde ». D'Erbil, on emprunte la « Barzan road » pour se rendre à Dohouk. Sur les toits terrasses des maisons, les femmes mettent le linge à sécher tout en surveillant les enfants. Les hommes sont épiciers, peshmergas ou agriculteurs. Parfois les trois à la fois ! À tour de rôle, ils participent à la surveillance des environs, surtout les routes d'accès. « L'endroit est tranquille », assure Ali Bapir, le chef de poste. « Il faut juste craindre les bandes de voleurs ». Dans la cabane spécialement aménagée, l'heure est à la détente. Les chargeurs sont suspendus et les Kalachnikov soigneusement rangées. Passés la plaine vallonnée et le village de Hareer, on entre vraiment dans la montagne, celle de Spilik. Les hameaux de Liylik et Khalan s'étendent le long d'un vallon. Un cours d'eau dessine la roche. Les habitants sont ici depuis 1991.

À l'époque, ils vivaient à Stuni, à la frontière avec la Turquie. « Nous avons dû fuir les affrontements entre le PKK et l'armée turque », explique Abdu Rahim. À cela s'ajou-

tent les tueries orchestrées quelques années auparavant par les soldats irakiens. « Dans deux ans, je l'espère, nous pourrions retourner chez nous », veut croire Nazim. Plus loin, dans la vallée de Zab, on peut encore voir des villages kurdes traditionnels qui ont échappé à la destruction par les forces irakiennes. Des maisons toutes simples, faites de pierres mal taillées et recouvertes de terre, aux toits plats. Rien à voir avec les nouvelles bâtisses en parpaings, érigées avec l'aide des ONG. Le village d'Amadiya est un véritable nid d'aigle qui a été en partie épargné. Ce village chrétien est bâti face aux montagnes enneigées dans un fabuleux décor. Une myriade d'enfants improvise des balançoires en jetant des cordes autour des branches. « En 1988, l'aviation de Saddam Hussein nous a bombardés », explique Moussa Sedou Ahmed, le chef de la communauté. « Nous nous sommes alors réfugiés dans la montagne, à quelques kilomètres. Maintenant, c'est calme.



Village chrétien d'Amadiya. La messe rassemble surtout de vieilles femmes.

Même le PKK ne vient plus. »

Le contraste avec Dohouk n'est que plus impressionnant. La ville s'est agrandie. Un hôtel casino a été construit sur une butte. Un nouveau supermarché a ouvert ses portes et regorge de produits turcs. C'est que les liens entre cette partie du Kurdistan et la Turquie sont étroits. D'ailleurs, la route de Dohouk à Zakho (ville frontalière), empruntée par des centaines de camions, est salie par le pétrole qui goutte des citernes. C'est l'« Ibrahim Khalil road ». « Je fais ça tous les jours », assure un chauffeur. « Chaque voyage me rapporte 1 000 dinars irakiens. » Il part de Mossoul, son chargement est contrôlé à Dohouk puis, le précieux papier de conformité en poche, direction la Turquie. Il s'agit d'un trafic entre l'Irak et la Turquie, qui permet à la famille Barzani de toucher d'importants dividendes. Pour Sami Abdul Rahman, vice-premier ministre du gouvernement dirigé par Massoud Barzani, « nous vivons mieux que dans

les années quatre-vingt. Maintenant, toutes les familles reçoivent de la nourriture pour le mois. Les gens vivent de mieux en mieux, année après année.» Il ne cache pas les « relations économiques et dans d'autres domaines avec Bagdad » et insiste sur « les sanctions qui touchent aussi la Turquie ». Sur le plan politique, il se félicite des accords de Washington signés en 1997 entre les factions kurdes. « Nous avons même mis en place un comité de coordination », souligne-t-il. Mais il s'agit plus d'un statu quo. Dans les deux camps, on a encore en mémoire les affrontements fratricides sanglants qui se sont soldés par des centaines de morts. En août 1996, Barzani avait d'ailleurs fait appel à Saddam Hussein pour contrer l'offensive de Talabani.

Le soleil se lève à peine derrière les montagnes de Heibat Sultana. Youcef Toma fait carillonner la cloche pour prévenir les chrétiens : la messe va commencer. Nous sommes dans la zone contrôlée par l'UPK de Jalal Talabani où, de l'avis même des responsables « on souffre de l'embargo ». Ici, la manne de la contrebande de pétrole n'existe pas. Sur la colline proche dite de Grdy Julakan, un cimetière israélite témoigne d'une présence juive avant 1948. Les croyants arrivent à l'église. Surtout de vieilles femmes vêtues d'une sorte de mantille noire. Elles touchent la croix accrochée à l'entrée et se signent. De très beaux chants chaldéens résonnent. Le père Wahid, qui vit à Erbil, vient ici tous les samedis et tous les dimanches depuis six ans. « À l'époque, c'était la guerre », se souvient-il. « Il me fallait passer la zone de démarcation entre les deux factions. Mais lorsqu'ils voyaient mon habit de prêtre, ils me laissaient passer. J'étais le seul à pouvoir faire ça. »

À Badawan, sur les hauteurs en direction de Soulimaniya. Les hommes se réunissent. Il y a beaucoup de peshmergas. La lampe à pétrole inonde la pièce d'une lumière douce et vacillante qui éclaire drôlement les visages. Les Kalachnikov posées contre le mur semblent des objets ordinaires. Parfois les conversations cessent. On entend alors le bruit des chapelets que chacun triture doucement. On mange des fruits, on boit du thé. La vie s'écoule presque paisiblement. Les femmes font de même.

Les yeux verts perçants, la moustache solidement implantée, Cheikh Taher, cinquante ans, le chef du village, reçoit tout le monde chez lui, à Badawa, où il vit « depuis tou-

jours ». Il a 2 femmes et 19 enfants. Devenu peshmerga au début des années soixante-dix « à cause des soldats de Saddam qui volaient et pillaient. La vie était mauvaise pour les Kurdes à cette époque », il est fait prisonnier en 1977. Ses mains gardent encore les traces de tortures. Il a choisi l'UPK, « parce que Talabani était ici, dans les montagnes alors que Barzani était en Iran ». En 1996, il subit de nouveau les exactions des troupes irakiennes. Auparavant, c'est l'aviation turque qui était

venue bombarder le coin pour chasser le PKK. Aujourd'hui Cheikh Taher s'occupe du village et tente de promouvoir des infrastructures. Maintenant, j'aimerais que mes enfants fassent des études et puissent vivre comme ils l'entendent. » L'un d'entre eux veut partir en Europe. Par tous les moyens.

PIERRE BARBANCEY

Reportage photo Hien Lam Duc de l'agence Vu.

JALAL TALABANI « NOUS LUTTONS POUR LA DÉMOCRATIE »

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
À SOULIMANIYA
(KURDISTAN D'IRAK).

Chef historique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani a reçu l'*Humanité* dans son fief à Soulimaniya.

Quelle est la situation de cette partie du Kurdistan d'Irak qui est sous votre contrôle ?

Jalal Talabani. Le 1^{er} août 1996, l'armée irakienne est intervenue et a donné la ville d'Erbil et ses environs au PDK. La région a ainsi été divisée en deux. Maintenant c'est calme, même si l'armée irakienne tente toujours des provocations. Mais, en général, nous pouvons dire que nous vivons dans la paix et dans la stabilité. La résolution 986 de l'ONU aide aussi notre peuple parce que la nourriture, les médicaments sont vraiment distribués. Ce qui aide à reconstruire car cette région a été détruite par l'armée irakienne. Au Kurdistan, nous avons reconstruit déjà plusieurs milliers de villages. Nous faisons de même avec les routes, les écoles et les hôpitaux. La mortalité infantile a reculé bien que nous souffrions encore de la dictature irakienne. Celle-ci délibérément ne nous livre pas tout le matériel auquel nous avons droit. Nous faisons vivre la démocratie. Les partis peuvent avoir leur chaîne de télévision, leur radio, leurs journaux. Nous avons organisé des élections municipales sous le contrôle de plusieurs ONG. Nous élisons les maires.

Souffrez-vous de l'embargo ?

Jalal Talabani. Au contraire, nous en tirons des bénéfices. 13% de l'argent tiré de l'accord « Pétrole contre nourriture » est donné au peuple

kurde. Si l'embargo était levé, l'Irak récupérerait ces 13% et ne nous donnerait rien. C'est la première fois que nous pouvons bénéficier de ces revenus. La souffrance du peuple irakien vient de la dictature en place : huit ans de guerre contre l'Iran, envahissement du Koweït... En réalité, les Américains ne veulent pas changer le pouvoir en place à Bagdad. Même lorsqu'ils parlent d'un nouveau régime, plus démocratique, ils n'ont pas de plans pour cela.

Vous faites partie du Congrès national d'Irak, un mouvement d'opposition (INC) ?

Jalal Talabani. Il y a deux sortes d'opposants. Ceux qui sont dans le pays, parmi les gens. Ce sont les véritables forces d'opposition (UPK, parti communiste, nassérien, certains islamistes et même des groupes au sein du parti Baas). Et il y a ceux à l'extérieur. Ils s'opposent réellement mais parce qu'ils ne sont pas dans le pays, ils peuvent simplement crier, pas changer les

choses. Les Américains ne soutiennent pas les forces d'opposition à l'intérieur, mais celles qui sont à l'extérieur. Nous ne pouvons pas soutenir une conspiration extérieure parce qu'on ne sait pas ce qui va se passer. Notre but n'est pas seulement de faire bouger le régime mais de le remplacer par un régime démocratique fédéral et parlementaire. C'est aussi le but de

l'opposition à l'intérieur de l'Irak. **Quelles sont vos relations avec le PDK de Massoud Barzani?**

Jalal Talabani. Le PDK n'est pas dans une opposition active. Il est membre de l'INC qui est un parapluie pour l'opposition extérieure. Cela étant dit, nous avons des relations normales avec le PDK. Nous voulons normaliser la situation et organiser des élections pour élire un parlement. Il doit être élu librement par le peuple et pour un temps limité. Cela pourrait d'ailleurs montrer la voie au peuple irakien mais aussi aux Kurdes des autres pays. Un des obstacles que nous rencontrons constitué par les revenus tirés de la route du pétrole. Nous pensons que ces revenus devraient à l'avenir être partagés. **Comment voyez-vous l'évolution de la région?**

Jalal Talabani. Le Moyen-Orient est en train de changer. En Iran il y a

une nouvelle génération qui demande de nouveaux droits. La Turquie, parce qu'elle veut être membre de l'Union européenne, ne peut rester sur ses positions. L'an dernier, pour la première fois, le gouvernement d'Ankara a autorisé les Kurdes à célébrer Newroz, le nouvel an. Même en Iran, il y a maintenant des journaux en langue kurde.

Le peuple kurde doit-il être considéré comme un tout, qu'il soit en Syrie, en Iran, en Irak ou en Turquie?

Jalal Talabani. Il faut être réaliste. Nous avons été divisés et répartis dans quatre pays depuis plus de quatre-vingts ans. Durant ces décennies, des différences importantes se sont développées en terme de culture, d'économie... Dans le cadre d'États existants au Moyen-Orient il doit y avoir la démocratie et les Kurdes doivent



Jalal Talabani

obtenir leurs droits en accord avec leurs souhaits, leurs droits à l'autodétermination. Mais dans le cadre des États existants.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR P. B.

Challenges for Turkey

The calming of Turkey's currency and stock markets last week was encouraging. Stability is important to Washington, which counts on Turkey as a vital ally in NATO and the Middle East. But a second severe financial crisis in barely three months is a warning that should not be ignored. Fixing Turkey's deeper problems will require speeding the pace of economic reform.

Before this winter's financial upheavals, Turkey's worst problems seemed behind it. A popular new president, Ahmet Necdet Sezer, was waging an effective campaign against corruption and insisting on the rule of law. The prime minister, Bulent Ecevit, had pledged to carry through badly needed economic reforms. After years of refusal, the European Union had accepted Turkey as a candidate for eventual membership. The country's most wanted rebel, the Kurdish guerrilla commander Abdullah Ocalan, was behind bars and calling on his followers to lay down their arms.

Some of those gains have now been put at risk. When the latest financial crisis erupted, Turkey was in the 14th month of an anti-inflation and privatization program sponsored by the IMF. The Ecevit government made progress in both areas but fell short of the fund's targets. Now, with the currency sharply devalued, the IMF program has been abandoned and international creditors are reluctant to offer a new bailout.

Mr. Ecevit depends on a three-party coalition to stay in power. Some of his partners are nationalists who oppose privatization in principle and are de-

termined to obstruct any reduction in the number of patronage jobs in state industry and government-chartered banks. Bank charters are typically awarded to big campaign contributors. As a result, many banks are mismanaged and in shaky financial health.

Last month's financial panic began when Mr. Ecevit unwisely rejected criticism from Mr. Sezer over the government's slowness in tackling corruption, especially in the banking sector. Mr. Ecevit should have allied himself with Mr. Sezer. Mr. Ecevit now needs to press his coalition partners to set aside narrow interests and help Turkey carry out the economic modernization it needs to join the European Union. The naming of a longtime World Bank executive on Friday as the economy minister is a positive first step.

To qualify for EU membership, Turkey will also have to improve its human rights record. With the end of Mr. Ocalan's armed insurgency, Ankara should be moving faster to relax restrictions on Kurdish political and cultural expression.

Turkey defended NATO's easternmost frontier against the Soviet Union during the Cold War. Since then it has borne much of the burden of containing Saddam Hussein's Iraq and has developed constructive military relations with Israel. Bringing it into the EU would strengthen Western influence in Turkey and dilute anti-Muslim prejudice in Europe. But Turkey's candidacy will stall unless it rescues its economy from endemic corruption and crisis.

— THE NEW YORK TIMES.

SUD-OUEST
dimanche

Dimanche du 4 mars 2001

Pourquoi 25 millions de Kurdes n'ont jamais eu d'État

Le pays où l'on n'arrive jamais

PAR JONATHAN C. RANDAL (1)

La récente arrivée spectaculaire de 900 Kurdes d'Irak, débarqués d'un cargo bondé et rouillé près de Fréjus, nous renvoie aux scènes terribles des suites de la guerre du Golfe. A l'époque, plus de 2 millions de Kurdes s'enfuirent vers les montagnes inhospitalières des frontières de l'Iran et de la Turquie pour échapper aux derniers bataillons revanchards de l'armée de Saddam Hussein, que les Etats-Unis et ses trente alliés avaient délibérément épargnés après leur éviction du Koweït.

Une fois de plus, dans leur tragique et longue histoire de souffrance, les Kurdes s'en sont remis au destin, répondant à un appel extérieur — celui du président George Bush en personne — les encourageant à se révolter pour renverser un tyran. Après avoir travaillé au corps l'opinion publique, particulièrement américaine, les Alliés ont fait cette fois ce qu'il fallait. Ils ont envoyé des troupes pour secourir les réfugiés et ont érigé une « zone de sûreté » dans le nord de l'Irak, scrupuleusement protégée jusqu'à ce jour par les avions de guerre anglo-américains basés en Turquie.

Ce qui fit dire à un vieux Kurde irakien ayant survécu aux insurrections et aux répressions : « C'est comme si nous étions morts et partis au paradis. » En fin de compte, on pouvait craindre qu'ils soient simplement manipulés, mais on les a aussi aidés.

Il est compréhensible que l'opinion française — et celle des autres Occidentaux — n'ait jamais perdu la trace des Kurdes, abonnés à une couverture médiatique intensive une fois tous les dix ans. Les 25 millions de Kurdes, disséminés dans un large arc qui s'étend de l'Iran à la Syrie en passant par l'Irak, la Turquie et certaines ex-Républiques soviétiques, reste le peuple le plus nombreux toujours sans Etat. De plus en plus, ils s'enfuirent du Moyen-Orient, et sont aujourd'hui 1 million en Europe, notamment en Allemagne, mais avec une communauté de plus en plus nombreuse en France.



En 1991, à la frontière irako-turque, déjà le long parcours des réfugiés kurdes (Photo AFP)

La férule et le dogme

Ces dix dernières années ont au mieux offert des paradis artificiels aux Kurdes irakiens. Et pas de paradis du tout à ceux de Turquie, où vit plus de la moitié d'entre eux. Comme toujours, les Kurdes se retrouvent sous la férule d'Etats voisins autoritaires pour qui le centralisme est un dogme. La Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie ont peu de choses en commun, excepté leur détermination à asservir les Kurdes.

La nature a doté le Kurdistan d'abondantes ressources pétrolières et en eau, mais ces richesses, atout pourtant inestimable dans un Moyen-Orient desséché, tournent au cauchemar. Depuis la chute de l'Empire ottoman après la guerre de 1914, les Européens et les Américains ont usé et abusé des Kurdes, pions utiles dans leur ingérence au Moyen-Orient.

A l'origine désignés comme

une zone française dans le cadre du traité secret Sykes-Picot qui démantelait l'Empire ottoman, les champs de pétrole de Kirkouk passèrent sous domination britannique lors de la création artificielle de l'Irak. En échange, les Français reçurent 23,5 % des parts du pétrole de Kirkouk qui ont donné naissance au géant pétrolier Total.

Washington a également sorti le grand jeu avec les Kurdes. Le président Wilson leur avait initialement promis un Etat indépendant avant de les utiliser comme des pions. En 1972, pour plaire à son allié le shah d'Iran, les Etats-Unis ont accordé avec désinvolture leur aide au leader kurde irakien Mollah Mustapha Barzani, qui se battait alors pour l'autonomie. Barzani fut lâché trois ans plus tard quand Washington approuva le retrait brutal de l'aide militaire à Téhéran. en échange d'éphémères conces-

“ C'est comme si nous étions morts et partis au paradis ”

sions de Bagdad.

Ces dix dernières années, les Kurdes turcs ont été les principaux perdants. Au prix de quelque 40 000 morts, en majorité des civils kurdes, l'armée turque a mis fin à quinze années de rébellion du PKK (Parti des travailleurs kurdes) dans le sud-est du pays, bien avant que ses commandos ne kidnassent au Kenya, en 1999, son leader Abdullah Ocalan.

Dans les bidonvilles

Mais le renoncement du PKK à l'autonomie — et a fortiori à l'indépendance — n'a pas amoindri le refus de l'armée de faire des concessions politiques ni même d'autoriser l'usage du kurde à l'école et à la télévision.

Seuls quelques milliers de 3 millions de Kurdes que l'armée d'Ankara a chassés de leurs terres ont été autorisés à revenir des villes de la Turquie occidentale, où ils survivent dans les bidonvilles. De toute façon, l'Etat turc, qui traverse une crise financière majeure, n'a ni l'argent ni la volonté de tenir sa promesse de reconstruire et d'investir dans les terres sous-développées du Sud-Est, patrie des Kurdes.

Pour les Kurdes irakiens, la décennie 1990 a été relativement sereine, comparée aux années 80, pendant lesquelles Saddam Hussein a fait assassiner plus de 180 000 Kurdes et utilisé régulièrement des armes chimiques contre les civils pour punir les guérillas nationalistes de s'être rangées du côté de Téhéran dans la guerre Irak-Iran.

Nettoyage ethnique

Saddam Hussein a été tenu en respect et la zone d'autonomie kurde du nord de l'Irak a prospéré grâce à la manne du programme « pétrole contre nourriture » lancé en 1996. A la différence des autres Irakiens tributaires des caprices de Saddam, les Kurdes reçoivent sans trop de problèmes leur part grâce à la gestion attentive des Nations-Unies. Les irrè-

ductibles rivaux, le Parti démocratique kurde de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, négocient à nouveau après des années de combat qui coûtèrent la vie à de milliers de Kurdes.

En effet, il faut noter que l'essentiel des passagers de l'« East-Sea » ne viennent pas de la zone autonome mais des régions tenues par le gouvernement, plus au sud et à l'ouest, près des centres pétroliers de Kirkouk et Sinjar, où Saddam Hussein a aggravé la campagne de nettoyage ethnique menée depuis dix ans pour chasser les habitants au profit de colons arabes. Les réfugiés de Fréjus ont payé aux passeurs des milliers de dollars, en bradant

leur terre ancestrale.

Le fait que les réfugiés de l'« East-Sea » aient pris la France par surprise est en soi surprenant. Depuis cinq ans, les Kurdes arrivent clandestinement par milliers en Italie avant de tracer leur route vers l'Allemagne et les autres pays nord-européens, traditionnellement plus accueillants pour les demandeurs d'asile qu'une France marquée par le poids politique du discours anti-immigration initié par le Front national.

Passeports en vente

Les démonstrations de générosité spontanée vis-à-vis des réfugiés de Fréjus ont forcé la main du gouvernement. Mais cet épisode a attiré l'attention sur les

contreparties à attendre d'un assouplissement des sanctions économiques dont le gouvernement français se fait régulièrement l'avocat. La nouvelle administration américaine semble maintenant disposée à lui emboîter le pas.

Mais rien n'est plus dangereux que les vœux exaucés. Aussi bornée que puisse être l'insistance américaine de maintenir les sanctions, elle avait le mérite de la cohérence. Lever les sanctions pourrait enhardir un leader connu pour le cynisme de ses décisions.

Les changements qui affectent la carte politique du Moyen-Orient n'ont pas échappé aux Kurdes irakiens. Ils savent très bien que le parapluie aérien allié ne couvre qu'une partie de leur

zone autonome. Passeports et visas européens sont déjà en vente au Kurdistan irakien. De nombreux maris kurdes triment en prévision des jours sombres, quand ils devront s'enfuir.

L'émigration kurde en Europe est en passe d'atteindre la masse critique, si ce n'est déjà fait. Le feu couve, comme le disait James Baldwin à propos des Noirs dans la société américaine des années 60, surtout dans une Europe toujours aussi divisée au sujet de l'immigration. ■

(1) Jonathan C. Randal est grand reporter permanent en Europe pour le « Washington Post » depuis 1969. Il vit à Paris. Il a notamment publié un ouvrage sur le Kurdistan (« After such knowledge, what forgiveness? My encounters with Kurdistan », Ed. Farrar, Straus and Giroux)

Bank Regulator Quits After Ankara Picks Minister

Bloomberg News

ANKARA — Zekeriya Temizel, the head of Turkey's banking supervisory board, has resigned without giving a reason after the government appointed a World Bank vice president to oversee economic policy.

Mr. Temizel, 52, announced his resignation Saturday in a one-sentence statement. The former finance minister was the first chairman of the supervisory board, which was created in April to help strengthen Turkey's banking system. The government has seized 12 banks over the past two years.

The resignation came a day after Kemal Dervis was appointed economy minister, overseeing the banking

board, as well as the Treasury, central bank and state-owned banks. He is charged with bolstering an economy reeling from a currency devaluation that increased debt payments and threatened more banks with closure.

"This should not be taken as negative news," said Cem Akyurek, chief economist at Global Securities in Istanbul. "Dervis probably has different ideas for restructuring banks than Temizel had, so Temizel wanted to clear the way for the new minister."

Mr. Temizel was known for ambitiously tackling corruption, even if it meant stepping on toes of the powerful.

One of the banks he took over was owned by Dinc Bilgin, a media baron

who also owns two of the country's most influential newspapers, Sabah and Yeni Binyil, and a major television network, ATV.

The banking board Tuesday took control of Ulusal Bank TAS, whose losses exceeded shareholder equity after a 30 percent devaluation of the currency ballooned the cost in liras of repaying dollar-denominated debts.

The banking supervisory board was established under prodding from the World Bank and International Monetary Fund to help strengthen a banking system in which the total assets of Turkey's 75 banks equal about one-third those of Banco Santander SA, Spain's largest bank.

More Turkish banks are expected to fail after they were caught with an estimated \$15 billion of foreign-currency debt when the government decided to stop defending the currency. Many of the country's banks borrow dollars to buy liras and invest in high-interest domestic bonds.

Sustaining Iraq Embargo Grows More Impractical

Enforcers Are Finding Too Many Holes to Plug

By Howard Schneider
Washington Post Service

BAGHDAD — Sent here to make life better for Iraqi children, officials with the United Nations Children's Fund have found themselves forced to play an unexpected role — as de facto weapons monitors.

Under UN sanctions against Iraq, Unicef envoys must ensure that chlorine gas and other commodities arriving in the country are used for civilian purposes only. Critical to the supply of clean water but listed under the sanctions rules as a "dual use" item with potential military

applications, chlorine is tracked canister by canister by an agency more commonly identified with promoting vaccinations.

"We observe them all arrive; hard count every one; follow them to government warehouses, and then to end use," said Pierrette Vu Thi, the Unicef program coordinator in Iraq. "We track every single cylinder."

Unicef is just one of the agencies entangled in the web of paperwork, politics and military power involved in enforcing the sanctions, which were imposed to punish Iraq for its Aug. 2, 1990, invasion of Kuwait but have become such a political issue that the U.S. sec-

retary of state, Colin Powell, has said they were in "a state of disarray."

From bureaucrats in New York to field inspectors at ports and border stations throughout the Middle East, from Unicef staff to a multinational flotilla of ships coursing the Gulf in search of smugglers, a small army is at work daily trying to oversee every barrel of oil that leaves the country, every truck or container of goods that enters and every dollar that changes hands in the process.

Nevertheless, the volume of products Iraq legally buys and sells, and smuggles through various channels, has increased dramatically over the last decade. So even the program's most adamant supporter, the United States, now concedes what many in the region concluded long ago: Sanctions against Iraq are losing international support as growing evi-

dence indicates their effectiveness has eroded.

Draconian in design but increasingly loose in practice, the system of sanctions also may be in for a wholesale overhaul, according to General Powell. If successful, this will mark a major shift in U.S. policy, driven by the recognition that the practical difficulties and political cost of maintaining the embargo are beginning to outweigh its usefulness.

It is better, he said, to focus on what matters: military trade that could aid Iraq in developing weapons of mass destruction. Such a revised program, he said, might gain the support of Arab and other countries that criticize the current system as more harmful to the Iraqi people than to the government of President Saddam Hussein. General Powell has not spelled out how restrictions on military trade might be designed.

The nature of the changes will be debated in coming weeks. But in many ways, they are likely to codify the loosening of restrictions that is already happening. The changes also could deprive Iraq of a potent political argument. Tales of tangled bureaucracy, and U.S. and British interference, have been staple complaints from Iraqi officials, allowing them to blame others for shortages that are at least partly caused by internal mismanagement.

In the years immediately after the Gulf War, oil sales were prohibited as Iraq feuded with the United Nations over how to ensure that revenue would not be used for weapons development. As malnutrition and disease skyrocketed, the two sides agreed in 1996 on an "oil for food" program, in which the United Nations periodically designated how much oil Iraq could sell to buy food,

medicine and other necessary goods.

The current authorized rate is up to 2 million barrels a day. But the program requires that all import contracts be submitted for approval, and any member of a UN review committee can put a contract on hold without specifying why. The United States has done so frequently. U.S. officials say they need time to examine suspected dual-use items. But from the Iraqis viewpoint, these delays simply deprive their country of such items as veterinary medicine because of what they say are invented concerns about biological weapons.

The result, at a time Iraq has been enjoying record oil earnings, is "billions of dollars floating around and still children are malnourished," the official said. "The politics of this are so enormous, it is difficult to be certain" which side is more to blame.

Les partis kurdes expliquent l'exil des boat people par la « politique d'épuration » de l'Irak et de la Turquie

LE PÉRIPLÉ des naufragés de l'East-Sea n'aurait pas été possible sans des complicités dans l'appareil d'Etat turc. C'est en tout cas le sentiment de certains leaders de la communauté kurde en France. « Comment voulez-vous que neuf cents personnes traversent le pays sans l'accord du gouvernement turc ? » s'interroge Faruk Doru, directeur du Centre d'informations du Kurdistan à Paris, proche du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). « Le fait qu'un nombre si important d'individus, accompagnés d'enfants et de vieillards, quitte la région ne pouvait pas passer inaperçu », analyse Saywan Barzani, représentant en France du gouvernement régional du Kurdistan, dominé par le PDK (Parti démocratique du Kurdistan). Des milliers de soldats turcs sont en effet mas-

sés dans la région frontalière entre la Turquie et l'Irak ; d'autres quadrillent le Sud-Est anatolien. Ceux-ci pourraient avoir fermé les yeux, moyennant finances. « Beaucoup de réfugiés disent la même chose, rapporte Faruk Doru : "Nous avons payé les gendarmes turcs à la frontière turco-irakienne." »

« UNE RÉSERVE ANIMALE »

Pourquoi les pouvoirs turcs faciliteraient-ils l'exode de Kurdes irakiens ? Les Etats où s'étend le Kurdistan ont « intérêt à voir les Kurdes partir », estime Saywan Barzani. La fuite des boat people de l'East-Sea résulte du « nettoyage ethnique organisé par les gouvernements qui colonisent le Kurdistan », considère, pour sa part, Faruk Doru. Selon Ahmed Bamarni, représentant de l'UPK (Union patriotique

du Kurdistan) en France et auprès de l'Union européenne, la partie nord de l'Irak contrôlée par Bagdad subit une « politique d'épuration » qui consiste à placer les Kurdes devant l'alternative suivante : s'exiler vers le sud du pays, où ils peuvent apporter avec eux une partie de leurs biens ; ou gagner la « zone kurde libérée » - contrôlée par l'UPK et le PDK -, auquel cas ils sont sommés de partir sur-le-champ, en laissant tout derrière eux. La quasi-totalité des Kurdes, poursuit Ahmed Bamarni, refusent d'aller au sud, « où ils ne connaissent ni la langue ni la culture ». « Nous sommes dans une réserve animale, résume Saywan Barzani : encerclés par les soldats turcs au nord et les troupes irakiennes au sud. » Dans ces conditions, beaucoup ne voient pas d'autre issue que d'émigrer vers l'Occident.

Enfin, il paraît difficile de reconstituer avec précision l'itinéraire emprunté par les réfugiés de l'East-Sea. Ceux-ci ont sans doute cheminé par le Sud-Est anatolien avant de gagner le littoral. Le passage par la Syrie semble exclu, même si beaucoup d'entre eux proviennent du Djebel Sinjar, à l'ouest de Mossoul. « Jusqu'à présent, confie Faruk Doru, je n'ai jamais entendu dire que des Kurdes avaient fui la région après avoir traversé la Syrie et pris un bateau qui serait parti de ce pays. »

Bertrand Bissuel

Une politique d'arabisation depuis 1957

La plupart des réfugiés de l'East-Sea semblent provenir de la zone où le gouvernement irakien mène une politique d'arabisation depuis 1957. « Dans un premier temps, les autorités favorisèrent l'installation de ménages arabes, explique Halkawt Hakim, maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). Puis elles chassèrent les Kurdes. » De 1963 à 1989, 37 726 familles kurdes furent expulsées, d'après ce chercheur, « soit environ 200 000 personnes ». Entre 1993 et 2000, quelque 108 000 personnes ont été déplacées vers la zone contrôlée par les deux partis kurdes, l'UPK et le PDK, « sans compter celles qui ont été déportées au sud de l'Irak et dont on ignore le nombre », précise Halkawt Hakim. Cette action de nettoyage a eu son efficacité. Ainsi, la ville de Kirkuk compte aujourd'hui moins de 20 % de Kurdes alors que ceux-ci représentaient 48,3 % de la population en 1957.

Khaddam urges close relation with Turkey, end to sanctions in Iraq

Arabicnews.com 3/1/2001

The Turkish Anadolia news agency reported on Wednesday that the Syrian vice- President Abdul Halim Khaddam said during his meeting with the Turkish press delegation on Tuesday that Syria pins special importance to the relations with Turkey. He expressed his hope that this visit will avail the chance for the Turkish delegation to know Syria better and to see that the Syrian people and government are ready to develop relations with Turkey.

The Agency quoted Khaddam as saying that Syrian- Turkish relations are good at the meantime and better than 20 years ago. He explained that relations between the Arabs and Turks started before the Ottomans and that "the common historical legacy and interests make it imperative on us to search for means to develop bilateral relations," noting that certain obstacles might surface but should not constitute an obstacle before these relations.

The Syrian vice- President added " we are living in a changing world and the countries of the region should collaborate because the big fish is eating the small ones. And I felt during my visit to Turkey that there is a desire to improve bilateral relations."

Replying to a question on not signing the " declaration of principles" agreed upon in Adanah agreement between Syria and Turkey, Khaddam said that contacts have been made at the levels of the foreign ministries. He expressed his hope that these contacts will be completed very soon and stressed the need of developing relations between the two countries whether a meeting will be held or not, in the service of the two countries and the desire of the two peoples to that end.

Khaddam continued that establishments in the two countries should work to strengthen relations in the economic, scientific and cultural fields.

On the date for President Bashar al-Assad's visit to Turkey, Khaddam said the visit will take place but he does not know its timing. He added that President al-Assad had decided to make this visit.

As for the sanctions imposed on Iraq Khaddam said that all Arab states, unanimously, see that these sanctions cause sufferings for the Iraqi people and Syria sees that these sanctions inflict a damage on the region.

He said that the double- standard policy pursued by the greater states cause concern in the region and that the countries which imposed sanctions on Iraq at the meantime are the same which had provided weapons to Iraq in its war with Iran.

Khaddam noted that Iraq had made a mistake when it occupied Kuwait and it had withdrawn from it (Iraq from Kuwait) according to UN resolutions and that the countries which attacked Kuwait claimed they did so for the sake of Kuwait and the Gulf states. Khaddam said that Israel had occupied territories from three Arab states, refused to implement UN resolutions, and is killing the Palestinians daily and did the same against the Lebanese people. He questioned: " so why they do not impose sanctions on Israel."

Khaddam continued that " Iraq withdrew from Kuwait and has recognized its borders and does no more constitute a threat in the military area, besides, Iraq does not have the intention to attack others and that the only thing which bring in stability to the region is to eliminate the idea of attacking and to establish justice.

Replying to a question on Turkey ' s position in the new policies of President Bashar al-Assad, Khaddam said: " first we seek to strengthen our defense as Arabs against Israel. On the other side our relations with Turkey has a different traits in the region. But when we compare our relations with non- Arab state and Turkey, we see that the relations with Turkey has a special priority and if you ask any person in Turkey he would say he wants closer relations with Syria and this is what you will also see in Syria." On establishing political parties and non- governmental organizations in Syria, Khaddam said: " we have a project to modernize the state in all fields. We have started with the economic field, because the priority for citizens is that side. We have taken a step forward in the political field and the Baath party leadership has permitted other parties to issue their papers." He explained every and each state has its own condition. " Even in Europe there is no one united form of democracy. We have prepared a developmental program for our countries and we will implement it."

* * * * *

Military maneuvers in the northern Persian Gulf

AFP - 03 Mar 2001

TEHRAN, March 3 (AFP) - Armed forces started naval and airforce maneuvers in northern Persian Gulf waters Saturday, state radio announced.

The exercises, dubbed "Conquest Nine", are scheduled for three days, the radio added.

Some 6,000 soldiers of the Revolutionary Guard -- the Islamic regime's elite troops or Pasdaran -- of the navy and the airforce will take part in the exercises which aim to "test the capacity of Iranian forces to defend the Persian Gulf waters," the radio said. The airforce and navy hold some 40 maneuvers per year in Persian Gulf waters and the Sea of Oman.

* * * * *

Iraq complains about Turkey to Arab League

TDN - 05 Mar 2001

Ankara- Turkish Daily News

Despite Ankara's efforts for better relations with Iraq, Baghdad has asked the Arab League to put pressure on Turkey to stop American and British warplanes from using the Incirlik base to bomb Iraq. Ankara has recently upgraded its diplomatic relations with Iraq by sending Mehmet Akat as ambassador to Baghdad despite the United States clearly displaying displeasure over the decision. The U.S. State Department previously stated that they regretted the Turkish government's decision to upgrade diplomatic relations and asked Turkey to use its leverage on Iraq to make Baghdad comply with UN resolutions.

The U.S. bombing of Iraq last week by warplanes which took off from Incirlik airbase has created another rift between Ankara and Iraq. The Associated Press reported that Iraq on Saturday had appealed to the Arab League to intervene with the Turkish government and demand it to stop allowing U.S. and British warplanes to fly from Turkish territory over Iraqi skies, the official Iraqi News Agency reported.

In a letter to the Arab League secretary-general, acting Foreign Minister Tariq Aziz asked Esmat Abdel-Meguid to demand the Turkish government to "stop its military logistical support for the American and British forces." He said the support makes Turkey a "soul partner in the aggression against Iraq and totally responsible under international law for these acts that inflict damage on the Iraqi people." American and British warplanes have been flying from the southern Turkish base of Incirlik to patrol skies over northern Iraq since April 1991. The United States has said the northern no-fly zone was imposed to protect Kurds who live in the area from the Baghdad government. Iraq has been challenging the planes since December 1998, saying allied warplanes violate its sovereignty and international law.

"Iraq condemns these acts of aggression. It reserves the right to defend itself and protect its security ... and to demand Turkey to compensate for all damage as a result of these acts," the news agency quoted the letter as saying.

Iraq claims allied strikes have killed more than 300 people and injured more than 800. The United States maintains that it targets only military sites and discounts Iraqi casualty figures.

Despite Baghdad's complaints about Turkey letting American and British warplanes bomb Iraq, a Turkish trade delegation of 150 people will visit Iraq. The foreign trade delegation, headed by Foreign Trade Undersecretary Kursad Tuzmen, will go to Iraq on March 12, aiming at developing economic relations between the two countries. The visit is expected to last 5 days.

Iraqi Industry Federation Chairman Ihsan Abdurrazzak reportedly stated in the weekly Al Ittihad that the Turkish delegation visit to Iraq was very important in terms of developing trade between the two countries. Iraqi industrialists want to improve economic ties with Turkey, Abdurrazzak said before Tuzmen's visit, and another Turkish businessman delegation of 50 people would visit Iraq as well.

* * * * *

US report says Turkey is main road for drugs

Turkish Daily News March 5, 2001

A U.S. report on illicit drug trafficking says Turkey has been the basic transit road for drugs coming from Southeast Asia and going to Europe. The section on Turkey says that Turkey being used as the basic transit road still continues.

Stressing that there is no indication that Turkey has not been applying the rules that bans the growing of illicit drug plants, the report stated that because Turkey did not agree to the human rights component of a United States offer on combatting illicit drug trafficking, the annual U.S. aid program has been cancelled.

The report said Turkey continued to be the main route for drugs coming from Iran and Southeast Asia. Despite the lack of credible statistics on the amount of drugs going through Turkey each year, the report said it is estimated that the amount of drugs passing through Turkey to Europe is about four-six tons monthly. The uncovering of labs producing some materials used in making drugs is cited as an indicator that producing drug in Turkey is still a risky business for drug traders. "Turkey is one of two legal traditional opium producers in the world, as recognized by the United States and the International Drugs Control Committee. The Turkish government has continued its strict control over the legal opium program that is needed by international drug companies," said the report.

In the "Precautions taken against illicit drugs by individual countries" section of the report, it is stated that Turkey has pursued its policy of combatting the illegal trade. The report cited that in the year 2000, some 6,131 persons who had been involved in illegal drug trafficking have been arrested, a figure which is higher than that for 1999 by 20 percent. It stresses that the Turkish Police Department has increased the number of international operations and has been cooperating with other countries' police departments.

"Despite widespread corruption cases in Turkey, they are rarely related to narcotics. The Interior Ministry's campaign against corruption has been met with great support from the public and particularly from the government," remarked the report. Stating that the United States has continued its support to Turkey for its combat against narcotics, the report indicated that the United States and Turkey have signed bilateral agreements for joint combat. The report has also underlined that Turkey which prepares to enter the European Union as a full member had to intensify its efforts for preventing illegal drug trafficking.

* * * * *

Turks oppose US bombing of Iraq

Turkish Daily News March 5, 2001

The majority of Turks are against the recent bombing of Iraq by American and British planes, according to a public opinion poll released by ANAR over the weekend.

The Ankara Social Research Center (ANAR) poll, which was conducted in Ankara, Istanbul, Izmir, Adana, Bursa, Konya, Diyarbakir, Samsun and Erzurum among 1,478 persons according to random sampling between Feb. 26-28, showed that a majority of Turks oppose bombing on Iraq by Western planes and the use of Turkey's Incirlik base to launch such attacks.

According to the poll 84 percent of the respondents opposed the bombing of Iraq by American and British planes while only 6.4 approved. About 9.6 percent of the respondents refused to comment.

Meanwhile, 85.9 percent of the respondents also opposed the use of Turkey's Incirlik base by U.S. and British planes in bombing operations against Iraq. Only 5.8 percent said they approved while 8.3 percent refused to respond.

* * * * *

KDP Delegation Met Talabani

Kurdish Media - 05 Mar 2001

SULEYMANIA, Kurdistan (KM) - A high level delegation from the Kurdistan Democratic Party (KDP) went to Suleimaniya on Sunday to meet Talabani.

On Sunday, a KDP delegation consisting of Jawher Namiq Salim, the secretary of KDP politbureau, and Fazil Mutny, a member of KDP politbureau carried a verbal letter from Masoud Barzani, the leader of the KDP, to Talabani, the secretary general of PUK. In the message Barzani renewed his plight for peace in Kurdistan and the delegation congratulated Talabani on the conclusion of the second PUK congress.

In reply to the letter, Talebani expressed his appreciation of the Barzani peace initiative and congratulated Barzani on the upcoming Eid of Zaha (Sacrifice) marking the Haj ceremony. Talabani also condemned again the assassination of Franso Hariri.

The unprecedented assassination of Hariri has added to the concerns of both parties in Kurdistan and the escape of Hariri assassins to the PUK areas has shown the loophole in the security of both parties in dealing with organized crime. Since last year, this assassination has been the second attempt to murder a high ranking KDP delegation in Erbil.

* * * * *

The new Great Game

Guardian - 5 March 2001

East and west are jockeying for influence in the Caucasus. The prize is oil and gas

By Richard Norton-Taylor

A new and potentially explosive Great Game is being set up and few in Britain are aware of it. There are many players: far more than the two - Russia and Britain - who were engaged a century ago in imperial rivalry in central Asia and the north-west frontier.

And the object this time is not so much control of territory. It is the large reserves of oil and gas in the Caucasus, notably the Caspian basin. Pipelines are the counters in this new Great Game.

There are plans for pipe-lines through Azerbaijan, Georgia, Turkey, Iran, Bulgaria, Macedonia - and Albania. Traditional rivalries between east and west are complicated by other threats - from Chechen separatists, Kurds, Albanian guerrilla groups, the dispute between Azerbaijan and Armenia over Nagorno-Karabakh and, throughout the region, Islamic groups whose activities are causing deep concern to Moscow, Tehran and Washington alike.

"In addition to instability and conflict in the Caucasus and parts of central Asia, there is a longer-term fear that Russia may rebuild its military capabilities, perhaps under a strongly nationalist regime," notes Paul Rogers, professor of peace studies at Bradford University, in his recent book, *Losing Control*. Such a fear he adds, "rarely recognises the significance of a near-endemic Russian perception that Nato expansion and US commercial interests in the Caspian basin are part of a strategic encroachment into Russia's historic sphere of influence".

This is the region both west and east have their eyes on. It is rich in untapped oil and gas while US reserves are running down, China is desperate for more oil, and no one outside the Gulf wants to rely on Saudi Arabia, Kuwait or Iraq - which have the biggest oil reserves.

Oil is the bait as the US, Russia, Turkey, Iran - and Nato - jockey for alliances, power and influence in this highly combustible but, for most people, little-known, region.

The EU is now getting in on the act. "The European Union cannot afford to neglect the southern Caucasus. Georgia, Armenia and Azerbaijan form a strategic corridor linking southern Europe with central Asia," Chris Patten, the

European external relations commissioner, and Anna Lindh, the Swedish foreign minister, told Financial Times readers last month before the first high-level EU visit to the region. "There is perhaps as much oil under the Caspian sea as under the North sea and a huge amount of gas there and in central Asia - good news for energy-hungry Europe," they said.

Soon after the EU visit, Georgia's president, Eduard Shevardnadze, welcomed European and US support for the "Great Silk Road idea". The plan, backed by Washington and American oil companies, including Chevron, is for a pipeline taking Turkmenistan and Kazakh oil to Baku, the Azerbaijani capital, through Tbilisi, the Georgian capital, and through eastern Turkey to the Mediterranean port of Ceyhan.

Russia is desperate to maintain oil flows through its territory. Iran wants a pipeline running from the Caspian due south. China wants one going due east.

There is also a plan, backed by the US, for a pipeline running from the Bulgarian Black sea port of Burgas through Macedonia to the Albanian Adriatic port of Vlore. The idea is for Caspian oil to be shipped to Burgas by tanker from the Black sea ports of Novorossiysk in Russia and Supsa in Georgia.

A feasibility study for this ambitious project - due to be operational by 2005 - is being undertaken by Ambo, a company registered in the US, with, say the Bulgarians, the support of Texaco, Chevron, Exxon Mobil, BP Amoco, Agip and TotalElfina. It is "very probable" the project will go ahead, a Bulgarian spokesman said last week. It is a "safer" way to take the oil.

While the US and Nato - and now the EU - hold out the prospect of untold wealth for the Caucasian states of the former Soviet Union, the west will also have an important economic stake in Albania and Macedonia. The US already seems to take the view that all Serbs are bad and all Albanians good. The implications for Kosovo, a Serbian province with an overwhelming ethnic Albanian population, and for Macedonia, with armed groups from Kosovo stirring up trouble among the ethnic Albanian population, are potentially immense.

The fight over pipeline routes involves gas as well as oil. Russia wants to supply gas to Turkey; as does Iran, Russia's ally against the Taliban in Afghanistan and a country Russia is supplying with nuclear know-how.

For Britain there is an added factor in this jigsaw puzzle of rivalries and alliances. By 2020, the Ministry of Defence noted in a recent report on the "future strategic context for defence", the UK could be importing 90% of its gas supplies. "The main source of supply," it added, "will include Russia, Iran, and Algeria." Iran's gas reserves, say analysts, are second only to Russia's.

"All options are on the table", says the Foreign Office, adding that Britain has no problem from the "political point of view" with Iran's oil pipeline plan. Watch this space.

* * * * *

First of all Kurdish matter be solved

Kurdish Observer - 04 Mar 2001

European Parliament approved the regulation allowing Turkey for full membership to the Union. The amendment proposals contain preventing nuclear energy projects, lifting the death penalty and the priorities to the rights of minorities.

EU's payment of a subsidy of 1 billion euro is conditional upon the solution to the Kurdish matter.

The amendment proposals to EP regulations specified all types of cooperation in solution to the Kurdish matter. The motive behind it is that the problem of Kurdish people deserves special mention and the concrete initiatives for solution to that should be determined. In one amendment proposal, EP, on one hand, support and on the other hand, made demand on the rejection of the projects in concern with the development of nuclear energy especially in the earthquake regions. That regulation states that construction to nuclear centrals in the earthquake regions will increase the risk for nuclear disaster.

In another amendment to regulation renewed demand on the projects concerning respect of and protection for minorities and lifting the death penalty.

EU aims at giving a subsidy with the amount of 135 billion euro to the need to the project.

Priority is given to Kurdistan

The recent regulation to EU gives credit for the projects dealing with undevelopment, underdevelopment and economical unstability in North Kurdistan. The regulation numbered 36/2000 relating the project on Turkey's economical and social development specifies the direction in which financial resources will be benefited. According to that regulation EU will give credit to the projects in concern with the underdeveloped Kurdish regions. and remedial actions against unemployment. Besides, other projects improving democracy and human rights in terms of EU standards are too be encouraged.

The projects that contain the subjects such as development of substructure, modernization of production, environment protection, transportation and energy, public health, improvement of educational system are to be counted as

'Attractive'

That regulation stated that municipalities, foundations, civilian associations, non-official organizations can also offer projects with the benefit of EU finances. It is expressed that EU will pay attention to social dialogue in Turkey and be ready to make contributions to the dialogue attempts between the employees and employers.

According to the officials there will be an EU desk in Turkey so as to supervise the EU- supported projects and be responsible for the argument before the European Parliament.

EU explained that objective evaluation to providers of the projects is of great importance especially with the officially- approved projects, otherwise, there will be loss of time for the reason that those be rejected by Brussels.

* * * * *

Turkey Welcomes U.S. Change on Iraq Sanctions

Washington Post - March 4, 2001

By John Ward Anderson

ANKARA, Turkey -- Turkey, a key U.S. ally that shares a 205-mile border with Iraq, last week welcomed the Bush administration's "correct and refreshing attitude" toward revising economic sanctions against Iraq by tightening an embargo on weapons materials and loosening controls on civilian trade.

"The new look of the administration at targeting only Iraq's weapons of mass destruction and alleviating the suffering of the Iraqi people is something we welcome," a senior Foreign Ministry official who is familiar with the evolving U.S. policy change said Friday. "We can go along with it."

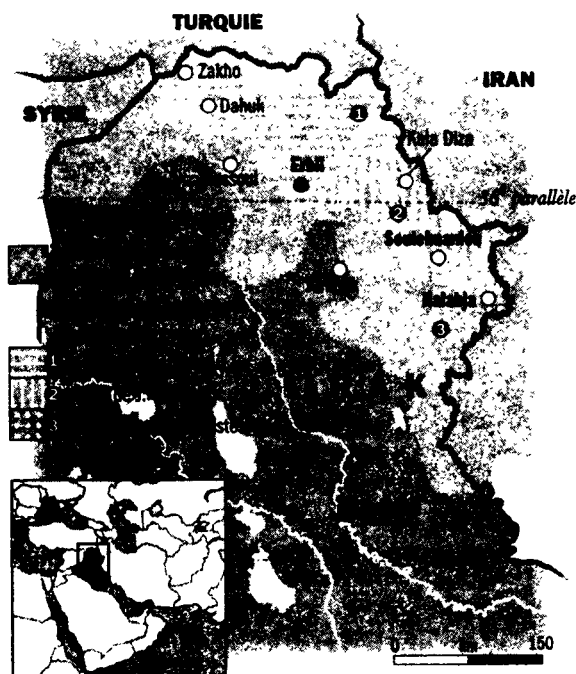
Because Turkey is a front-line state that could be threatened by Iraq's military, but which is potentially a vital trade conduit, its support is critical to the success of any change in the sanctions, imposed by the United Nations after Iraq's 1990 invasion of Kuwait. The massive cross-border smuggling between Iraq and its neighbors, Turkey, Syria and Jordan, played a large part in convincing the Bush administration that the current sanctions are not working and should be revamped.

Other key factors, particularly complaints that the sanctions were hurting Iraq's people but having little impact on its government, had contributed to flagging support among key countries, particularly U.N. Security Council members France, Russia and China. Human rights activists say the sanctions have left Iraq impoverished and contributed to the deaths of more than 1 million people.

* * * * *

LES FILIÈRES DE L'ÉMIGRATION CLANDESTINE

“Si l'Europe s'ouvre, le Kurdistan se videra”



AL WASAT
Londres

Les 910 Kurdes débarqués à Saint-Raphaël ne sont pas une exception. Au nord de l'Irak, des milliers de jeunes, sans emploi ni espoir, ne pensent qu'à émigrer vers l'Europe. Dix ans après la création par les Occidentaux de la “région kurde”, les luttes internes font rage et la population craint toujours la levée des sanctions internationales et le retour de Saddam Hussein.

L'arrivée dramatique de centaines de réfugiés kurdes jetés par des passeurs sans scrupules sur les côtes françaises, rappelle que, dix ans après la création par les grandes puissances occidentales d'un “sanctuaire”, l'hémorragie des populations du Kurdistan irakien n'a pas cessé. Déjà, récemment, c'est en Italie qu'une autre tragédie avait bouleversé l'opinion. Il s'agissait cette fois de trois amis et cousins, Taleb, Ayoub et Heresh, qui rêvaient de fuir le Kurdistan irakien pour vivre en Europe. Leur aventure s'était terminée tragiquement sur le bas-côté d'une petite route italienne, près de Foggia, où un chauffeur de camion avait jeté leurs cadavres avec ceux de trois autres passagers clandestins kurdes.

Pour la presse européenne, qui a publié des photos horribles de cette scène – dans sa précipitation, le chauffeur de camion avait écrasé l'un des cadavres –, il ne s'agissait que d'un épisode de plus dans le dossier de l'immigration clandestine. Mais, au Kurdistan irakien, à Souleimanieh, ville où vivaient ces jeunes clandestins, la nouvelle de leur mort a créé un choc – il ne s'agissait pas d'individus anonymes, mais de jeunes Kurdes dont les familles sont connues dans le bazar de Souleimanieh.

Le plus jeune des trois, Heresh Latif Said, neveu



Chris Kuchera

◀ Dans les souks d'Erbil, un revendeur de passeports.

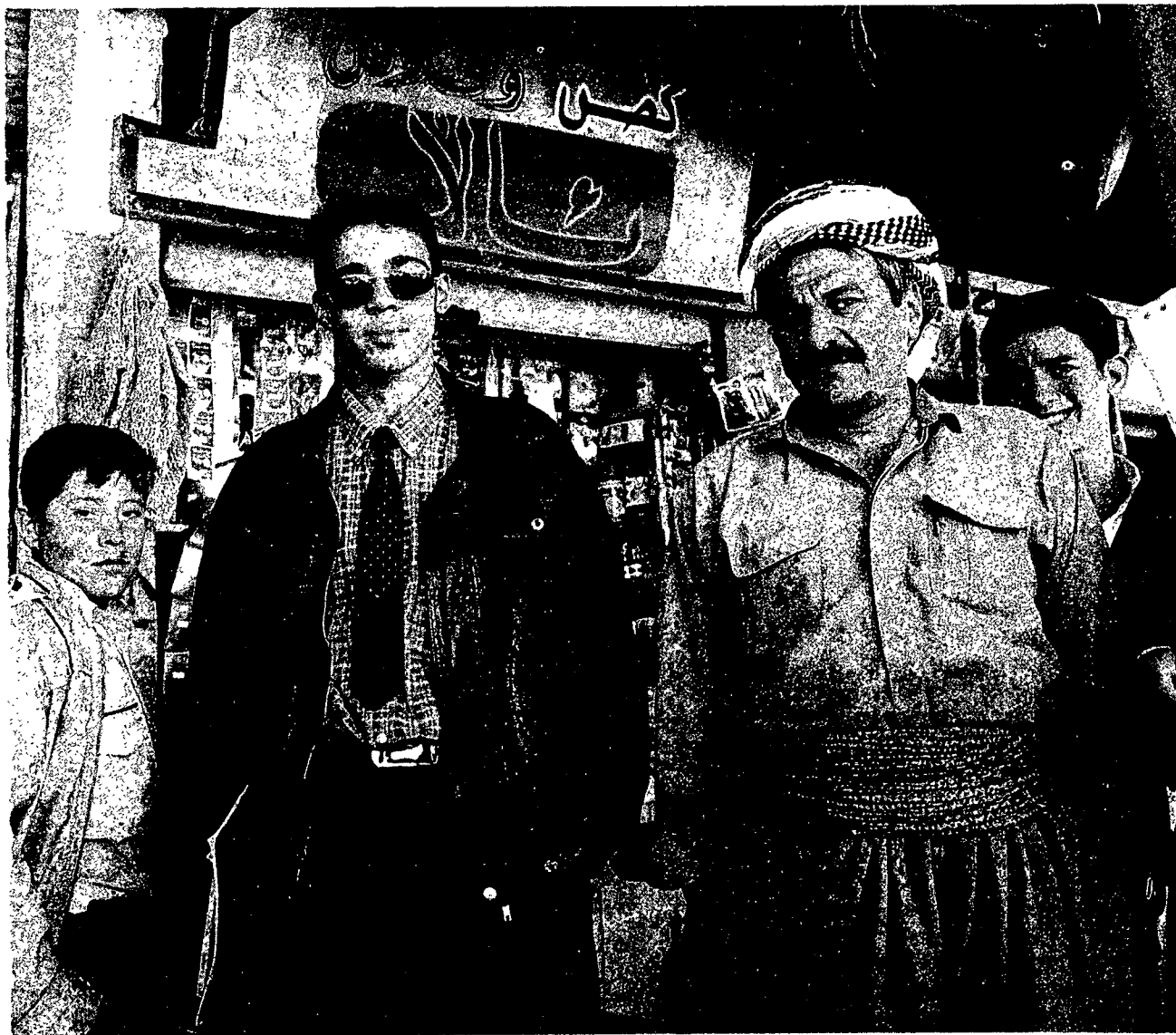
d'Ayoub, n'avait que 18 ans. Au lycée, il allait passer en terminale. Son père, Abdel Latif, est aussi un commerçant du bazar de Souleimanieh. A la différence des deux autres, Heresh n'était pas non plus confronté à des difficultés économiques pressantes : la maison de son père traduit une certaine aisance de la famille. Pourquoi a-t-il lui aussi rêvé de partir en Europe ? "Il voulait avoir un meilleur métier que le mien, dit son père. Il voulait faire des études. Ici, il n'y a pas de travail pour les jeunes. Et il avait aussi peur du futur, il avait peur que Saddam Hussein revienne."

Quelques semaines avant la fin de l'année scolaire, Heresh avait dit à son père qu'il voulait partir et lui avait demandé de l'aider. Celui-ci avait essayé de le convaincre de rester, mais sans succès. "Nous tous, avoue Abdel Latif, nous redoutons le retour de Saddam." Le père de Heresh a, en tout, dépensé environ 6 000 dollars [45 000 FF] pour financer le voyage de son fils. Arrivé le premier à Athènes, Heresh avait attendu vingt-deux jours l'arrivée de ses amis et de ses parents. Et il avait payé 1 650 dollars [10 000 FF] pour monter dans le camion qui devait l'emmener en Italie. Son oncle Taha avait eu au téléphone Melko, un agent kurde du passeur d'Athènes qui arrangeait l'entrée clandestine en Italie. Il lui avait demandé à deux reprises de ne pas enfermer Heresh dans un conteneur, et le passeur lui avait juré : "Non, on ne le met-

tra pas dans un conteneur, il sera caché derrière le siège du chauffeur." "J'ai demandé au passeur quels étaient les risques, explique Taha. Il m'a dit : 'Le seul risque, c'est qu'il soit arrêté et renvoyé dans son pays. C'est comme s'il prenait un taxi ! Evidemment, il m'a menti !'"

Heresh voulait aller en Angleterre : "Il voulait perfectionner son anglais," explique son frère Hewa, 21 ans. "Il voulait continuer ses études, il voulait avoir une meilleure vie. Il se plaignait tout le temps de l'absence d'un gouvernement central fort, de l'absence de stabilité, de la désastreuse situation économique." Hewa a accompagné son frère Heresh jusqu'à la frontière turque, à Ibrahim Khalil, près de Zakho [en Irak] : "Nous nous sommes séparés sans pouvoir parler, raconte Hewa. L'émotion nous serrait la gorge, on savait qu'on ne se reverrait pas avant plusieurs années." La famille de Heresh est plus endeuillée que les autres car Hadjer, sa mère, est doublement victime : elle a perdu son fils, Heresh, et son frère, Ayoub. "Je ne voulais pas qu'il parte, raconte Hadjer en sanglotant, je lui avais demandé d'attendre, de compléter ses études ici. Quand il était seul avec moi, il m'écoutait, mais, dès qu'il était avec ses amis, il était à nouveau tout excité à l'idée de partir. Il était déchiré. Quand il était raisonnable, il pensait qu'il valait mieux rester, et puis..."

Abdel Latif, son père, s'écroule en apprenant que les médecins légistes italiens ont indiqué dans leur rap-



◀ A Kala Diza, deux générations de Kurdes.

Chris Kutcher

port que, puisqu'ils avaient les ongles brisés, ces jeunes avaient dû essayer de percer une ouverture avec leurs mains dans le conteneur avant de mourir asphyxiés.

Ibrahim, un jeune commerçant de 28 ans qui assiste en voisin à cette scène déclare : "Moi-même, si je peux partir, je le ferai, malgré tous les risques ! Pourquoi ? Parce que nous n'avons aucune sécurité, notre futur n'est pas clair. Tout le monde ici craint le retour de Saddam Hussein. Quand Halabja a été bombardé [en mars 1988] avec des bombes chimiques, le monde n'a pas protesté. Quand Saddam Hussein a lancé sa campagne, en 1988, qui a fait 180 000 disparus, personne ne nous a protégés. Qui sait s'il ne va pas recommencer ?" Taha, l'oncle de Heresh, souligne lui aussi le manque d'avenir dont souffrent tous les jeunes, et il dénonce le rôle des programmes de télévision par satellite : "Toutes ces émissions de télévision qu'ils peuvent voir désormais grâce aux antennes paraboliques présentent la vie en Europe sous un aspect idyllique. C'est un paradis où les gens n'ont qu'à se baisser pour ramasser de l'argent !" La fin tragique de la tentative de Taleb, d'Ayoub et de Heresh pour accéder à ce "paradis", fin tragique abondamment couverte par la presse et la télévision kurdes, ne décourage pas les milliers de candidats au départ. Hawdin, 18 ans, vit à Halabja : il a déjà tenté deux fois de partir et s'est fait arrêter deux fois par les Turcs, la première fois à Erzurum, en avril 1999, la seconde à Ankara, en mai 2 000. Chaque fois, il a été refoulé par les Turcs à la frontière du Kurdistan irakien. Il a donc perdu les 1 000 dollars qu'il avait réunis pour ces deux tentatives, en travaillant et en empruntant à son père.

Mais il est décidé à recommencer une troisième fois. Certains meurent en cours de route ? "Tant pis, je partirai quand même. Je veux partir à l'étranger quatre ou cinq ans, travailler, gagner de l'argent et revenir ou peut-être rester là-bas, on verra... Ici, ce n'est pas une vie : il n'y a pas de travail, pas de futur. Je préfère risquer de me retrouver pendant deux ans dans un camp de transit en Europe sans avoir le droit de travailler. Ici, la vie devient de plus en plus terrible. Avec la partition du Kurdistan [en deux zones sous l'influence des deux chefs kurdes Massoud Barzani et Jélal Talabani], ma vie est entre les mains de n'importe qui. Un jour il y a des combats entre le Mouvement islamiste kurde [MIK] et l'Union patriotique du Kurdistan [UPK, dirigée par Jélal Talabani], un autre jour entre l'UPK et

le Parti démocratique du Kurdistan [PKK, dirigé par Massoud Barzani], un troisième entre l'UPK et le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK, d'Abdullah Öcalan, rassemblant des Kurdes de Turquie]. Comment vivre ici ? Si un jour je veux me marier, comment payer la dot de ma femme, comment avoir une maison ? Pour avoir un emploi, il faut adhérer à un parti. Et il est plus facile d'aller en Iran ou à Bagdad qu'à Erbil [en territoire contrôlé par Massoud Barzani] : aux postes de contrôle sur les routes, les peshmerga [combattants kurdes] me soupçonnent de venir faire de l'espionnage ou des attentats !"

■ **Sanctuaire**
C'est l'effondrement du soulèvement des Kurdes irakiens, début avril 1991, juste après la fin de la guerre du Golfe, et le tragique exode de 2 millions de Kurdes aux frontières de la Turquie et de l'Irak qui sont à l'origine de la décision des alliés (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, etc.) de créer dans le nord de l'Irak une "zone de protection" pour permettre aux Kurdes de retourner chez eux. Dans cette région échappant à l'autorité de Bagdad, d'une superficie d'environ 75 000 kilomètres carrés, les deux principales formations politiques kurdes d'Irak, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jélal Talabani, se sont livrés une véritable guerre civile en 1994.

"Nous vivons dans une grande prison, dit un chrétien de Zakho. Cela fait dix ans que cela dure. Je ne peux pas sortir d'ici, je ne peux pas voyager, car je n'ai pas d'identité. Les gens qui arrivent en Amérique ou en Australie obtiennent au bout de trois ou quatre ans un passeport, mais moi, après dix ans, je ne sais rien ! Si je vais en Turquie avec un très bon passeport irakien, qui m'a coûté 1 000 dollars, ils me refoulent, une fois, deux fois, tant qu'ils le veulent. Je n'ai pas ce droit humain fondamental, celui d'avoir une identité, un passeport." Cette obsession du passeport a parfois des conséquences inattendues : un commerçant kurde d'Erbil âgé d'une trentaine d'années a apparemment tout pour être heureux : il est marié, fait de bonnes affaires, possède une maison, une voiture, mais, père d'un enfant, il refuse, malgré les pressions de sa femme et de sa belle-mère, d'en avoir d'autres. "Je ne veux pas faire des enfants auxquels je ne peux pas donner des papiers d'identité", dit-il pour se justifier.

Un passeport, objet de tant de convoitises, cela s'achète pourtant au Kurdistan irakien pour une somme variant entre 500 et 7 000 dollars [de 3 500 à

RÉFUGIÉS EN FRANCE

Le long chemin vers l'asile politique



■ Les 910 réfugiés kurdes échoués à Saint-Raphaël le 17 février attendent désormais l'obtention du statut de réfugié politique. Munis d'un sauf-conduit de huit jours leur permettant de circuler dans tout le pays, ils ont pu retirer un dossier de demande de droit d'asile dans la préfecture de leur choix. La remise de ce dossier à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) équivaut à une autorisation de séjour en France de trois mois, renouvelable jusqu'à la réponse de l'OFPRA. En

◀ Un réfugié dans le camp de Fréjus le 20 février.

moyenne, les demandeurs de droit d'asile attendent

un an avant d'être fixés sur leur sort, deux à trois ans lorsqu'ils intentent un recours. Ils n'ont pas le droit de travailler, mais ils touchent une allocation de 1 800 FF et peuvent être hébergés dans des centres relevant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Dans 80 % des cas, la demande d'asile est rejetée, sans que l'expulsion soit pour autant effectuée. Ceux qui obtiennent le statut de réfugié politique reçoivent une autorisation de séjour et de travail de six mois, dans l'attente de la carte de résident, valable dix ans et renouvelable automatiquement ; 38 000 personnes ont demandé l'asile politique en France en 2000.



▲ Une famille dans l'est de la "région kurde", à Halabja ; le fils aîné est déjà parti pour l'Europe.

50 000 FF], selon la qualité et le visa figurant sur le passeport. Adnan, c'est un nom d'emprunt, vend des passeports au bazar d'Erbil comme d'autres vendent des tickets d'avion ; avant, il était artiste peintre ! Son nouveau métier est beaucoup plus lucratif : il avoue vendre entre 30 et 40 "passages" par mois. Ils sont une cinquantaine comme lui à avoir de petites boutiques dans le bazar. Adnan vend des passeports irakiens anciens qui ont été "nettoyés" – toutes les inscriptions ont été effacées, la photo est remplacée : ce genre de passeport, le plus ordinaire, s'achète 10 000 dinars [3 500 FF]. Ces passeports ont été utilisés une fois pour aller en Jordanie par des Irakiens, qui ensuite les revendent. Les meilleurs passeports, les "locked", sont des passeports vierges, authentiques, qui sont vendus

60 000 dinars [22 000 FF] par... des employés du service des passeports à Bagdad, qui améliorent ainsi leurs revenus.

Mais Adnan ne se contente pas de vendre des passeports, il vend des destinations : un client qui souhaite aller en Allemagne peut ainsi acheter un voyage "express" ou un voyage "par étapes". Le voyage express, c'est avec un passeport muni d'un visa Schengen valide trois mois : le client prend l'avion à Amman, c'est un voyage sans risques, pour 7 000 dollars – selon Adnan, la moitié de cette somme irait aux autorités de Bagdad. Les clients qui utilisent cette filière sont évidemment des gens fortunés, des ingénieurs, des médecins.

Le voyage par étapes commence en Turquie, où le

candidat au départ pénètre avec un "visa" payé 1 000 dinars [350 FF] au PDK, mais le délai d'attente est horriblement long, entre un an et un an et demi. On peut aussi se procurer ce visa auprès des partis turkmènes basés au Kurdistan irakien ; le délai est alors beaucoup plus court (quinze jours à deux mois), mais le prix est plus élevé : 12 000 dinars [environ 4 500 FF]. La suite du voyage est périlleuse, car il faut recourir aux fameux passeurs dont Taleb, Ayoub et Heresh ont utilisé les services : pour passer en Grèce, il faut, selon Adnan, payer près de 2 600 dollars [20 000 FF]. Le clandestin voyage alors dans une cache aménagée dans un camion-citerne ou dans un conteneur, à ses risques et périls. L'argent n'est pas versé au passeur avant l'arrivée en Grèce : il est déposé chez un tiers, et c'est seulement quand le passager téléphone pour confirmer qu'il est bien arrivé en Grèce que l'argent est transféré sur le compte du passeur.

Adnan vend également des voyages en bateau, pour un peu moins cher [15 000 FF]. Depuis la Grèce, le clandestin peut poursuivre son voyage en avion ; c'est sans risque, mais cher : l'équivalent de 30 000 FF, ticket et frais de visa compris. Le clandestin peut aussi passer de Grèce en Italie caché dans un camion, pour un peu plus de 10 000 FF. C'est la solution la moins onéreuse, utilisée, hélas ! par Taleb et ses camarades. Adnan ne cache pas que les formules "passager clandestin" sont risquées : "Moi-même je n'envverrais pas mon petit frère en Europe comme cela, c'est trop risqué." Trois étudiants en médecine de l'université de Dahuk, assez représentatifs de la jeune élite kurde, n'en ont

cure. Au cours d'un entretien à la cafétéria de la faculté de médecine, Dilaver (23 ans), Dilchad (22 ans), et Erkawan (20 ans), étudiants en deuxième et en troisième années de médecine, avouent qu'ils veulent tous les trois partir en Europe par la voie clandestine : "J'ai l'intention de partir", déclare Dilaver. "Moi aussi", affirme Dilchad. "Je serai le premier à partir", surenchérit Erkawan. Pour faire un stage ou pour y rester ? Leurs réponses, d'abord imprécises, sont de plus en plus franches. Et Erkawan, dont deux frères vivent déjà en Angleterre, conclut : "Je reviendrai... peut-être."

L'attitude de ces jeunes, qui appartiennent à des familles relativement aisées, sont bien insérés dans la société kurde et se préparent à l'un des métiers les plus prestigieux dans le Kurdistan d'aujourd'hui, est révé-

"Que se passera-t-il si Saddam revient au Kurdistan ?"

latrice : si beaucoup de jeunes Kurdes pauvres cherchent à émigrer pour des raisons économiques – pour gagner de l'argent, pour permettre à leur famille d'échapper à la misère –, les privilégiés cherchent aussi à fuir du Kurdistan pour des raisons beaucoup plus politiques : "J'aime trop mon pays et je l'ai prouvé en devenant membre des peshmerga très jeune", dit un commerçant aisé d'Erbil dont deux des fils vivent déjà en Europe et qui s'appête à faire émigrer ses autres enfants et à les accompagner. "J'ai appris à mes enfants que le Kurdistan valait tous les pays du monde, mais il n'y a pas de futur ici : je n'envoie pas mes fils à l'étranger pour des raisons économiques, mais parce que nous sommes en retard de cent ans sur vous autres Européens : il n'y a pas de sécurité ni de futur ici."

Très pessimiste, mais lucide, un jeune Kurde n'appartenant pas aux deux principaux partis kurdes (PDK et UPK) affirme que, "si un pays européen annonçait que ses frontières étaient ouvertes et qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaiteraient

avec leurs familles, le Kurdistan serait un pays vide car la plus grande partie de la population du Kurdistan émigrerait. Il ne resterait pas 2 % de la population !" En attendant, ce ne

sont pas deux ou trois Taleb, mais des centaines de milliers de jeunes Kurdes irakiens qui risqueront leur vie pour arriver en Europe. Et, déjà, l'émigration d'un nombre considérable de jeunes gens a des conséquences perverses sur la société kurde : de plus en plus de jeunes filles sont condamnées à rester célibataires, faute de pouvoir trouver un partenaire. Vont-elles à leur tour prendre le chemin de l'exil ?

Conscients de la menace que cet exode fait peser sur le "rêve kurde" – constituer une entité ayant un statut particulier, sinon un Etat kurde –, les dirigeants kurdes admettent volontiers que cette fuite est provoquée par la mauvaise situation économique et la crainte d'un retour de Saddam Hussein, mais ils refusent d'admettre que leurs querelles internes jouent un rôle important et ils préfèrent dénoncer la part de responsabilité des pays occidentaux. "L'Europe pourrait nous aider à améliorer notre situation économique pour fournir des emplois à ces jeunes", plaide Nechirvan Barzani, Premier ministre du gouvernement kurde d'Erbil. "Mais l'incertitude sur notre avenir est un facteur plus important que la situation économique. Que se passera-t-il si Saddam Hussein revient ? Les gens veulent avoir un passeport pour pouvoir aller dans un lieu sûr au cas où les événements de 1991 – l'effondrement du soulèvement kurde et la fuite de plus de 1 million de Kurdes aux frontières de la Turquie et de l'Iran – se reproduiraient. C'est normal." "N'oubliez pas que les gens de ce pays vivaient dans de bonnes conditions matérielles et que, soudain, ils ont tout perdu. Si les pays occidentaux investissaient ici l'argent qu'ils dépensent en Europe pour accueillir les immigrants, cela contribuerait à stopper l'hémorragie", affirme de son côté Hero Talabani, la femme de Jelial Talabani, directrice de la chaîne de télévision par satellite Kurd-Sat. "L'ONU verse des dommages de guerre et des indemnités aux habitants du Koweït, ajoute-t-elle. Pourquoi ne donne-t-elle rien aux Irakiens qui ont tout perdu ? Après tout, c'est notre argent."

Chris Kutschera

VSD - 8 mars 2001

VSD en a parlé

Près de deux cents naufragés demandent l'asile politique

VSD n° 1226, du 22/02/2001

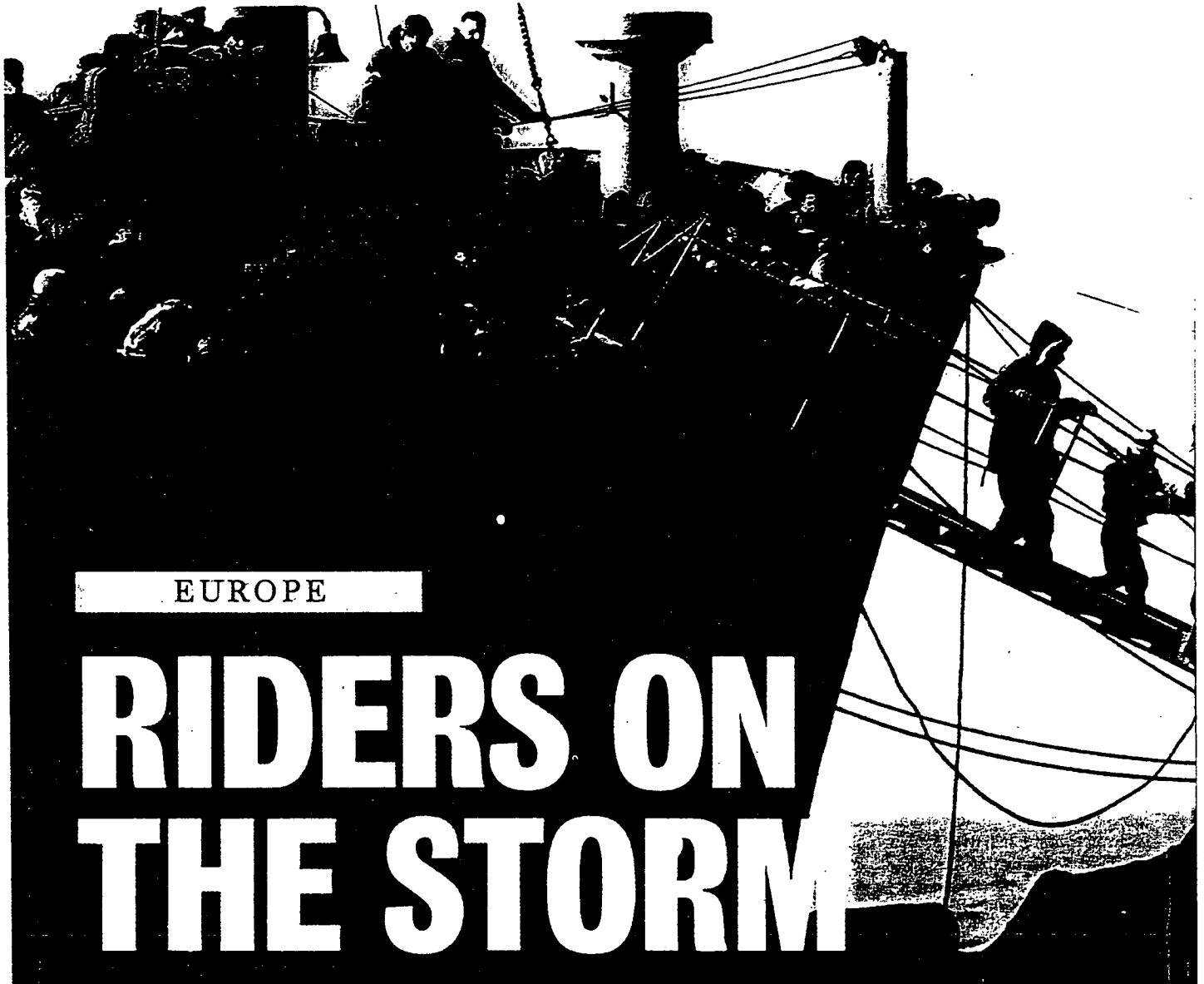
Le 17 février, le cargo *East Sea* s'échouait à Bouldouris-sur-Mer, sur la Côte d'Azur, avec à son bord 908 passagers clandestins. La très grande majorité d'entre eux étant d'origine kurde. Près de trois semaines plus tard, alors que les délais pour demander l'asile politique



en France viennent d'expirer, 203 adultes, sur les 430 recensés, l'ont fait et sont donc autorisés à rester sur le territoire. Pour les autres, la situation est plus floue. Le ministère de l'In-

térieur a admis qu'un certain nombre de Kurdes se trouvaient en situation irrégulière et a demandé aux préfets de permettre aux retardataires de présenter leur dossier.

NEWSWEEK MARCH 5, 2001



EUROPE

RIDERS ON THE STORM

Europe already had a Kurdish problem—last week's surge of refugees just brought the point home. Why they won't be the last. BY CHRISTOPHER DICKEY

THE 33-YEAR-OLD DOCTOR TOOK off his blue overcoat to answer a visitor's question. Why had he fled northern Iraq, paying smugglers \$2,000 to take him through Turkey to "somewhere in Europe"? He rolled up the sleeve of his plaid shirt. Why had he and about 900 other Kurds squeezed into the hold of a derelict freighter called the East Sea, only to be abandoned off the southern coast of France when it ran aground? Dr. Ihsan Ibrahim held out his withered arm. A ragged scar wound its way over the shrunken biceps and under his shoulder. In Iraq, he said, he was attacked one night

and stabbed several times because he'd been agitating against Saddam Hussein. "If I hadn't made this trip," said Ibrahim, "I would be dead now."

In the gravel parking lot of a holding center at Fréjus, not far from the fashionable resorts of the Côte d'Azur, many of the refugees from the East Sea seemed lost last week. The French government finally gave them permission to apply for political asylum. But many were unsure where they would go—or even where they were. Experts on immigration see the castaways of the East Sea as a sign of crises to come. They may well foreshadow a flood of Kurdish refugees from Iraq

(more than 3.5 million live in northern Iraq) if sanctions are lifted and the protection of U.S. and British warplanes is taken away. Last year Iraqi Kurds were the largest group of refugees petitioning for asylum in Germany. Last month the Italian government inaugurated a center to handle Iraqi Kurdish refugees, who have been pouring into southern Italy since 1996. "The Kurdish 'problem' is a European problem," says Kendall Nezan, head of the Kurdish Institute in Paris.

These independent-minded people, with their long history of rebellions and suffering, are no longer contained by martial law in Turkey, the assassination of their leaders in Iran or nearly genocidal repression in Iraq. Of the world's 20 million to 25 million Kurds, in fact, an estimated 1 million already live in the European Union. In Germany there are about 500,000, descended from the guest workers who came on Turk-

Huddled masses:
After the East Sea
ran aground,
French rescue
workers helped
children and the
infirm over the
gangplank; a
refugee family



ish passports in the 1960s. But the number from Iraq is growing quickly, with large concentrations in Sweden, the Netherlands and Britain, as well as Germany. About 150,000 have come to Europe in the last decade, according to the United Nations High Commissioner for Refugees—more than 30,000 a year since 1996. Most have been granted asylum.

Kurds have begun to integrate into the social and economic fabric of several European cities. By one estimate, there are 3,000 Kurdish sandwich shops in the Paris area alone. The Kurdish-born singer Dilba is a pop star in Sweden, while the actress Amira Casa is featured in several French comedies. Kurds have also shown increasing political clout. Falaknas Uca, a 24-year-old Kurdish German, was elected to the European Parliament in Strasbourg in 1999. Yet Kurdish nationalism is growing among the second generation in Europe, not subsiding. Uca sits

on the committee that oversees Europe's relations with Turkey. "If Turkey wants to be part of Europe, it can't deny Kurds their basic human rights," she says. When Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan was captured by the Turks in 1998, it was European cities that erupted in violence. Mass protests filled the streets; buildings were occupied; some young Kurds even burned themselves alive.

For the moment, European leaders have found it impossible to agree on general im-

migration guidelines, much less the particular problems of the Kurds. "Each country thinks that its neighbor is the one that will be affected," says Nezan of the Kurdish Institute. A senior European Commission official reluctantly agrees. "There's lots of talking, but not many decisions." Yet events looming in Iraq could force the Europeans to formulate new policies frantically, much the way Bosnian and Kosovar immigration inspired European calls for intervention in the Balkans. The confusion that marks policy now, in fact, is not unlike the confusion surrounding the breakup of Yugoslavia. Every move is fraught with the risk of deepening an unwanted involvement, yet current European efforts to scale back the confrontation with Saddam may intensify the exodus.

The mountainous "safe haven" in northern Iraq was cobbled together in the first place to avert a refugee crisis after the gulf war, when 1 million Kurds fled toward the Turkish border. They were afraid Saddam would use chemical weapons against them, as he had many times in the late 1980s. The only way to keep the Kurds in Iraq was to guarantee their protection. Since a U.N.-administered "oil for food" program was put in place in 1996 as part of the sanctions regime, the Kurds of northern Iraq have come to depend on it for survival, even prosperity. They receive billions of dollars out of Saddam's reach.

But international support for the sanctions regime is all but gone. The Bush administration is reconsidering it. And Paris is leading European efforts to end it. Two weeks ago, after U.S. and British planes bombed anti-aircraft installations near Baghdad, French Foreign Minister Hubert Védrine said the strikes were "illegal" be-

cause the U.N. had not signed off. He studiously avoided reference to the refugees of the East Sea who were, even then, huddling in the receiving center at Fréjus. But if the no-fly zone and the sanctions were to be lifted, warns Erhard Franz of the German Orient Institute in Hamburg, "there'd be a tremendous wave of refugees into neighboring countries and into Europe. Without the allies in northern Iraq, Europe would have a huge problem."

Facing a future that promises destitution at best, annihilation at worst, many of Iraq's Kurds already feel they have no choice but to leave. As a result, the underground railroad to the West is flourishing. In the northern Iraq city of Arbil passports with European visas are openly sold in the bazaar. One vendor, who calls himself Adnan, says he used to be a painter. Now he peddles travel documents—and one-way package trips to Europe. The most expensive costs more than \$7,000 per person, including a plane ticket from Jordan. The cheapest, at about \$2,000, has refugees traveling hidden in trucks and the holds of ships. For the poor, conditions are grim. Last October six young Iraqi Kurds smothered to death in the back of a truck in southern Italy. The driver dumped their corpses by the side of the road and drove away. "As far as I'm concerned," says Adnan, "I wouldn't send my little brother to Europe like that. It's too risky."

But many of the 910 people crammed into the hold of the East Sea said that no risk was greater than the one they ran in Iraq. They came from the edges of the "safe haven," near the Saddam-controlled city of Mosul. Ahmed Khalo, 45, says his brother was killed by Saddam's agents: "They wanted us to collaborate with them." Ali Hassan, 46, knew he would have to leave after his house was searched by Saddam's security men. His neighbor was arrested by the same agents and was never seen again.

Among Ihsan Ibrahim's friends, one 25-year-old "just disappeared," he said. Another was called away, supposedly to do his "military service." Ibrahim thinks he was assassinated, but he dared not investigate. "As soon as you ask about someone who disappeared, you disappear too," he says. After Ibrahim was stabbed and left for dead, he believed the only way to survive was to leave.

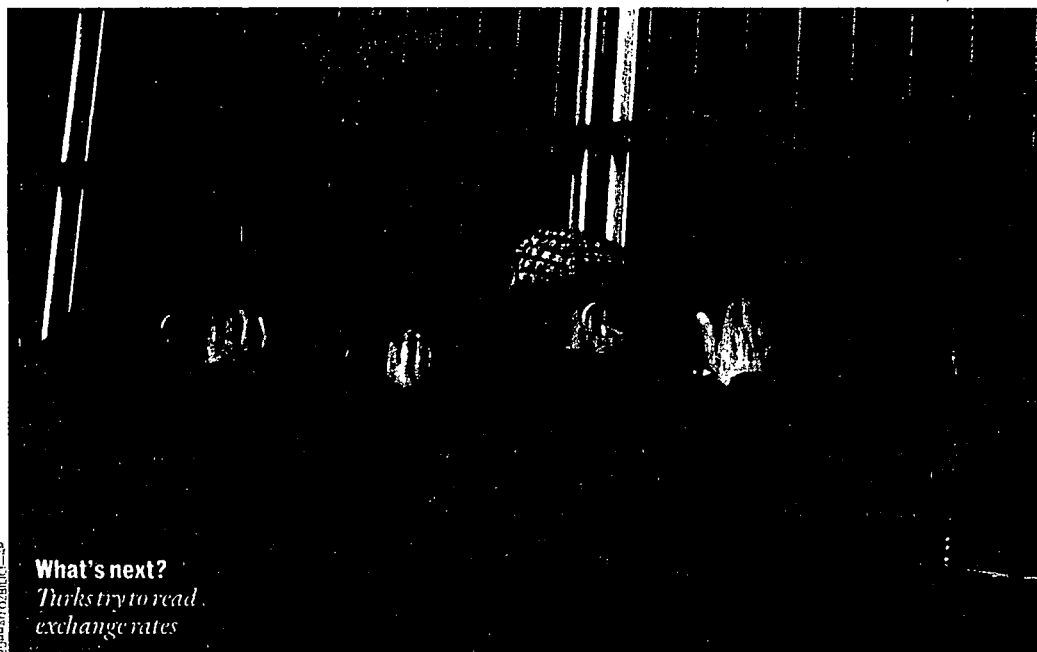
"Somewhere in Europe" he'll be safe. But sometime soon Europe itself will have to find effective ways to help the Kurds in their homelands. If not, many more East Seas will be coming to the West.

With SCOTT JOHNSON in Fréjus, STEFAN THEIL in Berlin, CHRIS KLITSCHERA in Arbil and BARBIE NADEAU in Rome

EUROPE

How to Rescue Turkey

Political leaders obsessed with gaining and keeping power must learn to work together to make rational policy. BY OZDEM SANBERK



What's next?
Turks try to read
exchange rates

TURKEY IS ALREADY PAYING A VERY HEAVY PRICE for a crisis that seemed, at first blush, a simple clash of personalities between two of our leaders. Prime Minister Bulent Ecevit and President Ahmet Necdet Sezer clashed at a stormy meeting of the National Security Council. Both are widely respected for their uprightiness and their determination to improve the state of the nation. So what went wrong?

The immediate problem was, of course, that neither realized the spotlight under which international financial markets had placed Turkey—and them. The result of the row was three days of escalating market turmoil, which left the government's economic plan in ruins. A run on the Turkish lira cost the Treasury hundreds of millions of dollars. Interest rates soared to more than 5,000 percent. The IMF-backed anti-inflation program collapsed, and the lira was allowed to float, falling 30 percent. The long-term consequences are harder to estimate, at least until the dust settles. It is unlikely, though, that this will lead to the fall of the government in the weeks ahead.

Those of us who had hoped that Turkey was within months of seeing an end to its decades-old scourge of runaway inflation are bitterly disappointed. The short-term outlook could be grimmer if recession sets in. Turkey has known financial crises before, but the scale of the present crisis is without precedent in the eight decades of the republic. Turkey has much to be proud of. It has transformed itself in a generation into an urban-industrial country. It already has a functioning customs union with the European Union, something that virtually none of the other candidate countries for full EU membership has achieved.

Europeans often grumble that Turkey is too authoritarian. But inside Turkey the problem more often seems to be lack of discipline

and effective cohesion. The present crisis is a case in point. The government did not have the power to implement its ambitious reform program without risking having its fragile coalition lose support in Parliament. That is why the lessons it points up for Turkey and other countries are not just economic and financial, important though those lessons are. At one level the crisis marks the failure of our policymakers and the IMF. It has shown the weakness of an anti-inflationary policy based on price stabilization and a controlled exchange rate. But it also highlights the importance of effective and strong government.

Turkey lacks a normal political system. Our current party system is leader-obsessed. Party leaders are undisputed kings.

Election constituencies have little or no control over the nomination of candidates for Parliament. That means that parliamentarians are beholden to their leader and no one else. Add to this a coalition system where ministries are allocated to parties and don't play together as a team, and you get inadequate discussion, a poor flow of information and bad policymaking.

These are grave impediments for any democratic system, and they partly explain why Turkey has tended to "fly blind" on certain important issues in recent years. Economic policy was, ironically, one of the few intellectually elegant exceptions, but it has been overwhelmed by the politics of personalities.

Let us not forget that Turkey is a rapidly growing society. Inevitably institutions cannot always keep pace with the breakneck change we face, and there is a clash of generations and outlooks. Turkish society traditionally respects age and seniority. But today we are a country of young people dependent on business and industry, living in modern cities. Most of the future-oriented people in Turkey believe that we will best overcome the challenges we face through integration into the EU.

Now, for the good of the country at an exceptionally grave time, the nation's leaders must pool their energies and talents and work together. Turkey is a strong, energetic and resilient country, full of talented people. I am confident that recovery will come speedily. But perhaps we need to understand that economic reforms will not work effectively unless we reform our political life as well. We could start by giving power to politicians and not their parties.

SANBERK is the director of the Turkish Economic and Social Studies Foundation in Istanbul (www.tesev.org.tr).

Si elle veut rester fidèle à son histoire, la France se doit de protéger les Kurdes.

Quand l'Etat se dilue, l'asile en pâtit

par FRANÇOIS TERRÉ

La volte-face du gouvernement à l'égard des Kurdes irakiens échoués sur les côtes varoises prêterait au ridicule s'il ne s'agissait pas d'une cargaison malheureuse rappelant, s'il en était besoin, la tragique traversée d'*Exodus*. On entend d'abord François Hollande leur déniaient «l'espoir d'une intégration en France». Et Lionel Jospin dénonçant des «entreprises criminelles de transport» clandestin. Puis tout change: Daniel Vaillant, ministre de l'Intérieur, par sondage éclairé, entend reconnaître aux intéressés, «se disant originaires du Kurdistan irakien»... mais dépourvus de papiers, un statut de demandeurs d'asile. Pour que le tableau fût complet, il ne manquait plus, en termes de cohabitation, qu'un coup de clairon de l'Élysée. Il y a dans tout cela une ignorance abyssale, qui confond les esprits les mieux attentionnés quant à l'entrée et au séjour des étrangers en France. Quand il s'agit du droit d'asile, c'est pour le moins regrettable.

Une belle confusion, au départ ou plutôt à l'arrivée de l'*East Sea* sur les côtes varoises. Sa clandestinité, au demeurant déplorable, détourne l'opinion vers tout un ensemble de règles relatives à l'immigration clandestine et au marché du travail. Mais là n'est pas la question. A interroger ces Kurdes, on comprend qu'il ne s'agit pas, pour l'heure, de demandeurs d'emploi, pas plus que d'accès dans les écoles avec ou sans foulard islamique. Là où la clandestinité est surtout condamnable, c'est en ce que des intermédiaires, aujourd'hui inconnus – partis peut-être aux Philippines –, ont organisé une traite de Blancs, à l'image de boat people plutôt que de *Mayflower*. Et, là-dessus, il y aurait beaucoup à dire sur l'inexistence en France – voire en Europe – d'une

A qui la faute si le Kurdistan, dont l'autonomie avait été consacrée en 1920 par le traité de Sèvres, n'a pas vu le jour? N'est-ce pas par la force de Kemal Atatürk et la faiblesse de la France?

police des mers, qui ne servirait pas seulement à prévenir de telles croisières à fond de cale mais aussi à empêcher le renouvellement, pour l'heure inexorable, de pollutions catastrophiques, amplifiées au royaume de l'esprit par des gesticulations gouvernementales: *Torrey Canyon* (1967), *Amoco Cadiz* (1978), *Haven* (1991), *Erika* (1999). Ici, 6 milliards de dommages, loin d'être réparés.

Traitant ces malheureux avec commisération, tel leur dénie donc, du haut de son intégration, par ENA interposée, la possibilité de la leur. En demandaient-ils tant? Et si tout espoir en ce sens leur était refusé – de quel droit, on se le demande? –, n'auraient-ils pas quelque raison d'engager la contestation? Car enfin, à qui la faute si le Kurdistan, dont l'autonomie avait été consacrée en 1920 par le traité de Sèvres, n'a finalement pas vu le jour? N'est-ce tout de même pas par la force de Kemal Atatürk et la faiblesse de la France, de

l'Angleterre, de l'Italie et de tant d'autres? Peut-être les Kurdes ne sont-ils pas facilement gouvernables. Peut-être ne sont-ils pas encore aptes à se convertir à la religion officielle des droits de l'homme (et de la femme). L'Histoire le dira. Ce qu'elle nous enseigne aujourd'hui a trait aux liens entre droit d'asile et relations

internationales.

Des Kurdes venus d'Irak, une des quatre – voire cinq – souverainetés qu'ils subissent. Et d'une région où, depuis la guerre du Golfe, la surveillance anglo-américaine est bien établie. Mossoul, vous savez? Gulbenkian... Mossoul, Bush after Bush. C'est là que, précisément, le politique et le juridique se comprennent. Dans deux directions qui, l'une et l'autre, conduisent aux mêmes conclusions, en droit autant qu'en politique. Il s'agit de comprendre qu'il existe deux voies permettant d'accueillir ici, dans la fidélité à notre histoire, y compris avec sa compréhension profonde de notre aventure coloniale, ceux qui continuent de croire en la France. Mais il s'agit aussi de ne pas considérer ce pays comme le seul refuge des misères du monde. D'emblée, l'héritage, lourd d'histoire et d'émancipation, est inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946, toujours en vigueur: «*Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.*», principe complété par la création, en 1952, de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, aménagé par Schengen, principe fondamental suivant lequel doit être refusée par la France toute extradition demandée par un Etat dans un but purement politique.

Nos Kurdes peuvent-ils, en conséquence, prétendre à l'asile comme réfugiés politiques? En l'état actuel, on en doute. Pour se prétendre réfugié politique, avec les avantages attachés à cette situation en termes de stabilité de l'accueil, il faut être victime ou menacé de persécutions de caractère personnel. Il ne suffit pas de se prévaloir d'une situation générale d'oppression subie par une minorité dans un pays. Heureusement, il est une autre sorte d'asile, dit «territorial», accessible aux réfugiés reconnus en tant que tels par les organes compétents des Etats, dont la France, liés par la convention de Genève de 1951 sur les réfugiés. L'essentiel alors est que la requête ne soit pas manifestement infondée. C'est le cas, de prime abord, des Kurdes varois. Qu'obtiendront-ils, alors, de cette reconnaissance? Que, si elle ne les accueille pas, la France ne pourrait les expulser vers l'Etat dont ils se disent persécutés, sauf s'ils constituent un danger pour la sécurité du pays ou une menace pour la communauté du pays, en raison d'une condamnation pour une infraction particulièrement grave. L'asile n'est puissant que si ce caractère est inhérent à l'autorité qui l'exerce. Hier, l'Eglise. Aujourd'hui, l'Etat. Lorsque celui-ci se dilue, l'asile tend aussi à disparaître. A demain, la liberté ou même, d'elle, le rêve que l'on avait pu faire ●

François Terré est membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Liberation

M A R D I 6 M A R S 2 0 0 1

IRAN

Khatami et les conservateurs : une crise tous les neuf jours

DOWRAN
Téhéran

Le discours du président Khatami dans le cadre du colloque sur l'ordre public et l'unité nationale avait cette fois-ci un langage plus construit dans sa critique des opposants au gouvernement et au mouvement des réformes. Khatami a décrit clairement le lien entre le respect de la loi et la sécurité et la liberté. Selon lui, un gouvernement populaire est par définition un gouvernement fondé sur des lois. D'ailleurs, même un leader aussi clairvoyant, influent, puissant et populaire que l'imam Khomeyni avait l'obligation d'agir dans un cadre défini par la loi. Avec l'application de celle-ci et la création d'un Etat de droit, la liberté devient une réalité – la liberté, non pas dans un sens anarchique ou immoral, mais dans le respect des droits sociaux et individuels. Des droits qui permettent l'expression de l'opinion, le rassemblement de personnes et la formation de partis politiques. Ce n'est que de cette façon qu'une "sécurité" réelle pourra s'enraciner dans la société.

DEUX VISIONS, DEUX STRATÉGIES

Le président Khatami a décrit la situation politique et sociale de notre société, qui, au début de son mandat, était plutôt théorique et abstraite, et est devenue plus concrète et plus proche de la réalité. C'est pourquoi ses propos ont tout de suite trouvé un écho dans la population et ont fait naître un débat. Dans son allocution, Khatami a toutefois laissé transparaître son inquiétude à propos des dangers liés à une certaine impression – en réalité superficielle – de sécurité et de calme dans la société, alors que le pays vit dans un contexte de peur, où l'on tente d'interdire la diversité d'opinion et de pensée. Le discours du président, malgré ses allusions et ses métaphores, était suffisamment explicite pour confirmer qu'il existe deux visions et deux stratégies différentes au sein du régime et du pouvoir en ce qui concerne l'unité, l'harmonie et la sécurité. Le président Khatami a souligné en particulier le danger d'effondrement du système. Il n'a pas manifesté d'inquiétude par rapport à l'affaiblisse-

L'élection présidentielle approche et le président Khatami – qui n'a toujours pas annoncé s'il se représentait – semble durcir son discours à l'égard de "ceux qui refusent les réformes".



▲ Le président Khatami (à droite) et Ali Khamenei, "guide de la révolution".
Dessin de Cummings paru dans le Financial Times, Londres.

ment de sa propre position ni lors de l'échec du mouvement des réformes. Il nous a dessiné un avenir dans lequel la droite et la gauche, telles que nous les définissons aujourd'hui, n'auront plus de sens.

ANÉANTIR TOUTES LES ESPÉRANCES DE KHATAMI

Il nous semble toutefois que, malgré la prise de position responsable et nationale de Khatami concernant les affaires politiques et sociales actuelles, des groupes et des mouvements bien ancrés au sein du régime poursuivent un autre chemin, avec d'autres projets en tête. Le Président s'adressait précisément à ce "deuxième" courant politique du pays, qui provoque des crises et qui sévit, selon Khatami, en moyenne une fois tous les neuf jours. En créant des foyers de crise, ce courant a tenté d'accréditer l'idée d'un échec de Khatami, des réformateurs et du mouvement social populaire en général.

Il reste toutefois une inconnue : la pérennité de ce mouvement politique perturbateur qui, à court et à long terme, sème le désordre. On peut imaginer que l'objectif spécifique de la stratégie des conservateurs est d'anéantir toutes les espérances de Khatami et de démoraliser

la population. On ne peut peut-être pas affirmer aujourd'hui que la courbe des crises ainsi programmée ait déjà atteint son point culminant, notamment parce qu'il nous reste encore quelques mois avant le début de la campagne électorale et la présentation des candidatures. Ceux qui provoquent les crises et les opposants aux réformes sous-estiment la confiance et l'espoir que la population met encore en Khatami et dans le mouvement réformateur en général. Les opposants conservateurs croient probablement que leurs actions ont porté leurs fruits et ont réussi à fixer dans l'opinion l'image d'un gouvernement faible et peu fiable. Ils oublient que l'opinion publique reste libre d'interpréter chaque nouveau trouble.

La presse, monopolisée presque entièrement par des conservateurs cherchant la provocation, tente de minimiser la volonté et l'impact des 80 % de la population qui sont en faveur des réformes, et l'imagine incapable de former une résistance face à ses pratiques douteuses. Cela signifie-t-il aussi que les plus hautes autorités du pays partagent une même lecture des réalités et de la volonté de la population en faveur des réformes ?

■ Traîtres ou opposants

Le projet "Repentir", lancé quelques années après la révolution par des cercles secrets du ministère du Renseignement qui obligeaient les opposants politiques, par le biais d'un lavage de cerveau, à avouer qu'ils agissaient en "traîtres" au profit des ennemis de l'Iran, semble à nouveau à l'ordre du jour. Selon le quotidien *Assr-e Ma* ("Notre Ere"), personne ne connaît le lieu d'emprisonnement de certaines personnalités récemment arrêtées ; comme, de fait, personne n'en était responsable, cela laisse croire qu'elles se trouvent dans des centres de détention gérés par les "professionnels de l'extraction des aveux".

Invasion parabolique et cybercafés

La République islamique est sur le point de faire partie du village planétaire. Paraboles et Internet envahissent le paysage iranien, si bien que la police est de plus en plus contrainte de fermer les yeux sur les objets du délit.

En dépit de l'interdiction officielle imposée par la loi, la multiplication des antennes paraboliques est devenue un phénomène quasi naturel en Iran. Les vendeurs d'antennes offrent même ouvertement leurs services après s'être longtemps cachés. Les défis à la loi ont atteint le sommet lorsque le quotidien *Hamchari*, qui dépend pourtant de la municipalité de Téhéran, a publié des publicités incluant l'adresse et le numéro de téléphone d'installateurs d'antennes paraboliques digitales. S'équiper est on ne peut plus facile : un simple coup de fil à l'un de ces installateurs, et l'on vient vous livrer l'appareil, secrètement bien sûr. L'un de ces installateurs - qui nous a demandé de ne pas publier son nom - assure que la demande est en perpétuelle expansion. Les goûts des Iraniens amateurs de programmes de télévision par satellite sont assez variés. "Certains recherchent essen-

tiellement des chaînes de documentaires culturels ou scientifiques, pour s'informer des derniers développements dans le monde et particulièrement en Occident, tandis que d'autres veulent avant tout du divertissement et des films de suspense. Et puis il y a ceux qui ne craignent pas de recevoir des chaînes avec un contenu plus piquant, comme des danses, des chants et de la musique..." Mais tous ceux qui travaillent dans le domaine de la parabole ne cachent pas l'effet néfaste des chaînes "lestes". C'est d'ailleurs la principale raison pour laquelle les dirigeants du pays hésitent à s'orienter sérieusement vers la légalisation de l'achat de ces antennes. Une source proche des milieux conservateurs estime en effet qu'"on ne peut permettre à l'invasion culturelle occidentale de s'infiltrer en Iran par le biais des chaînes satellitaires pour venir saper les fondements moraux de notre société".

La loi iranienne établit que le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique est "chargé de coopérer avec le ministère des Télécommunications et avec les services concernés (la police) afin de veiller à la protection de la culture de notre société et de l'entité familiale en Iran". Or il est actuel-

lement impossible de faire face au phénomène des télévisions par satellite. C'est ainsi que les descentes de police dans les demeures privées afin de confisquer les paraboles interdites ont relativement diminué et que le ministère de l'Intérieur ne juge plus opportun de poursuivre les contrevenants possesseurs d'antennes non autorisées. La télévision officielle s'est même mise à améliorer ses prestations pour répondre au défi satellitaire.

L'autre face de la révolution informatique se laisse appréhender dans la multiplication des cybercafés en Iran, et particulièrement dans la capitale, Téhéran. Ces cafés sont ouverts à tous, offrant des services s'étendant même à des abonnements à domicile ou dans des locaux aménagés comportant plusieurs ordinateurs.

Mais c'est dans la ville de Qom que l'on observe, hormis Téhéran, l'utilisation la plus évidente d'Internet : les ulémas chiites transmettent à travers le réseau les derniers fruits de leur réflexion théologique. Voilà qui contribue à donner aux conservateurs une bonne image des dernières productions de la révolution technologique.

Mohamed Noun, *Al Hayat*, Londres

IMMIGRATION

Un droit d'asile très politique

Le drame des réfugiés kurdes a mis en évidence les contradictions qui existent entre la tradition française d'accueil et une réalité plus complexe.

DIE WELT (extraits)

Berlin

Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris, est intervenu à son tour [le 24 février] dans le débat provoqué par le débarquement de réfugiés kurdes d'Irak sur la Côte d'Azur. "Les Kurdes irakiens n'ont pas oublié que leurs villages ont été bombardés, détruits par les hélicoptères fournis par la France au régime de Saddam Hussein. La France a une immense dette morale envers le peuple kurde."

Le gouvernement français a payé une partie de cette dette en accordant aux 908 Kurdes dont le navire s'est échoué au large de Saint-Raphaël [le 17 février] le droit de déposer une demande d'asile politique. Ce "geste de solidarité" qu'avait exigé le président Chirac ne constitue pas une compensation pour les livraisons d'armes que la France a faites à l'Irak avant la guerre du Golfe, mais une tactique politique : le gouvernement Jospin ne souhaitait pas se mettre en porte-à-faux avant les élections muni-

cipales en aggravant la détresse de ces boat people par une rigueur formaliste. Avec, selon un sondage, 78 % des Français qui approuvent l'accueil des Kurdes sur leur territoire, on ne gagne pas en popularité en faisant passer la loi avant la générosité.

Pour le gouvernement français, qui, après avoir adopté une attitude dure, s'est rallié à une ligne plus humaine, le problème des boat people kurdes est avant tout politique. Ce débat se caractérise par la diversité des intervenants et sa complexité. Il est difficile de distinguer les demandeurs d'asile des réfugiés économiques, les travailleurs immigrés des clandestins, ne serait-ce que parce que persécution rime souvent avec pauvreté.

S'ajoute à cela la contradiction qui existe entre la rhétorique chargée de pathos du "pays des droits de l'homme" et une pratique résolue en matière d'expulsion. Bien que seulement 20 % des demandes d'asile aboutissent aujourd'hui, la France se flatte de son image de terre d'asile*. L'accueil de victimes de persécutions politiques s'inscrit dans la tradition

républicaine. De Heinrich Heine et Ludwig Börne à Thomas Mann et Anna Seghers, en passant par Kurt Tucholsky et Walter Benjamin, les opposants allemands eux-mêmes ont trouvé en France sinon une nouvelle patrie, du moins un lieu de transit avant de poursuivre leur exil. Et la France a toujours tiré profit de sa générosité en matière d'immigration. Des noms comme Picasso, Chagall, Julien Green, Milan Kundera, Yves Montand, Charles Aznavour témoignent de ce qu'a pu gagner la culture de ce pays ouvert dans lequel les opposants au nazisme et au franquisme ont trouvé refuge, comme l'ont fait plus tard les dissidents des régimes communistes ou les opposants aux dictatures sud-américaines. Après la chute de Saïgon, en 1979, l'asile fut accordé aux boat people asiatiques. Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, ennemis intimes sur le plan intellectuel, s'étaient vivement prononcés pour leur accueil dans une conférence de presse légendaire. Dans les années 90, Paris renforça sa législation sur l'immigration, et

Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur de l'époque, lança l'expression "immigration zéro". Le nombre de demandes d'asile chuta de façon importante et passa de plus de 60 000 par an en 1989 à 17 400 en 1996. Elles sont depuis remon-

tées à 40 000, mais seul un cinquième des demandes aboutit. La pratique en la matière n'est par ailleurs absolument pas claire. Le drame des réfugiés de la Riviera a provoqué des réactions diverses dans le pays. Mais les observateurs sont

unanimes pour considérer que ce n'est qu'au niveau européen qu'on pourra déterminer une politique d'avenir en matière d'asile.

Medard Ritzenhofen

* En français dans le texte.

La justice violée

TÉLÉVISION. Une avocate prend la défense des Kurdes victimes d'exactions turques. Aux premières loges du drame : les femmes.

EREN KESKIN EST MENACÉE quotidiennement de mort, mais cela ne se voit pas dans son comportement. Cette belle brune éclate de féminité, arbore un maquillage impressionnant et clame de terribles vérités d'une voix juvénile. Eren Keskin est kurde, avocate, et présidente de l'association turque de défense des droits de l'homme. Son mari, avocat également, mais aussi éditorialiste dans un journal, est en prison depuis un mois. La prison, elle a connu aussi. Une fois, elle a subi une condamnation d'un mois pour avoir employé le mot « Kurdistan » dans un article...

Eren Keskin défend ardemment la cause kurde. C'est pourquoi elle est le cœur de ce documentaire consacré aux violences dont les Kurdes sont l'objet, et

dont le sort tragique vient de se rappeler à nous, avec l'odyssée des passagers (Kurdes irakiens) de l'*East Sea*. Ce film détaille le drame sans faire l'impasse sur l'atrocité. 2 577 villages d'Anatolie évacués et parfois détruits, 30 000 personnes tuées, trois millions contraintes à l'exil, rappellent les auteurs en préambule. Et des réfugiés, filmés dans les cabanes grossièrement fermées de plastique qui leur tiennent lieu d'improbables demeures, témoignent des tortures, exactions de la police, malgré les tentatives turques pour empêcher ces entretiens (journalistes arrêtés, bandes confisquées). À un moment de sa narration, une femme se met à rire. Non que la douleur l'ait rendue folle. C'est seulement, explique-t-elle, que « c'est trop horrible ». Son rire est une révolte de l'esprit, en quelque sorte.

Au milieu du drame kurde, plus fort encore est le drame qui frappe les femmes. C'est pourquoi Eren Keskin s'intéresse particulièrement à leur cas. Innombrables sont celles qui, emprisonnées, ont été violées par des représentants des autorités turques. À cette répression par le viol, explique l'avocate, succède la répression par les hommes de la famille. C'est que la « tache » infligée à ces femmes resurgit sur leur honneur. La plupart des femmes agressées ne portent pas plainte, couvent leur honte. « *En violant les femmes, on détruit toute identité sociale et collective, c'est bien là le but des guerres* », analyse l'avocate. Aussi, Eren se débat pour pousser les femmes à se poser en victimes de guerre, non en coupables, en filles perdues. Les procès malhon-

nêtes, déviés (un juge exige l'expertise médicale d'une femme violée... cinq ans auparavant !), conduisant généralement au non-lieu pour les agresseurs, ne la découragent pas plus que les menaces.

Enfin, le documentaire aborde la question de la fuite, dont les réfugiés de Fréjus nous ont montré quelle forme apocalyptique elle peut prendre. Nous suivons une jeune femme dans le dédale de sa tentative d'immigration en Allemagne, où le cauchemar administratif apporte à son tour son lot de violences. Et pendant ce temps, Eren s'obstine à passer entre les balles qui voudraient la faire taire.

MARIE-ÉDITH ALOUF

Des épines au cœur. Eren Keskin, une avocate kurde accusée, mardi 13 mars, 20 h 45, Arte (1 h).



Eren Keskin (à droite) incite des femmes kurdes à porter plainte contre leurs agresseurs.

Politis, 8 mars 2001

TRIBUNE DES LECTEURS

Rumeurs falsificatrices et mensongères sur France-Culture : Alexandre Adler épris de la Turquie

Le Comité de Défense de la Cause arménienne a reçu un courrier émanant de Hovagim Santourdjlan (nom d'emprunt), citoyen turc, suite à l'émission de France Culture "La rumeur du monde" du samedi 24 février 2001.

Nous transmettons cette lettre à l'appréciation de nos lecteurs.

**A l'attention de Messieurs Alexandre Adler et Jean-Marie Colombani
Émission "La rumeur du monde" - France-Culture**

Étonnant, le dernier volet de "La rumeur du monde" du samedi 24/02/2001 durant laquelle nous entendîmes Monsieur Alexandre Adler se livrer à un curieux exercice et détourner habilement le sujet sur le bateau des réfugiés kurdes pour adresser une ode à la Turquie dans un style des plus éloquents.

Il est vrai que le ton avait déjà été donné par ce dernier, dès le début de l'émission, lorsqu'à l'évocation d'une éventuelle implication de ce pays dans l'affaire en question, il lança un étonnant "il faut ménager la Turquie" (ce qui, en d'autres termes, voulait dire, cédon à ses menaces, sinon vous voyez ce qui arrive...).

Puis vint le dithyrambe, où dans un monologue, semble-t-il bien rodé, nous vîmes habilement "instillés", à côté de considérations économiques et politiques (sur le PKK) ou géopolitiques du reste exactes, les arguments classiques de la "communication" avec cette fois ses falsifications et ses diversions; l'émission est trop sérieuse et la voix de ses participants a trop d'autorité pour que nous ne nous attachions pas à ce second aspect.

Inexactitudes, imprécisions :

- Il n'y a pas actuellement de représentation kurde à l'Assemblée nationale turque.
- Les Kurdes ne bénéficient d'aucun droit culturel et civique (autonomie) contrairement et "paradoxalement" à leur situation en Irak.
- Ils sont certes présents dans les hautes sphères politiques et culturelles du pays, mais en échange d'un déni total de leur affirmation culturelle propre. Alexandre Adler cite des exemples d'origine "raciale", tels que Hikmet Cetin, l'ex ministre des Affaires étrangères et Yachar Kemal, le célèbre écrivain "nobélisable", mais il omet de dire que le premier n'a rien fait pour la "kurdité", quant au second, reconnu bien avant que le problème kurde ne refasse surface, il ne se contente que de quelques réactions bien timides, immédiatement étouffées par la chape kémaliste/jacobine de son pays.

Diversions, mensonges par omission :

- Traiter le président arménien d'"ultranationaliste", alors que ce dernier pourrait être qualifié au pire de "patriote bon teint", sans aucun soubassement politique, et oublier de rappeler qu'en Turquie (le sujet était bel et bien la Turquie) le gouvernement est constitué principalement d'un parti cryptofasciste (les "Loups gris" panturquistes) dont bon nombre de représentants actuels à l'Assemblée sont ouvertement accusés d'assassinats commis dans les années 70 contre de jeunes gauchistes, et par un autre parti "socialiste national" dont le premier ministre M.Ecevit n'a rien à envier en matière de nationalisme à M.Kotcharian, est une allégation qui relève plutôt du mensonge par omission.

- oublier de dire que quelques milliers de villages de l'est de la Turquie sont vidés de leur population kurde dans la pure logique de la "purification ethnique"



8 MARS 2001

bien rodée dans ce pays depuis le début du 20ème siècle relève du même procédé.

- Enfin, M.Adler (Courrier International) est un homme trop bien renseigné pour ignorer la façon ignominieuse et surtout méprisante avec laquelle la quasi totalité de la presse turque traite la question arménienne.

Il n'y a eu personne pour arrêter M.Adler dans son élan, si ce n'est, par ce commentaire timide et courtois (ironique?) : " ... on aura compris que vous êtes pour une Turquie démocratique", M.Colombani, soucieux surtout de pouvoir clôturer l'émission qui s'achevait dans des envolées lyriques telles que "Turquie ...pays formidable...".

A se demander si on était à l'écoute d'une radio publique française ou de celle d'une radio de l'État en question aux pires heures de sa paranoïa, ou encore en train d'entendre un quelconque organe de communication tributaire des millions de dollars investis par ce pays pour son lobbying.

Partisans de cette Turquie "démocratique", nous le sommes tous, M.Adler, mais ce n'est pas en la confortant dans ses "habitudes" justement antidémocratiques, ainsi qu'en cédant aux chantages de ses classes dirigeantes, de plus en plus déphasées, que nous l'aiderons à y parvenir.

Le retour en force des conservateurs iraniens

CE N'EST PLUS une guerre d'usure, mais une véritable offensive : déterminés à reprendre totalement la situation en main avant l'élection présidentielle de juin, les adversaires du changement en Iran s'acharment tous azimuts contre le président réformateur Mohammad Khatami et ses amis. Ils viennent de faire condamner, pour « complicité de fraude électorale », à un an de prison ferme et à six années de privation de ses droits civiques le vice-ministre de l'intérieur, Mostafa Tajzadeh. Le ministre, Abdolvahed Moussavi-Lari, ne perd rien pour attendre, puisqu'il doit être incessamment traduit, pour la même raison, devant un tribunal pour religieux.

La valse des mises en examen, procès et autres condamnations continue, la justice ayant depuis quelque temps pris le relais des bandes organisées pour réduire les Iraniens au silence.

M. Tajzadeh a été jugé coupable d'avoir refusé un troisième recomptage des voix à Téhéran, ordonné par le Conseil des gardiens, lors des législatives du printemps 2000. Sous le même chef d'accusation, le gouverneur de Téhéran, Ayatollah Azami, a écopé d'un mois et demi de prison ferme et cinq ans de privation de ses droits civiques. Le premier est en outre interdit de toute fonction publique pendant trois ans et trois mois et le second pour vingt-trois mois, sans que l'on comprenne très bien à quoi correspondent les fractions.

MM. Tajzadeh et Azami - et éventuellement le ministre de l'intérieur s'il est condamné - « paient » en fait la facture du succès foudroyant des candidats réformateurs dans la circonscription de Téhéran, et du camouflet infligé à cette occasion à l'intouchable ancien président de la République et actuel chef du Conseil de discernement des intérêts de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani. Chacun se souvient en effet de la mascarade du recomptage des voix, qui a retardé de quelques semaines la publication officielle des résultats de la capitale.

A trois mois de l'élection présidentielle, les condamnations de MM. Tajzadeh et Azami ne présagent rien de bon. Ce sont en effet le ministère de l'intérieur et les gouverneurs qui supervisent les scrutins. Certains se demandent si la mise en cause directe des responsables de la supervision des législatives ne prélude pas à l'invalidation des résultats de ces élections. Cela paraît peu vraisemblable, dès lors que le Conseil des gardiens a accepté ces résultats, son imprimatur étant indispensable pour l'entrée en fonctions du Parlement.

Ainsi va néanmoins l'Iran depuis quelque temps, la lutte entre factions rivales passant par le canal d'une justice entièrement acquise aux idées les plus conservatrices, sinon les plus obtuses, et n'hésitant pas à qualifier de « subversif », « contre-révolutionnaire » et « anti-islamique », voire de « putschiste », le moindre écart de pensée. Les partisans des réformes en sont réduits, eux, à protester verbalement, se heurtant invariablement à la puissance d'institutions entièrement verrouillées par leurs adversaires.

« LA PLUS GRANDE PRISON »

La presse libre est désormais bâillonnée. Non seulement les publications ont été suspendues ou fermées, mais il ne se passe pratiquement pas de semaine sans qu'au moins un journaliste soit arrêté et jeté en prison.

Dans son dernier « pointage », daté du 26 février, l'organisation Reporters sans frontières (RSF) - qui garde les yeux grands ouverts sur cet Iran devenu « la plus grande prison » et sur le Guide de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, qu'elle tient pour « l'un des vingt-deux pires ennemis de la liberté de la presse » - a recensé treize journalistes emprisonnés. Le dernier à avoir été arrêté (le 24 février) est Reza Alijani. Son épouse, Parvane Bakhtiari, était toujours sans nouvelles de lui dimanche 4 mars, aucune autorité n'ayant jugé utile de l'informer même de son lieu d'incarcération.

Plus inquiétant est l'état de santé d'Ezatollah Sahabi, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Iran e Farda*, arrêté à la mi-décembre 2000, condamné près d'un mois plus tard à quatre ans et demi de prison et dont l'état physique et psychologique, selon RSF, a « choqué » sa famille, le prisonnier n'ayant pas reconnu les siens. « Sa fille, qui souhaitait lui apporter des médicaments, a essuyé un refus des autorités judiciaires », affirme RSF.

Il n'est presque plus besoin de rappeler que des dizaines d'intellectuels croupissent eux aussi en prison pour pensée politiquement ou prétendument islamiquement non correcte, et quatre députés ont déjà été convoqués pour interroger pour les mêmes raisons.

Le Parlement, à majorité réformatrice, a dit son intention de mener une enquête sur la manière dont s'exerce la justice à Téhéran. En admettant, ce qui est tout à fait hypothétique, qu'il puisse mener à bien son enquête, il n'est guère évident qu'il pourra changer le cours des choses. Quant au président Khatami, on ne sait toujours pas s'il sera, ou non, candidat à sa propre succession. Ses adversaires, ou du moins certains d'entre eux, ont poussé le cynisme jusqu'à l'encourager à poser sa candidature. Ironiquement, Mohsen Rezaï, l'ancien chef des Gardiens de la Révolution (pasdars), dont M. Khatami avait exigé et obtenu le limogeage, s'est fait leur porte-parole.

Mouna Naïm

Le Monde

9 MARS 2001

In the Levant: Assassination leads to peace talks

UPI 8 March 2001 By HUSSAIN HINDAWI

LONDON, March 9 (UPI) -- After a halt of several months two rival Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party led by Masoud Barzani and the Patriotic Union of Kurdistan headed by Jalal Talbani have resumed high-level meetings aimed at joining forces.

The two Kurdish groups wrested control of the northern region of Iraq from Saddam Hussein, after the 1991 Gulf War, and each has been struggling for dominance in the area ever since. But fear that their rivalry was weakening their ability to hold on to the area has forced them to the negotiating table.

Relations have been improving for some time. Now they have agreed to join forces and re-unify their respective commands next spring thereby ending the long years of bloody conflict.

This agreement was cemented despite last week's killing of a prominent KDP security and party official, Francois Hariri. His murder along with his bodyguard by unknown gunmen in the city of Arbil provoked wide popular dismay -- and the anger of Barzani who has threatened to avenge Hariri's death.

While eulogizing Hariri, Barzani referred to the negligence of his party's security and intelligence services, promising an investigation to punish those who failed to stop and apprehend the assassins. Hariri, a Christian, had been among the second-generation leaders of the KDP which was formed in August 1946, and a close aide to founder Mullah Mustafa Barzani. The rapprochement between the KDP and PUK, which survived Hariri's assassination began in September 1998, when the two sides signed a U.S.-sponsored peace accord in which they agreed to reduce the number of their gunmen stationed on both sides of the main border points separating areas under their control. In the course of the present talks both groups agreed to increase efforts to put it into practice.

Late last year, after Barzani called for an end to what he termed the "crisis of confidence" between the two groups,

Talbani visited him twice at his headquarters in Saladin. The KDP leader also announced his readiness to revive parliamentary life in the Kurdish enclave as a prelude to achieving a genuine reconciliation.

Talbani's response?

He formed a new government for his administration in Sulaimaniya headed by his group's representative in Washington, Barham Saleh, and included a number of "doves" in what was seen as a clear move to accelerate reconciliation with the KDP. Saleh replaced Kosurt Rasul who headed the previous cabinet and was apparently considered an obstacle to reconciliation efforts.

Representatives from both Kurdish groups held more than 50 meetings in the past two years to implement the Washington accord without great success. Revenue sharing, election of a new parliament, and cooperation for ending the activities of KDP guerrillas remained controversial issues during this time.

In the Kurdish areas, conflicts have begun to decrease as the inhabitants of the northern region gained confidence and a growing sense of security after a decade of life freed from the oppressive control of the Baghdad regime. However, the long-term political future of northern Iraq and the longest "independence experience" of the Kurdish modern history are still uncertain today.

Though services provided by the local authorities have greatly improved, the enclave faces serious economic problems resulting from the absence of normal economic activity. In addition, concern of public safety and security are high following a series of bombings and assassinations, including Hariri's killing.

In that case, although the Kurdish authorities refrained from accusing any party of being behind Hariri's assassination -- and while no group claimed responsibility -- fingers were pointed at the Baghdad regime, especially after Barzani said the incident was undoubtedly meant to "foil the peace chance" in Kurdistan. Talbani's group quickly denounced Hariri's assassination, saying it was "a terrorist act targeting the peace process between the two (Kurdish) groups." An Iraqi opposition source said the killing was reminiscent of previous such assassinations carried out earlier by groups affiliated to the Iraqi intelligence in the same city. He said it could have been "Saddam's own response" to the air strikes by U.S. and British warplanes near Baghdad that killed two people and wounded 10 others last month.

Saddam accuses Barzani and Talbani of being foreign agents and carrying out plots that threaten the security and sovereignty of Iraq. He also accuses Washington of manipulating the Kurdish parties and preventing them from reaching an agreement with the Baghdad central government. Talbani's condemnation of the assassination was quick in dissipating any suspicion concerning his group's possible link to the incident which could have been meant to "incite discord," and revive old disputes between the two Kurdish groups.

Several bombings have also taken place in Sulaimaniya, including a booby-trapped car loaded with 15 kg of explosives that wounded 20 people last July. The explosion was then blamed on the Iraqi intelligence, with the local authorities announcing that they have arrested a sabotage network headed by an Iraqi intelligence agent identified as Awwad Abed Farhan and who was being assisted by three other people from Kirkuk -- a city under the control of the Baghdad government.

And from time to time, the Kurdish groups face military threats by the Iraqi Army which was forced to withdraw from northern Iraq in 1991 under the belief that it was only a temporary measure. Last December, a KDP source said large units of the Iraqi Army, estimated at 12,000 soldiers, occupied for two days the mountains south of Dahook before it withdrew after the Kurdish guerrillas move quickly to defend the area.

Talbani's group, on its part repeatedly, referred to Iraqi military reinforcements at the edge of the Kurdish areas in northern Iraq, raising fears of possible military attack to regain the region especially the districts of Kirkuk and Sulaimaniya which fall outside the framework of the international protection no-fly zone.

Whether the reports on Iraqi Army reinforcements are true, most Kurdish officials believe the Baghdad regime is aware that the chance to recover northern Iraq by a sudden attack is not possible until further notice especially after U.S. President George W. Bush came to power. (Husain Hindawi is the editor of United Press International's London-based Arab News Service. His column is published in Arab media and in English. Its views are not necessarily those of UPI.)

* * * * *

U.S. DEPARTMENT OF STATE

**March 16, 2001 STATEMENT BY RICHARD BOUCHER, SPOKESMAN
Anniversary of the Halabja Massacre**

Today marks the thirteenth anniversary of Saddam Hussein's chemical weapons attack on Halabja, a predominantly Kurdish city in northeastern Iraq. On March 16, 1988, an estimated 5,000 civilians were killed and 10,000 injured when Iraqi air forces bombarded Halabja with mustard and other poison gases. Thirteen years after the massacre, the people of Halabja still suffer from very high rates of serious diseases such as cancer, neurological disorders, birth defects and miscarriages.

Saddam Hussein's chemical weapons attack on Halabja was not an isolated incident. It was part of a systematic campaign ordered by Saddam Hussein and led by his lieutenant Ali Hassan al-Majid, the infamous "Chemical Ali," against Iraqi Kurdish civilians.

International observers estimate Iraqi forces killed 50,000 to 100,000 people during the 1988 campaign known as "Anfal" which means "the spoils." Further, the Iraqi regime also killed thousands of Iranians with chemical weapons during the Iran-Iraq War from 1983 to 1988.

We are working towards the day when those ultimately responsible for the decision to order the poison gas bombardment of Halabja can be brought to justice before an international tribunal, in a free and democratic Iraq, or wherever they may be found.

These crimes will not be forgotten. As we remember Halabja, we wish to reaffirm to ourselves and the international community that Saddam Hussein's regime must never be permitted to rebuild its program for the development of weapons of mass destruction.

* * * * *

Iraq's Internet revolution

March 12, 2001

BY NOMI MORRIS San Jose Mercury News

BAGHDAD, Iraq -- The line at the newly opened Internet cafe here is at least an hour long, and you won't find lattes and muffins when you finally get in the door.

What Iraqis do find, however, is much more precious: a glimpse of the world beyond Iraqi President Saddam Hussein's repressive regime of censors, propaganda and secret policemen.

For a \$55 annual membership fee, Iraqis at the four Internet centers that have opened in the past six months can send and receive e-mail run from the country's lone, government-run server. And for about \$1 an hour, students and businesspeople can surf the Web on one of 12 new computers. This may be old hat in most of the world, but in Iraq it's virtually a revolution. As recently as 1997, Saddam declared in the newspaper al Jumhuriya that the Internet meant "the end of civilizations, interests and ethics."

What the Internet could mean to Saddam and other dictators, however, is the end of their ability to control information. Like China, Syria, Vietnam and other totalitarian states, Iraq is caught between the need to deliver greater economic prosperity by joining the world economy and the necessity of maintaining iron-fisted political control.

Iraqis are not allowed to have satellite dishes that would enable them to see CNN or the British Broadcasting Corp., but they can get the latest news about their country on Yahoo and other Web sites. They can access U.S. government Web sites or read amateur accounts of the CIA's efforts to overthrow Saddam, and they can print out things to share with others for about 30 cents a page.

"You see, we are not as closed as society as you think in the West," said Samir Muhammed, a government "guide" assigned to accompany foreign journalists to their interviews.

At Terminal 5 of one Internet cafe, Iraqi surfers recently checked out NBA basketball scores, a rock-music site, Cornell University's law school, aviation, medicine, the Japanese cartoon Pokémon -- a fad in Iraq -- and Cartier, known for its watches.

They also had access to pornographic sites that slip past the government censors, who snip out explicit scenes of films shown in Baghdad's few cinemas.

"Usually the erotic sites get blocked when someone brings it to the attention of the staff," said one Baghdad engineer, who asked not to be named.

Mostly work, not play

But Iraqis are taking to the Internet mostly for work, not play. Mahdi Ahmed, a physics professor at Kufa University in Najaf, used a visit to Baghdad to call up a Web page on "microwave hybrid sputtering discharges."

"It is time-consuming. But with no access to the latest professional journals, this lets me find out new information in my field," Ahmed said.

Few Iraqis, however, are equipped to take advantage of the new opportunity. In what used to be a highly educated country, only about 15 percent of the population knows how to use a computer. And the economic sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990 have helped slow the development of high-tech industries, many of which could serve both peaceful and military purposes.

But the elite is growing as quickly as the government lets them onto the information highway. And an even smaller group of tech-savvy entrepreneurs is evading international sanctions against non-humanitarian goods to trade pirated software and hardware. New products often arrive in Baghdad about two weeks after they come on the market in the United States.

There is a thriving business in copying pirated software, computer games, movies and virtually anything that can fit on a CD-ROM, mainly imported from Asian countries or Russia. Movies such as "The Blair Witch Project" and "Die Hard" or computer tools such as Symantec's latest version of Norton Utilities are quickly copied and sold for \$3 apiece.

"I don't feel I am cut off from technology," said a Baghdad computer salesman who asked not to be identified. "My colleague in Dubai sends me everything," he said, holding up the March 2001 issue of Computer Shopping, an American magazine.

Sa'ad Salman is a computer science graduate who works independently of the government, developing Arabic-English translation software for a British company and contracting with Iraqi companies as a Web page designer. He has spent his entire life in Baghdad but speaks English flawlessly, as most techies here do.

Salman is frustrated because the eight Web pages he's designed, most for the tourism industry, have yet to appear in cyberspace. The Ministry of Culture and Information hasn't approved them.

Salman recently helped a friend maneuver through Internet dating sites hoping to strike up a friendship before a trip abroad. The two paused at length over the picture and profile of a young American woman from Georgia.

Confidence in privacy

Those who use e-mail regularly insist that nobody looks over their shoulders.

"The password is private. The staff doesn't read what you write. And they delete it from the computer when you are done," said Ibrahim Kouni, 37, one of a new class of consultants who work as agents for foreign companies. The companies supply goods and services to the Iraqi government under the U.N.-controlled oil-for-food program, which allows Iraq to sell its oil in exchange for food and medicine.

"I use the Internet to receive tenders and offers as I bid for contracts for my clients," said Nazar Salihi. "This is cheaper and faster than faxing. One fax copy costs more than a whole diskette."

Salihi said companies such as his are allowed to install Internet connections in their offices. But at \$2,000, the cost is prohibitive. Many Iraqi business people carry portable phones that have been rigged to cover a range of approximately 15 miles. Plans to start a mobile-telephone network are still in their inception.

"Iraq is very anxious to have such technology. But the U.N. sanctions committee is stopping us," said Salam al Nasiri, director general of the Ministry of Culture and Information. "We signed a contract with a Chinese-French joint venture company three years ago and we signed another with a Chinese company two years ago. The contracts are still not approved."

Cottage industry

But the sanctions don't deter a cottage industry of computer professionals near Baghdad's technical university.

Iraq's computer industry depends on people such as Sarmad Nafi. He builds computers with whatever parts he can get and sells them for about \$500 each, about 10 months' salary for an Iraqi professional.

"We have the latest chips like AMD 1000, Intel 733. Pentium III 1000 Max will be available next week," Nafi said.

What do Iraqis do with such equipment?

"In an embargo economy, people play games and watch movies," Nafi said. "Putting VHS movies on to CDs and DVDs is a big business. Video CD players are sold here for less than \$100."

A computer engineer and entrepreneur, Nafi nets about \$1 for every \$100 of equipment he sells.

With Bill Gates-style optimism, he says he's banking that there will be a mini-explosion in Iraq's computer market within months.

"In the next few years, most people are going to buy computers. And private Internet will be affordable within months. I'm in on the ground floor."

* * * * *

Defiant Khatami Revives Battle for Change in Iran

By Molly Moore
Washington Post Service

ISTANBUL — Iran's embattled president, Mohammed Khatami, in a defiant departure from months of public moping after being dealt setbacks by conservative hard-liners, vowed Sunday that he would not retreat from efforts to bring democratic changes to the Islamic nation.

In a "state of the nation" type of address to the Parliament considered unusual for an Iranian leader, Mr. Khatami discarded the defeatist tones that had led to speculation that he might not seek re-election in the elections June 8. Such a retreat, his supporters contend, would paralyze Iran's chances of re-integration into the global economy and could spark violent protests among its disenfranchised youth.

Although he stopped short of announcing his electoral decision, his performance Sunday more resembled the opening challenges of a potential candidate than the gloom of a beleaguered incumbent.

"No pressure can make me give up this path," Mr. Khatami, 56, said in a nationally broadcast speech before a Parliament dominated by supporters of his position. "I cannot give up my commitment to God and the noble people. We have no choice but to succeed in establishing Islamic democracy."

He added, "As long as the people want me, I will continue to serve, with the thought that I can move forward in the face of all problems."

In the last year, Mr. Khatami's efforts at change have been shredded by conservative-controlled courts that have shut down about 30 newspapers and jailed dozens of journalists, intellectuals and some of Mr. Khatami's closest political allies. At the same time, government oversight councils controlled by conservative forces have thwarted and vetoed numerous political and social measures that had been approved by Parliament.

The defeats have been so debilitating to Mr. Khatami's program that one of his close allies, the deputy speaker of the Parliament, Behzad Nabavi, recently said, "Khatami feels he has not been able to fulfill his promises to the people and meet expectations, so he asks himself why he should stay in office."

Even some of Mr. Khatami's most ardent supporters during his election campaign of 1997 have expressed dismay at the lack of progress toward political, social and economic reforms. No other serious candidate has been identified by those seeking such reforms, and

no conservative candidates are considered strong enough to defeat Mr. Khatami if he seeks re-election.

But in the complicated equation of post-revolutionary Iranian politics, the conservative-controlled forces of the country's dual-track government have begun in recent days to show signs of retrenchment from their relentless assaults on the president's agenda.

On Thursday, in an abrupt about-face, the hard-line judiciary ordered the closure of a conservative weekly newspaper for "insulting Khatami" and "ridiculing" his social and political program. The move was widely viewed as an attempt by the judiciary to appear more balanced.

Earlier in the week, the conservative Guardian Council, an appointed body that oversees all legislation approved by the elected Parliament and that has rejected most of the Khatami-backed bills, accepted a measure allowing single women to study abroad. Under previous law, unmarried women were permitted to travel outside Iran only for short, nonacademic visits.

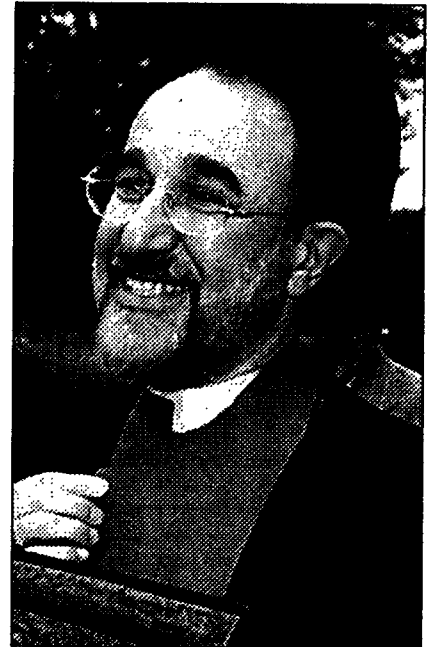
While the concessions last week remain footnotes to the chronicle of defeats Mr. Khatami has suffered during his three and one-half years in office, and particularly in the past year, they could signal the start of the shift that Mr. Khatami has said he wants to see before deciding to run for a second term.

In recent weeks, Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, the cleric who has control over the Revolutionary Guards, regular military forces, security forces and the judiciary, has appeared increasingly to distance himself from the country's most conservative forces. Some clerics describe Ayatollah Khamenei as a major force behind the less dogmatic conservative religious groups. Many of those support Mr. Khatami in the belief that he has relieved much of the social pressure that has been building among Iran's youth who do not share their parents' vision of the revolution that brought the fall of the U.S.-backed shah 22 years ago.

In an extraordinarily detailed account, the London-based Arab newspaper Al Sharq al Awsat wrote that Mr. Khatami and the supreme leader met for several hours two weeks ago and that Ayatollah Khamenei reportedly said he would support the president if he sought re-election, an endorsement Mr. Khatami did not receive in the last election. The article, attributed to an unidentified source close to the supreme leader, also said Ayatollah Khamenei had started to try to rein in some of the conservative opposition to Mr. Khatami.

The report could not be confirmed independently, but the actions by the conservative-controlled judiciary and the Guardian Council last week could offer evidence of its veracity.

In a swipe Sunday at his conservative opponents, Mr. Khatami conceded that



Hasan Sarbakshian/The Associated Press

Mr. Khatami discarded defeatism Sunday and spoke like a candidate.

his battles were far from over. "I am not an idealist who believes that all objectives can be reached overnight," he said.

Mr. Khatami, who associates describe as having a weak stomach for the combative politics he has faced, said he would not try to remain in office "at any cost." But, in a warning to his opponents, he said: "There are those who accept no change. Their God is their narrow and dark concepts that fight all the people's demands in the name of religion."

"We should be worried that, God forbid, one day our people will feel the authorities are not meeting their real demands. Under such circumstances, no military, security or judicial power will be able to save the country."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

MONDAY, MARCH 12, 2001

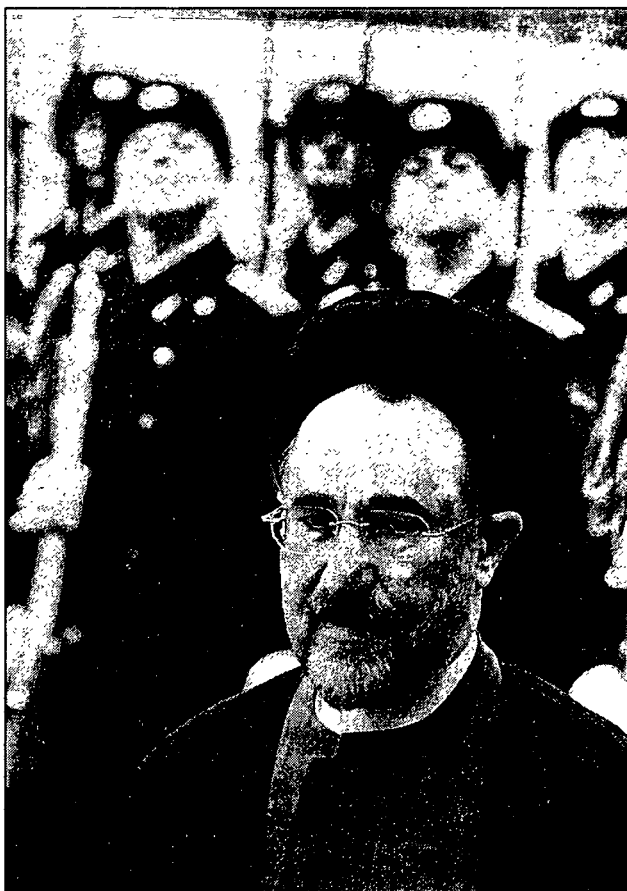
Moscou se rapproche de Téhéran

Moscou :
Patrick de Saint-Exupéry

Arrivé hier à Moscou pour une visite d'État, la première d'un président iranien depuis 1989, Mohamad Khatami a eu droit à tous les égards et à beaucoup de sourires. D'entrée de jeu, en effet, et en dépit de fortes pressions américaines, Vladimir Poutine a annoncé la couleur : « Pour des raisons économiques, a déclaré le président russe, nous sommes pour une coopération militaire (...) L'Iran a le droit de défendre ses intérêts nationaux. » Poursuivant sur sa lancée, Vladimir Poutine a également affirmé que la Russie était prête à renforcer sa coopération nucléaire avec l'Iran.

Pour les États-Unis, qui avaient d'abord fait part de leur « préoccupation » avant d'accuser la Russie d'être « un proliférateur actif », le camouflet est de taille. Mohamad Khatami, président d'un État « voyou » selon Washington, ne s'y est d'ailleurs pas trompé en se félicitant de la volonté des autorités russes « de renforcer leur présence dans le monde après une période d'affaiblissement relatif ».

Afin de mieux officialiser la constitution de cet axe Moscou-Téhéran, les deux chefs d'États ont signé hier un traité-cadre de coopération. Figure dans celui-ci une mention spéciale sur le nucléaire et la construction de centrales. Depuis 1995, la Russie assure les travaux d'achèvement de la première centrale iranienne à Bouchehr (sud de l'Iran). Une tranche de 1 000 MW de-



Mohamad Khatami a eu droit, en Russie, à tous les égards et à beaucoup de sourires. (Photo Alexander Zemlianichenko/AP.)

vrait entrer en service à la fin de l'année.

Peu avant l'arrivée à Moscou de Mohamad Khatami, le président de l'Organisation iranienne de l'énergie nucléaire s'était exprimé pour saluer la « compétence » russe en technologie nucléaire et explorer leur manque « d'organisation ». La mise en service de la centrale de Bouchehr, un projet de 800 millions de dollars, a été retardée de plu-

sieurs années. Elle ne devrait démarrer dans son ensemble qu'en 2003, voire 2005.

A la fin de l'année dernière, la Russie a annoncé suspendre un transfert de technologies laser utilisables dans la fabrication d'armes nucléaires et dénoncé par la Maison-Blanche. Vladimir Poutine a donc multiplié les précautions oratoires : les activités de la Russie, a-t-il répété, « se basent strictement sur les règles de l'Agence in-

ternationale de l'énergie atomique (AIEA) et sous sa supervision ».

De la même manière, en ce qui concerne les ventes d'armes à l'Iran, « la Russie n'entend pas violer ses obligations internationales ». Il n'est donc officiellement question que de vendre des armes conventionnelles pour une valeur qui pourrait atteindre plusieurs milliards de dollars sur plusieurs années.

En novembre dernier, Moscou a dénoncé un mémorandum secret russo-américain datant de 1995 et prohibant toute vente d'armes conventionnelles à Téhéran à compter de décembre 1999. Dans la foulée, le ministre de la Défense russe, accompagné d'une importante délégation d'industriels de l'armement, s'était alors envolé pour Téhéran.

Au menu également de la visite à Moscou de Mohamad Khatami, la question du partage entre les cinq États riverains (Russie, Iran, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan) des riches réserves en hydrocarbure de la mer Caspienne.

Enfin la question de l'Afghanistan devait être abordée. Voici quelques jours, en déplacement au Tadjikistan, le ministre iranien de la Défense Ali Chamkhani a ouvertement évoqué une possible coopération à « caractère trilatéral » entre Douchambé, Téhéran et Moscou, trois capitales engagées aux côtés de l'opposition afghane menée par le commandant Massoud.

Il convient de favoriser, selon le ministre, « une lutte conjointe contre les bandes extrémistes ».

Nouvelle offensive contre les réformateurs iraniens

Téhéran :
Serge Michel

A part le sourire qu'il a toujours radieux, il n'y a pas grand-chose de commun entre le président Khatami qui visitait Paris en octobre 1999 et le président Khatami qui rencontrait hier Vladimir Poutine à Moscou. A Paris, il s'agissait d'un intellectuel épanoui dont les

idées réformatrices étaient en train de changer l'Iran et de regagner la confiance de l'Occident. A Moscou, c'est un politicien placé sous pression par ses adversaires conservateurs et dont le destin devrait se jouer en quelques semaines.

De fait, les événements se précipitent à mesure qu'approchent la présidentielle du 8 juin. Dimanche matin, le président faisait devant le parlement archicomble un bilan de son

mandat. Entre deux statistiques sur le PNB en hausse et la lutte contre le chômage, Khatami s'est bien gardé de confirmer sa candidature pour un second mandat, à propos de laquelle tout le pays retient son souffle. Il a pourtant laissé entendre qu'il y songeait : « Tant que le peuple le souhaite, je serai à son service, et s'il ne le désire pas, je serai ailleurs, mais toujours au service du peuple », a-t-il glissé.

Cette démarche devant le Parlement, totalement inédite, intervient au moment où le président est durement critiqué par les conservateurs pour n'avoir rien fait, alors qu'ils ont eux-mêmes veillé à ce qu'il ne puisse rien faire.

Dimanche toujours, peu avant le départ de l'avion présidentiel pour Moscou, la justice révolutionnaire opérait une rafle sans précédent dans les milieux de l'opposition progres-

siste. Vingt-quatre membres du Mouvement pour la liberté (MLI), parti non reconnu mais toléré, ont été arrêtés alors qu'ils célébraient précisément la libération sous caution de l'un des leurs, le journaliste réformateur Ahmad Zeid-Abadi. La rafle a eu lieu au domicile d'une des figures du mouvement, Mohammad Bastehnegar, lui aussi arrêté tout comme son épouse Tahereh Talaghani, fille de l'ayatollah Mahmoud Talaghani, une des figures de la révolution. Un membre influent du bazar, Mohammad Mohammadi-Ardéhal, et le responsable politique Ali-Reza Rajai sont également sur la liste.

Certains observateurs estiment qu'il s'agit d'une offensive bien préparée, qui vise indirectement le président et dont les premiers signes se sont manifestés le 3 janvier dernier, avec

la disparition d'Ezzatollah Sahabi, 75 ans, figure historique des progressistes, et du leader étudiant Ali Afshari, 30 ans, lors d'un transfert entre le tribunal et leur cellule de prison. Les proches des deux disparus en sont convaincus : la justice cherche à leur extorquer des aveux spectaculaires.

En tout cas, la pression psychologique semble intense : la famille d'Ezzatollah Sahabi a enfin été autorisée à le voir fin février : il était dans un tel état qu'il n'a pas reconnu les siens.

« Les conservateurs attaquent le MLI parce que c'est le point faible de Khatami, estime un analyste iranien. Si Khatami ne prend pas leur défense, il va perdre l'estime d'une partie de la population. Et s'il intervient en leur faveur, on va l'accuser de trahir l'héritage de l'ayatollah Khomeyni. » Plusieurs dé-

clarations de la justice laissent penser que les conservateurs tentent surtout de prouver l'existence d'une grande conspiration contre la République islamique.

Enfin, ce même dimanche, la presse rendait publique une lettre du guide suprême Ali Khamenei aux trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, lettre qui n'a pas fini d'intriguer les observateurs. Le guide y détaille ses priorités en matière de politique économique, agricole et énergétique. Il aborde la question des ressources en eau, des mines, le développement des transports et le système de taxation. La règle tacite en République isla-

Les conservateurs tenteraient de prouver l'existence d'une grande conspiration contre la République islamique

mique laisse pourtant au président ce type de décisions.

Comment expliquer cette intervention soudaine du Guide dans ce théâtre d'ombres chinoises qu'est la politique iranienne ? Certains y voient une manière de réaffirmer son pouvoir. Mais d'autres interprètent cette lettre, qui souligne à sa manière l'inaction du président, comme une rebuffade supplémentaire pour Khatami.

LE MONDE / JEUDI 15 MARS 2001

Le Haut commissariat pour les réfugiés critique la politique de l'asile en France

Il dénonce « les décisions à la légère » de l'Ofpra

LE HAUT COMMISSARIAT pour les réfugiés (HCR) sort de sa réserve. Pour la première fois de son histoire, l'organisation des Nations unies a rendu public, mardi 13 mars, son bilan de la politique française de l'asile. Jusqu'à présent, les « notes » de la délégation du HCR pour la France étaient réservées à l'Etat et aux ONG concernées. En pleine année de célébration de son cinquantième anniversaire, le HCR a voulu mettre en exergue les dysfonctionnements de la politique française. Et montrer ainsi son rôle de vigie dans l'application de la Convention de Genève en France. « On n'est pas seulement là pour être sur la photo devant le camp de Fréjus », insiste Corinne Perthuis, chargée de communication.

En préambule, le Haut commissariat a tenu à rappeler que la politique d'asile est particulièrement mise à mal à la suite du renforcement des mesures restreignant l'entrée sur le territoire décidées par les gouvernements de l'Union européenne : présence policière renforcée aux frontières, contrôle des compagnies aériennes, sanctions

contre les transporteurs... Autant de freins à la fuite hors d'un pays persécuteur. « Les réfugiés sont contraints d'utiliser les filières », rappelle la note, qui réclame le développement des « visas au titre de l'asile » délivrés par les ambassades de France pour protéger les personnes amenées à fuir leur pays.

Précis dans ses critiques, le document aborde ensuite l'ensemble des étapes de la demande d'asile et le détail de la procédure de décision, qui « pourraient faire l'objet de modifications et d'améliorations ». C'est, sans surprise, sur les zones d'attente que le HCR est le plus sévère. L'organisation, qui vient d'achever une série de visites à l'aéroport de Roissy, s'inquiète « du manque de garanties légales offertes aux demandeurs d'asile et des pratiques qui s'y développent ». Sont ainsi dénoncés les « difficultés et refus d'enregistrement de plus en plus fréquemment constatés » : les officiers de la police aux frontières (PAF) refuseraient souvent d'entendre la demande d'asile, considérant les personnes comme de simples migrants illégaux (Le Monde du

16 janvier).

Aucun formulaire ne leur est alors donné, ni aucune information sur leurs droits. L'étranger est laissé dans la zone internationale, dans l'attente d'être renvoyé vers le pays de départ. Quant il n'est pas maintenu dans des locaux de police inadaptés où les ONG n'ont aucun accès. « Les officiers décident d'après le seul aspect extérieur de la personne qui se présente à eux s'ils sont de "vrais" demandeurs d'asile, quelle que soit la langue parlée », souligne Manuel Jordao, délégué adjoint du HCR en France.

Une fois admis en zone d'attente, le demandeur d'asile doit encore affronter plusieurs obstacles. Il ne reçoit aucun conseil juridique pour remplir un formulaire souvent difficile à comprendre. L'interprétariat laisse à désirer : seules les langues de l'ONU sont reconnues comme donnant droit à un interprète. L'exilé n'a ensuite pas accès à son dossier de demande d'asile, les avis du ministère de la défense comme la décision du celui de l'intérieur ne lui sont pas communiqués : des informations qui, pourtant, demeurent des « garanties essentielles du droit de la défense ». Quant au recours en cas de rejet de la demande, ils ne sont pas suspensifs. C'est pour toutes ces raisons que le HCR considère que la présence permanente des ONG « se révèle une nécessité ».

CRITÈRES D'ACCEPTATION VARIABLES

La délégation française épingle ensuite les préfetures pour la « multiplication des difficultés constatées ». Alors qu'elle joue un rôle

déterminant dans les démarches du demandeur d'asile, l'administration préfectorale a développé ces dernières années des pratiques fort différentes d'un département à l'autre « sans toujours tenir compte des spécificités du domaine de l'asile », souligne la note. Manque d'informations en direction des demandeurs, critères d'acceptation des domiciliations variables, formation des agents insuffisante... les critiques sont nombreuses. De plus, le manque de moyens affectés aux services des étrangers entraîne un « allongement conséquent » de la durée des procédures. « Cela peut prendre plus de six mois mais, à Marseille, c'est neuf ! Sans aucun statut légal ni aide matérielle possible », insiste Philippe Lavanchy, délégué du HCR pour la France.

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) n'est pas non plus épargné par les critiques du HCR : délais d'examen des dossiers trop longs, taux d'entretien avec le demandeur « très faible », absence d'assistance d'un avocat, frais de transport non pris en charge... la qualité d'évaluation des dossiers est souvent d'un « bas niveau ». « L'Ofpra prend des décisions à la légère », dénonce M. Jordao. Résultat : le nombre de recours auprès de la Commission de recours des réfugiés explose. La juridiction d'appel est la seule instance à trouver grâce aux yeux du Haut commissariat. Même si « des améliorations restent possibles ».

Sylvia Zappi

Téhéran et Moscou sont déterminés à coopérer en dépit des protestations américaines

La Russie met en avant ses intérêts communs avec l'Iran en faveur de la stabilité en Asie centrale

Le président iranien a achevé, mercredi 14 mars, une visite officielle de trois jours en Russie qui s'est soldée par un accord de coopération, le pre-

mier du genre entre les deux pays. Moscou est déterminé à approvisionner l'Iran en armes et à renforcer sa coopération nucléaire civile avec lui.

Les deux partenaires ne se sont toutefois pas entendus sur le partage des ressources pétrolières de la Caspienne.

MOSCOU

de notre correspondant

Armes, nucléaire civil, routes commerciales, pétrole et gaz : la Russie et l'Iran se sont retrouvés cette semaine, à l'occasion d'une visite de trois jours à Moscou du président Mohammad Khatami, qui s'est achevée mercredi 14 mars. Cette rencontre a donné lieu dès lundi à la signature d'un traité de coopération entre les deux pays, le premier depuis la révolution iranienne de 1979. Ces trois jours ont surtout été l'occasion pour les autorités russes d'opposer une fin de non-recevoir aux inquiétudes et aux protestations des Etats-Unis.

Après s'être rendu à Cuba, en Corée du Nord, en Chine et en Inde, après avoir renforcé ses liens avec l'Irak et la Libye, le président Vladimir Poutine a ainsi clairement démontré le nouveau cours de la politique étrangère russe. Une politique refusant « un monde unipolaire », selon la formule consacrée, et mettant en avant les intérêts économiques et diplomatiques immédiats de la Russie, que cela plaise ou non aux Etats-Unis. Lundi, M. Poutine choisissait d'intervenir en personne pour défendre la reprise de ventes d'armes à l'Iran. Notant que Moscou respectait tous les accords internatio-

naux en matière d'armements, il ajoutait que « l'Iran a le droit d'assurer ses capacités défensives et sa sécurité » et que la Russie « était intéressée par une telle coopération pour des raisons économiques. »

Après avoir dénoncé, en décem-

venir » (*Le Monde* du 14 mars). Mais les grandes « inquiétudes » exprimées dès lundi et répétées mardi par les Etats-Unis portent également sur une intensification annoncée de la coopération nucléaire. En 1995, Moscou signait

« se » par le développement du secteur nucléaire en Iran, a déclaré M. Poutine, précisant que ses activités « se basent strictement sur les règles de l'Agence internationale de l'énergie atomique ».

Dans le même temps, les responsables russes se sont efforcés de dédramatiser la reprise de cette coopération. « Elle n'est pas dirigée contre des pays tiers », a insisté le ministre des affaires étrangères Igor Ivanov, elle ne doit pas remettre en cause les relations russo-américaines qui doivent « être stables et pragmatiques ». « L'Iran n'est pas un partenaire stratégique », a expliqué un responsable des affaires étrangères, mais un « voisin stratégique » intéressé comme Moscou à la stabilité en Asie centrale.

Mais si les deux pays se sont à nouveau présentés comme les adversaires farouches du régime des Talibans en Afghanistan, ils n'ont toujours pas pu surmonter leur désaccord sur le partage des ressources pétrolières de la mer Caspienne. Un texte a été signé, qui confirme seulement que ce partage doit se faire par consensus des cinq pays riverains et qui met en garde contre les visées américaines sur la région.

François Bonnet

Selon M. Bush, la Russie reste une menace potentielle

Evoquant ses projets de défense antimissile, le président américain, George Bush, a affirmé, mardi 13 mars, à Washington, que « la Russie n'est pas un ennemi mais elle peut être une menace si elle décide de l'être », en raison de son arsenal nucléaire. Toutes les puissances possédant l'arme nucléaire « sont une menace », a ajouté le président des Etats-Unis qui considère que « la défense antimissile est une manière de commencer à concentrer nos ressources sur les vraies menaces qui se présentent à l'Amérique ».

Les conseillers de M. Bush semblaient jusqu'à présent exclure la Russie des pays, dits « Rogue States » ou Etats voyous, dont la menace justifie le projet de bouclier antimissile. Sergueï Ivanov, le chef du Conseil de sécurité en Russie, s'entretiendra, jeudi 15 mars, avec son homologue américaine, Condoleezza Rice. - (AFP.)

bre 2000, l'accord Gore-Tchernomyrdine de 1995, par lequel la Russie s'engageait à ne plus vendre d'armes à Téhéran, Moscou devrait conclure dès cet été d'importants contrats.

Les montants évoqués sont de 300 millions de dollars par an, l'ambassadeur d'Iran en Russie ayant même cité le chiffre de 7 milliards de dollars « dans les années à

une accord de 800 millions de dollars pour la construction d'une centrale nucléaire à Boushehr. Plus de mille Russes travaillent sur un chantier qui a pris beaucoup de retard.

M. Poutine s'est déclaré déterminé à accélérer ce contrat pour terminer la centrale en 2003. La réalisation d'autres tranches sont en discussion. « La Russie est intéres-

La Turquie lance un nouveau programme pour sortir du marasme financier

La priorité est donnée à la restructuration du secteur bancaire

ISTANBUL

de notre correspondante

Kemal Dervis, nouveau ministre de l'économie nommé par le gouvernement turc pour tenter de redresser la situation financière du pays, a annoncé, jeudi 14 mars, les grandes lignes du programme économique que la coalition gouvernementale entend désormais poursuivre après la suspension, en février, du plan de stabilisation économique mis sur pied avec l'appui du Fonds monétaire international (FMI) en décembre 1999. Les marchés financiers attendaient ces mesures avec impatience. En effet, ces derniers jours la Bourse a de nouveau chuté alors que la devise

nationale a continué à perdre de sa valeur. Depuis le 22 février, date à laquelle les autorités avaient abandonné l'ancrage de la monnaie qui était l'outil principal du programme de désinflation, la livre a perdu 32 % de sa valeur.

Les nouvelles mesures donnent la priorité à la restructuration du secteur bancaire dont la fragilité, de plus en plus apparente, a causé l'érosion de la confiance et précipité la crise actuelle. Une treizième banque en difficulté, Iktisat, a été placée sous la tutelle de l'Etat le 15 mars, rejoignant ainsi à l'infirmerie des banques malades douze autres établissements privés.

La partie essentielle du nouveau

programme consiste dans le redressement des trois grandes banques d'Etat - Emlak, Halk et Ziraat - dont les pertes sur prêts subventionnés (*duty losses*), estimées à 20 milliards de dollars (22,2 milliards d'euros), placent un fardeau désormais insoutenable sur l'économie du pays. Ces trois banques seront placées sous le contrôle d'une administration commune et le gouvernement prévoit, à une date ultérieure, la fusion d'Emlak et de Ziraat. « Il y a des moments dans la vie des nations où une crise est une chance à saisir », a déclaré Kemal Dervis, ajoutant « celle-ci nous donne une opportunité de résoudre et d'éliminer des pro-

blèmes à long terme. »

L'« HOMME PROVIDENTIEL »

Le ministre de l'économie a estimé que 13 milliards de dollars seraient nécessaires pour desserrer la contrainte des liquidités des banques d'Etat. Les autorités prévoient également d'accélérer le programme de privatisation. 51 % de Türk Telekom seront vendus prochainement, de même que Turkish Airlines ainsi que les monopoles d'Etat sur l'alcool et le sucre. Bien que le FMI ait affirmé son soutien à la Turquie, les institutions internationales, désormais prudentes, attendent les signes concrets d'une véritable volonté

LE MONDE / JEUDI 15 MARS 2001

LE MONDE / SAMEDI 17 MARS 2001

de changement. Le FMI avait déjà promis 4 milliards de dollars dans le cadre de l'accord stand-by signé en décembre 1999 et 7,5 milliards de crédits supplémentaires après la crise de novembre.

Kemal Dervis - qui a récemment quitté son poste de vice-président à la Banque mondiale pour répondre à l'appel au secours de la patrie - est perçu en Turquie comme l'« homme providentiel », le sauveur capable de restaurer la confiance des institutions internationales. Sa réputation, acquise au

cours de vingt années de service à la Banque mondiale, et son désir évident de rendre l'économie turque plus transparente sont en effet des atouts importants. Reste à savoir si ce technicien pourra imposer sa volonté à ses collègues au sein du gouvernement.

Le climat d'incertitude avait déclenché une première crise financière en novembre 2000. Il était dû en grande partie aux retards accumulés dans le processus de réforme. La vente des entreprises publiques et la restructuration des ban-

ques d'Etat impliquent en effet une transformation profonde du système politique lequel s'appuie largement sur le clientélisme. Les dirigeants de la coalition n'ont pour l'instant pas entièrement convaincus les marchés financiers de leur détermination.

La tâche de Kemal Dervis s'annonce dès lors ardue. Le ministre ne cache pas que la situation financière du pays est grave. Dans l'imédiat, les autorités turques font face à des échéances importantes : 3 milliards de dollars de dette inter-

ne devront être remboursés le 21 mars. Ce qui forcera le gouvernement à emprunter à nouveau sur le marché domestique. Bien que le gouvernement insiste sur le caractère « national » du nouveau programme - dont les détails devraient être dévoilés la semaine prochaine - une injection de capitaux étrangers sera nécessaire pour sortir la Turquie de la mauvaise passe actuelle.

Nicole Pope

Le programme turc d'adhésion à l'UE loin de satisfaire les demandes européennes



ANKARA, 19 mars (AFP) - 17h59 - La Turquie a adopté lundi un programme de réformes en vue d'adhérer à l'Union européenne loin de répondre aux demandes de l'Europe sur l'octroi de droits culturels aux Kurdes, l'abolition de la peine de mort et une diminution du rôle de l'armée.

Le "programme national", entériné en conseil des ministres, prévoit en termes généraux des amendements légaux pour améliorer la liberté de pensée et d'expression, les conditions dans les prisons, et la lutte contre la torture.

Mais il exclut un enseignement en kurde, maintenant que la "langue officielle de la Turquie, y compris dans l'éducation, est le turc". Il reconnaît aux citoyens le droit "d'utiliser librement des langues ou dialectes différents dans leur vie quotidienne", à condition que cela ne soit pas dans des "butts séparatistes", en allusion à la rébellion kurde.

Le programme laisse au parlement la responsabilité de se prononcer, à moyen terme, sur une abolition de la peine de mort.

Il décrit comme un organe "consultatif" le Conseil national de sécurité (MGK), instance dominée par l'armée réunissant les plus hauts dirigeants civils et militaires à travers lequel ces derniers pèsent ouvertement sur la vie politique.

Son rôle et sa structure, ancrés dans la constitution comme dans les mentalités dans un pays où la population fait apparemment plus confiance à son armée qu'à ses hommes politiques, doivent être revus "à moyen terme".

La Turquie a été déclarée candidate à l'UE en décembre 1999, mais doit remplir les critères de Copenhague sur le respect des droits de l'homme et de la démocratie pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion.

"C'est loin de ce qu'on attendait, la formulation est très faible", souligne un diplomate européen sous couvert de l'anonymat.

Ce programme est le fruit d'un compromis entre les partenaires de coalition du Premier ministre Bulent Ecevit: son parti de la Gauche démocratique DSP (gauche nationale), le parti de la Mère patrie ANAP (centre droit) et le parti de l'Action nationaliste MHP (extrême droite).

Le MHP est opposé à des droits culturels pour les Kurdes, comme l'armée, y voyant un risque de division pour la Turquie, après 15 ans de guérilla séparatiste du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le Sud-Est à majorité kurde, de 1984 à 1999.

A l'appel de son chef Abdullah Ocalan, arrêté en février 1999 et condamné à mort en juin suivant, le PKK a annoncé son abandon de la lutte armée, sans convaincre l'armée turque.

Le MHP est également opposé à l'abolition de la peine de mort à cause d'Ocalan. Il avait mené campagne pour son exécution avant son arrivée au pouvoir aux législatives d'avril 1999.

La Turquie a repoussé son exécution dans l'attente d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme.

Mesut Yilmaz, ministre chargé de l'Europe et chef du parti de la Mère patrie (ANAP, centre droit), a souligné devant la presse que le programme "doit être achevé en cinq ans au plus. Sinon je crains que nous n'arrivions plus à suivre le calendrier d'élargissement de l'UE".

"La balle est toujours dans le camp de la Turquie", souligne un autre diplomate européen. "Les Européens peuvent dire que ça ne va pas assez loin, mais c'est aux Turcs de fixer le rythme. Au moins, le programme fait passer le message que le gouvernement reste engagé dans le processus européen malgré tous les problèmes".

Businessmen in Baghdad; US no problem if Turkey does not violate UN sanctions

- As a Turkish businessmen group visits to Iraq to boost economic relations, the US Administration says there is no problem in Turkey's trade with Iraq if it does not violate UN sanctions

Ankara - Turkish Daily News

Foreign Trade Undersecretary Kursad Tuzmen said Turkey could increase exports to Iraq from \$375 million to \$1 billion this year if the necessary steps were taken.

The Turkish foreign trade delegation was headed by Tuzmen and arrived in Baghdad on Tuesday after a difficult journey. It is aiming at developing economic relations between the two countries. The visits was organized by Uludag Exporter's Union and is expected to last five days.

Speaking before the start of their official meetings in Baghdad, Tuzmen said they would make great efforts to boost economic ties with Iraq, and they had seen the same efforts from the Iraqi side.

Uludag Exporter's Union Chairman Sevket Ilgat also said Iraq would open new tenders in many fields in the upcoming days, therefore Turkish entrepreneurs should follow the economic developments in Iraq.

Despite Baghdad's complaints about Turkey letting American and British warplanes bomb Iraq and the United States' being lukewarm to Turkey's aim to improve economic ties with Iraq, the trade delegation of 164 people started their Iraqi trip on Tuesday.

It seems that these kind of visits will be helpful for Turkey to overcome the economic crisis by increasing exports to neighboring countries.

Meanwhile the U.S. Administration said there was no problem in Turkey's trade with Iraq as long as it did not violate U.N. sanctions.

In a press conference, U.S. Secretary of State Spokesman Richard Boucher said the United States and Turkey had been in consultation on these issues, and Turkey could make economic contacts with Iraq without violating the embargo.

Iraqi Industry Federation Chairman, Ihsan Abdurrazzak, previously stated in the weekly Al Ittihad that the Turkish delegation's visit to Iraq was very important in terms of developing trade between the two countries. Iraqi industrialists want to improve economic ties with Turkey, Abdurrazzak said before Tuzmen's visit, and another Turkish businessman delegation of 50 people would visit Iraq as well.

Speaking before his departure to Baghdad, Tuzmen told reporters on Monday that Turkey had a very low trade volume with its neighbors and they were working to increase this volume.

Pointing out that Turkey was the countries most affected by the Gulf War, Tuzmen said Jordan's economy had increased five fold since the Gulf War. He also added that the floating currency system would be a beneficiary for Turkey's export.

Article 312 Defines the Future of Politics

Turkish Probe March 18, 2001 by Kemal Balci

Famous Article 312 of the Turkish Penal Code, which is known as "thought crime," begins to effect the future of the Turkish political scene. Article 312 covers the crime of "inciting people to hatred and enmity on the basis of ethnic, religious, regional and sectarian differences." This article is shadowing the future of a number of remarkable leaders, especially those who are pro-Islamists. Those who are sentenced on charges of violating Article 312, even if they have paid their punishment or are conditionally released, cannot return to politics. The last remaining ray of hope for a number of politicians, including Necmettin Erbakan, Tayyip Erdogan and Hasan Celal Guzel, is to carry the case to the Constitutional Court.

Founder and former Chairman of the Rebirth Party (YDP) Hasan Celal Guzel had to resign from his office after being convicted for provoking hatred while making a speech. After completing his imprisonment, Guzel registered himself as an ordinary member of the YDP. However, the Prosecutors Office of the Court of Cassation, which

monitors political parties, decided that this move is a violation of Political Party Law and asked the YDP to cancel Guzel's membership. This notice means that those who are convicted under Article 312 of the TCK are banned from politics for life.

The situation that Hasan Celal Guzel faced is an exemplar for some important figures of political Islam, who were also sentenced on charges of violating Article 312. Former leader of the defunct Welfare Party (RP) Necmettin Erbakan was politically banned for five years on charges of causing the closure of his party. At the same time, Erbakan was also found guilty on charges of provoking people by discriminating on the basis of ethnicity in an open air meeting in Bitlis. But he was not imprisoned due to the Reprieve Law.

According to the final decision of the Prosecutors Office, Erbakan will never be able to return to politics although the verdict against him was postponed under the Reprieve Law.

Erbakan's ambition was to become the leader of the legal party of the political Islamic movement, the FP. In light of this, his lifelong political ban affects the balances and disputes inside the party.

Previously, the Constitutional Court decided to widen the closure case against the FP due to the fact that Necmettin Erbakan's name was frequently mentioned in an FP congress. The big guns of political Islam are planning to form a brand new party if the Court closes the FP. But now, they have to find a new leader as there is no way for Erbakan to return to politics.

Meanwhile, former Greater Istanbul Mayor Recep Tayyip Erdogan, known as a very important name in the political Islam movement, has completed all the preparations in an effort to form a new party to carry the flag of Islam.

Erdogan was tried and convicted on charges of violating Article 312 due to reading a poem which the court had decided had incited the people to hatred and enmity on the basis of religious differences in his address to the people of Siirt. He completed his imprisonment but the duration of his political ban remain uncertain. Believing that he will be banned from political life will be as long as his imprisonment period, Erdogan began the preparations of forming a party. He calculated that his ban would be lifted in 2002, giving him the opportunity to become the founder and the leader of a new party.

Erdogan has a great influence among political Islamist circles and almost all of the public opinion polls reveals that he will become the political leader of the future. In this light, the decision of the Court of Cassation's Prosecutors Office creates a shocking effect on Erdogan. It means that Erdogan, who is viewed as the natural leader of the reformist wing in FP, cannot form a party and even he cannot become a member of any political party. This fact has urged reformists to seek a new leader from amongst themselves.

The last hope for Erdogan is to apply to the Constitutional Court. Hasan Celal Guzel's path will be a pattern for him. It is expected that YDP will not obey the decision of the Court of Cassation and the Prosecutors Office of the Court of Cassation will apply to the Constitutional Court for the closure of the YDP. The decision of the Constitutional Court will display a path for politically banned politicians to follow. The decisions of the Constitutional Court are final and for this reason politically banned politicians view this case as the last hope.

If the situation turns out that the leaders banned from politics, the so-called victims of Article 312, are not able to practice politics at all, the way will be opened for new actors to enter into political Islamic scene, when new parties are being established. Islamists in politics, who have raised great hopes for the possibility of a party to be founded by Recep Tayyip Erdogan, will have to continue their quest with Abdullah Gul, the leader of the reformist wing within the FP. It is known that Gul has been preparing for such a development for some time now and is continuing to gather people for the new party to be established any time.

The reformist wing within the FP is preparing to establish a new party, which will embrace not only those who believe in political Islam, but a broad spectrum of all conservative voters. Upon the establishment of such a party, it is expected there will be a strong interest not only from FP voters, but also from the voters of the central right parties, the True Path Party (DYP) and the Motherland Party (ANAP). As long as the shadow of the Article 312 remains over the old leaders, the establishment of new parties will require new names, and hence facilitate a diversification in the political spectrum. Article 312 will work in two ways, while making the old leaders ineffective, it will lead the emergence of new leaders.

* * * * *

Iraq accuses UN official of recruiting US spies for Kurdistan

AFP 18 Mar 2001

BAGHDAD, March 18 (AFP) - 12h28 - The head of the United Nations oil-for-food programme for Iraq is recruiting spies to work in parts of Iraqi Kurdistan, a newspaper charged Sunday.

"(Benon) Sevan asked the Security Council during a debate on the difficulties in the northern provinces to recruit foreigners," said Babel, run by President Saddam Hussein's eldest son Uday. "But what Sevan omitted to say is that the foreigners that he wants to recruit for his programme are spies paid by the United States, Britain and the Zionist entity and have nothing to do with implementing his humanitarian programme."

The daily charged that UN personnel "do not distribute all the quota of food" earmarked for Kurdistan but "steal and sell (part of) it in league with the traitors". The newspaper was referring to Kurdish leaders in northern Iraq who have operated independently of the Baghdad regime and under the protection of US air power since the Gulf War in 1991.

The United Nations in Baghdad could not be reached immediately for comment. Iraq protested to the world body at the end of February over UN personnel in Iraqi Kurdistan and warned that Baghdad could take "necessary measures".

"The behaviour and actions of UN employees in northern Iraq constitute a flagrant violation of the UN charter and rules on its activities in Iraq," said Foreign Minister Mohammad Said al-Sahhaf.

Sahhaf said certain UN employees were not respecting the terms of the UN oil-for-food programme which began at the end of 1996 to alleviate suffering caused by international sanctions.

* * * * *

Chinese Firm Probed On Links With Iraq By Colum Lynch

Washington Post March 17, 2001; Page A16

UNITED NATIONS, March 15 -- Huawei Technologies, the Chinese company suspected of installing fiber-optic cables to improve Iraqi anti-aircraft batteries, has been seeking U.N. approval for more than a year to sell Iraq about \$34 million in fiber-optics and related equipment, according to U.N. documents and diplomats.

Pentagon officials have accused the company of laying optical communications cables between Iraqi anti-aircraft batteries, radar stations and command centers, which they say could significantly aid Baghdad's efforts to shoot down U.S. warplanes patrolling the "no-fly" zones over northern and southern Iraq. The Pentagon officials cited the alleged construction work as the primary reason for a joint U.S.-British air raid on Feb. 16, the largest strike against Iraq in two years.

Since the airstrike, the Bush administration has asked the Chinese government to investigate whether Huawei Technologies violated U.N. sanctions by selling Baghdad fiber-optic cables for military purposes. China initially denied the U.S. allegation, then promised to look into it, suggesting -- at least publicly -- that officials in Beijing knew nothing about it. The confidential U.N. documents prove that the Chinese government has long been aware of the company's desire to sell advanced communications equipment to Iraq, although they do not indicate whether China knew the fiber-optic gear was intended for military purposes.

In April and December 1999, Chinese diplomats applied to a U.N. sanctions committee for approval of two contracts for Huawei Technologies to supply Baghdad with "telecommunications equipment and switching systems." U.N. diplomats familiar with the proposed sale said that at least one of the contracts specifically referred to fiber-optics.

In late 1999 or early last year, the United States and Britain placed "holds" on the contracts, demanding that Huawei provide more detailed information on the equipment and a clearer explanation of how and where the gear would be used. Both the applications and the holds are still pending. It is not clear whether the company, frustrated with the approval process, went ahead and sold the equipment to Iraq. The alleged work on the anti-aircraft batteries could have taken place clandestinely while applications for legitimate civilian projects languished.

shed at the United Nations. A spokeswoman for China's mission to the United Nations declined this week to comment on the Huawei deal, but said that "if any individual company was found to be involved in such contracts that violate Security Council resolutions on Iraq, the Chinese government will seriously investigate and prosecute it."

Iraqi imports are required to go through the United Nations' "oil-for-food" program, a humanitarian exemption to the sanctions that allows Iraq to sell oil and use the proceeds to buy food, medicine, other necessities and some equipment for rebuilding the country's battered infrastructure.

Iraq has complained that the United States and Britain, using their powers as permanent members of the U.N. Security Council, have placed "holds" on a vast array of contracts, including nearly 50 percent of the more than \$1 billion in telecommunications and transportation purchases submitted for approval.

U.S. officials say part of the problem is that Iraq will not allow independent experts the unfettered access necessary to ensure that the equipment is not diverted to military purposes.

"We have concerns about telecommunications contracts because of the possible diversion to defense uses," a State Department official said. "But we have allowed certain telecommunications equipment with less sophisticated technologies." Other Security Council members -- including China, France and Russia -- contend that the United Nations does have the ability to monitor telecommunications imports. One Security Council diplomat argued that the United States routinely holds up many legitimate business deals, encouraging the Iraqis to acquire goods illegally.

"If you play the legal game, your contracts will be blocked without any reason and without any monitoring," the diplomat said. "There are about 10 or 12 observers in the telecommunications sector in Iraq, but they've got nothing to observe." Facing criticism of its Iraq policy from European allies as well as Russia and China, the Clinton administration last summer modestly loosened up on the telecommunications sector.

U.S. officials maintain that they have not targeted Chinese companies, noting that they have blocked similar deals by European firms. Overall, China has submitted to the United Nations more than 60 contracts for telecommunications and transportation equipment. The United States and Britain have placed holds on 24 of them.

In December, U.S. officials met with Chinese government and business officials, including a Huawei representative, to explain what is required to obtain U.S. approval of telecommunications deals with Iraq.

"We lifted some Chinese contracts," said a State Department official. But when fiber-optics came up, the official added, "we indicated that it was a higher level of sophistication than we were comfortable with."

* * * * *

SMUGGLERS THUMB NOSES AT SANCTIONS 'EMBARGO CATS' IN IRAQ AIDED BY ARAB NEIGHBORS AND EUROPEANS

By Hugh Delliios Chicago Tribune March 19, 2001

BAGHDAD -- Along trendy Arafat Street, the shops these days offer knockoff Korean televisions, Swiss watches and Italian suits freshly smuggled in for a new class of rich Iraqis called the "embargo cats."

In the city's largest hotel, the El Rasheed, among those walking over the likeness of former President George Bush engraved disdainfully in the marble floor is a delegation of 300 business leaders from Turkey, which is otherwise an ally of the United States.

A decade after the Persian Gulf war, Baghdad is awash in signs of how support for the U.S.-led economic blockade against Iraqi President Saddam Hussein is breaking down. From Russia, Italy, Malaysia and elsewhere, traders arrive on sanction-busting flights or through porous borders where customs officials once in favor of the United Nations sanctions now turn a blind eye. The merchants and smugglers are lured by billions of dollars in Iraqi oil money. They say they no longer see the logic in an embargo that has left the Iraqi people destitute and Hussein still in power.

That is the dilemma the Bush administration faces as it searches for a new policy on Iraq, one that will help rebuild a UN coalition committed to keeping Hussein from rebuilding his weapons of mass destruction and threatening Kuwait and his other Arab neighbors.

As it is now, the slow collapse of the embargo has encouraged Hussein in his defiance of the UN and its demand that he allow weapons inspectors back into Iraq. As he negotiates with UN officials, he also has launched a campaign to coax Arab states into abandoning the sanctions.

'World coming to Iraq'

"The world is coming to Iraq now," claimed Abdul Razek al Hashimi, a former Iraqi diplomat who runs the pro-government Organization of Friendship, Peace and Solidarity with Iraq. "It is not only the Iraqis saying enough is enough. The world is saying enough is enough."

Ten years old, the UN sanctions against Iraq have had bittersweet success. While they may have kept Iraq from rebuilding its army, they have nearly ruined a proud Iraqi society, fallen short of undermining Hussein's government and in fact may have strengthened him. Under the sanctions, imposed after Iraq's 1991 invasion of Kuwait, no nation is allowed to trade with Iraq until the regime proves it has destroyed its nuclear, chemical and biological weapons.

Under a UN oil-for-food program approved in 1996, Iraq is able to sell billions of dollars of oil each year to buy food and medicine. But to keep Hussein from buying weapons, the cash is handled by UN officials.

Nevertheless Hussein's regime was given control of distributing the all-important food rations to Iraqis. And despite the UN humanitarian program and charges that Hussein exploited his people's suffering, he has successfully deflected blame for his nation's problems onto the U.S. and UN.

Hussein rebuilds standing

Meanwhile Hussein has rebuilt his standing among Arab nations with the help of the faltering Mideast peace process. As anger mounted against Israel and the U.S., he was seen as a hero for his defiance and a victim of American double standards regarding weapons in the region.

After a visit to the Middle East last month, Secretary of State Colin Powell said that correcting the anti-American images and refocusing on Hussein was the first step in reforming U.S. policy on Iraq. He has tried to win support for "smarter" sanctions that would shift the burden away from Iraqi civilians.

During his visit, Powell also warned that a lot of items Iraq could use for military purposes could be smuggled into Iraq no matter what kind of controls were implemented. "You know, they've been known to smuggle in Mesopotamia, and they've been doing so for a couple thousand years," Powell said.

The Bush administration had hoped to present a new sanctions proposal to an Arab summit in Jordan next week. Iraqi officials, fearing the U.S. will regain Arab backing, have tried to keep the issue off the agenda.

In this ancient capital on the banks of the Tigris River, appearances can be deceiving when it comes to the impact of the sanctions. For the most part, Baghdad has been rebuilt. Just about the only reminders of the "mother of all battles" are monuments to those killed. Hussein has gone on a spree of palace-buildings that his spokesmen explain as job-creation projects.

Iraqis and diplomats say that for all its ill effects, the embargo has promoted ingenuity and homegrown entrepreneurship, reflected in a surge of new companies on Baghdad's small stock exchange. The most successful are the "embargo cat" smugglers and dealers who found ways to break the blockade, often with the help of connections to the regime and Iraqi front companies in neighboring countries.

"The Iraqi people are very clever," said Ali Khafaji, 36, one clothing-store owner who began importing knockoff Italian suits through Syria this year. "It is useless to have an embargo against a rich country."

While most Iraqis are much too poor to shop in Khafaji's store, the UN says they finally have been aided somewhat by the oil-for-food program, which was expanded in 1999. In its latest status report, the UN noted an increase in the average calories each Iraqi is consuming every day and said the oil-for-food program has "contributed to arresting the declined of, and in some parts improving, living conditions in Iraq."

Yet, the report also reflected how profoundly the sanctions have devastated Iraqi society. It noted chronic malnu-

trition among children and said Iraq's infant mortality rate had nearly doubled to more than 1 in 10 babies before the age of 1.

Major repairs needed

UN experts say major repairs are needed to the nation's crumbling water and power systems if further improvements are to be made in the health of Iraqi children, but the embargo bars some necessary equipment.

The sad effects of the embargo can be seen all over: On a busy street three men get down on their knees to scoop the last few beans from a spilled bag. At the front gate of the UN compound, a sobbing woman waits with an unfilled prescription in her hands.

While store shelves and market stalls are filled with consumer goods, doctors and professors can't buy them because they earn only \$16 per month. Their books and furniture already pawned, they now sell their gardens to "embargo cats." Shihad Mohammed, 4, sits wide-eyed on a bed in an oncology ward. Her family sold its furniture and now sells part of its monthly food ration to buy medicines for her leukemia treatments, but her doctor worries that a simple but untreated viral infection might spread and become fatal.

"We put whatever we have into helping her. It is agonizing," said Shihad's mother, Amal Abbas, who has another daughter, age 2.

Tragic stories like that have undermined support for the embargo almost from the moment it was imposed. Arab states began to back away from it for political reasons after the 1998 bombings.

* * * * *

Turkish Cabinet OKs EU Program

AP 19 March 2001 By SELCAN HACA OGLU,
Associated Press Writer

ANKARA, Turkey (AP) - Turkey's Cabinet on Monday approved a sweeping program that promises political, economic and legal reforms aimed at eventually gaining membership in the European Union (news - web sites).

The program comes amid a major financial crisis, which will probably slow any such reforms. And it remained unclear how far the government will be able to go in addressing such crucial issues as the rights of Kurdish minorities, the role of the military in politics and the dispute over the divided island of Cyprus.

Although the program is likely to fall short of EU demands, the reforms are a step toward reforming society and joining the 15-nation bloc, a long coveted goal. "Our main goal is to start the negotiation process (for membership) as soon as possible," said Deputy Prime Minister Mesut Yilmaz. "Our government has the determination to carry out all that is needed for that goal."

The program, which Yilmaz will present to parliament on Thursday, promises to:

- give priority to developing freedom of speech "in accordance with European norms;"

- crack down on torture, which is still believed to be widespread in Turkey;

- review the death penalty and states that until there is a change, the current policy of not carrying out death sentences will be maintained;

- and offer greater freedom of organization for trade unions.

The program also hints that Turkey may take steps toward granting cultural rights to Kurds. It states that citizens are free to speak whatever language they like and cautions that such freedoms cannot be used to promote separatism.

The far-right Nationalist Action Party, a partner in the coalition government, and the powerful military have long maintained that allowing Kurds to broadcast or teach in Kurdish would stoke Kurdish nationalism and could eventually lead to the division of the state.

The EU has called on Turkey to curb the military's influence in politics, introduce more democratic guarantees into the constitution and make human rights improvements before it will even start membership negotiations.

But the program defends the National Security Council, the most influential institution in the state and one in which the military has strong influence. Despite the measures approved by the Cabinet on Monday, many believe the recent financial crisis, which has led to a sharp fall in the value of the lira, will hamper Turkey's reform program.

On Monday, Turkish economy minister Kemal Dervis said Turkey has reached a framework agreement with the International Monetary Fund (news - web sites) that is likely to bring in much needed fresh loans.

The EU accepted Turkey as a candidate for membership in late 1999. In March 2000, the EU formally adopted a plan setting out reforms Turkey needs to adopt in order to one day join the bloc. When the plan was first proposed, Turkey reacted with anger that the EU had linked Turkey's membership prospects to progress toward a solution of the division of Cyprus.

Turkey supports efforts to find a solution to the division of the island so long as the breakaway Turkish Cypriot republic is recognized as equal to the Greek Cypriot government, according to the program. The self-declared Turkish Cypriot republic is recognized only by Ankara. The Cabinet said Turkey will also maintain dialogue with EU member Greece toward solving their long-running territorial conflicts in the Aegean Sea.

* * * * *

March 21, 2001

Iraq Dismisses Kuwait's Call for Lifting Sanctions

BAGHDAD (Reuters) - A leading Iraqi newspaper on Wednesday dismissed Kuwaiti support for lifting U.N. economic sanctions against Iraq as hypocritical, saying conditions demanded by Kuwait would prevent the embargoes being removed.

Tuesday, Kuwait's Foreign Minister Sheikh Sabah al-Ahmed al-Sabah said his country would welcome a call at next week's Arab summit to lift U.N. sanctions imposed on Iraq for its 1990 invasion of Kuwait.

But in a front page editorial, the official organ of the ruling Iraqi Baath party al-Thawra said it rejected any conditions for lifting the embargo issued by any party. "What is ironic in (Kuwait's) very hypocritical statement is that the foreign minister put "conditions" for lifting the embargo and said these conditions were put by the (U.N.) Security Council," the newspaper said.

"If you study these conditions you will find them similar to those demanded by America which means the embargo will not be lifted." The Arab summit, to be held in the Jordanian capital Amman from March 27-28, is expected to have the Iraq trade embargo at the top of its agenda. The United States said Tuesday it had found broad agreement among Arab leaders for introducing revised sanctions, despite a flood of Arab statements in favor of lifting the embargoes.

The U.S. wants to see restrictions on civilian goods eased while tightening restrictions on military equipment.

Sabah, who is on an Arab tour, said in Cairo Monday there was no question of turning the page with Iraq until Baghdad apologized for its 1990 invasion, released prisoners of war Kuwait says it holds and returned "stolen property." He also stressed the embargo was a U.N. decision rather than a Kuwaiti one.

Iraqi Foreign Minister Mohammed Saeed al-Sahaf said on Tuesday there would be no reconciliation with Kuwait at the Arab summit and reiterated Baghdad's demand that the summit call for the lifting of U.N. sanctions.

"We are not pinning hope on a summit in which rulers of Kuwait and other agents of America would try to foil," al-Thawra said.

* * * * *

Le Conseil de l'Europe demande une enquête sur les prisons turques

16 mars 2001

STRASBOURG (AP) -- Le comité de prévention contre la torture du Conseil de l'Europe a demandé vendredi à la Turquie l'ouverture dans les trois mois d'une enquête indépendante sur les soulèvements dans les prisons turques, qui s'étaient soldés par 32 morts.

Il a aussi pressé les autorités de mettre fin à la cruauté des traitements réservés aux détenus. Le comité s'était rendu en Turquie en décembre et janvier pour enquêter sur des allégations de torture après l'assaut donné par la police le 19 décembre dans 20 prisons où se déroulaient des grèves de la faim.

"Les informations recueillies suggèrent que les méthodes des forces de sécurité n'étaient pas dans tous les cas en rapport avec les difficultés rencontrées", a écrit Silva Casale, à la tête du comité, dans une lettre aux autorités turques. C'est particulièrement le cas dans la prison de femmes de Bayrampasa, où six personnes ont été tuées.

La Turquie affirme avoir ouvert une enquête dont les résultats seront exposés au Conseil de l'Europe, auquel elle appartient. Les 43 Etats membres de l'organisation sont tenus de respecter la Convention des droits de l'Homme et la Convention européenne de 1987 contre la torture.

Sept rebelles kurdes et deux soldats turcs tués dans un affrontement



DIYARBAKIR (Turquie), 19 mars (AFP) - 11h21 - Sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et deux soldats turcs ont été tués lors d'un affrontement dans le sud-est à majorité kurde, ont annoncé lundi les autorités locales.

Un huitième rebelle a été capturé pendant l'affrontement dont ni le lieu ni la date n'ont été précisés par les autorités chargées de l'état d'urgence à Diyarbakir.

En outre, huit rebelles kurdes qui fuyaient un camp du PKK dans le nord de l'Irak ont été capturés dans la province d'Hakkari, selon la même source.

Le PKK s'est retranché dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe.

Les corps de trois rebelles du PKK ont été exhumés dans la province de Batman lors d'un contrôle de sécurité, selon la même source.

Mercredi dernier, neuf militants du PKK avaient été tués au cours de combats avec l'armée et un soldat turc avait été tué par l'explosion d'une mine dans la province de Sirnak, selon les autorités.

Les combats dans le sud-est ont considérablement diminué depuis que le PKK a annoncé l'abandon de la lutte armée en septembre 1999, à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en Turquie pour trahison et séparatisme.

Mais l'armée turque a repoussé cette annonce et s'est promis de pourchasser les rebelles jusqu'au dernier.

Quelque 36.500 personnes ont été tuées dans les violences entourant le conflit entre l'armée et le PKK, qui avait pris les armes en 1984, selon un bilan officiel.



GILLES FAVIER, VU

Quatre des dix-huit sans-papiers kurdes en grève de la faim depuis le 16 février à Montpellier.

Un mois de jeûne pour 18 réfugiés kurdes

A Montpellier, les demandeurs d'asile espèrent une régularisation collective.

Montpellier correspondance

Chaque jour en fin d'après-midi, un groupe de dix-huit personnes, masquées et portant pancarte avec un nom et un prénom, viennent rappeler, au pied de la préfecture de Montpellier, la grève de la faim menée par dix-huit Kurdes de nationalité turque pour obtenir le droit d'asile territorial. Depuis le vendredi 16 février, ces militants anonymes rappellent leur condition de «sans-papiers». Au 29^e jour de leur grève de la faim, Tekin, Dogan et leurs seize compagnons n'ont plus la force de se lever, mais se disent «déterminés à aller jusqu'au bout».

Refus. Ils ont entre 18 et 49 ans, sont presque tous célibataires. Les uns sont arrivés il y a deux ans, d'autres douze, par la «filière», souvent en bateau à Marseille. A Montpel-

lier, ils ont rejoint un oncle, un cousin, travaillent au noir. A tous, le titre de réfugié politique a été refusé, et sept d'entre eux sont frappés d'un arrêté de reconduite à la frontière. Tous vivent à la merci d'un contrôle de police. Tous expliquent avoir de bonnes raisons pour ne pas retourner en Turquie. Leurs histoires se ressemblent. «Lycéen puis étudiant, j'ai animé des manifestations. J'ai été arrêté à plusieurs reprises par les autorités turques. J'ai un frère dans la guérilla, et mon père prête des locaux à un parti, l'Hadep. Ma famille est dans la collimatureur», raconte Dogan, 23 ans, désigné porte-parole du groupe. Tekin aurait pu interrompre son jeûne. Après plusieurs années de procédure, le tribunal

«Les Kurdes sont piégés entre une sale guerre qui sévit en Turquie et le légalisme hypocrite de la France. Le collectif de soutien

administratif de Montpellier vient d'annuler la décision du ministère de l'Intérieur, qui lui avait refusé le bénéfice de l'asile territorial, et celle du préfet de l'Hérault, qui ne lui avait pas délivré de titre de séjour. «Régularisés» in extremis vendredi dernier par la préfecture, cinq autres auraient aussi pu se désolidariser de leurs compagnons. Ils n'en ont rien fait. «Les Kurdes sont piégés entre une sale guerre qui sévit en Turquie et le légalisme hypocrite de la France. Ce mouvement collectif est le moyen ultime de refuser de se laisser enfermer dans ce piège», expliquent, dans un texte, Pascal Nicolas-Le Strat et Olivier Noël, enseignants à l'université Montpellier-III, et membres du collectif de soutien. Ils comparent le sort fait aux 900 naufragés de l'*Est Sea*, débarqués sur les côtes françaises le 18 février, au traite-

ment réservé aux dix-huit Kurdes.

Christ. «Alors que la préfecture s'est déplacée la semaine dernière à Béziers pour examiner les situations de quarante Kurdes arrivés par l'*Est Sea*, elle demande aux dix-huit Kurdes qui en sont à leur 29^e jour de grève de la faim de se déplacer, et d'examiner leur situation à raison de deux par jour. De qui se moque-t-on?», s'étrangle Madeleine Guyot, membre du collectif de soutien. Il fonde maintenant ses espoirs sur l'évêque de Montpellier, M^{gr} Jean-Pierre Ricard, égale-

ment vice-président de la Conférence épiscopale. En coulisse, après la prise de position officielle de l'Eglise demandant la régularisation de tous les sans-papiers non expulsables, il travaille à renouer les fils du dialogue entre la préfecture et les dix-huit Kurdes. Il a aussi appelé ce week-end au rassemblement des catholiques, citant le Christ: «J'étais étranger et vous m'avez accueilli.»

A la Maison des tiers mondes, lieu de rencontre d'une quarantaine d'associations et d'ONG où les grévistes de la faim ont trouvé un toit, on trouve que l'histoire repasse à nouveau les plats. En 1992, une dizaine de Kurdes de Turquie avait mis leur vie dans la balance pour obtenir une solution collective. Des représentants de l'Ofpra étaient venus sur place. Et avaient traité leurs dossiers. Au cas par cas ●

CATHERINE BERNARD

Kurdes, l'après-débarquement

Sur les 912 de Fréjus, 263 étaient inscrits hier dans le dispositif d'accueil.

21 MARS 2001



En guise de bienvenue, François Hollande ne leur avait pas vraiment promis d'avenir: il ne faut pas leur «donner l'illusion et l'espoir d'une intégration dans notre pays...» Un mois après le débarquement sur les côtes méditerranéennes de l'East Sea, les 912 boat people kurdes ont-ils entendu le patron du PS? Au 20 mars, dernier décompte officiel centralisé par le ministère des Affaires sociales, seuls 263 étaient encore enregistrés dans un dispositif d'accueil. Où vivent ceux qui sont restés dans l'Hexagone? Comment se passe leur hébergement en France?

En fanfare. A Fréjus, une fois munis de leur sauf-conduit, les naufragés, parqués en urgence dans une caserne désaffectée, commençaient déjà à se volatiliser. Lors de la fermeture du camp par le préfet du Var le jeudi 1^{er} mars, presque quinze jours après leur arrivée, 449 personnes devaient être prises en charge. Depuis, pratiquement deux cents d'entre elles ont disparu. A Modane, destination des premiers départs depuis Fréjus, sur les 82 Kurdes accueillis en fanfare, 34 se sont volatilisés ce week-end. «Rien ne laissait prévoir ces départs. La veille, certains parents nous demandaient même d'accélérer les cours d'alphabétisation. Les enfants étaient scolarisés depuis une semaine», raconte François Novellino, le directeur du centre. L'installation dans ce centre savoyard de la Croix-Rouge, suivie par les caméras, avait symbolisé l'accueil humanitaire des Kurdes. Aujourd'hui, on sait qu'elle n'était que le préalable à une hémorragie vers l'Allemagne, qui ne s'arrête pas.

Autre exemple, à Béziers, dans l'Hérault, 34 Kurdes étaient accueillis par les permanents de la Cimade. Hier, il n'en restait aucun. Déjà, la semaine dernière, plusieurs familles avaient pris la poudre d'escampette. Mi-février, elles avaient quitté Fréjus pour l'Allemagne, s'étaient fait réacheminer vers la France par les autorités allemandes. Logées un temps à Strasbourg, elles avaient été réexpédiées sur Fréjus, avant d'atterrir à Béziers. Ces familles, comme les autres, ont très certainement tenté à nouveau leur chance outre-Rhin, où leurs parents les attendent. Hier, la

dernière famille de six personnes, présente à Béziers, a disparu au petit matin. Tout comme une autre de même taille, hébergée à Lioux, près d'Avignon. Ces deux ménages, très liés, réclamaient depuis quelques jours leur rapprochement géographique.

Il est vrai que la répartition des Kurdes a produit leur éparpillement dans une douzaine de départements. En plus de Lioux, Béziers, et Modane, 16 Kurdes se trouvaient hier encore à Manosque, (Alpes-de-Haute-Provence) 31 à Istres (Bouches-du-Rhône), 22 à Nogent (Oise), 6 à Châlons (Marne), 50 à la Queue-les-Yvelines, 13 à Migennes (Yonne) et 52 à Lagrasse (Aude). Les organismes d'accueil ont des statuts variés: Croix-Rouge, Sonacotra, grande pourvoyeuse

Dans tous les centres d'accueil, ces dernières semaines ont été consacrées à recueillir les témoignages de persécution nécessaires à la constitution des dossiers de demande d'asile.

de foyers pour travailleurs immigrés, auxquelles s'ajoutent des associations spécialisées dans l'asile comme France terre d'asile, Forum Réfugiés ou la Cimade.

Dans tous les centres, ces dernières semaines ont été consacrées à l'installation et surtout, à la constitution des dossiers pour l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). L'un des enjeux cruciaux était de faire comprendre à ces demandeurs d'asile que l'obtention du statut de réfugié dépendait de leur

récit. Et que l'Ofpra exige un rapport circonstancié détaillé, et personnel.

«Des inférieurs.» Alors qu'après leur arrivée, beaucoup de Kurdes restaient figés, choqués de leur péripétie, méfiants, ils se sont mis à raconter leur trajectoire. Au travers de témoignages convergents, se dessine la persécution au jour le jour. Dans les récits que Jean-Pierre Cavalié de la Cimade a pu recueillir, à Istres et Manosque, les Kurdes décrivent des discriminations systématiques. Les yézidis, Kurdes non musulmans, sont dits adorateurs du diable, racontent-ils. On leur interdit de parler leur langue. «On est vu comme des inférieurs», rapportent les Kurdes. A

l'école, on les réprime car ils parlent mal l'arabe. Très souvent, les enfants sont punis au tableau, prennent des coups de bâton sur le corps, la tête, les pieds.

Autre lieu de sévices, le service militaire. Beaucoup de jeunes gens reportent, en payant, leur incorporation. Des mots surgissent: «torture», «suicides», «arrestations». Les femmes sont parfois enlevées, violées puis rendues. Quand un jeune déserte, des Irakiens rendent visite à sa mère ou à ses sœurs pour le sanctionner. «Ma mère a été embêtée», lâchent certains, sans pouvoir dire plus. Les témoignages de grands-parents, parents et enfants attestent que ces persécutions existent depuis plusieurs générations. A Villeurbanne, les spécialistes de l'asile ont constaté que les Kurdes commencent à «se réapproprier leur culture». Ainsi, ils donnent leurs noms d'avant l'arabisation forcée, alors qu'à Fréjus lors de l'établissement des fiches d'identités, ils avaient indiqué leurs noms officiels, arabisés.

Délivrance. Pour recueillir ces récits, il a fallu effectuer un véritable travail d'accompagnement que Jean-Pierre Cavalié décrit comme «un accouchement. Avec la douleur, mais aussi la délivrance». Parfois, comme à Villeurbanne, à Béziers, ce travail a été mené par des militants, familiers du droit des étrangers et de l'asile. Des interprètes - dont certains étaient présents à Fréjus et avaient gagné la confiance des naufragés - ont été mobilisés.

Ce travail n'a pas été effectué partout avec la même facilité. A Modane, la Croix-Rouge a payé les interprètes, mais c'est un volontaire de la Ligue des droits de l'homme qui a fait, durant trois semaines, l'aller-retour (150 km) entre le centre et Chambéry pour recueillir les témoignages. Dans les foyers Sonacotra, les travailleurs sociaux ne sont arrivés que tardivement. Malgré ces disparités, parmi les Kurdes qui se sont évanouis dans la nature et que l'Allemagne retrouvera peut-être sur son sol, certains avaient eu le temps de raconter des drames personnels. Mais, évaporés, ils ne pourront jamais bénéficier du statut de réfugié ●

CHARLOTTE ROTMAN

Amnistie refusée pour un ex-adjoint du chef rebelle kurde Ocalan



DIYARBAKIR (Turquie), 23 mars (AFP) - 11h33 - Un tribunal de Diyarbakir (sud-est) a refusé vendredi le bénéfice d'une amnistie partielle à un ex-lieutenant du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, Semdin Sakik, condamné à mort en 1999, a constaté l'AFP.

Sakik, un commandant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), ne peut bénéficier de la "loi sur les repentis" car il avait une position dirigeante et s'est rendu responsable d'actions violentes, a estimé le tribunal en rejetant sa demande.

La loi s'applique aux rebelles qui se rendent et donnent des informations sur le PKK. Mais elle exclut ses fondateurs, dirigeants, cadres ou tout membre ayant tué ou blessé des membres des forces de l'ordre turques.

Sakik avait été condamné à mort pour trahison et séparatisme pour son rôle dans les 15 ans de lutte armée du PKK pour un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Lors de son procès, il avait proclamé son abandon de la lutte armée et vivement critiqué Ocalan, lui aussi condamné à mort, en juin 1999, pour les mêmes motifs.

Sakik était un important commandant du PKK avant sa rupture avec Ocalan suite à un désaccord sur la stratégie du parti. Il avait alors fait défection et trouvé refuge avec son frère auprès d'une faction kurde du nord de l'Irak. Tous deux avaient été arrêtés par un commando turc lors d'une opération dans la région en 1998.

Les combats dans le sud-est ont pratiquement cessé depuis que le PKK a annoncé son arrêt de la lutte armée et son retrait de Turquie en septembre 1999, prônant désormais une solution pacifique au conflit qui a fait 36.500 morts, selon un bilan officiel.

March 19, 2001

Hapless Hussein Opposition Has U.S. Looking Elsewhere Support for Iraqi National Congress has waned amid group's missteps on funding and recruiting.

By ROBIN WRIGHT Los Angeles Times

WASHINGTON--Despite millions of dollars in U.S. aid, the leading Iraqi opposition group has proved so hapless in making use of the money, accounting for it, finding recruits for Pentagon training and preventing its own fragmentation that the State Department is searching for alternatives.

The Iraqi National Congress is also now so out of favor in the Arab world and in Turkey that all but one of the states bordering Iraq have made clear to Secretary of State Colin L. Powell and other U.S. officials that they won't allow the group to operate out of their territories, officials say.

"Leaders in the region say that the INC now has no meaningful support left inside Iraq and even less ability to threaten, much less topple, [Iraqi President] Saddam Hussein. They see them as the gang that couldn't shoot straight," said a well-placed administration official. "So they see our involvement with the INC as a clear sign that we're not serious about changing the regime in Baghdad."

Although the INC still has support in key quarters of Washington, the growing questions about it mark a reversal of fortunes for a group once heralded as the "future liberators" of Baghdad led by the "George Washington" of Iraq.

In an attempt to prove the group's bona fides, INC leader Ahmad Chalabi was in Iran last week to set up an office in Tehran, to be paid for by U.S. aid--a move that required a special waiver from Washington because of American sanctions against Iran. The opposition group hopes to use Iran as a base from which to send about 100 operatives into northern Iraq in three-person teams to gather news and "political intelligence," according to U.S. officials and former intelligence agents who still have contact with the group.

But even this plan--which would be based out of the last front-line state to consider allowing the group to use its border with Iraq--has frustrated U.S. officials because the INC has not taken advantage of Pentagon training that might significantly enhance its ability to carry out this and other operations.

Many slots available for a wide variety of training courses have gone unfilled, according to U.S. officials. For other slots, the group came up late with names of Iraqi candidates, leading to a scramble to get them visas and accommodations. One of the most contentious issues, however, is funding. The INC was so slow to submit proposals for \$4 million from the last administration that the grant ran out last month after only half was spent. The INC had to reapply for it. So far, only \$3 million of the \$97 million in Pentagon training or used equipment, allocated by Congress in the 1998 Iraqi Liberation Act, has been used. An additional \$25 million in funding managed by the State Department is available to the group, but again its plans have stumbled on specifics and accounting.

One senior State Department official blamed some of the problems on a "learning curve" and said a still unfinished audit on the first part of the \$4-million grant had "no major problems with embezzlement."

Questions Whether Aid Will Continue

But a U.S. official familiar with the funding said "serious questions" remain about whether the group has the ability to provide either "an overall game plan or an accounting of its costs that would warrant that kind of ongoing cooperation." Citing the delicate diplomacy involved, most officials contacted for this article asked that they not be quoted by name.

The United States has tried to help by providing a lawyer, grant writer and accountant to assist in outlining how the group could use U.S. aid and how to account for funds after they have been spent, as U.S. law requires. But the INC still has major problems in meeting U.S. specifications, officials acknowledge.

The CIA, which played a major role in backing the INC from 1992 to 1996 when they both had headquarters in northern Iraq, has ongoing questions about how tens of millions of dollars in earlier funding were used, according to former intelligence agents who worked with the group. The INC was forced to abandon most of its operations in 1996 when Hussein's troops swept through northern Kurdistan.

"There's still a black cloud over the INC because of the black hole that money seemed to go into," a former intelligence official said. Because of past disputes over funds, as well as tactics and goals, the U.S. intelligence community is now loath to get involved with the group, he added.

The growing frustration has led the Bush administration to look for a wider group of Iraqi dissidents either to change the group's leadership or to give them some of the U.S. aid from the \$25 million that the INC has assumed it will receive.

Assistant Secretary of State Edward Walker met last week with three leading Iraqi dissidents outside the INC. He and other U.S. officials plan to talk to additional exiles.

"We're not walking away from the INC. We're broadening our scope," the senior State Department official said. "We want to include those elements not in the INC, particularly Sunni Muslim interests and those who represent military interests in Iraq. If we are going to be serious about this, we have to seek broad representation inside and outside Iraq and work to enhance the efforts of everyone."

Comparisons to Nicaragua Effort

The INC still has strong support in Republican quarters in Congress and in both the Pentagon and Vice President Dick Cheney's office.

"We support the INC 100%. The goal of our policy has to be the overthrow of Hussein, and the INC is the umbrella group willing to take the risks to do that," said Marc Thiessen, spokesman for Republicans on the Senate Foreign Relations committee chaired by Sen. Jesse Helms (R-N.C.).

"Our strategy in Iraq must be the same as in Nicaragua, which was to provide the means and training necessary for the Contras to take back their country. Every argument used against the INC was used against the Contras. Until the U.S. got serious about helping, the Contras also weren't any more organized than the INC. And with the Contras, we eventually overthrew a dictatorship together."

The INC's new Iran operation is critical as a way to prove that the group can be effective and deserves additional support. "This program is a test of the INC's ability to operate in an effective way, and then we'll see what the options are for further activities," the senior State Department official said.

If the group succeeds in its field operations, expands both leadership and membership, and accurately accounts for its expenditures in better-designed proposals, it could gain U.S. approval to open offices in Syria, Egypt and the Czech Republic, where Radio Free Iraq is based—pending approval of the three countries.

But even supportive U.S. officials acknowledge that the group is no longer the only outlet to challenge Baghdad.

"I have confidence that the INC could be a productive element in an overall U.S. program on Iraq," the administration official said. "But exactly how to get regime change will depend on a whole host of considerations, only one of which could be the INC." Another of the most contentious issues is Chalabi himself, whom critics now refer to as a "limousine insurgent" or an "armchair guerrilla with homes in Georgetown and London." For at least three years, the United States has been trying to get Chalabi to share power, without success.

Leader Called More Liability Than Asset

A former U.S. diplomat who had extensive dealings with Chalabi described him as "personally brave, very resourceful, extremely smart," but said he also has many negatives that increasingly make him more of a political liability than an asset.

"Most influential Iraqis don't see him as an acceptable leader," the envoy said. "And he isn't highly regarded by key states in the region, on which he has to depend to conduct meaningful operations against the regime."

Arab envoys interviewed last week used scathing or derisive language to describe Chalabi. One diplomat called him a crook. Chalabi was indicted in Jordan on charges of embezzling millions from Petra Bank, which he once headed. Chalabi claims the issue has been quietly resolved, which Jordanian officials dispute.

Chalabi is also a Shiite Muslim, which has increasingly given his group a Shiite flavor as it has fragmented.

"There are virtually no major Sunni figures in the INC. Kurds are there in name only, and they're doing nothing

to bring down the regime now. And other Shiites are not really players," the former intelligence official said. "So it's really just Chalabi alone."

Including Sunnis in either the INC or an alternative opposition force is critical because Hussein's inner circle and the political elite are predominantly Sunni. For a decade, U.S. intelligence has argued that the most likely regime change will be made by Sunnis close to Hussein, not exiled opposition groups.

To explore a role for Sunni exiles, Walker met last week with Gen. Najib Salihi, Hatem Mukhlis and Mudar Shawkat--all three Sunni Muslims. But U.S. officials fear that Chalabi may once again manipulate efforts to expand the INC or create alternative Iraqi opposition forces.

* * * * *

IMF Rebuffs Plea By Turkey for Aid

Washington Post 20 March 2001

By Molly Moore and John Ward Anderson

ISTANBUL, March 19 -- For a week, Turkish Prime Minister Bulent Ecevit has been asking allies and neighbors for \$25 billion to help rescue his country from its crippling financial crisis. Today he got an answer from one of the biggest potential donors, the International Monetary Fund: no, at least not until Turkey has done more to help itself.

"There's no question that external assistance would help Turkey," said Michael Deppler, director of the IMF's European department, after concluding two days of talks with Turkish financial officials. "But ultimately what is going to matter is good policies to keep the thing going well."

The IMF joins a growing number of Western nations and lending institutions offering little more than enthusiastic moral support to a country that the United States considers a critical NATO ally, a secular buffer in a region of expanding Islamic fundamentalism and an important developing market in the global economy.

On the same day that the Turkish government grappled over plans for righting its teetering economy -- the value of the currency has dropped more than 30 percent in the past three weeks -- the government released plans for economic, political and judicial reforms required for candidacy in the European Union. European diplomats in Ankara assessed Turkey's blueprint for reforms as vague at best and "a mess" at worst. Turkey's economic crisis -- ignited by political uncertainty, a corrupt and mismanaged banking system and the slow pace of financial reform -- underscores many of the concerns of the European Union in admitting Turkey to its ranks. Even though Turkish officials said today they were several weeks away from finalizing an economic stability plan, Ecevit chastised U.S. and European officials for doing nothing to help Turkey.

"The United States says no voice is heard from Europe, and Europe for its part says there is no word from the United States," Ecevit said this weekend in the Turkish daily newspaper Radikal. "They have to take action without awaiting each other. Time is important."

It was a caustic argument between Ecevit and President Ahmet Necdet Sezer over government corruption last month that sent the economy into a tailspin within hours of the fight at a National Security Council meeting.

"Turkey is quite capable of taking steps necessary to move beyond the current situation," U.S. Ambassador Robert Pearson said today in a speech to a Turkish science and technology group. "The U.S. stands ready to help Turkey meet these challenges." Pearson did not elaborate on what that help might entail.

IMF officials met with Turkish financial authorities through the weekend in an effort to reach agreement on ways to salvage the crippled banking system and financial programs; in the past 54 years, the IMF has participated in 17 failed financial rescue programs in Turkey.

"We're trying to establish a program not so prone to crisis as the one before," Deppler said today at a news conference carried live on national radio and television.

Deppler said the discussions with Turkish officials included no offers of additional money. The IMF has already committed \$11.4 billion in loans to Turkey -- most of it proffered after a financial crisis last November. Deppler said today that the IMF would work "within the parameters" of the \$6.25 billion of that loan package that Turkey has not yet used, but he also said the fund would consider speeding delivery of the money to Turkey and changing the restrictions on how it may be used.

Monetary and banking reforms have been a major component of the criteria Turkey must satisfy to be considered for EU membership, along with improvements in human rights and resolving the lingering conflict over Cyprus. The strategy Turkey released today for reaching those objectives appeared to fall short of EU expectations in many areas.

For instance, the plan is largely silent on the demand that Turkey expand language rights for its 12 million Kurdish citizens, saying those rights exist already. Instead of abolishing the death penalty, the document says the issue "will be taken up by parliament, in terms of its shape and scope." And rather than promising to guarantee freedom of expression, the plan proposes to "review" the matter. "The program is a milestone in the history of Turkey's efforts to join the EU, but it is a gravestone for their ambition of rapid accession," said a European diplomat in Ankara who asked not to be identified. The diplomat called the plan "weak," "noncommittal" and "a mess."

Another European diplomat, who also asked not to be identified, was less negative, saying the document lacked specificity, perhaps because it is a compromise by the three political parties in Turkey's weak governing coalition.

"The ultimate test is not what they say, it's what they do, and how they go about progressing is largely up to them," he said. "The door is open, and if they meet the requirements, they'll get it. But we can't do it for them." Seyfi Tashan, president of the Foreign Policy Institute, a think tank in Ankara, said the plan reflects political disagreements in the coalition government but takes huge strides forward. "They have accepted to change hundreds of laws, and that is a positive reply," he said, adding that the plan demonstrates Turkey's commitment to reform.

"Turkey is an emerging market with very high potential, and helping it will create job opportunities and business for the world," Tashan said. "Nobody wants Turkey to go down the drain, and assistance will be a good investment. It's not free money. It will be repaid."

* * * * *

March 22, 2001

Iraqis Now Daring to Talk of Life After Hussein

By JOHN F. BURNS New York Times

BAGHDAD, Iraq, March 15 On the eve of the gulf war 10 years ago, a Westerner visiting Baghdad could be sure of one constant in any conversation with an Iraqi: obsequious praise of Saddam Hussein, Iraq's often merciless ruler.

Usually, the phrases about "the Iraqi people's great leader, His Excellency Saddam Hussein," and the "glorious era" of his rule would have an edge of urgency, as if only an excessive display of loyalty could ward off the retribution Mr. Hussein has been known to exact for dissent, including summary executions of whole families.

But a visit to Iraq shows that even if little has altered in the way Mr. Hussein maintains control, something else has changed. Where once the verbal genuflecting would pour forth unprompted, it is now possible for a visitor to go days without anyone but the government "minder" who accompanies every visiting foreigner mentioning Mr. Hussein. More than that, growing numbers of Iraqis, seizing moments when the minders are distracted, are ready to take the risk of whispering their fear of the Iraqi ruler and the deep-seated hatred that they say he has engendered among this country's 23 million people.

Even more remarkable, officials at senior levels have begun to speak of a time when Mr. Hussein will no longer be the country's ruler, and even, in two interviews in the past 15 days, to allude to his eventual death.

Altogether, the changes could suggest that at 63 Mr. Hussein is seriously ill. A decade ago, for a foreigner even to hint that Mr. Hussein might be mortal was to court expulsion, and for an Iraqi official to do so was unknown.

The first of the two senior officials to broach the subject of Mr. Hussein in interviews was Abdul-Karim al-Hashemi, a former higher education minister with a doctorate in geochemistry from Boston University who heads the Organization of Friendship, Peace and Solidarity, an agency that is a prominent part of Baghdad's machinery for greeting foreigners. At the start of the interview, he was asked what he thought Americans should know about the state of affairs in Iraq.

Almost immediately, he began a discourse about the durability of the Baghdad regime and how it was not solely reliant on its current leader.

"To this day, people in America and Britain do not know that Saddam Hussein is not heading a one-man show,"

he said. "They don't know that the system Saddam Hussein has put in place is operating, not deteriorating, and not only operating, but developing."

Ten days later, a more senior official, Human Abdul Khaliq al-Ghaffour, inquired about the reporter's personal experiences as a lymphoma patient, a decade ago, and asked whether his visitor's lymphoma, a form of cancer, had spread to his bone marrow, and whether he had undergone a bone marrow transplant.

After arguing briefly that the United States should open a "dialogue" with Iraq, Mr. Khaliq then turned unprompted to the issue of Mr. Hussein's mortality. "We are proud of Saddam Hussein, of course, but we are realists," he said. "Even after years of his long life, and I hope that he will stay forever, we are human beings, we know that there is an end to life. But we have thousands of Saddam Husseins now, so we have nothing to fear, this is the reality."

Mr. Khaliq is regarded by Western intelligence as one of perhaps two dozen men who form an inner circle around Mr. Hussein. He has been information minister since 1997; before that, for 10 years until 1992, he was chairman of Iraq's Atomic Energy Commission and thus, according to Western intelligence reports, was deeply involved in Iraq's efforts to build nuclear weapons. Mr. Khaliq, 54, holds a doctorate in nuclear physics from London University.

Later, when Mr. Khaliq's remarks were passed along to other Iraqis, during moments of unmonitored conversation, several reacted with something approaching nonchalance, as if they had known that Mr. Hussein was not well. One man said his family had ties with the Iraqi leader going back nearly 20 years but that nobody in the family had seen him lately. He added: "But of course, he's sick. He's very sick. We know that."

Another man, a physician, said it was known that Mr. Hussein was ill, and that many Iraqis were commenting privately about the Iraqi ruler's seeming pallor and weight loss during recent appearances on television. But added, "If we talk of that, it's KALABOSH" an Arab word meaning handcuffs.

Rumors like these have surfaced before only to recede as the Iraqi ruler vigorously carried on. After talk five years ago that he had Hodgkin's disease, a form of lymphoma, Mr. Hussein appeared on television to boast that he was fit enough to swim the Tigris. Politically, too, he has seemed in many ways stronger than ever.

In the face of the harsh economic sanctions against Iraq over the past decade, he has defied the Western world over his secretweapons arsenal, and Iraqis say, exiles assert, enriched himself, his family and his cronies from black market dealings while millions of his countrymen have fallen into destitution. While blaming the West for Iraq's deepening poverty, he has continued building vast marble palaces in Baghdad and other cities.

More specific rumors circulating now mostly come from Arab-language newspapers published outside Iraq that rely heavily on exiled Iraqi opposition groups. Some say one of his palaces has been turned into a clinic, some say the younger of his two sons, Qusai, stands ready to take control. Earlier this month, the Washington Times carried a report that Mr. Hussein had informed his family and senior aides in December that he was dying, and said that that Secretary of State Colin L. Powell "is reputed to give this intelligence assessment credibility."

This welter of rumor has provoked widespread doubts. At Western embassies in the region, officials familiar with the most recent intelligence reports remain skeptical that the Iraqi leader is ill, telling reporters that they have no evidence to indicate that, and cautioning that the Iraqis may be spreading the rumors as part of a "disinformation campaign" to weaken support for the economic sanctions. "If there was some reason to believe that Saddam might be removed from the scene within weeks or months, then there might be less receptivity to a hard-line position on sanctions," one Western diplomat commented.

The Central Intelligence Agency, for its part, has been dismissive of such rumors. "I wouldn't attach credibility to rumors that Saddam is seriously ill," said one American intelligence official.

This time, Mr. Hussein has offered no public denial that he is ill. But he has responded in a way, by keeping up a vigorous schedule of official duties; Iraqi newspapers and broadcasts detail his every meeting with a foreign

dignitary, or with his cabinet. At one of those appearances, a military parade in Baghdad four months ago, remained in the bitter cold for 13 hours, repeatedly firing a hunting rifle with one hand to salute the battalions marching past, and impressing diplomats with his stamina. At one point, hearing some of the guests complaining about the cold, he ordered an aide to fetch them warm clothing.

Some diplomats who were present, having heard the rumors of cancer, wondered if they were looking at a double. But an ambassador from a neighboring country, who greeted Mr. Hussein and shook his hand, said he had no doubt it was Mr. Hussein.

"Looking at him out there in the cold, firing that rifle, you couldn't imagine any guy stronger than him," he said. "And when he ordered warm clothes well, the way his assistants reacted, snapping to attention, it could only have been the real Saddam."

* * * * *

Common Kurdish Delegation Meet USA High Officials

KurdishMedia.com 24/03/2001

Washington (KurdishMedia.com) 24 March 2001: A Common Kurdish delegation on an official visit, to USA, has met high USA foreign officials of the new administration in Washington. On 20th of this Month, the delegation made up of Dr Burham Salih, Prime Minister of Patriotic Union of Kurdistan (PUK) government and Hoshyar Zebary, in charge of foreign relations of Kurdistan Democratic Party (KDP) met Alan Kezweter, the deputy assistant of USA foreign secretary in Foreign Office in Washington.

On 21st of the same Month, the met David Welch, assistant of USA foreign secretary for the International relations affairs as well as with Philo Dible, the assistant of USA Foreign Secretary for North Gulf. Yesterday's schedule included the meeting of Dr Burham Salih, in White House, with the assistant of USA foreign secretary for Iraqi Files.

Les 15 Kurdes infiltrés en Israël refusent de rentrer au Liban

KIRYAT CHMONA (Israël), 25 mars (AFP) - 22h32 - Les 15 Kurdes qui s'étaient infiltrés dimanche en Israël en provenance du Liban refusent d'y revenir, a-t-on appris de source militaire israélienne.

Quatre familles kurdes, qui vivaient depuis des années au Liban, étaient entrées en Israël pour y trouver des conditions de vie meilleures, a-t-on indiqué de même source.

Arrêtées en matinée, elles ont été renvoyées à la frontière avec le Liban pour regagner le territoire libanais par l'intermédiaire de la Croix Rouge Internationale.

Les quinze Kurdes ont cependant refusé de revenir au Liban, menaçant de se suicider plutôt que de le faire.

En fin de soirée, ils se trouvaient toujours au poste-frontière de Rosh Hanikra, où ils avaient été transférés.

Entrée d'étrangers en Israël à partir du Liban: plainte de Beyrouth à la FINUL

BEYROUTH, 25 mars (AFP) - 17h01 - Beyrouth a accusé Israël d'avoir laissé entrer dimanche sur son territoire 15 Kurdes du Liban et porté plainte auprès de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), a-t-on annoncé de source officielle.

"Le Liban a protesté auprès du commandement de la FINUL à la suite de l'exploitation du cas particulier de Ghajar, à la frontière internationale, par Israël qui a facilité l'infiltration dans cette localité de 15 ressortissants kurdes", précise un communiqué de la présidence.

Le village alaouite de Ghajar est coupé en deux par la "ligne bleue", tracée par l'ONU, après le retrait israélien du Liban sud en mai 2000 et qui tient lieu de frontière.

Un porte-parole militaire israélien avait auparavant annoncé que 15 étrangers non armés, entrés en territoire israélien en provenance du Liban, avaient été arrêtés par l'armée et étaient interrogés par les services de sécurité.

Selon les services de sécurité libanais, ces ressortissants étaient des journaliers agricoles à Sarada, un village situé à 2 km du secteur central de la frontière entre le Liban et Israël.

Ils se sont rendus en milieu de matinée sur les bords de la rivière Ouazzani et s'y sont installés comme pour pique-niquer, puis ont franchi la rivière et se sont rendus dans le village adjacent de Ghajar, occupé par l'Etat juif depuis 1967, a-t-on ajouté.

Israël a accepté que le Liban assume sa souveraineté sur la partie nord du village et décidé que ses troupes n'y effectueraient plus de patrouilles.

Depuis son retrait après 22 ans d'occupation, l'armée israélienne tire régulièrement sur les manifestants à la frontière.

Iraq calls on Arabs to lift U.N. embargo

UPI 19 March 2001 By GHASSAN al-KADI

BAGHDAD, Iraq, March 19 (UPI) -- A top Iraqi official on Monday called on Arab leaders headed to next week's regional summit to lift the embargo that was imposed by the United Nations to punish Iraq for invading Kuwait in 1990. Deputy President Taha Yassin Ramadan told reporters after an Arab conference to support Iraq and the Palestinian Intifada opened in Baghdad that the upcoming Arab summit in Jordan was not expected to "fulfill the ambitions of the Arab masses."

"Priority should be to lift the embargo and I believe it is time to lift the siege unilaterally by the Arab countries because the embargo is practically Arab," Ramadan said. "If (Arab leaders) have no such readiness and still find in the U.S. hegemony the main restraint for their will, so they should not be pre-occupied by middle solutions because Iraq is capable to face its problems and therefore, they should focus on discussing the Palestinian Intifada."

Iraqi President Saddam Hussein was invited to attend the March 27-28 Arab summit but it was not known whether he would attend.

* * * * *

Tension between Turkmens and KDP forces in northern Iraq

21 Mar 2001 Turkish Daily News

Tension between Turkmens and Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) forces have increased in recent days in northern Iraq, reports said.

Local sources said there have been skirmishes in Irbil between Turkmens and IKDP forces in recent weeks. They said the events had escalated after the killing of a former governor close to the KDP in northern Iraq last month.

Last month gunmen armed with automatic weapons strafed the car of Francois Hariri, who is the former governor of the Kurdish-controlled northern Iraqi city, killing him and his driver. Hariri served as governor of Irbil for the KDP until last year. Kurdish officials were investigating the killing.

Turkmen sources told the Turkish Daily News that KDP forces attacked one of their centers in Irbil on March 9 and detained a number of officials, while Kurdish sources deny any attack claims.

* * * * *

More than 100 detained in Istanbul as Turkey's Kurds celebrate New Year

AFP 21 MAR 2001

DIYARBAKIR, Turkey, March 21 (AFP) - 17h57 - Turkish police detained more than 100 people in Istanbul during celebrations Wednesday to mark the Kurdish New Year, Newroz, but festivities in the mainly Kurdish-populated southeast went off peacefully.

Anti-riot police clamped down on some 200 people who took to the streets of Istanbul shouting slogans in support of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and its condemned leader Abdullah Ocalan after a peaceful celebration in a park in the Topkapi district of the city's European area. Police fired shots into the air to disperse the group and detained 116 of the demonstrators, who disrupted traffic and smashed the windows of cars and shops, the Anatolia news agency said.

The violence came despite an appeal issued by Ocalan from his solitary cell on a Turkish prison island through his lawyer for Kurds to mark Newroz "in a spirit of peace, unity and brotherhood."

The PKK took up arms in 1984 for Kurdish self-rule in the southeast, but after Ocalan's capture the group, at Ocalan's urging, declared an end to its campaign in September 1999.

Despite the incidents in Istanbul, about 75,000 Kurds gathered outside Diyarbakir, the regional capital of the southeast, and held joyous celebrations for the Newroz feast, which has been marred by violent anti-state demonstrations and bloodshed in the past.

A peaceful atmosphere prevailed at the festivities, organized by the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) for the second year in a row. As the Kurds danced and sang, waving HADEP flags, some 70 representatives of international human rights organizations observed the celebrations, for which security had been stepped up all around the predominantly Kurdish southeast.

"Newroz is a feast of peace and fraternity," HADEP chairman Murat Bozlak told the crowd. "We are in favour of democracy and dialogue."

On the eve of the feast in other parts of the country, several groups staged demonstrations against the state.

In the Mediterranean city of Mersin, some 300 people shouted slogans in favor of the PKK and hurled stones at the police, the NTV news channel reported.

Security forces detained 49 people, 32 of whom were released shortly afterwards, and a police officer sustained a light injury, NTV said.

In nearby Antalya, four people were detained after protestors stoned a police vehicle, Anatolia news agency reported. Seven people, including two children, were injured as police intervened at an open-air Newroz celebration in the southeastern city of Siirt, which did not have a permission from authorities.

The governor of Istanbul has also denied HADEP permission to hold a Newroz meeting in the city, which is home to hundreds of thousands Kurdish migrants from the southeast, a party spokesman told AFP Wednesday.

In the past, Newroz has triggered deadly clashes between troops and PKK militants. About 50 Kurds were killed by security forces in 1992 during violent demonstrations in the region. But since the PKK's truce announcement, the tense atmosphere and normally heavy fighting in the region has subsided considerably.

In response, authorities have allowed HADEP to organize Newroz festivities and have sought to ensure the day passes peacefully by allocating festival areas and even distributing wood for the traditional Newroz fires.

* * * * *

Reforms leave Kurds cold

Guardian 21 March 2001
By Chris Morris in Istanbul

Kurdish leaders in Turkey expressed disappointment yesterday at a programme of reforms announced by the government to prepare the country for possible membership of the European Union.

The programme was described by the government as a "a fundamental revision of Turkey's political, economic, social and administrative structures". As part of the process leading to eventual EU membership for Turkey, Brussels had asked Ankara to loosen restrictions on the use of languages other than Turkish - though the request carefully avoiding a direct reference to Kurdish.

The reform programme appeared to give some ground on language but fell well short of meeting Kurdish demands for greater cultural rights in education and broadcasting. "This is much less than people expect," said Hasan Kaya, of the Kurdish Institute in Istanbul. "We believe this programme will be insufficient."

The document produced by the government is circumspect. It states that Turkish is the country's official language which should be used in education, but it also recognises the right of people to use other languages and dialects.

There is a division in the government about the extent of reforms. The far-right Nationalist Action Party and the military argue that allowing Kurds to broadcast or teach in their language would encourage Kurdish nationalism.

Leading Kurdish activists disagree. The mayor of the mainly Kurdish city of Diyarbakir, Feridun Celik, said he believed only about 10% of Kurds now support independence - but the majority want greater cultural rights.

European officials have reacted cautiously to the reform programme. "We need time to examine the document in detail", a European commission spokesman said yesterday.

It contains plenty that will please the EU if carried out. The programme requires the implementation of 89 new laws and sets as a priority the development of freedom of speech in accordance with EU norms. The programme also promises to review the death penalty. Turkey became a formal candidate for EU membership in 1999.

* * * * *

Pentagon seeks to take over Iraq policy

UPI 21 March 2001 By ELI J. LAKE

WASHINGTON, March 21 (UPI) -- The Pentagon is bracing for a turf war over Iraq in an effort to wrest control over a regime change policy in Baghdad from the State Department.

UPI has learned that Secretary of Defense Donald Rumsfeld is looking to create an Iraq Transition coordinator position, nearly identical to the one recently vacated by Frank Ricciardone at the State Department. The position is intended to work with Iraqi resistance groups that have received U.S. support intermittently since 1993.

Leading the list of candidates for the position is Randy Scheunemann, former national security adviser to Sen. Trent Lott, R-Miss. and former Sen. Bob Dole, R-Kan. Scheunemann is the author of the 1998 legislation authorizing \$98 million in Pentagon aid for the Iraqi National Congress, according to administration officials.

The brewing turf war takes place in the context of an administration-wide Iraq policy review that will examine everything from the current U.N. sanctions against Saddam Hussein's regime, to the rules of engagement for U.S. fighter planes patrolling the no-fly zone in the north and south. At the heart of this review will be whether Washington arms and trains the INC's resistance fighters.

Whether the INC will receive full U.S. backing will largely be determined by which agency gets responsibility for regime change in Iraq. While the Pentagon is loaded with INC supporters, Rumsfeld and his deputy Paul Wolfowitz both signed a 1998 letter urging President Clinton to recognize the INC as Iraq's government in exile. The State Department is another story.

State Department planning chief Richard Haass has written that the INC should not receive the lethal training its most visible Washington face, Ahmad Chalabi, has persistently requested for the last two-and-a-half years. Haass allies in the National Security Council like Bruce Reidel have taken this approach for years, seeking to downplay support for the INC while looking to expand contact with other groups in the region.

When asked about the touchy subject of regime change earlier this month in Congressional budget hearings, Secretary of State Colin Powell went out of his way to describe the Iraqi regime change as distinct from his ambitious plan to ease sanctions on commercial goods flowing into Iraq. In response to House International Relations Committee chairman, Henry Hyde, R-Ill., Powell said there were "three baskets" of Iraq policy -- regime change, sanctions and enforcement of the no-fly zones. Whereas Powell plans to unveil the sanctions strategy in time for this month's Arab League Summit in Jordan, there are no deadlines for unveiling the new regime change strategy.

But the State Department has also quietly tried to dilute U.S. support for Chalabi's group. By Wednesday, the organization had yet to receive checks for \$300,000 for a human rights conference scheduled this weekend. The delay in actually administering the funds agreed on in February may force the group to cancel the conference with only two days notice, according to INC sources.

The State Department is also seeking to expand U.S. contacts among Iraqi resistance groups. On Tuesday, State Department officials met with members of the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdish Democratic Party, the group that in 1996 collaborated with Iraqi troops to massacre INC fighters in Erbil in 1996.

State Department officials are also reaching out to the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq, a group heavily infiltrated by Iranian intelligence, and considered ineffective within the INC as a serious threat to Saddam. State Department sources told UPI this week that a plan was underway to use SCIRI in the delivery of humanita-

rian aid to southern Iraq. "The money that Congress has allocated is for assistance to the Iraqi people; and therefore, as we look at not only continuing and expanding what we do with the Iraqi National Congress, but we would also be in touch with other potential grantees to see if there are other programs that we should be supporting," State Department spokesman, Richard Boucher said Monday.

Richard Perle, a Bush campaign adviser on foreign policy and long time ally of the INC told UPI, "It is clear that there is not unanimity in the administration. I think this is a last ditch by the opponents of the INC to halt the momentum that is clearly on their side."

Compounding matters, Richard Haass, who as a National Security Council staffer under the first President Bush crafted the post Gulf War policy that allowed U.S. troops to ignore Saddam's slaughter of Iraqi Shiites who rose up against him, is now the head of the interagency policy group on regime change in Iraq.

One source who has attended Bush Administration meetings on regime change told UPI, "I think the administration is facing a real cross roads. There are those that want to continue the Clinton policy of disparaging an opposition group that has received bipartisan support from Congress. If they succeed, it would be an embarrassing shock to the President's foreign policy."

* * * * *

March 22, 2001

U.S. Eyes Other Iraq Opposition Groups Besides INC

By Paul Taylor

LONDON (Reuters) - The United States is looking to build ties with other opposition groups that might help bring down President Saddam Hussein, in addition to the Iraqi National Congress (INC), U.S. officials said on Thursday.

The officials said the Bush administration was considering developing contacts with the Tehran-based Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) and unspecified Sunni Muslim groups as part of a review of all aspects of Iraq policy. But they denied a Los Angeles Times report that Washington was seeking an alternative to the INC because the fragmented group had proved hapless in using U.S. money, accounting for it or finding recruits for military training.

"There hasn't been a change of mind about the INC. We are continuing to work with them and provide them with support. We are also looking at other groups," one State Department official told reporters in London.

SCIRI was the only group he mentioned by name. The Shi'ite Muslim movement has rejected taking U.S. money in order to uphold its credibility among Iraqis, and Washington has in the past been wary of dealing with an organization based in Iran. While Kurdish and some Shi'ite Muslim opposition groups have real guerrilla forces, the INC has been criticized by Iraq's neighbors and derided by the former top U.S. military commander in the Gulf as "silk-suited, Rolex-wearing guys in London."

Other opposition groups include the Iraqi Communist Party, the radical Shi'ite Muslim Dawwa movement and the Iraqi National Accord, a grouping of senior military defectors and former members of Saddam's ruling Baath party.

Policy Review Not Complete

The officials said the U.S. policy review was several weeks from completion, and the parts concerning military measures and support for opposition groups with a view to "regime change" were the least advanced.

Progress had been made on ways of retargeting U.N. sanctions to exempt imports of civilian goods and focus on preventing Iraq acquiring military equipment and dual-use items that could help in making weapons of mass destruction. Such a change would probably require action by the U.N. Security Council and the United States was consulting the four other permanent members -- Russia, China, France and Britain -- to seek a consensus, the officials said.

However, a switch would not need the agreement of the Iraqi government, they stressed.

The officials said Washington was determined to keep U.N. financial controls on all Iraq's revenues and clamp down on oil smuggling outside the sanctions regime, which would require increased cooperation from Syria, Iran, Turkey and Jordan.

They pledged to take into account the economic interests of Iraq's neighbors, and noted that the level of oil smuggling through Iranian waters in the Gulf had fallen significantly recently.

Asked whether a revamped system that relied on cooperation and controls by countries such as Syria and Iran was credible, they said the sanctions regime imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990 was no longer sustainable.

The officials also said the United States was working with groups seeking to indict Saddam for alleged war crimes, although it was not clear under what jurisdiction he could be tried.

* * * * *

March 21, 2001

US Official: Iraq Sanctions Failed

By BARRY SCHWEID, AP

WASHINGTON (AP) - A top State Department official said Iraqi President Saddam Hussein has used the U.N. sanctions imposed on his country after its 1990 invasion of neighboring Kuwait as "a club" against the United States.

"It was clear we had to have a different approach," Assistant Secretary of State Edward Walker said Wednesday in explanation of why the Bush administration decided that restrictions on consumer goods should be eased and those on weapons materiel tightened.

Walker, who sought support for the new policy on a recent trip to Turkey and several Arab countries, said it has broad support in Britain, France, Russia and China, the other states with veto power over decisions of the U.N. Security Council. Also, Walker said, "The direction we are taking has broad support in the area." Arab governments strongly advocated such a policy to Secretary of State Colin Powell during his first tour of the Middle East last month.

Walker, a former ambassador to Egypt and Israel, said Bush administration officials also are in the midst of devising a strategy to remove Saddam from power. Some were known in the past as advocates of using force, but Walker gave no indication of tactics President Bush eventually will approve. Reports from Arab capitals suggest the Arabs will request an end to sanctions at their Arab League summit meeting next Tuesday in Amman, Jordan. Walker, like State Department spokesman Richard Boucher on Tuesday, said sentiment for tightening curbs on weapon exports is strong.

He spoke at the Washington Institute for Near East Policy, a private research group.

Both the previous Bush administration and the Clinton administration pushed hard for sanctions on everything except food, medicine and other humanitarian exports. The United Nations imposed sanctions shortly after the Aug. 2, 1990, invasion of Kuwait and left them in place after the six-week Persian Gulf War that drove out the Kuwaitis in 1991. Walker was ambassador to the United Arab Emirates during the war.

While Iraqis who were engaged in smuggling have grown rich, most of the people suffered. Finding enough to eat was a serious problem.

The Clinton administration responded by supporting a resolution that permitted Iraq to sell some oil - eventually limits were removed - if the proceeds were used under U.N. monitoring to help the people. Saddam refused to accept the outside restrictions, and few of the humanitarian imports materialized. At the same time, the United States was blaming Saddam for the hardships. U.S. spokesmen accused the Iraqi president of enriching himself and building palaces while letting the people starve. Secretary of State Powell took soundings in the Middle East and Persian Gulf last month and concluded consumer goods should not be embargoed, nor even some questionable Iraqi imports that could have military use.

* * * * *

IRAK Enjeu oublié de la confrontation Bagdad-Washington

Le Kurdistan échappe encore à Saddam

Claude Lorieux

Dix ans après leur dramatique exode d'avril 1991 vers les montagnes de Turquie, les Kurdes d'Irak du Nord sont l'enjeu oublié de la confrontation entre Bagdad et Washington.

Les autorités de la Région autonome kurde se heurtent à l'hostilité du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan turc) chassé d'Anatolie, à la politique d'expulsion des Kurdes de Kirkouk sur ordre de Saddam Hussein, aux exigences de l'armée d'Ankara et aux manœuvres des services iraniens. Les dirigeants kurdes d'Irak du Nord s'interrogent sur les intentions de George W. Bush. Ils veulent croire que la très relative protection internationale qui leur est accordée depuis dix ans survivra aux changements à Washington.

Ministre de la Reconstruction de l'un des deux gouvernements d'Irak du Nord, celui de Massoud Barzani, Nasreen Mustafa Sideek reproche au PKK de « *pour suivre sa lutte sur notre propre terre* ». En visite à Paris, elle regrette que l'organisation séparatiste d'Anatolie ne se soit pas contentée de « *faire de l'action politique* ».

L'Irak du Nord est le champ clos des rivalités régionales. Des unités de l'armée turque y stationnent en permanence. Le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani les aide depuis des années à combattre le PKK. Harcelées dans la partie occidentale du Kurdistan d'Irak, les bandes du PKK ont migré vers les confins de l'Iran, un pays où leurs dirigeants font de fréquents séjours. Elles « *occupent une trentaine de villages le long de la frontière* », signale Salah Rachid, ministre des Réfugiés du gouvernement de Jalal Talabani, l'autre chef historique des Kurdes irakiens.

Le PKK vit sur l'habitant, rackettant les villageois et enlevant des jeunes pour les enrôler dans la guérilla. Les frictions étaient inévitables, d'autant que Jalal Talabani s'est rapproché l'an dernier d'Ankara. Le chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) veut sa part des royalties du pétrole transitant par camions entre les raffineries de



Kirkouk, en zone gouvernementale irakienne, et la Turquie.

A son congrès de septembre 2000, le PKK, qui aligne quelque 5 000 combattants en Irak du Nord, fit le choix de l'action armée. Depuis lors, les combats auraient fait au moins 150 morts. « *Le PKK se sent pris dans une souricière. Il se défend avec opiniâtreté* », relève Jean-Pierre Luizard, chercheur au CNRS.

Les affrontements s'achevèrent fin décembre 2000. Les maquisards anatoliens « *n'en continuent pas moins à piéger des voitures et à réquisitionner de la nourriture dans les villages* », précise M^{me} Nasreen Sideek. Ankara a stationné une unité d'artillerie légère dans le secteur.

Jalal Talabani avait demandé au PKK de déguerpir avant la fin 2000. Peine perdue. L'hiver kurde ne facilite pas les déménagements, concède Salah Rachid, mais « *quand le printemps viendra, ils partiront* », dit-il.

Saddam Hussein, qui la défaita de 1991 a privé de ses provinces du Nord, exploite les divisions entre Kurdes. Il avait joué les « *frères ennemis* » en guerre :

le PDK de Massoud Barzani, plus enclin au compromis avec Bagdad, contre l'UPK de Jalal Talabani. Il voit dans le PKK une carte à garder dans sa manche.

Les gouvernementaux ont recueilli près de Kirkouk les réfugiés kurdes de Turquie chassés du camp d'Attruch, en zone autonome, par les affrontements entre PKK et le PDK. Pour Salah Rachid, le ministre de Talabani, « *le PKK a de bons rapports avec Bagdad, qui lui prête des bureaux, mais qui le manipule* ». Saddam Hussein a déjà utilisé des milices réfugiées sur son sol. Les Moudjahidine du peuple irakien participèrent à la répression de la révolte kurde de 1991. Les anciens pechmergas (combattants kurdes) n'ont pas oublié.

En attendant l'occasion de prendre sa revanche, Saddam Hussein « *arabise* » les franges méridionales du Kurdistan historique. En leur offrant soit d'émigrer vers le sud (l'Irak arabe) soit vers la « *zone autonome* » kurde, il vide les villes de Kirkouk ou de Khanaquin des Kurdes. Cette stratégie d'« *arabisation* » n'est pas nouvelle. Dans les an-

nées 60, le pouvoir cherchait déjà à constituer une « *ceinture arabe* » au nord de Bagdad.

M^{me} Nasreen Sideek estime qu'en dix ans 1 500 familles kurdes ont été chassées de Kirkouk vers le secteur de Massoud Barzani, à l'ouest de la « *région autonome* ». Ministre des Réfugiés de l'autre zone, celle sous contrôle de Jalal Talabani, Salah Rachid estime que 15 862 familles y ont été expulsées de Kirkouk et Khanaquin depuis 1992.

Les deux ministres précisent que les expulsions se poursuivent en 2001. Les uns ont eu le temps de brader leurs biens avant de quitter la zone gouvernementale, les autres sont embarqués sur des camions et expédiés vers le nord. Attirées par les subventions gouvernementales des familles arabes du Sud prennent leur place.

Evocant un jour la stratégie de Bagdad sur cette région, Tarek Aziz compara Kirkouk à Séville, qui « *fut un jour une ville arabe et ne l'est plus, ce qui nous peine* ». Et d'ajouter : « *Kirkouk, la kurde, deviendra un jour une ville arabe !* » La prédiction du vieux compagnon de Saddam est en train de se réaliser.

Le 9 décembre 2000, l'armée irakienne pénétrait en Zone autonome, à Badreh, dans le secteur de Dohuk. Les pechmergas de Massoud Barzani résistèrent. L'intervention des bombardiers américains plongeant en piqué acheva de convaincre les agresseurs de repasser la ligne de démarcation. Les dirigeants kurdes ont apprécié le geste de l'US Air Force. Ils réclament le maintien de la protection anglo-saxonne. Conscients qu'il faudra bien un jour s'entendre avec Bagdad, ils n'ont en revanche guère envie d'en découdre avec l'armée de Saddam Hussein.

LE FIGARO MERCREDI 21 MARS 2001

TURQUIE En dépit de nouvelles mesures pour rejoindre l'UE

Ankara peine à convaincre Bruxelles

La Commission européenne a réagi avec prudence, lundi, à l'annonce par la Turquie de sa décision d'abolir la peine de mort et de permettre une plus grande liberté d'expression pour faciliter la candidature d'Ankara à l'Union européenne. Car le programme de réformes est loin de répondre aux demandes de l'Europe sur l'octroi de droits culturels aux Kurdes, l'abolition de la peine de mort et la diminution du rôle de l'armée dans la vie politique.

Le « programme national », entériné en Conseil des ministres, prévoit en termes généraux des amendements légaux pour améliorer la liberté de pensée et d'expression, les conditions dans les prisons et la lutte contre la torture. Mais il exclut un enseignement en kurde. Il reconnaît aux citoyens le droit « d'utiliser librement des langues ou dialectes différents

dans leur vie quotidienne », à condition que cela ne soit pas dans des « buts séparatistes », allusion à la rébellion kurde.

Le programme laisse au Parlement la responsabilité de se prononcer, à moyen terme, sur une abolition de la peine de mort. Il décrit comme un organe « consultatif » le Conseil national de sécurité (MGK), instance dominée par l'armée réunissant les plus hauts dirigeants civils et militaires à travers lequel ces derniers pèsent ouvertement sur la vie politique du pays.

La Turquie a été déclarée candidate à l'Union européenne en décembre 1999, mais doit remplir les « critères de Copenhague » sur le respect des droits de l'homme et de la démocratie pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion. L'annonce des mesures par Ankara a provoqué une réaction très prudente à Bruxelles. « C'est loin

de ce qu'on attendait, la formulation est très faible », souligne un diplomate européen sous couvert de l'anonymat. « La balle est toujours dans le camp de la Turquie », affirme un autre diplomate.

Le programme turc est le fruit d'un compromis entre les partenaires de la coalition du premier ministre, Bulent Ecevit : son parti de la Gauche démocratique DSP, le parti de la Mère patrie Anap (centre droit) et le parti de l'Action nationaliste MHP (extrême droite).

Le MHP est opposé à des droits culturels pour les Kurdes, comme l'armée, y voyant un risque de division pour la Turquie, après quinze ans de guérilla séparatiste du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le Sud-Est à majorité kurde, de 1984 à 1999. Le MHP est également opposé à l'aboli-

Le « programme national » prévoit d'améliorer la liberté de pensée, les conditions d'incarcération et la lutte contre la torture

tion de la peine de mort.

Mesut Yilmaz, ministre chargé de l'Europe et chef du parti de la Mère patrie (Anap, centre-droit), a souligné que le « programme national » « doit être achevé en cinq ans au plus.

Sinon je crains que nous n'arrivions plus à suivre le calendrier d'élargissement de l'UE ».

Le programme comprend aussi un volet économique alors qu'Ankara tente de prendre des mesures pour lutter contre la grave crise que traverse la Turquie. Sa présentation coïncide avec la signature entre le gouvernement turc et le Fonds monétaire international (FMI) d'un accord visant à sortir le pays de la crise financière.

(AFP)

LE FIGARO MERCREDI 21 MARS 2001

Nouvel an kurde sous haute surveillance

La fête du Newroz, le Nouvel An kurde, a été émaillée d'incidents violents hier soir en Turquie, alors que des dizaines de milliers de personnes se rassemblaient à Diarbakir. D'importantes mesures de sécurité avaient été prises à travers la Turquie.

Diarbakir :
de notre envoyé spécial
Éric Biegala

La fête kurde du printemps n'inspire pas les policiers en faction devant l'antique cité où est célébré l'événement, chaque 21 mars. « Tous ceux qui viennent ici sont des ennemis ! », assure cet officier, l'air mauvais. Il fulmine contre les « provocateurs ». La porte d'Urfa, premier carrefour après les épaisses murailles qui ceignent la vieille ville de Diarbakir, grouille d'uniformes. Des automitrailleuses sont garées à quelques pas et les

fouilles sont systématiques. Sur le trottoir, quelques vieux Kurdes en habits traditionnels sirotent leur thé et regardent la scène en souriant... Ils en ont vu d'autres. « Vous n'avez pas trouvé d'autre endroit pour fêter le printemps ? », lance le policier, qui semble enfin convaincu que son interlocuteur n'est ni un « terroriste » ni un « provocateur ».

Un endroit pour fêter le Nouvel An kurde ? A vrai dire il n'y en a probablement pas de plus indiqué : Diarbakir est en effet la principale agglomération du « Sud-Est anatolien », dénomination officielle du Kurdistan de Turquie. Bien sûr, le régime a récemment décrété le Newroz « fête de la turcité », mais le Newroz demeure la manifestation la plus visible de l'identité kurde.

La fête traditionnelle du printemps effectivement célébrée le jour de l'équinoxe, en Iran dans le Caucase et en Asie centrale, revêt pour les Kurdes de Turquie une symbolique qui va au-

delà du renouveau saisonnier. Selon la légende, le Newroz correspond aussi à la lutte victorieuse du forgeron Kawa contre le roi sanguinaire Dohuk.

Une histoire qui colle également à la politique contemporaine. « Cela fait 1 000 ans que les Kurdes vivent sous le joug des Dohuk d'Irak, de Turquie ou d'Iran », résume Mefahir Altindag, vice-président à Diarbakir du Hadep (Parti du peuple démocratique, pro-kurde). Le Hadep est d'ailleurs l'organisateur des festivités du Newroz, autorisées à Diarbakir depuis l'année dernière après des décennies d'interdiction.

La guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan, qui durait depuis 15 ans, a cessé à l'été 1999. Les combattants kurdes ont évacué la Turquie et interrompu leur combat sur l'ordre de leur chef condamné à mort et incarcéré dans l'île prison d'Imrali, à quelques encablures d'Is- tanbul.

L'armée turque, de son côté, pourchasse toujours les militants du PKK, essentiellement en Irak du nord où ils se sont retirés, mais aussi en Turquie où quelques groupes demeurent actifs. Lundi les autorités annonçaient ainsi que des combats avaient fait neuf morts (deux soldats et cinq « terroristes ») dans la région de Sirkat, à l'est de Diarbakir.

En ville, l'ambiance est toutefois à la fête et les relations avec l'autorité se sont notablement apaisées. C'est mardi, à la veille du Newroz, que le Hadep a finalement eu l'autorisation de célébrer l'événement. « C'est un jeu constant de harcèlement avec les autorités, dit encore Mefahir Altindag, chaque fois qu'on leur envoie un courrier en parlant de "Newroz", ils nous le renvoient après avoir corrigé l'orthographe en "Neuroz" ».

La lettre « w », en effet, n'est pas utilisée en turc. Son emploi signifie donc pour les thuriféraires du régime que le mot est

LE FIGARO JEUDI 22 MARS 2001

écrit en kurde, ce qui reste intolérable, même si la langue est autorisée, mais seulement hors de la vie publique, depuis 1991. Les exemples où la symbolique nationaliste le dispute au ridicule le plus achevé ne sont pas rares en Turquie.

Le Newroz de Diarbakir se tient dans un immense espace à ciel ouvert, à 10 kilomètres du

tié de sa vie en prison ; Akin Birdal, l'ancien président de l'association des droits de l'homme, récemment libéré, qui se remet des blessures reçues lors d'un attentat en 1998.

Des écrivains, des chanteurs, des artistes et quelques parlementaires étrangers sont également de la fête. Le podium est décoré de fanions du HADEP

mais les couleurs kurdes traditionnelles, le rouge, le vert et le jaune sont également présentes. Elles font souvent sur les autorités l'ef-

« Cela fait 1 000 ans que les Kurdes vivent sous le joug des Dohuk »

centre-ville. Un podium a été dressé, avec une tribune abritant du soleil déjà très chaud les quelques personnalités ayant fait le déplacement.

Outre les principaux cadres du HADEP, les libéraux de Turquie se sont également donnés rendez-vous à Diarbakir. Il y a là l'avocat aveugle Esber Yagmurdereli qui a passé plus de la moi-

fet du rouge sur le taureau de combat : ce sont également les couleurs du PKK...

« Ni reniement, ni séparation, une République démocratique », proclame un slogan du HADEP imprimé sur une immense banderole. « S'il vous plaît, ne déplacez que des affiches autorisées », prévient une jeune fille au micro. La tolérance des

forces de sécurité est en effet difficile à apprécier. Mieux vaut ne pas la tester : sur les toits des bâtiments environnants, les tireurs d'élite ont pris position.

La foule doit réunir au moins 200 000 personnes. Un demi million, estime l'un des organisateurs, 100 000 corrige un journaliste turc. Chanteurs et orateurs se succèdent mais le véritable héros de la fête n'est ni un chef politique, ni même un Kurde. Celui dont tout le monde parle, celui dont le nom vient d'être donné à des avenues, à une forêt, celui dont la photo orne le rétroviseur des chauffeurs de taxi de Diarbakir, est un Turc de Kocaeli (nord-ouest du pays). Il s'appelait Gaffar Okkan, il était chef de la police. « Le premier à ne pas faire de discrimination, le premier à nous considérer comme des hommes », résume Vahdetint.

Le « komiser » Gaffar Okkan a été abattu en plein centre-ville le 24 janvier avec cinq de ses officiers.

La Turquie est acculée par la crise à des réformes de fond

Ankara a obtenu lundi le soutien de principe du Fonds monétaire international mais devra mettre en œuvre des mesures de restructuration auxquelles les partis jusqu'ici rechignaient. Les mesures annoncées en vue d'une adhésion à l'UE sont très en-deçà des demandes européennes

ISTANBUL

de notre correspondante

Après un mois de flottement et d'incertitude quant à l'avenir, un coin du rideau a été levé lundi 19 mars en Turquie avec l'annonce, d'une part, d'un nouvel accord de principe avec le Fonds monétaire international (FMI) et la publication, d'autre part, du « programme national », c'est-à-dire le document très attendu sur les réformes que le gouvernement turc entend entreprendre en vue de l'adhésion à l'Union européenne.

Ces deux développements, positifs bien qu'insuffisants pour garantir à la Turquie des lendemains meilleurs, sont intervenus à la veille d'un test crucial pour les autorités turques : le 20 mars, la Turquie devait emprunter entre 2,5 et 3,5 milliards de dollars sur le marché domestique afin de pouvoir rembourser 3 milliards de dette interne le jour suivant. Alors qu'avant la crise financière le Trésor aurait pu emprunter sur une période de trois ans à des taux acceptables, la durée des bons qui seront vendus mardi ne sera que de 98 jours et les taux d'intérêt, directement liés au niveau de confiance accordé par les investisseurs au gouvernement, pourraient

atteindre 200 %.

L'appui des institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale est important pour permettre à la Turquie d'accéder aux capitaux étrangers qui l'aideront à surmonter la crise. « Le Fonds ne veut pas d'autres crises en Turquie. Nous voulons un programme robuste et les bases d'un programme robuste se trouvent dans certains des accords que nous avons conclus aujourd'hui », a déclaré Michael Deppler, chef du département Europe au FMI. Le vice-président de la Banque mondiale, Nicholas Stern, qui a rencontré le premier ministre Bülent Ecevit lundi à Ankara, a également affirmé son désir d'aider la Turquie à surmonter la crise. La Banque mondiale prévoit de l'aider à restructurer son système bancaire, dont la faiblesse a causé les remous financiers des semaines écoulées.

L'accord préliminaire conclu avec le FMI, qui devrait être suivi par une lettre d'intention à la mi-avril et par un nouveau programme de stabilisation économique, ne prévoit pas de nouveaux crédits. Le Fonds avait déjà promis 4 milliards de dollars dans le cadre du programme initial, signé en décembre 1999, et ajouté

7,5 milliards en novembre 2000 pour permettre à la Turquie de surmonter une première crise dans le secteur bancaire.

Le Fonds pourrait cependant accélérer le déboursement de 6,25 milliards de dollars déjà annoncés. Son appui donne également à la Turquie la crédibilité dont elle a besoin pour approcher les pays du groupe des Sept avec l'espoir d'obtenir de nouveaux prêts. Une injection de capitaux est nécessaire pour permettre à la Turquie d'échapper à la spirale inflationniste que cause l'endettement interne à court terme à taux élevés.

Le nouveau ministre de l'économie, Kemal Dervis, a estimé qu'environ 13 milliards de dollars seraient nécessaires pour entreprendre d'urgence la restructuration du secteur bancaire, et notamment des banques publiques, dont les pertes font peser un fardeau insoutenable sur les finances de l'Etat.

LES PROMESSES NE SUFFISENT PLUS

Jusqu'à présent, les gouvernements étrangers n'ont été qu'à moitié convaincus par les promesses de réformes du gouvernement turc. La récente crise financière avait été

déclenchée par une dispute entre le premier ministre Bülent Ecevit et le président Ahmet Necdet. Les signes de tension à la tête du pays, qui s'ajoutaient au retard dans la mise en œuvre du programme de réformes économiques et à des doutes sérieux sur la volonté de changement des autorités, avaient finalement eu raison de la confiance des investisseurs.

Le « programme national », préparé en vue de l'adhésion à l'Union européenne, permettra de mesurer la volonté de réforme du gouvernement. « Notre programme national est un gigantesque projet de transformation », a déclaré le vice-premier ministre Mesut Yilmaz, responsable des affaires européennes. « C'est une révision fondamentale de la structure politique, économique, sociale et administrative de la Turquie. »

La rédaction du volet politique a donné lieu à des débats animés au sein de la coalition. La faction ultranationaliste et l'armée s'opposaient à octroyer aux Kurdes le droit à l'éducation et à la télévision dans leur langue. La formule retenue ne satisfait pas véritablement pas entièrement les Européens, puis-

qu'elle donne simplement aux citoyens turcs, en termes vagues, le droit de s'exprimer dans la langue quotidienne de leur choix, pour autant qu'elle ne soit pas utilisée à des fins séparatistes.

Sur la peine de mort également, les autorités sont demeurées timi-

des, se contentant de maintenir le gel des exécutions, qui dure depuis 1984, et renvoyant à l'Assemblée nationale la responsabilité d'une éventuelle abolition à moyen terme. Le programme prévoit cependant d'élargir la liberté d'expression, d'accorder des droits syndi-

caux plus étendus aux travailleurs et de réviser la Constitution et le code pénal.

Mais les promesses ne suffisent plus. C'est désormais la mise en application de ces réformes, économiques et politiques, qui fournira la preuve de l'engagement de la Tur-

quie et déterminera le niveau de l'assistance internationale qu'elle peut espérer obtenir.

Nicole Pope

Kemal Dervis, nouvel homme fort de l'économie

ISTANBUL

de notre correspondante

D'emblée, le ton est différent, le langage direct, l'attitude ouverte : Kemal Dervis, le nouveau ministre

PORTRAIT

Le nouveau ministre de l'économie apporte une bouffée d'air frais dans la sphère politique

turc de l'économie ne promet pas la lune. Il décrit, calmement et en termes sobres, une situation financière grave mais dont, affirme-t-il, la Turquie peut se sortir.

Vice-président de la Banque mondiale, responsable du programme de lutte contre la pauvreté, cet homme de cinquante-deux ans n'a pas hésité à quitter une institution où il a passé vingt ans de sa vie pour répondre à l'appel à l'aide de la mère patrie.

Parachuté par la crise au cœur du système politique, Kemal Dervis, qui a fait ses études à la London School of Economics avant d'obtenir un doctorat à Princeton, a immé-

diatement conquis les Turcs. Son franc-parler, son désir d'ouverture, ses efforts de concertation contrastent avec les pratiques des politiciens traditionnels, dont la carrière s'étend souvent sur plusieurs décennies. Pour convaincre les syndicats d'appuyer ses efforts, alors que le chômage ne cesse de croître et que la dévaluation de la livre pèse lourdement sur le budget des salariés, M. Dervis n'a pas hésité à engager le dialogue direct à la télévision, répondant avec calme et aisance à leurs questions parfois hostiles.

Aux yeux du premier ministre Bülent Ecevit, qui l'a invité à rejoindre son cabinet, les contacts que M. Dervis a noués dans les milieux financiers internationaux sont des atouts précieux. Le gouvernement espère bien que la réputation du ministre, connu pour son talent de gestionnaire et d'organisateur, convaincra les institutions multilatérales et les gouvernements étrangers de consentir de nouveaux crédits à la Turquie.

DES RISQUES D'ÉCHEC ÉLEVÉS

L'arrivée de M. Dervis au gouver-

nement ne fait pourtant pas que des heureux. Si Bülent Ecevit, qui est âgé de soixante-quinze ans et paraît de plus en plus fragile, ne se sent pas directement menacé par Dervis, qui était son conseiller dans les années 1970, les autres membres de la coalition ne partagent peut-être pas son enthousiasme pour le nouveau venu, d'autant plus que sa mission, qui prévoit une restructuration fondamentale du système bancaire et une accélération du programme de privatisations, risque de causer des changements profonds au sein du monde politique.

M. Dervis a pour l'instant choisi de rester à l'écart des partis, refusant l'invitation de M. Ecevit, qui lui offrait une place au sein de son Parti démocratique de gauche.

Personne ne met en doute les compétences du nouveau ministre sur le plan économique. Nul ne connaît encore sa capacité à survivre dans la jungle politique turque et à éviter les pièges tendus par des collègues pas toujours bien intentionnés. Un de ses ancêtres, Halil Hamid Pacha, grand vizir de 1782 à 1785, avait payé un prix élevé pour

sa politique réformatrice : capturé par ses rivaux, il avait été décapité.

Ceux qui le connaissent de longue date affirment que Kemal Dervis est un homme prudent. Bien qu'il ait vécu à l'étranger pendant de longues années, il n'a jamais perdu contact avec son pays d'origine et a suivi les développements politiques de très près. Dans les années 1990, il avait été un des membres fondateurs du Mouvement pour la nouvelle démocratie, dirigé par l'homme d'affaires Cem Boyner, qui avait brièvement tenté d'insuffler un vent de libéralisme dans la politique turque avant de disparaître après un échec cuisant aux élections de 1995.

Il est trop tôt pour annoncer la naissance d'une nouvelle étoile au firmament politique turc : les risques d'échec demeurent élevés. Kemal Dervis ne parviendra peut-être pas à répondre aux attentes du public, mais son arrivée a d'ores et déjà apporté une bouffée d'air frais dans le monde asphyxié de la politique turque.

N. P.

La « démocratie à la turque » a fait son temps

LES ANNONCES faites lundi à Ankara vont peut-être alléger un peu le lourd climat d'attente qui pèse en Turquie depuis le déclenchement de la crise monétaire et

ANALYSE

Le « plus jeune pays d'Europe » s'ouvre comme jamais sur le monde

financière à la fin du mois dernier ; mais on est encore loin du but. Cette crise, la plupart des commentateurs en Turquie l'analysent non pas comme un accident de parcours économique, mais comme une crise de confiance profonde envers tout le système de gestion du pays, une crise de régime.

On cite volontiers des sondages effectués récemment qui ont montré que la moitié des personnes interrogées ne sauraient pas pour qui voter ou ne voteraient pas s'il y avait des élections demain, et qu'aucun parti ne recueille auprès de l'autre

moitié les 10 % de suffrages nécessaires pour entrer au Parlement. « *Il y a une dichotomie totale entre la population et le système politique*, dit un chef d'entreprise ; *ce régime ne représente plus le peuple ; les gens ne croient plus à la "démocratie à la turque"*. » Ils doutent surtout de la capacité de la classe politique à mettre en œuvre les changements que la crise rend urgents mais qui heurtent de front ses propres intérêts.

L'une des composantes de cette « démocratie à la turque » est une économie très largement étatiste qui a fait le lit des pratiques clientélistes des partis et de la corruption.

Les trois partis membres de la coalition sont liés chacun à l'une des banques d'Etat et à de grandes entreprises publiques. S'attaquer à la racine du mal - restructurer le secteur bancaire, accélérer les privatisations, faire prévaloir la transparence - suppose de la part de ces partis des sacrifices considérables, et on a pu constater ces derniers temps à quel point ils y rechignent.

Le premier ministre, Bülent Ecevit, qui prétend être l'homme du

changement historique en Turquie, s'est montré ces dernières semaines complètement dépassé par la situation. C'est lui qui a déclenché la tourmente financière, sans même apparemment s'en rendre compte, en faisant état publiquement d'une altercation qu'il venait d'avoir avec le président de la République. Après quoi il a multiplié les maladresses, notamment en disant tout le mal qu'il pensait du FMI, alors que la Turquie a plus besoin que jamais du soutien des institutions financières internationales.

COMBAT D'ARRIÈRE-GARDE

Il y a dans l'entourage de M. Ecevit à la fois des hommes de bonne volonté aux pouvoirs limités - comme le ministre de l'intérieur, qui s'est engagé dans la lutte contre la corruption -, des kémalistes arc-boutés dans une défense idéologique de l'Etat totalement anachronique et des profiteurs du système clientéliste. Le président, homme très populaire parce qu'au-dessus des partis, n'a quant à lui pas les moyens constitutionnels de gouverner.

Dans la situation d'extrême urgence que traverse aujourd'hui le pays, Kemal Dervis, appelé à la rescousse et qui s'est vu confier un super-ministère de l'économie, apparaît donc comme le messie : l'homme venu d'ailleurs, jamais mêlé au système politique et armé de la solide expérience de la Banque mondiale. Mais, comme le fait remarquer un économiste français d'Istanbul, « *il a des airs de "lonesome cowboy"* ». Certains commentateurs incrédules le voient déjà comme le futur bouc émissaire de responsables politiques qui feront tout pour lui interdire le succès d'une entreprise de modernisation qui les condamnerait. Mais c'est peut-être se montrer trop pessimiste : l'heure de vérité a sonné, la banqueroute menace, et on voit mal qui pourrait tirer profit d'un échec de M. Dervis.

L'idée que l'armée pourrait venir à s'en mêler directement, comme elle le fit à trois reprises dans le passé, apparaît aujourd'hui en Turquie comme une incongruité. Un signe que ce pays change en profondeur.

Beaucoup le présentent comme « le pays le plus jeune d'Europe » et soulignent que, au-delà même de l'intelligence stambouliote et des milieux d'affaires éclairés, à l'heure de la globalisation, il s'ouvre comme jamais

sur le monde. Ils soulignent aussi que, dans son écrasante majorité, la population est aujourd'hui favorable à l'adhésion à l'Europe.

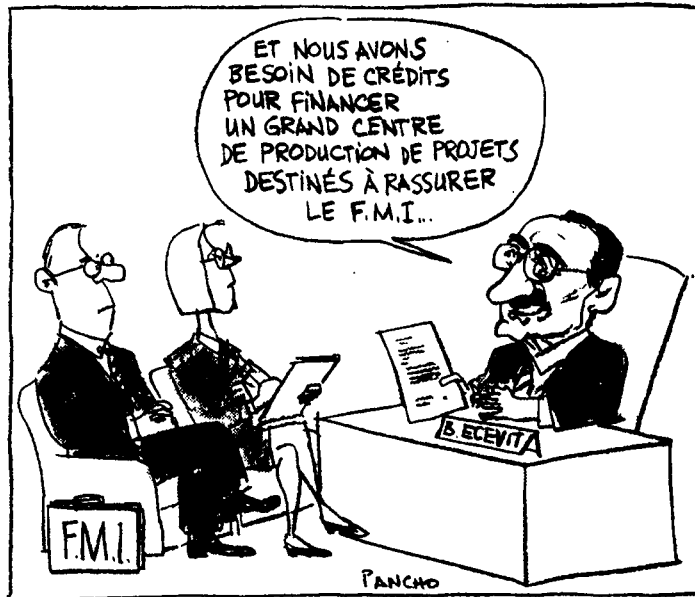
En dépit de l'immobilisme de la classe politique turque, en dépit du

combat d'arrière-garde que mènent encore l'armée et les nationalistes, et que l'on peut mesurer par exemple à la timidité du programme pour l'Europe présenté lundi, ce sont autant de motifs de ne pas

désespérer de la Turquie.

Claire Tréan

LE MONDE / MERCREDI 21 MARS 2001



La « trahison » de la France n'a pas enflammé le pays

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

Des supporters du Club de Galatasaray agressés lors d'un match contre le PSG, le 13 mars à Paris : il ne manquait que cela pour ranimer les braises. En janvier, l'adoption par la France d'une loi reconnaissant le génocide arménien de 1915 avait provoqué une vague de protestations outragées en Turquie. L'émotion était toutefois en passe de retomber lorsque survint le match fatal. Le lendemain, les visages des Stambouliotes malmenés à Paris s'étaient étalés à la « une » de tous les quotidiens – preuves sanguinolentes de la haine aveugle que les Français (« les Barbares » titrait en grosses lettres rouges l'un de ces journaux) sont désormais supposés vouer aux Turcs.

Les manchettes de la presse turque ne font généralement pas dans la dentelle et celles-ci excédaient largement l'ampleur réelle du ressentiment populaire. La France a certes déçu, d'autant plus qu'elle était considérée par les Turcs comme leur plus solide alliée en Europe. Le mot de « trahison » revient très fréquemment dans leurs commentaires à propos de cette loi sur le génocide arménien, qu'ils interprètent comme une insigne faiblesse de l'exécutif français, à l'approche des élections municipales, face

Les plus pro-européens des Turcs sont les plus affectés par cette « brouille »

à une communauté arménienne très agissante. Mais, aux prises avec l'une des plus graves crises économiques qu'ils aient jamais connues, les Turcs ont ces temps-ci d'autres chats à fouetter. Ils ne semblent plus prêts non plus à s'enflammer sur un sujet qui n'est relié pour eux à aucune actualité concrète.

« Rien à voir, déclare un journaliste, avec la colère de 1998 contre l'Italie », quand Rome libérait Öcalan, chef du mouvement armé kurde (PKK) en guerre dans l'est du pays contre les forces turques. « Rien à voir, dit lui aussi un responsable du lycée Galatasaray d'Istanbul, avec la vigueur des réactions contre la France que j'ai connues autrefois, par exemple lorsque Gaston Defferre avait inauguré à Marseille un monument commémoratif du génocide arménien. » La bienveillance française envers une cau-

se arménienne que l'Asala défendait par le terrorisme et dans laquelle les Turcs voyaient les prémices de revendications territoriales les ulcérerait à l'époque unanimement.

Dans ce lycée Galatasaray – éminent établissement bilingue franco-turc conçu en 1868 par Victor Duruy et qui, depuis, forme toujours une assez large partie des élites du pays –, les élèves ont commenté avec une ironie narquoise la loi sur les événements de 1915, en se gaussant gentiment de la moindre ardeur des députés français à propos de la guerre d'Algérie. Ces jeunes gens, par ailleurs, ne sauraient soutenir un autre club de football que celui qui porte le même nom et arbore le même logo que leur lycée (d'où il est né) ; ils n'ont cependant réagi au pugilat de la semaine dernière sur le stade parisien qu'« en déplorant le fanatisme d'où qu'il vienne », raconte encore le vice-recteur du lycée. « D'ailleurs, ajoute-t-il, les Turcs en général ont beaucoup perdu de cette dignité blessée, de ce complexe obsidional, qui participaient autrefois du sentiment national ; ce pays s'est beaucoup ouvert. »

Les réactions envers la France sont un indicateur du degré de conformisme des uns et des autres par rapport à l'idéologie kémaliste. Sur le sujet lui-même – le tabou des événements de 1915 –, personne n'est certes allé jusqu'à prendre le contre-pied de l'Histoire officielle qui récuse la version arménienne des faits et le terme de « génocide ». Pour l'avoir fait l'année dernière, le vieux militant des droits de l'homme Akın Birdal est poursuivi en justice et passible de six ans de prison pour « diffamation de la nation turque ». Mais des voix nombreuses se sont exprimées – dans la presse, dans les milieux d'affaires – pour qu'on délègue enfin cette question aux historiens et aux juristes.

A Ankara, siège des pouvoirs politiques, la réaction officielle a été virulente, avec annonce de mesures de rétorsion économiques. « Vu la structure actuelle du pouvoir, le gouvernement ne pouvait pas faire moins », note un observateur en faisant allusion au contrôle que l'armée, gardienne du dogme ataturkiste, exerce sur les affaires publiques. Pour la même raison, c'est le secteur de l'armement français qui semble devoir pâtir le plus, avec l'exclusion pour un an d'Alcatel et de Thales d'appels d'offres du

ministère de la défense.

Mais les représailles annoncées sont pour partie aussi déclamatoires : « On a exclu les firmes françaises y compris de projets qui n'existaient pas », dit un Français d'Istanbul, en citant celui d'un pont autoroutier au-dessus du golfe d'Izmit, dont la réalisation était rien moins que décidée. Quant au mot d'ordre d'embargo sur les produits français, il risque d'être noyé dans la diminution globale des importations que la crise économique va imposer à la Turquie.

« Ce boycott est idiot », déclare pour sa part Ishak Alaton, qui dirige à Istanbul l'important groupe de construction Alarko et qui, d'une façon générale, n'a pas la langue dans sa poche. Pour lui, comme pour d'autres chefs d'entreprise et nombre d'intellectuels ou d'éditorialistes, les réactions officielles à la loi française sur le génocide sont l'un des symptômes de l'anachronisme du régime, de ses résistances au changement et au rapprochement avec l'Europe.

Il n'a pas manqué de bons serviteurs de l'Etat pour obtempérer, au moins en apparence, chacun à son niveau, au mot d'ordre de rétorsion envers la France. Par exemple, l'université d'Istanbul a annoncé qu'elle suspendait les programmes de coopération avec l'Institut français. Puis elle est revenue partiellement, quelques jours plus tard, sur cette décision... Certains intellectuels connus pour leur kémalisme pur et dur ont enfourché, en revanche, avec une réelle conviction la colère officielle.

Les plus pro-européens des Turcs sont les plus affectés par cette « brouille » avec la France. Ils s'inquiètent des intentions de l'Europe envers leur pays, notent amèrement que le sommet de Nice n'a même pas mentionné le nom de la Turquie dans ses conclusions ; ils craignent que l'Union européenne tout entière ne s'empare un jour de la polémique sur le génocide arménien comme prétexte pour masquer un inavouable refus de considérer la Turquie comme un pays candidat à l'adhésion.

C. T.

March 23, 2001 New York Times

Diyarbakir Journal: Where Misery Abounds, the Kurds Make Merry

By DOUGLAS FRANTZ

DIYARBAKIR, Turkey, March 22 — They arrived in every type of vehicle, even in wagons pulled by tractors. Six men balanced awkwardly on a motorcycle and teenagers dangled from the sides of trucks.

More than 100,000 people streamed into the fairgrounds outside this city to welcome spring with the Kurdish festival Newroz. Women wore gaily colored dresses and spangled head scarves and young men waved flags of green, yellow and red, the colors of the Kurdish people.

In a region scarred by 15 years of civil warfare and mired in poverty, the celebration marked what optimists saw as a potential turning point toward a feeling of hope and renewal for the Kurds of southeast Turkey.

"We want everybody to have their democratic rights to celebrate their culture," Canan Tariz, 20, said as she took a break from a circle of dancers spinning hypnotically to the beat of a powerful drum and a zurna, a clarinet like folk instrument. "They tried to pressure us to give up our rights, but this celebration is a step that shows it is not possible."

There are many steps to go before the region can be considered normal. Four provinces remain under emergency rule despite two years of calm after the Kurdish separatists guerrillas laid down their weapons after the arrest of their leader, Abdullah Ocalan.

Military checkpoints dot the highways, and armored vehicles and troop convoys are part of the dusty landscape. Plainclothes security policemen patrol every neighborhood and village, traveling in threes in unmarked cars with Kalashnikov rifles wedged between the seats.

Tucked into the headbands of many Newroz participants were small cards with photographs of two Kurdish politicians who disappeared in January. They were last seen entering a military command post in Silopi, east of here.

The day before the disappearances, the popular police chief of Diyarbakir was killed by 20 gunmen a hundred yards from his office. No one has been arrested and a deep fear runs through the community that the assassination was orchestrated by people unhappy with the chief because he treated people with respect and tolerance.

The gunning down of the chief and the disappearances underlined the tension that remains beneath the surface in the region. Though they did not lead to counter violence, the events sent a frightening message.

"For two years I did not feel it necessary to look back when I was on the streets, but for the last three months I look back, front, left and right," Osman Baydemir, the head of the Diyarbakir office of the Human Rights Association, said as he sat in his office beneath the photos of four predecessors who were killed or disappeared in recent years.

Mr. Baydemir said reports of torture and other abuses to his office had climbed in the last three months after dropping off for two years. He sees the tougher climate as evidence that some in government do not really want peace in the southeast.

Government officials said time was needed to restore peace and prosperity. The presence of the military and the tough controls of emergency rule, they said, are necessary to prevent a return to violence.

The Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., was fighting to create a Kurdish state, but most Kurds say they want nothing more than the right to observe their Kurdish heritage within Turkey.

A central part of that heritage is Newroz, which dates back 2,500 years as a celebration of spring and the new year in parts of the Middle East and Asia. In past years, the Turkish security police banned the celebrations because the P.K.K. tried to turn them into political rallies, which often ended in violence.

But the region is calm enough that local officials received permission to stage festivals on Wednesday as a symbol

of progress and hope. In Diyarbakir, the largest city in the region, city officials were even allowed to ignore the official ban on the Kurdish language and spell Newroz in the Kurdish way.

There were scattered clashes and arrests elsewhere in the region and roads out of some militant villages were closed for the day. But here the celebration was decidedly festive, with music and dancing.

"Newroz is our most important holiday," Sultan Yildiz, 45, said as she and other dancers circled a smoldering fire that symbolized the new beginning of spring. "Despite any oppression, we have continued to celebrate it."

Politics did not take a holiday, but they stayed in the background, just as the police monitoring the party kept to the periphery of the grounds.

Within one circle of dancers, a young man in a kafiye pretended to be shot and fell to the ground. He was revived elaborately by a young woman dancer. Other dancers flashed the two-fingered V symbol of the outlawed P.K.K. and chanted the name of Mr. Ocalan.

But the overall mood was happy, a celebration of Kurdish culture without bloodshed.

"This shows a wish for peace," Ahmet Turk, deputy director of the People's Democracy Party, which runs the local government, said as he watched the huge crowd from the grandstand. "Our people are in search of their human rights and they want to live in peace."

* * * * *

DGM rejects terrorist Sakik's request for reduced sentence

Turkish Daily News March 23, 2001

The State Security Court (DGM) on Friday rejected a request by a so-called senior Kurdistan Workers' Party (PKK) commander to benefit from a leniency law that would commute his death sentence.

Semdin Sakik, a former top commander in Abdullah Ocalan's terrorist organization the PKK, was sentenced to death in 1999 for his role in the slaying of 283 people by the PKK. An appeals court upheld his sentence in December.

Sakik, 41, had asked to benefit from a so-called "repentance law," which reduces the sentences of PKK militants who ask for forgiveness and give the military useful information on the group.

Sakik told the court that he had given important information to Turkish security forces and continued to do so. The so-called commander who led PKK operations in Turkey had previously asked for forgiveness for his terrorist attacks.

But the DGM in the southeastern city of Diyarbakir said Sakik could not benefit from the repentance law because he had been the PKK's second in command. The government has said that the law would not apply to PKK leaders. Sakik's lawyer, Vedat Erten, said he would appeal the ruling to the Constitutional Court, arguing that it violated the principle of equality before the law, Anatolia said.

A prior request by Sakik to benefit from the repentance law was rejected because the law was not yet in effect.

Turkey has not executed anyone since 1984. Some 50 people remain on death row. PKK leader Ocalan is also on death row. Ocalan was captured by security forces and sentenced to death for treason and separatism in 1999.

Sakik was captured, along with his brother, in northern Iraq in a covert operation by Turkish special forces in March 1998, months after he had a falling out with Ocalan. The PKK has announced an end to its armed struggle for Kurdish autonomy in southeastern Turkey. Turkey has rejected the cease-fire and sporadic clashes continue.

* * * * *

GARDIENNE DE L'HÉRITAGE LAÏQUE D'ATATÜRK, l'armée exerce une surveillance étroite sur la vie politique turque. Son influence est importante également dans le domaine économique. Récit ■

DE NOTRE CORRESPONDANT ÉRIC BIEGALA

Turquie : l'ombre des janissaires

L'homme est immense. Derrière de fines lunettes, le regard d'acier est immobile. Aucun muscle du visage ne frémit, aucun geste n'est esquissé. Surmontant de larges épaules, le visage carré au teint légèrement cireux est parsemé de ridicules sculptures par l'âge... Le général à la retraite Dogan Güres ne regarde pas, il scrute l'interlocuteur... Et jauge en silence. Image vivante de l'autorité martiale, l'ancien chef d'état-major de l'armée reçoit dans le bureau type des parlementaires de l'Assemblée nationale, au centre d'Ankara. A l'autre bout de la petite pièce, derrière une plante verte, un secrétaire-aide de camp attend d'un air soumis les ordres de son supérieur.

Député du Parti de la juste voie (DYP, droite), l'ancien général est également un homme politique, une exception en Turquie. Car, si l'armée pèse d'un poids déterminant, elle le fait en coulisse.

Le rôle des militaires dans la politique turque ne date pas d'hier. Durant

les six siècles de l'Empire ottoman, pas moins de 5 sultans et 43 grands vizirs ont été exécutés au cours de révoltes militaires. Le rythme s'est à peine ralenti avec l'avènement de la république, en 1923. En 1960, le Premier ministre, Adnan Menderes, est pendu après avoir été renversé par l'armée. A partir de 1971, date d'une nouvelle intervention, il n'y a plus d'exécutions. Ainsi, lors du coup d'Etat de 1980, les politiciens seront-ils simplement emprisonnés.

Le retour à une administration civile sera très progressif. L'avènement de Turgut Özal comme Premier ministre en 1983, puis comme président en 1989, accélère le mouvement. La libéralisation du régime est économique, mais aussi politique. 1991 voit par exemple l'usage public de la langue kurde autorisé. La même année a lieu une véritable première : en désaccord avec le chef de l'Etat durant la guerre du Golfe, c'est le chef d'état-major qui cède et démissionne. C'est à son successeur,

Une armée de plus en plus puissante.





le général Dogan Güres, que reviendra la tâche d'organiser le combat contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan.

Les généraux font leur retour sur la scène politique en 1993. Après la mort d'Özal, les élus perdent totalement le contrôle d'une « question kurde » dorénavant entièrement gérée par l'armée. Celle-ci rencontre d'ailleurs ses premiers succès, mais à quel prix... Selon un rapport parlementaire, environ 3 500 villages kurdes sont brûlés arbitrairement et leurs habitants contraints à l'exil. Sur les quelque 30 000 morts du conflit, plus des deux tiers sont imputables aux forces armées turques. « Nous avons été durs, concède Dogan Güres. Mais c'était la seule manière de ne pas voir le terrorisme s'éterniser, comme en Espagne avec l'ETA ou en Grande-Bretagne avec l'Ira. »

Dès 1995, la menace du PKK est considérée comme « sous contrôle ». L'état-major s'attaque alors à un autre dragon : le fondamentalisme. Le gouvernement de l'islamiste Necmettin Erbakan est ainsi contraint à la démission en 1997, à la suite d'une campagne orchestrée par l'armée. Un coup d'Etat

Si l'armée pèse d'un poids déterminant sur la vie du pays, elle le fait en coulisses.

« postmoderne », explique la presse, qui baptisera l'événement « processus du 28 février ». La date correspond à ce fameux Conseil de sécurité nationale au cours duquel les militaires imposèrent une vingtaine de mesures anti-islamistes à un gouvernement... dominé par les islamistes. Ce Conseil de sécurité nationale (CSN) est l'institution par laquelle les forces armées expriment aujourd'hui leurs positions. Présidé par le chef de l'Etat, il est, en fait, une courroie de transmission de l'armée.

Mais le rôle politique des militaires ne se limite pas aux échanges à huis clos du CSN. Le chef d'état-major est statutairement le troisième personnage de l'Etat. De simples « petites phrases », de longs discours ou communiqués lapidaires : les forces armées font valoir leur point de vue à tout propos. ▶



L'état-major turc et Colin Powell dans le cadre du comité militaire Otan-Pacte de Varsovie.

Omniprésents dans la vie politique, les militaires le sont tout autant dans la diplomatie et l'économie.

Le ciel est bas en cette fin d'automne. Un « plafond » de quelques centaines de pieds à peine recouvre l'immense plaine anatolienne. Une petite brise fait doucement onduler l'herbe jaunie des champs. Sur la base aérienne de Balıkesir règne une agitation inhabituelle. Au loin, on aperçoit déjà le phare d'atterrissage de trois F-16 Fighting Falcon... Les appareils se posent à tour de rôle alors que crépitent les appareils photo d'une petite armée de journalistes. Les avions viennent doucement se ranger sur le tarmac... Ils sont en tout point identiques aux appareils affectés à Balıkesir, camouflage compris. Une seule différence : leur cocarde bleu-blanc... Les nouveaux venus sont grecs et doivent participer à des manœuvres communes avec l'armée turque sous l'égide de l'Otan. « Ça fait un an que nous préparons cet atterrissage », s'enthousiasme un colonel de l'armée de l'air d'Ankara... L'exaltation sera de courte durée : dix jours plus tard, les Grecs se retireront des manœuvres après un incident avec les Turcs. Il n'empêche : ce sont les militaires qui avaient organisé ce rapprochement – il est vrai éphémère – avec la Grèce.

Mais l'initiative diplomatique la plus spectaculaire prise par l'armée reste l'accord militaire signé avec Israël en 1996. L'ironie de l'Histoire veut que ce soit l'islamiste Necmettin Erbakan, Premier ministre à l'époque, qui ait paraphé le texte...

La puissance de l'armée se traduit aussi en termes économiques. Il y a d'abord le coût des opérations contre le PKK depuis seize ans : entre 560 et

1 400 milliards de francs, selon les services du Plan. Une ardoise qui risque de s'alourdir, l'armée ayant porté le combat en Irak du nord depuis que les rebelles kurdes s'y sont repliés fin 1999.

Il y a ensuite le formidable budget d'équipement prévu pour les vingt-cinq prochaines années : 1 050 milliards de francs pour obtenir 1 000 chars de combat de troisième génération, 145 hélicoptères d'attaque, des satellites espions, des moyens de contrôle et d'alerte aéroportés (avions Awacs)... Pour 1999, l'Otan estime ainsi que la Turquie a dépensé l'équivalent de 5,7 % de son PIB pour la défense, loin devant la plupart des autres pays de l'Alliance. Entre 1996 et 2000, le budget de la défense a pratiquement doublé, passant de 26 à 49,8 milliards de francs.

Le soutien du peuple

Même si les estimations restent difficiles, tant les comptes de l'armée sont opaques, leur poids sur les finances publiques vient pourtant d'être épinglé par le FMI. Dans sa dernière « lettre d'intention », la Turquie a ainsi promis de juguler ses dépenses de défense en échange d'une enveloppe de 10,5 milliards de dollars destinée à stopper l'inflation.

Les militaires sont également très présents dans le tissu industriel du pays. D'abord par le biais de la Fondation pour le renforcement des forces armées (TSKGV), dont le rôle est d'édifier une industrie de défense proprement turque. Aujourd'hui, 21 % des besoins de l'armée sont produits localement par des entreprises dont la TSKGV détient souvent la majorité. Mais la grande originalité de l'armée turque, c'est le groupe « privé » Oyak,

qui emploie environ 30 000 personnes. Oyak n'est autre que le fonds de pension des officiers. C'est également le troisième groupe industriel du pays et ses activités couvrent de nombreux domaines. Il est présent dans l'automobile grâce à son alliance avec Renault, dans le pétrole en coopération avec Elf, dans les assurances en partenariat avec Axa, sans parler de la construction, de la chimie, du tourisme ou de la banque.

Si les entreprises étrangères – et particulièrement françaises – sont si promptes à s'allier au fonds de pension des officiers, c'est peut-être qu'il propose de très avantageux privilèges fiscaux.

Au total, Ankara dispose donc d'un appareil militaro-industriel complexe et performant, au service d'une armée puissante – la première de la région – et qui ne cesse de se renforcer.

« Tant que l'armée aura le soutien du peuple, on ne pourra rien changer », pronostique le journaliste Mehmet Ali Kislali, spécialisé dans les affaires de défense et réputé proche des militaires. Les sondages confirment en effet régulièrement que les forces armées sont l'institution la plus appréciée des Turcs.

« Les officiers ne viennent pas de l'élite. L'armée, en fait, représente la classe moyenne et défavorisée de Turquie, qui est la plus nombreuse », plaide pour sa part le général à la retraite Ergin Yurdas. « Nos homologues turcs ne sont pas particulièrement bien payés mais ils disposent d'hôpitaux, de mess, de clubs de vacances, d'une infrastructure très large qui leur permet d'avoir un train de vie équivalent à celui des couches supérieures de la société », estime un officier occidental.

Quant aux valeurs de l'armée, elles

REPERES

Effectifs 639 000 hommes	artillerie : 4 274 (M-114)
Forces paramilitaires 182 200 hommes	Marine Bâtiments : 21 frégates (Knox) ; sous-marins : 15 ; autres bâtiments : 106 ; troupes de marine : 3 100
Budget 8,9 milliards de dollars	Forces aériennes
Dépenses militaires 5,7 % du PIB	Avions de combat : 460 (F-4, F-5, F-16) ; hélicoptères : 21 (UH-1) ; transport : 78 (C-160)
Armée de terre	
Chars : 4 280 (M-60, Leopard)	
véhicules blindés : 3 540 (M-113)	

demeurent résolument kémalistes. L'idéologie officielle du régime a été édictée dans les années 20 par Mustafa Kemal Atatürk, général visionnaire, fondateur de la république et grand réformateur. Elles se réduisent aujourd'hui à un nationalisme laïque.

Omniprésente en politique, dans la diplomatie comme dans l'économie, l'armée d'Ankara a une doctrine militaire qui se dessine à la lumière de ses gigantesques projets d'équipement. Pourquoi autant d'hélicoptères d'attaque ? « *C'est une arme indispensable dans les conflits de faible intensité, là où l'ennemi se déplace*, explique Mehmet Ali Kislali, auteur d'un ouvrage sur la question. *Or nous avons un ennemi intérieur : il y a 12 millions de Kurdes dans ce pays et avec seulement 2 000 militaires ils peuvent faire très mal.* »

Les moyens de détection et de contrôle aéroportés sont, eux, destinés au théâtre égéen, afin de faire face

Face à l'imposante armée turque, l'Europe avance avec prudence.

à la Grèce. Les deux alliés de l'Otan ont déjà failli s'affronter par trois fois durant les trente dernières années. Quant aux 1 000 chars, « *c'est difficile d'imaginer contre qui ils pourraient servir... la Syrie peut-être, à moins qu'il ne s'agisse d'une simple force de dissuasion* », analyse un expert occidental. L'armée turque est déjà la cinquième force mécanisée du monde, avec 4 280 chars.

Mais le pays a des voisins turbulents (Syrie, Irak, Iran, Caucase, Balkans), qui peuvent légitimement l'inquiéter.

Face au formidable appareil qu'est l'armée turque, l'Union européenne avance prudemment. Les diplomates se sont pour le moment limités à demander la transformation du Conseil de sécurité nationale en un simple organe consultatif d'ici à 2004. Restera à convaincre les militaires sur les autres chapitres, qu'il s'agisse de la libéralisation du régime ou de la démilitarisation de Chypre, elle-même candidate à l'intégration. La longue marche vers l'Europe semble donc pavée de révisions déchirantes... ■

LA DÉPÊCHE... de Pierre Beylaur

L'hypocrisie de l'Europe

L'Europe feint d'ignorer que l'armée turque fut le garant de l'ancrage occidental et laïque du pays. Et reste un rempart contre l'intégrisme.

L'Europe fait preuve à l'égard de la Turquie d'une suave hypocrisie. Le cahier des charges imposé à Ankara pour sa problématique adhésion à l'Union européenne est en apparence raisonnable : respect des droits de l'homme, renonciation à la peine de mort, octroi aux Kurdes de droits culturels, réduction du poids de l'armée dans la vie politique. Le gouvernement turc vient d'ailleurs d'adopter un programme national visant précisément à faciliter l'entrée dans l'Union européenne. Mais celui-ci ne sera sans doute pas jugé suffisant par les instances de Bruxelles.

L'Europe exige que l'armée cesse de s'immiscer dans la sphère politique, rentre définitivement dans ses casernes, s'engage à ne plus jamais franchir l'invisible Rubicon de la chose publique. Les centurions vétilleux qui veillent sur l'héritage d'Atatürk furent longtemps le meilleur garant de l'ancrage européen de la Turquie, de sa modernité. Ils ont, ces dernières décennies, à plusieurs reprises jeté leur glaive dans la balance pour sauver le pays du chaos ou du danger intégriste. Sans eux, la Turquie aurait sans doute, depuis belle lurette, abandonné son option résolument laïque. Elle aurait probablement cédé aux sirènes de l'islamisme, se serait détachée de l'Europe et laissé emporter par le vertige de périlleuses nostalgies ottomanes.

Les temps ont cependant changé. La société civile s'est affirmée avec vigueur, de jeunes générations issues des classes moyennes n'envisagent leur avenir que par rapport à l'Europe. Les militaires sont invités à davantage de discrétion. Kemal Dervis, le nouveau ministre de

l'économie auquel échoit la délicate mission de sortir son pays de la crise, a l'oreille de la communauté financière internationale. Et pour cause : il occupait jusqu'à ces derniers jours les fonctions de vice-président de la Banque mondiale. Conséquence : Ankara a obtenu le soutien du FMI.

L'Europe a tout intérêt à préserver la stabilité et la prospérité de la Turquie. A encourager son adhésion aux valeurs dont se réclame l'Occident. Mais faut-il pour autant prendre le risque de démanteler trop vite les garde-fous qui, justement, assurent l'arrimage d'Ankara au système européen ? Vaste débat.

La Turquie est un Etat singulier. Un pied dans la modernité laïque européenne, l'autre dans la tradition musulmane proche-orientale. Elle a des voisins turbulents : Syrie, Irak, Arménie, Géorgie. L'irrédentisme kurde constitue un danger pour son unité territoriale.

Elle fut le premier Etat musulman à avoir noué des relations avec Israël, y compris sur le plan militaire. La Turquie est certes en Europe, mais aussi en Orient. Elle contrôle l'approvisionnement en eau de la Syrie. Les principaux oléoducs qui transportent le brut irakien vers la Méditerranée traversent son territoire.

Peut-on sérieusement faire abstraction de ces réalités politiques, sociologiques, stratégiques, psychologiques et feindre de croire que la Turquie peut, d'un jour à l'autre, se comporter comme les Pays-Bas ?

La violence avec laquelle les Turcs ont réagi au vote du Parlement français reconnaissant le génocide arménien mérite réflexion ■

REUTERS 22 March 2001



Kurdish demonstrators chant slogans as they flash victory signs during the Nowruz spring festival celebrations in Istanbul, Turkey, Wednesday, March 21, 2001. More than 50,000 Kurds across the country marked the Kurdish New Year but clashes and a ban on festivities in Istanbul overshadowed the celebrations. The yellow-red-green flag represents traditional Kurdish colors. (AP Photo/Murad Sezer)



A Kurdish man jump over a fire as others watch during a gathering to celebrate the spring festival of Newroz in Istanbul March 21, 2001. Newroz is traditionally a time of protest for Turkey's restive Kurds and a rallying cry for Kurdish nationalists. Turkish authorities, seeking to control the festival by holding official events, have banned impromptu public celebrations all over the country. REUTERS/Mustafa Ozer

21 March 2001



POLITIQUE

L'ambassadeur de Russie à Ankara se prononce à titre personnel contre la révision du Traité de Kars

Les Affaires étrangères et plusieurs formations politiques se désolidarisent de M. Haïrikian

Une semaine après son appel à l'annulation du Traité russo-turc du 16 mars 1921 (cf. n° 354), Parouïr Haïrikian a organisé vendredi 16 mars à Erévan une manifestation qui n'a rassemblé que 200 à 250 personnes. Le dirigeant de l'Union pour l'Auto-détermination (UA) a appelé les autorités, les forces politiques et les peuples d'Azerbaïdjan, de Turquie et de Russie à «trouver les ressources pour se débarrasser du lourd héritage de l'histoire». M. Haïrikian a affirmé que l'Arménie, qui a retrouvé son indépendance, «se délivrera tôt ou tard des traités imposés par les occupants».

Le dirigeant de l'UA a annoncé enfin que si cette manifestation n'avait d'autre but que d'informer l'opinion publique sur cette question, une autre suivrait prochainement, avec d'autres partis politiques soutenant l'initiative de l'UA.

Le président de l'UA, Nerses Zeynalvandian, avait déclaré la veille aux journalistes que les autres formations politiques et organisations arméniennes (l'Union démocratique nationale de Vazken Manoukian, le Parti Démocrate-Libéral, "Unité nationale" et l'Union des Anciens Combattants pour la Lutte de Libération)

avaient rejeté l'appel de l'UA à manifester - au motif que le moment choisi n'était «pas opportun» -, tout en exprimant leur accord avec l'UA sur de nombreuses questions en relation avec le Traité russo-turc du 16 mars 1921. Cela n'empêchera pas l'UA, a affirmé M. Zeynalvandian, de continuer à réclamer l'annulation du Traité de Kars, et de militer en faveur de l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la politique étrangère d'Erévan.

Un appel qui semble avoir peu de chances d'être entendu actuellement, puisque la porte-parole de la diplomatie arménienne, Dziunik Aghadjanian, déclarait le même jour que «les déclarations faites par Parouïr Haïrikian sur cette question ne trouvent aucun écho dans la politique menée par l'Etat, et ne correspondent absolument pas à la politique étrangère de l'Arménie».

Après la Turquie la semaine dernière, c'est la Russie qui a réagi cette semaine à l'annonce de Parouïr Haïrikian, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Ankara. Dans un entretien accordé au quotidien turc de langue anglaise *Turkish Daily News*, l'ambassadeur de Russie en Turquie Alexandre Lebedev a

déclaré que le Traité de Kars délimitant la frontière entre l'URSS et la Turquie, signé par la Russie et la Turquie en 1921, ne pouvait être contesté. «A titre personnel, je ne pense pas que le Traité de Kars puisse être révisé», a déclaré le diplomate russe. «Ces litiges sur les frontières avaient été réglés à Potsdam, dans la foulée de la fin de la deuxième guerre mondiale. Légalement, le Traité de Kars ne peut être contesté. Je n'ai d'ailleurs jamais entendu le président Kotcharian réclamer des territoires situés en Turquie», a-t-il ajouté.

Invité à réagir sur la demande d'annulation du Traité formulée par Parouïr Haïrikian (cf. n° 354), M. Lebedev a appelé le président de la commission des droits de l'homme à «se concentrer plutôt sur le règlement du conflit du Karabagh». Il a souligné que le problème avait d'ailleurs déjà été soulevé après la deuxième guerre mondiale par Staline, dont la demande n'avait pas été satisfaite. Et si l'Arménie veut discuter de frontières, elle n'a qu'à le faire directement avec Ankara, suggère M. Lebedev, même si elle n'était pas signataire du Traité. ●

LA LETTRE DE L'UGAB

Samedi 24 mars 2001

Kurds in Iran Arrested in Newroz

Kurdish Media - 25 Mar 2001

SANANDAJ, Kurdistan (KM) - Kurdish demonstrators clashed with Iranian security forces in Kurdistan in different cities.

The tensions in Kurdistan reached a new level after the security forces in Iran clashed with Kurds during Newroz. Around 100 Kurds were arrested after the special security forces of the Islamic regime clashed with the Kurds in Sanandaj and a number of other cities in Kurdistan province in Iran on last Tuesday morning.

In another development, the secretary of KDPI, the main Kurdish opposition group in Kurdistan, in his recent interview explained that the Iranian governments have left no other option for Kurds but armed movement. Hassanzadeh criticised the Khatami administration for his lack of Kurdish policy.

* * * * *

U.S. Floats Ideas on Iraqi Sanctions Package

Reuters - 26 March 2001

By Jonathan Wright

WASHINGTON (Reuters) - U.S. ideas for a new sanctions package against Iraq include U.N. inspectors for Iraqi-bound planes, discounted pricing for Iraqi oil sold to "frontline" states and possibly oil subsidies from Gulf states to Iraq's poorer neighbors, U.S. officials said on Monday.

The new Bush administration has been working on the package since taking office in January, in the hope of restoring international solidarity against Iraq acquiring military equipment or materials for weapons of mass destruction.

Another aim is to prevent the Baghdad government using the sanctions system to blame the United States and its allies for the sufferings of the Iraqi people.

The U.S. officials, who asked not to be named, said the Bush administration still needs to work out the details internally, with Iraqi neighbors Syria, Jordan and Turkey, and with permanent members of the U.N. Security Council.

The future of sanctions against Iraq has dominated preparations for Tuesday's Arab summit in Amman, where most Arab countries have said they favor lifting sanctions.

The U.S. ideas will feature prominently in talks in Washington on Monday between Secretary of State Colin Powell (news - web sites) and French Foreign Minister Hubert Vedrine, whose government has been critical of the existing sanctions system. The U.S. officials said the ideas include:

- tightening controls at border crossings into Iraq, relying on national customs but with support from inspectors from the United Nations (news - web sites) or some other international organization to ensure consistency between countries.

Iraq's neighbors are worried that tighter controls will put them at an economic disadvantage compared with other countries which have profited from smuggling. The United States wants to find a system that reassures them.

Discounted Prices

- a system for inspecting aircraft at the airports from which they take off, to ensure they are not carrying banned goods. One official said he thought only a small number of airports would be approved for flights to Iraq.

- arrangements to bring Iraq's illicit oil exports through Turkey, Syria, Jordan and Iran under the U.N. system, if necessary by authorizing discounted prices. "It doesn't matter what price Iraqi gets, as long as there's no money under the table and it goes into an escrow account under U.N. control," one senior U.S. official said.

But under the present smuggling system, Iraq offers discounts in return for receiving cash payments outside the U.N. system. The officials did not explain why Iraq should continue to offer a discount under the new conditions.

– the United States could arrange for the frontline states, mainly Syria, Jordan and Turkey, to receive cheap oil from "other places" – in other words the wealthy oil-producing countries in the Gulf, if they suffer economically from cracking down on the illicit trade with Iraq.

"We are not asking the (frontline) countries to pay the price of cooperating," one U.S. official said.

Saudi Arabia and Kuwait, Iraq's neighbors to the south and its enemies in the Gulf War (news - web sites) of 1991, have a powerful incentive to prevent Iraq from building up its military strength, even if they advocate an end to controls over Iraq's civilian imports.

– the United Nations would draw up a list of companies authorized to buy Iraqi oil, to cut out dubious companies suspected of making under-the-counter payments to the Iraqis.

Support For Opposition

Arab diplomats in Washington said they did not think the Bush administration had made much progress with its Iraq sanctions package, partly because of disagreements within the administration over Iraqi policy as a whole.

The administration has not yet decided how much support to give to the Iraqi opposition in exile and how to manage the controversial no-fly zones it operates in the north and south of Iraq, ostensibly to protect Kurds and Shi'ites.

Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz, who has been a hawk on trying to overthrow Iraqi President Saddam Hussein (news - web sites), said on Monday Washington would work for "new leadership."

"He (Saddam) still rules his people under the yoke of oppression. He remains a threat to his neighbors as long as he is in power... That is why the United States continues to look for new leadership in Iraq... We will work for that," Wolfowitz told the American-Turkish Council.

One U.S. official said it was reasonable to assume that the target date for a complete package of measures would be June, when the United Nations does its six-monthly review of the oil-for-food program for Iraq.

* * * * *

Khatami back to work but with no word yet on election plan

AFP - 26 March 2001

TEHRAN, March 26 (AFP) - President Mohammad Khatami, who has kept the nation on tenterhooks with his silence over a possible run for a second term, was back to work Monday after his new year's holiday, state radio said. It said Khatami met with members of the presidential staff in his office after several days off following the Iranian new year last Tuesday, and offered "thanks to God" for recent rains in the drought-ravaged country.

He said they were signs of "divine grace" for the new year.

Khatami has yet to declare whether he will seek re-election when voters go to the polls on June 8, but in his new year's address to the people last week said that his "duty was (a) heavy and difficult" one. "The era of responsibilities and high functions is not eternal", he said, adding the Iranian people "yearned for freedom, security, democracy, religion, progress and justice," and that this "required calm, moderation and tolerance."

Khatami has seen his reform movement surge to big wins in municipal and parliamentary elections, only to face a backlash from conservatives who control key state institutions such as the courts, army and police.

In October he denounced the campaign against his liberalising reforms as "sick." The 57-year-old moderate cleric won some 70 percent of the vote in 1997 and remains popular with women and the young, particularly students.

Kurds: Saddam pressures UN for support

UPI - 27 March 2001 16:47 (ET)

By DERK KINNANE ROELOFSMA

WASHINGTON, March 27 (UPI) -- Saddam Hussein is pressuring United Nations humanitarian operations to do his bidding in Northern Iraq. Kurds in the region complain that he is being helped in this by other Arab U.N. personnel working there.

The aim of the Iraqi dictator, according to analysts Tuesday, is to restore his control over what for the past decade has been a self-governing Iraqi Kurdistan.

In his campaign to make officials of the world body bend to his will, he has launched a vitriolic attack on Benon Sevan, the well-regarded chief of the U.N.'s oil for food program.

On March 18, the Baghdad newspaper, Babel, run by Saddam's son, Uday, accused Sevan of wishing to employ expatriate staff in Iraqi Kurdistan who would be spies for the United States, Britain and Israel.

"Sevan asked the (U.N.) Security Council during a debate on the difficulties in the northern provinces (of Iraq) to recruit foreigners," Babel said. "But what Sevan omitted to say is that the foreigners that he wants to recruit for his program are spies paid by the United States, Britain and the Zionist entity and have nothing to do with implementing his humanitarian program."

In fact, non-Iraqis are needed because Kurdish authorities in the north will not accept candidates selected from elsewhere in Iraq by Saddam's regime, as Sevan noted in a report to the Security Council on March 8. The Kurds tell visitors to the region that Iraqi intelligence would control choice of staff to ensure a readiness to do what they are told to do.

The Babel attack came after Sevan's report in which he spoke of increasingly critical statements and allegations by Iraq against the U.N. Office of the Iraq Program of which Sevan is executive director. OIP supervises the U.N. oil for food program under which U.N. controlled sale of Iraqi oil is used to pay for humanitarian goods.

Sevan's report followed complaints by Iraqi Foreign Minister Mohammad Said al-Sahaf to U.N. Secretary General Kofi Annan on Feb. 26 about the U.N. agencies in northern Iraq working with local Kurdish officials. Al-Sahaf claimed this violated Iraqi sovereignty. Baghdad lost control over much of Iraqi Kurdistan in the wake of the 1991 Persian Gulf War when the United States set up a safe haven, then a no-fly zone over the Kurdish north. This protection, maintained by U.S. and British air patrols, has enabled the Kurds to set up two self-governing areas run by rival Kurdish parties. The Bush administration last week reassured a visiting Kurdish mission that the air protection is to be maintained.

The mission was made up of senior representatives of the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party. Bitter rivals that have waged war on each other, the two parties are currently in a process of reconciliation. The PUK, headed by Jalal Talabani, governs the eastern part of Iraqi Kurdistan that has a frontier with Iran. The KDP, lead by Mas'ud Barzani, controls the northern part with a border on Turkey.

Baghdad is also stalling on issuing visas to U.N. personnel assigned to the Kurdish provinces of Dahuk, Irbil and Sulaimaniya in the northeast of Iraq. The result has, among other things, prevented experts from removing land mines and maintaining plants supplying electricity in the area, local Kurds report.

Staff working in the field for the U.N. educational agency, UNESCO, are predominantly Arab, according to Kurds there. "When UNESCO offers expertise," a local official complained, "it often brings it in from regional countries - and the Arab countries' educational system is no better than ours." When Japanese, German, or American experts are proposed, Baghdad refuses them visas, he said.

In New York, U.N. officials told United Press International that Arabs have the advantage of speaking Arabic, a language widely understood in Iraqi Kurdistan.

Saddam also has sought to get the United Nations to cut off relations with non-governmental organizations in the Kurdish region that have not been authorized by Baghdad. A Westerner working in the area reports that among NGOs affected have been British Save the Children, Help Age International, the Swedish Qandil and Diakonia, Peace Winds of Japan and Handicapped International of Belgium.

The demand prompted the U.S. mission to the United Nations to tell the Security Council on March 2 that it hoped the United Nations would continue to work with the NGOs. The prime minister of the PUK area, Barham Salih, told UPI, "The NGOs have a vital role to play in meeting the humanitarian needs of Kurds. To do so requires the NGOs involvement."

OIP says it is continuing to work with NGOs with which it is jointly implementing projects in the region.

Saddam's try at determining what NGOs are to be allowed into the north has been aided by some of the numerous Arabs employed in U.N. agencies in Iraq.

Thus, Rima al-Azar, an Arab woman in charge of the child protection program of UNICEF, the U.N. children's agency, in Irbil, informed NGOs by e-mail on Feb 17 that there would be no more money for their activities. A request for written confirmation went unanswered, NGO workers said.

At UNICEF headquarters in New York, a spokesman said a decision to cut off relations with NGOs would have to be made at the country level of administration. In Iraq, that authority lies with the office of the U.N. humanitarian coordinator in Baghdad. The UNICEF official rejected any suggestion that UNICEF staff were acting contrary to the principles of the organization. In Baghdad, a U.N. official said he was unaware of funds to NGOs being cut off. But, he added, funding had been suspended for some NGOs while certain issues were sorted out. Asked what the issues were, he said he was not free to say what they were, but that they might include financial accountability and organizational structure.

Another Arab, a Dr. Anwar who runs the UNICEF education program based in Irbil, the seat of the Kurdistan Regional Government, is considered by Kurds to be deferential to Saddam. So, local Kurds say, are a number of other Arabs from Sudan, Egypt Morocco and elsewhere

Kurdish officials saw the attack on UNICEF in part as retaliation for the agency's reports showing that child and maternal health in Northern Iraq, even under U.N. sanctions, was significantly better than in the rest of Iraq. The finding contradicts Saddam's claims that it is the sanctions, and not his government, that is harming children in the area under his domination.

Arabs in the employ of the World Health Organization are reported by Kurdish medical workers in the region to have denied Kurdish hospitals essential medical supplies. Hospitals have been able to carry out only the most urgent surgery. The individuals who took these decisions acted on their own and beyond their proper authority, Kurds say.

An Arab WHO official told Kurds the cut off of medical supplies might be due to the United States or Great Britain holding them up. A check with U.N. headquarters in New York, Kurds say, determined this was not so.

According to NGO staff, local offices of U.N. agencies have broken off with bodies doing such work as educating local physicians and social workers in how to deal with children traumatized by war, other violence and abuse.

Kurdish officials have complained that U.N. Food and Agriculture Organization staff has undermined projects to improve water resources and irrigation. Kurdish intelligence services believe many drivers hired by the U.N. come to their jobs from Iraqi intelligence agencies or the ruling Baath party.

U.N. jobs pay well, and Baghdad can cancel the visas of individuals in U.N. employ. So employees from poor countries, such as Egypt, Sudan, or Pakistan, fear losing their jobs unless they please Baghdad.

U.N. employees who are Arab nationalists also sabotage projects they think could lead to greater autonomy for the Kurds from Arab-dominated Baghdad, Kurds have told Western visitors. An OIP spokeswoman dismissed the accusations as merely opinions.

There has been no change in working with NGOs engaged in implementing projects in which the U.N. is participating under the food for oil program, she said.

Saddam's attacks on the U.N., its agencies and NGOs comes as he is completing his escape from the isolation imposed on him by the United States and the U.N. for invading and occupying Kuwait. The U.N. system of economic sanctions has been increasingly circumvented by Baghdad, and Secretary of State Colin Powell has made adoption of modified sanctions one basket in the Bush administration's emerging policy on Iraq.

Meanwhile, with the exception of Kuwait and Saudi Arabia, the Arab governments and others have been busy restoring diplomatic and commercial ties with his regime while his demand for an end to the no-fly zone is echoed by Russia.

* * * * *

Kurdestan prov. exports goods worth dlrs 14.78m

IRNA- 27 March 2001

Sanandaj, Kurdestan Prov., March 27, IRNA -- Goods worth dlrs 14,779,000 (rls 24 billion) were exported from provincial border markets during the last Iranian year (ending March 20), said Director of the provincial Commercial Department Assadollah Barkhordari here Tuesday. Barkhordari told IRNA that the goods exported included fruits, dried fruits, industrial home appliances, plastic products and industrial goods.

He said the goods were exported to Qatar, Saudi Arabia, Kuwait, the UAE, Germany, Portugal, Sudan, Central Asian republics, Azerbaijan, Bahrain, Oman and Iraqi Kurdestan. According to Barkhordari exports from provincial border markets in the Iranian year ending March 20 showed a 1.6-fold decrease.

He said major goods exported were cement, clinker and gums. He added that during this period, dlrs 5,334,000 worth non-oil commodities (rls 5.374 billion) were imported through three borders markets. Compared to the same period the previous year, the figure showed 2.5 percent decrease in terms of value, he said. (8000 Rls = 1 Dlr)

* * * * *

Israel deports 14 Kurd Refugees

UPI - 26 March 2001 16:59 (ET)

TEL AVIV, Israel, March 26 (UPI) -- Israel Monday deported 14 Kurds who arrived from Lebanon seeking asylum. The refugees crossed the border fence at Rosh Hanikra but refused to go inland and squatted on the Lebanese side of the line, UNIFIL's spokesman Timor Goksel said. The Kurdish refugees include three babies. UNIFIL's Fijian unit brought over a doctor and provided them with food, Goksel said.

The Kurds reportedly lived in Lebanon for the past three years and Sunday sought asylum in Israel. They reached the border electric fence near the village of Rajar, cut it, crossed over and were arrested.

They reportedly said they feared the Islamic fundamentalist Hezbollah because some of their women, who are Muslim, married non-Muslims. The Israelis interrogated them for hours and decided to send them back, but the refugees protested and were kept in a hostel overnight.

The Lebanese meanwhile protested to the United Nations that Israel had helped them cross over.

Sunday afternoon they were taken for a short trip north, to the Rosh Hanikrah crossing. Israeli media said they were evacuated by force. Goksel said his UNIFIL contacted the International Red Cross and the U.N. High Commissioner for Refugees in Beirut asking them to take care of the Kurds.

Earlier ICRC representatives in Tel Aviv were checking the legal grounds for their involvement but noted the refugees were not fleeing a war. The UNHCR representative in Israel could not be reached for comment.

(Also read "Kurdish refugees sent back to Lebanon" in this issue).

U.S. Hopes Revised Sanctions Will Get Neighbors to Monitor Iraq

By Alan Sipress
Washington Post Service

WASHINGTON — The Bush administration is drafting a plan to overhaul sanctions on Iraq that will call for United Nations monitors to be stationed just outside Iraq's borders and at key airports abroad to prevent President Saddam Hussein's government from importing military materials.

To encourage neighboring countries to cooperate, they would be allowed to buy Iraqi oil at discount prices.

Some or all of their payments might be deposited into special accounts that Iraq could use solely to buy imports from these neighbors, like Jordan, Syria and Turkey.

The United Nations would draft a list of oil companies authorized to buy Iraqi petroleum, aiming to eliminate middlemen believed by Western officials to be making illegal payments to the Baghdad leadership.

The Bush administration has been working extensively with European allies to revamp the 11-year-old sanctions, but few details of the emerging plan have been disclosed.

Some of the elements described by U.S. officials and foreign diplomats could be adopted by Washington alone. Others would require steps by the UN sanctions committee and perhaps a resolution from the 15-member Security Council, which would require agreement from longtime critics of the embargo such as France, Russia and China.

The Bush administration announced last month that it favored eliminating many of the economic sanctions and refocusing the remaining restrictions on imports and revenue that could be used for Iraqi military programs, in particular the development of chemical, biological and nuclear weapons and long-range missiles.

U.S. officials now hope to hammer out all the specifics by June, when the Security Council is scheduled to review the sanctions issue.

By that date, the administration also plans to have answered two other central questions about its Iraq policy: what kind of support to provide to Iraqi opposition groups and whether to change the enforcement of the "no-flight" zones over northern and southern Iraq.

American and European officials said the sanctions proposals advanced so far had been welcomed by key members of

the Security Council, including France and Russia, though discussions on technical details are just beginning.

The primary challenge for this ambitious program, which includes tighter controls on trade and oil revenue coupled with economic incentives for countries to participate in enforcement against smuggling, is winning cooperation from the front-line countries that neighbor Iraq. "These are the directions as long as the front-line states play ball," a European diplomat said.

None of the bordering countries have warm relations with Baghdad. But because of mounting concerns over the toll on the Iraqi people, they have grown critical of the embargo placed on Iraq after its invasion of Kuwait.

Moreover, the neighboring governments may fear that ending the smuggling across Iraq's borders would harm their economies and provoke reprisals from the Iraqis.

Western officials are "haggling" with these countries about incentives they will be offered for signing on to the new sanctions, a foreign diplomat said.

"We've only begun to probe these ideas with them," a senior State Department official said. "We have not hit any insuperable barriers to any of these concepts. The light is still green."

Secretary of State Colin Powell discussed some elements of a new sanctions program with Middle Eastern leaders during a trip last month. Edward Walker Jr., assistant secretary of state for Near Eastern affairs, held further talks in the region this month.

U.S. officials envision a revised list of banned items. Some items would be taken off because they are considered benign; they are now prohibited by the United Nations as "dual use" — meaning they can be put to either civilian or military purposes.

Banned items would be described in greater detail so that countries looking to export to Iraq could better judge whether their shipments would be allowed.

Import contracts would continue to be reviewed by Security Council members, but goods that are not explicitly prohibited would be allowed to proceed automatically.

If a contract appeared to run afoul of the restrictions, the exporter would have a limited time to clarify the nature of the

goods or substitute another item.

The goal, officials said, is to "shift the burden of proof" away from the Security Council members who screen trade with Iraq. Under the existing system, Security Council members have frozen more than 1,500 contracts for imports to Iraq worth about \$3.3 billion.

The United States has placed holds on the vast majority of the blocked sales, more than \$3.1 billion, requesting further information on the products or citing military applications.

The new arrangements would remove the need for Washington to put so many goods on hold, the senior State Department official said.

To prevent smuggling, the Security Council would dispatch monitors — either UN officials or private contractors — to work with local customs officers in countries bordering Iraq. Inspectors would also operate at a limited number of airports from which cargo flights to Iraq would be allowed.

These monitors would not be a substitute for UN weapons inspectors, who were withdrawn from Iraq in December 1998.

The Security Council continues to insist they must be allowed to return before sanctions can be eliminated.

Neighboring countries could be compensated for the cost of patrolling borders, conducting inspections and other enforcement, perhaps out of the UN escrow account where the proceeds of Iraqi oil sales are deposited, the State Department official said.

The countries would receive a further incentive for cooperating by receiving discounted prices for Iraqi oil imports, which are regulated by the United Nations.

The neighboring countries could reach barter agreements with Iraq, allowing them to pay for oil with local products. Jordan already has such an arrangement with Iraq.

Or the money could be placed in escrow accounts that Iraq could use only to buy goods produced in each country, ensuring that President Saddam does not retaliate by taking his trade elsewhere, the State Department official said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

TUESDAY, MARCH 27, 2001

**For their cooperation,
border countries
could buy Iraqi oil.**

Les pays arabes, unanimes sur l'Intifada, restent divisés sur l'Irak

AMMAN

de notre envoyé spécial

En termes statutaires, il ne s'agit que d'un sommet ordinaire. Et c'est justement ce qui rend extraordinaire le sommet de la Ligue arabe qui devait s'ouvrir, mardi 27 mars à Amman, deux mois après le sommet extraordinaire convoqué les 21 et 22 octobre 2000 au Caire, en soutien à l'Intifada. Le dernier sommet ordinaire de la Ligue s'était tenu en mai 1990 à Bagdad, où, de façon routinière, les délégués avaient condamné la politique de soutien américaine à l'égard d'Israël, et réaffirmé leur mutuelle solidarité.

Trois mois plus tard, l'Irak envahissait le Koweït, faisant voler en éclats l'apparente unité du monde arabe. Ce dernier ne s'en est jamais totalement remis. Près de onze ans plus tard, l'épine du Koweït est toujours plantée dans la gorge de plusieurs des pays réunis à Amman pour deux jours. Plus encore que la Palestine, dossier sensible qui ne présente pas de difficulté majeure,

l'Irak devrait constituer le plat de résistance des vingt-deux chefs d'Etat et de leurs représentants qui participent à la réunion.

Malgré d'intenses négociations de couloirs, la résolution traitant de l'Irak ne semblait toujours pas définitivement rédigée mardi matin. Les ministres des affaires étrangères ont tenté de trouver un compromis entre la pression des masses arabes qui, sans faire le détail, exigent la levée pure et simple de toutes sanctions, économiques comme militaires, imposées par l'ONU au régime de Saddam Hussein, les méfiances des voisins de Bagdad, essentiellement l'Arabie saoudite et le Koweït, favorables seulement à leur desserrement, et la position intransigeante des Irakiens, qui ambitionnent de revenir sur le devant de la scène comme si rien ne s'était passé.

« CRIMES DE GUERRE »

Le dossier palestinien devrait soulever moins de difficultés. Après six mois de violentes confrontations

entre Palestiniens et Israéliens, les Arabes n'ont aucune hésitation à remettre en question les embryons de normalisation que le processus de paix avait suscités. Le projet de résolution qui, dès dimanche, avait été montré à plusieurs journalistes, indique que, sans surprise, et en termes forts, les délégués soutiendront les revendications de l'Autorité palestinienne : condamnation de « l'agression israélienne » et des « crimes de guerre » que constitueraient ses « violations des droits de l'homme » ainsi que les « sanctions imposées au peuple palestinien, le bouclage de ses territoires et les multiples attaques contre ses institutions ».

Le projet met en garde contre toute tentative de solution qui ne découlerait pas des résolutions internationales, demande le jugement des « criminels de guerre israéliens auteurs de massacres contre les citoyens arabes en territoires occupés » et l'envoi d'une force d'interposition internationale pour « protéger les populations palestiniennes ». Une

résolution similaire a été déposée, le 20 mars, au Conseil de sécurité des Nations unies. A ces intentions déjà érogées, plusieurs pays, dont la Syrie, parlent d'ajouter un appel au boycottage de toutes relations, économiques ou autres, avec Israël.

Moins spectaculaire, mais autrement plus importante pour les dirigeants palestiniens particulièrement amers sur le sujet, le sommet devra décider de l'aide financière des pays arabes à l'Autorité palestinienne. En octobre 2000, au Caire, les délégués avaient voté à l'unanimité l'établissement de deux fonds de soutien, d'un montant d'un milliard de dollars. Un bon tiers de la somme a été rassemblée, mais seule une fraction infime en a été versée à l'Autorité, souvent accusée de corruption, et qui est financièrement étranglée par les sanctions israéliennes.

Selon le projet de résolution, le sommet s'engagerait désormais à distribuer pendant six mois une aide mensuelle de 40 millions de dollars. Cette somme servira essentiellement au fonctionnement d'un appareil administratif palestinien menacé d'effondrement.

Georges Marion

Colin Powell et Hubert Védrine minimisent leurs divergences sur l'Irak

WASHINGTON

de notre correspondant

Le premier sujet à l'ordre du jour des conversations entre Hubert Védrine, le ministre des affaires étrangères, et le général Colin Powell, le secrétaire d'Etat, a été l'Irak. Ils ont également fait le tour des grandes questions internationales : Macédoine, Russie, défense européenne. L'Irak a été discuté lors de leur tête-à-tête avant d'aborder la question des sanctions, qui est au cœur du débat actuel, tout comme de la réflexion menée par celui qui était à la tête de l'état-major américain pendant la guerre du Golfe.

On a longtemps entendu chaque capitale critiquer la position de l'autre sur ce dossier. Côté américain, où certains ont accusé la France de mettre ses intérêts mercantiles avant l'endigement de la menace représentée par Saddam Hussein, on laissait entendre que le premier accroc avec Paris porterait sur l'Irak.

L'objectif affiché par les Etats-Unis est de renverser le régime de Saddam Hussein. A Washington, les « faucons » critiquent Colin Powell parce qu'il préconise une rationalisation des sanctions plutôt que leur radicalisation. Cette question préoccupe la Maison Blanche au moins autant, sinon plus, que le

conflit israélo-palestinien.

Dans ce contexte, des milieux proches de l'administration estimaient que M. Védrine devait faire très attention de ne pas heurter ses interlocuteurs, non seulement au département d'Etat, mais à la Maison Blanche et au Congrès. Ils appelaient à ne pas sous-estimer l'intense émotion qui sous-tend le débat sur l'Irak, considéré comme la principale menace dans la région, voire même plus loin puisque ce pays est l'un de ces « Etats félons » (rogue states) contre lequel M. Bush veut construire son bouclier antimissile (NMD).

Lundi, le *Washington Post* a publié les grandes lignes des réflexions qui se poursuivent ici sur les sanctions contre l'Irak. Pour Colin Powell, elles doivent perdre leur caractère économique - qui choque nombre de pays, à commencer par les pays arabes - pour se concentrer sur le militaire. Ces idées tourment autour du renforcement des contrôles aux points d'entrée des importations irakiennes, et dans les aéroports d'où elles sont expédiées, dans le but d'empêcher tout achat de matériel militaire.

En compensation pour leur coopération, les Etats voisins seraient autorisés à commercer avec l'Irak,

qui serait contraint de verser ses paiements sur des comptes bloqués ne pouvant être utilisés qu'au profit de ces mêmes pays. Les Nations unies dresseraient la liste des compagnies habilitées à acheter du pétrole irakien pour entraver l'utilisation d'intermédiaires et le versement de surprimes dans les coffres de Saddam Hussein.

« ESPRIT PRAGMATIQUE »

Le ministre des affaires étrangères s'est montré très diplomate lors de la conférence de presse avec M. Powell. Dans le cadre de relations abordées « dans un esprit pragmatique, constructif et d'amitié », les deux hommes ont fait le bilan de leurs réflexions, les Américains n'ayant pas encore été au bout des leurs : M. Bush n'a pas encore tranché entre les modérés et les durs de son équipe et pas encore soumis de projet de réforme des sanctions contre l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le secrétaire d'Etat n'a pas été en reste, disant avoir discuté avec M. Védrine « du moyen de s'assurer que les sanctions de l'ONU soient ciblées sur les efforts du régime irakien de développer des armes de destruction massive tout en épargnant toute souffrance au peuple ira-

kien ». Après avoir insisté sur les « relations très, très fortes entre nos deux nations », il a ajouté avoir apprécié le caractère « si ouvert et si franc » de ce premier contact approfondi avec un allié avec lequel les Etats-Unis ont « des sujets d'accord profonds et, à l'occasion, des sujets de désaccord ».

P. de B.

MATCH

29 mars 2001



Kurdistan, 1993, par Yan Morvan. Une guerre civile que les raisons d'Etat oublient depuis de nombreuses années. Mais les populations kurdes de trois pays, l'Irak, l'Iran, la Turquie, se rappellent à notre souvenir. Par centaines, elles fuient le pays qu'on leur refuse et abordent dans des conditions effroyables nos côtes prospères.

Une manifestation kurde tourne à la violence dans les rues de La Haye



LA HAYE, 29 mars (AFP) - 21h42 - Des Kurdes, qui manifestaient pour protester contre la politique néerlandaise d'expulsion des demandeurs d'asile, ont provoqué jeudi des dégâts importants dans le centre de La Haye, brisant notamment des fenêtres du Parlement, selon la télévision néerlandaise NOS.

Deux policiers ont été blessés et sept manifestants ont été arrêtés, selon la même source.

Huit tramways et trois autobus ont été endommagés et les transports publics ont dû être arrêtés pendant une heure dans le centre-ville, rapporte l'agence de presse néerlandaise ANP.

La manifestation, autorisée par la police locale, a tourné à la violence lorsque quelques participants ont été empêchés de pénétrer dans les locaux du Parlement.

Le porte-parole d'une association kurde, qui a participé à l'organisation de la manifestation, a annoncé à l'ANP que les perturbateurs étaient des membres d'organisations extrémistes kurdes, dont le Parti travailliste kurde iranien. "Ils n'étaient pas parmi les organisateurs", a-t-il affirmé.

Les Kurdes résidant aux Pays-Bas entendaient protester contre l'expulsion prévue de cinq de leurs concitoyens, en grève de la faim depuis 54 jours à Waddinxveen (ouest). L'un d'entre eux a été admis jeudi à l'hôpital dans un état critique.

L'Europe peine à s'accorder sur la politique d'immigration et le droit d'asile

Dans la nuit du 17 février, l'East Sea s'est échoué sur les côtes varoises. A son bord, 908 réfugiés kurdes originaires d'Irak tentaient de passer clandestinement dans un pays européen, sans doute l'Italie, fuyant les persécutions et cherchant une vie meilleure.

Ce dramatique naufrage aura eu au moins l'avantage de soulever le réel problème de l'immigration clandestine en Europe. Car le cas de ces kurdes est loin d'être isolé : chaque année, plusieurs centaines de milliers d'immigrés clandestins affluent de tous côtés sur le Vieux Continent. Ils viennent d'Asie, du Moyen et Proche-Orient, d'Afrique, d'Europe de l'Est, par les mers ou les terres, dans de sordides conditions. Pour fuir un régime dictatorial ou chercher un travail, ils sacrifient souvent leurs économies pour tenter, parfois au péril de leur vie, de vivre une existence décente dans un pays prospère. Dans l'esprit de ces candidats à l'Eldorado, les pays européens sont des terres d'accueil, des terres d'asile, riches en emplois, en aides sociales et faciles d'accès grâce aux nombreuses côtes maritimes ou océanes. Le continent européen représente pour eux un havre de paix loin de la misère et dans lequel il est aisé de circuler grâce à l'abolition des contrôles aux frontières dans les dix états de l'espace Schengen.

Mais pour beaucoup de ces candidats à l'immigration, l'Eldorado européen n'aura été qu'un mirage. La clandestinité reste illégale et cette irrégularité ne permet pas à ceux qui l'utilisent de trouver ce qu'ils souhaitent : du travail, de l'argent et une vie normale.

Au regard de tous ces drames humains, l'Union européenne a pris conscience de la nécessité d'élaborer une véritable politique commune de l'immigration, notamment en matière de droit d'asile et d'immigration clandestine. Depuis l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, cette question relève des compétences communautaires. En octobre 1999, le sommet européen de Tampere en Finlande s'est conclu sur l'affirmation du besoin d'une politique commune sur le droit d'asile et d'immigration. Et en juillet 2000, la présidence française, à l'occasion d'un séminaire international sur l'immigration clandestine, a réaffirmé ces objectifs qui s'articulent autour de quatre axes : le codéveloppement avec les pays sources (dont sont originaires les immigrés), la maîtrise des flux migratoires et la lutte contre l'immigration irrégulière, l'intégration des étrangers et l'asile.

Mais malgré les pressions constantes de la Commission, toutes ces bonnes volontés sont restées lettre morte. Les seules évolutions apparentes se résument à des mesures répressives. La Grande-Bretagne, considérée comme un véritable paradis par les immigrés, a proposé début février une révision de la Convention de Dublin de 1990, qui gère le droit d'asile au niveau européen, pour en restreindre l'application. La Belgique a récemment supprimé l'aide financière aux candidats réfugiés, et l'Espagne vient de voter une loi rétablissant la procédure d'urgence pour les expulsions. Quant à la France, elle ne serait plus cette terre d'asile tant réputée. Selon Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, l'Hexagone n'appliquerait qu'avec parcimonie la Convention de Genève de 1951 (qui gère le droit d'asile au niveau international) et serait la « lanterne rouge » européenne dans ce domaine. En 1999, sur plus de 24.000 demandes d'asile, l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), n'en a accordé que 4.659.

Le drame des 908 kurdes a quelque peu bousculé cette léthargie : suite au naufrage, la présidence suédoise a réaffirmé la nécessité d'harmoniser les politiques migratoires en soulignant qu'il s'agit d'une de ses principales préoccupations. Pekka Johansson, porte-parole de la Suède sur les questions d'immigration, a soulevé le besoin d'établir une politique européenne commune à l'égard des personnes ayant besoin d'être protégées et des immigrés en général. Déjà, le 8 février à Stockholm, les ministres de l'Intérieur des Quinze sont convenus d'accélérer l'harmonisation des politiques d'asile et de renforcer la répression contre les trafiquants d'être humains. Mais les ministres, s'ils se sont accordés sur le fond, ont pour la plupart souhaité que l'harmonisation soit la plus lente que possible et que son application se fasse graduellement. Certes des avancées ont été faites : pour la plupart des Etats membres, les politiques

Fenêtre sur
L'EUROPE
www.fenetreurope.com

M A R S 2 0 0 1

d'immigration zéro ne sont plus d'actualité. En effet, selon un rapport de l'ONU, l'Union européenne devra faire face d'ici un demi-siècle à un grave déficit démographique qu'il faut d'ores et déjà commencer à combler. De plus, l'Europe connaît à l'heure actuelle un manque de main d'oeuvre. Du coup, les frontières commencent à s'ouvrir à l'immigration légale, mais sous de strictes conditions : le migrant désiré n'est pas celui qui veut s'installer définitivement et l'Europe privilégie une installation temporaire. De ce fait, beaucoup d'immigrés utilisent la voie clandestine, qui par sa définition même, est indésirée par les pays européens. Elle est devenue le corollaire d'un véritable trafic d'être humains, de criminalité. Les demandes d'asile ne cessent d'augmenter, mais de moins en moins sont acceptées. Compte tenu de la difficulté d'établir une distinction entre les personnes véritablement persécutées et les réfugiés économiques, les Etats deviennent méfiants quant à l'obtention du statut de réfugié politique.

Actuellement, l'objectif principal est donc de développer un système européen commun de droit d'asile, qui devra se caractériser par la solidarité et le respect total de la Convention de Genève.

Mais il existe des freins à cette harmonisation, en raison de la diversité des situations de chaque Etat membre. Selon les pays, le droit appliqué est celui du sol ou celui du sang. En fonction de leur emplacement géographique, ils ne sont pas confrontés au même nombre d'arrivées illégales. L'immigration clandestine, par sa définition même, est difficile à chiffrer, mais le nombre de demandes d'asile déposées permet une première évaluation : en 2000, presque 100.000 migrants ont déposé une demande en Grande-Bretagne, alors que la France n'en a recueilli « que » 39.000.

Il existe également de grandes différences entre les critères appliqués pour attribuer ou refuser le droit d'asile : chaque Etat applique à sa manière la Convention de Genève selon ses propres contraintes, qui dépendent à la fois de relations diplomatiques, d'accords bilatéraux, et d'opinions publiques diverses et changeantes.

De plus, un amalgame se fait entre les « vrais » et « faux » demandeurs d'asile, immigration clandestine, trafic d'être humains et criminalité. Certains immigrés tentent leur chance comme réfugiés alors qu'ils n'en ont pas les critères et les Etats membres, soucieux de rassurer le corps électoral, s'orientent de plus en plus vers des coopérations répressives, comme le prouve un récent accord franco-britannique sur le renforcement des contrôles sur la voie ferrée trans-Manche.

Le dramatique naufrage des Kurdes montre que la voie de la répression n'est plus la solution. Ces gens ont fui un régime qui les persécutent. La France et les autres pays européens, en tant que pays démocratiques et berceaux des droits de l'homme, ont le devoir de les accueillir et de leur offrir l'asile qu'ils réclament.

L'Europe ne peut plus faire semblant d'ignorer l'immense problème de l'immigration clandestine. Celle-ci sera d'ailleurs le principal point abordé les 15 et 16 mars à Bruxelles, lors d'une réunion des ministres de l'Intérieur des Quinze.

Les Etats membres commencent donc à réfléchir sérieusement sur la question : l'Union européenne s'est fixée pour objectif d'adopter des mesures concrètes dans ce domaine d'ici la fin de l'année.

Un militant du PKK extradé de Croatie vers l'Allemagne pour meurtre



KARLSRUHE (Allemagne), 28 mars (AFP) - 13h13 - Un militant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a été extradé mardi de Croatie vers l'Allemagne, a annoncé le parquet général fédéral allemand mercredi.

Le suspect Ferit A., un Turc âgé de 37 ans, est soupçonné d'avoir tué en 1986 sur contrat du PKK un Kurde qui résidait à Hambourg (nord) et occupait une haute fonction au sein de l'organisation kurde Komkar, combattue par le PKK, selon le parquet fédéral, basé à Karlsruhe (ouest).

Ferit A. est membre depuis au moins 1986 du PKK, interdit en Allemagne en 1993 à la suite d'une vague d'attentats terroristes, selon le parquet fédéral.

Il avait été arrêté le 18 septembre dernier, sur la base d'un mandat d'arrêt émis en 1994 par le parquet général fédéral, au poste-frontière de Zupanja en Croatie.

Il a été présenté mercredi à Hambourg à un juge chargé de statuer sur la détention, a précisé le parquet fédéral.

UPI - 27 March 2001 8:58 (ET)

Reformist Iranian MP arrested

By MODHER AMIN

TEHRAN, Iran, March 27 (UPI) -- Iran's conservative judiciary pursued its crackdown on the reform movement with the arrest Tuesday of a female reformist member of parliament, though she was released a short time later, the official Islamic Republic News Agency reported.

The news agency said no reason had been given for the arrest of Fatemeh Haqiqat-Jou, who had been charged after allegedly making false statements in parliament earlier this month about the "maltreatment" of a female pro-reform journalist Fariba Davoudi Mohajer by police at the time of her arrest. Haqiqat-Jou's remarks had drawn the ire of several rival MPs, with one deputy taking a rare step of using vitriolics against her.

Haqiqat-Jou had turned down a court summons, saying it was a violation of the constitution, which, in her view, provides all deputies with immunity from prosecution for their remarks in Parliament. Parliamentary Vice Speaker Behzad Nabavi reacted defiantly to Haqiqat-Jou's detention, dismissing it as anti-constitutional. The main Iranian pro-reform group, the Islamic Iran Participation Front, which holds more than half the seats in the 270-member Iranian parliament, also condemned the arrest, accusing the judiciary of "fueling political tensions" in the country.

IRNA said Haqiqat-Jou was released late Tuesday, with Nabavi crediting the release to a petition, which called for a review of the arrest, signed by "an overwhelming majority of Tehran MPs."

On Sunday, Ebrahim Sheikh, another core member of a main pro-reform student group, was detained, local media reported. Also, days before the start of the new Iranian calendar on March 21, the conservative-dominated courts closed four reformist publications. More than 35 independent publications have been banned since last April. More than a dozen journalists and other reformers supporting President Mohammad Khatami's liberalizing movement have been jailed during the same period.

The courts also slapped a ban on "all activities" of a main liberal Islamist opposition group, the Iran Freedom Movement, which had been partly tolerated despite being formally outlawed in 1988. The group, which advocates a government based on Islamic ideology without being run by clerics, was accused of being in conflict with the Iraqi-based military opposition group Mujahedin Khalq, which wants to overthrow the Islamic regime.

Analysts say the recent moves are part of the intensifying struggle between reformists and hard-liners ahead of June's presidential election, for which Khatami has yet to announce his candidacy.

PKK informant tells of Gendarmerie drugs ring

- 'We transported heroin in helicopters'
- Mustafa Gun, partner in crime of PKK informant Kahraman Bilgic, whose confessions brought down the Yuksekova Gang, spills more than a few beans in Ozgur Politika newspaper in Europe
- Asserting that they transported thousands of tons of heroin from Yuksekova to Diyarbakir and Malatya under the instructions of several officers, Gun said tanks and military helicopters were used and even discloses names of drugs-running officers

Mert Gozde

Ankara- Turkish Daily News

The media organ of the Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorist organization Ozgur Politika (Free Policy) newspaper, published in Europe, ran an interview with PKK informant Mustafa Gun. He admits in the interview he used to be a member of the Yuksekova Gang and that other members of the gang included Gendarmerie officers under whose instructions they transported thousands of tons of heroin from Yuksekova to Diyarbakir and Malatya.

Gun had joined the PKK in 1992 but fled them in 1995 taking refuge with the security forces. He said he surrendered in 1995 but was employed by the Gendarmerie Intelligence and Anti-Terrorism Unit (JITEM) until 2000, when a repentance law was passed. Gun asserts that during his time with JITEM, he and partner in crime Kahraman Bilgic carried out many illegal duties including drug running, collecting protection money, carrying out arbitrary executions, dressing like PKK and taking part in many terrorist actions. He notes there were several officers, village guards and civilian personnel in the drug running operation.

Drug running points

Mustafa Gun asserts that drug seized by the security forces were recorded as having been destroyed but in fact were not destroyed:

"In place of the seized drugs, they would destroy flour that they had poured acid over. The gang had its own manufacturing shops. There were some in villages in and around the district of Baskale in Van. They would bring in hashish and acid and turn it into heroin."

Noting that the exits points for the drugs were Yuksekova, Van and Hakkari, Gun asserts that thousands of tons of heroin was gathered at these locations and placed into cigarette boxes and soldiers' backpacks. Later it would be put into official cars, tanks and military helicopters for transfer to Malatya, Diyarbakir and then Istanbul. Gun identified the names of officers, village guards and civilians active in the drugs ring:

"Yuksekovâ Second Boder Battalion Commander Lt. Col. H.C.; Staff Officer Col. A.K. - currently serving in Istanbul. Another officer, Lt. Col. Y.K. active within the ring now serves in Edirne. Two village guards from Yuksekova called B.B. and C.B. as well as a businessman from Yuksekova called H.C. were also part of the organization.

No cut for informers

PKK informant Gun says he was never paid for any of the work he carried out for the gang. He says that he did manage to do a few small jobs he kept a secret from the gang to earn money.

Gun says the price of heroin increases the further away one gets from the region: In Iran it is DM 1,000 a kilogram; in Yuksekova DM 2,000 a kilo and in Istanbul DM 5,000 a kilo. He says that special or follow up duties are issued for those running the drugs to Istanbul. He says that while serving in Diyarbakir, they stayed in JITEM accommodation and had all their needs catered for.



Kurdish migrants deported from Germany, Holland

- After the Dutch parliament debated whether or not to deport 9,000 northern Iraqi Kurds seeking asylum in Holland, Germany has decided to repatriate 30 Kurdish-descent families to Turkey

Mert Gozde

Ankara- Turkish Daily News

While the Dutch Parliament were debating whether or not to deport 9,000 northern Iraqi Kurds who had entered the country via various channels and were seeking asylum, Germany took the decision to repatriate 30 Turkish families of Kurdish descent. The Turkish families are of Kurdish origin and entered Germany illegally settling in and around the town of Giessen. The decision to repatriate them was notified to the families and they were reminded that the fighting between the Turkish Armed Forces (TSK) and the Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorist organization was over and therefore the reason they had cited for asylum was no longer valid. The German-Kurdish Friendship Association in Giessen has opposed the decision to repatriate the families.

A statement issued by the association pointed out that the practice of deportment leads to many psychological problems and called the decision, "a conscious state policy directed against the organized Kurdish masses in Germany."

The statement noted that the families whom it was decided to send back to Turkey had been persecuted in Turkey before they fled to Germany and that many of them had been detained by security forces in Turkey and subjected to torture. It also stated that among those earmarked for repatriation were people undergoing psychiatric therapy as a result of the torture they experienced in Turkey:

"The German state sees the current lull [in hostilities] as if peace has been achieved in Turkey. Rather than working to bring about a genuine and lasting peace in Turkey, the German state is using this lull as an excuse with which to deport Kurdish-origin refugees."

The statement also condemned the attitude of the police in the small town of Mesche who, it said, put Cigdem Gornu of Batman, currently living in Mesche as an asylum seeker, in prison to ensure she does not evade deportment. The police also seized the identity papers of her nephew Zozan.

House of Lords approves anti-terrorism law

- The British House of Lords debates and approves a law labeling the PKK and DHKP/C as terrorist groups

Ankara - Turkish Daily News

The British House of Lords completed debate and approved a bill labeling the PKK and DHKP/C as terrorist groups on Tuesday night.

According to this new anti-terrorism law, Great Britain plans to ban 21 radical groups, including the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Revolutionary Peoples' Liberation Party/Front (DHKP/C).

The debate at the House of Lords, took five hour and 20 lords expressed their views on the law on Tuesday. Some lords including Lord Avebury, Lord Rea and Baroness Williams, who are known close to the PKK, objected to the law.

The deputy interior minister, Lord Bassam, defended the law and drew attention to the fact that terrorism has been constituting a great threat both in the world and Britain.

Asking the Lords to approve the law, Bassam indicated that the law was prepared carefully according to intelligence reports.

The bill has been prepared by Britain's Home Office and previously approved by the British Parliament and the House of Commons and the House of Lords.

The new anti-terrorist legislation empowers the government to ban groups that commit violence abroad, to crack down on supporters who channel funds and recruit for terrorist organizations while also granting authority to security officials to deport members of those terrorist organizations.

It also forbids fund-raising for a banned group, possessing information considered useful to terrorists, posting weapons-making instructions on the Internet, speaking at meetings of a banned group, or even wearing a T-shirt promoting one of them. Critics say some of those provisions unfairly restrict freedom of speech.

29 March 2001, Copyright © Turkish Daily News



U.S. President Bush pledges support to Turkey

- U.S. President George W. Bush has sent a letter to ATC in which he stressed that U.S. would standby Turkey during the economic crisis

Ankara- Turkish Daily News

U.S. President George W. Bush has reiterated his country's support to Turkey in time of need. The relationship between the United States and Turkey has expanded "from tentative contacts in the early years of America's independence to the strategic partnership we enjoy today," President Bush said in a letter distributed to participants at the 20th annual conference on U.S.-Turkish relations in Washington.

Bush quoted Mustafa Kemal Ataturk, the founder of the modern Turkish republic, on the duty of government to educate its citizens, adding that education reform is "my highest domestic priority and a cornerstone of my Administration."

Bush said : "The United States will stand by Turkey as it continues on the path of economic and political reform. Courage, wisdom, and perseverance are needed, and I believe the Turkish people understand the challenges ahead. We support Turkey's aspiration to join the European Union. We have heard the Turkish people express their desire for security through their individual civil rights, and we support Turkey's efforts to fulfill the desires of its citizens through enhanced democracy. Perhaps most important are the commitments of Turkish and American citizens to the partnership of our two great nations. The growing web of business, social, and industrial ties between our citizens indicate that this partnership remains strong and deep."

Russia negotiating defense missile sales to Iran: Russia

AFP - 28 March 2001 - AFP

MOSCOW, March 28 (AFP) - Moscow revealed Wednesday it was negotiating sales of high-tech missile defense systems to Iran in defiance of US warnings but denied the deal would breach any international accords.

Deputy Prime Minister Ilya Klebanov, in charge of Russia's military-industrial complex, reiterated President Vladimir Putin's argument that Russia had every right to sell defensive weapons to Iran.

"First of all, we are talking about air defense systems. The rest of the (deals) are relatively minor," Klebanov told reporters.

"The first thing that we must remember is that Iran is a sovereign state that is not under any international embargo, like Iraq is," Klebanov said. "And we do not sell arms to Iraq." Without specifying the exact type of the air-defense system being negotiated, Klebanov added: "No one in their right mind would think of a rocket defense system as a weapon used for attack."

The Russian insisted Moscow had not yet breached a secret pact signed in 1995 between former prime minister Viktor Chernomyrdin and US vice president Al Gore ending all Russian arms sales by 2000 to Iran – considered a "rogue state" by Washington.

But sales were certain to resume, the official said: "Of course, we will sell arms to Iran."

He dismissed suggestions that an arms deal between Moscow and Tehran had already been sealed during Iranian President Mohammad Khatami's visit here earlier this month. "To this day, no new contracts that were not already signed under the by-now infamous Gore-Chernomyrdin agreement have yet been reached," Klebanov said.

He did not put a price-tag on the negotiations. Analysts and diplomats had earlier suggested Iran was ready to strike an arms purchase accord worth seven billion dollars in the next few years.

* * * * *

US commander warns of military build-up in Iran

AFP - 29 Mar 2001

WASHINGTON, March 29 (AFP) - Iran is expected to spend up to seven billion dollars on modernizing its armed forces in the next several years and is likely to emerge as a "major" conventional power in the Persian Gulf region, a top US military commander warned Wednesday.

"There are indications that Iran will pursue, over the next number of years, perhaps six or seven billion dollars' worth of conventional weapons systems," General Tommy Franks, head of the US Central Command, told the Armed Services Committee of the House of Representatives.

He said Tehran was expected to upgrade its air defenses, buy more fighter jets like the SU-24, SU-27 and perhaps MiG-29 from Russia, as well as modernize its navy, including its submarine force. "And so on the conventional side, Iran as a major, conventional military force, is perceived as threatening in the region," Franks pointed out. He said Iran remains the holder of "the largest chemical weapons stockpile" in the area covered by the US Central Command, which stretches from the Horn of Africa all the way to Central Asia.

The general expressed concern about efforts by the Iranian government to expand and modernize its missile arsenal that could threaten neighboring states. "We see continuing evidence of a desire to -- I guess I would say, in quotes, 'perfect' the Shahab-3 by the Iranians, and, in fact, the potential to move beyond that to a Shahab-4 sort of a system," he said.

The Shahab-3, which has a range of 1,300 kilometers (806 miles), is a version of the North Korean missile Nodong-1 upgraded with Russian components, according to US military experts. It is expected to enter operational service

soon. But US officials are more concerned by reported Iranian work on the Shahab-4, which is believed to be based on the Soviet missile SS-4 and is expected to have a range of 2,000 kilometers (1,200 miles).

US insists it has support on Iraq sanctions despite Arab summit communique

AFP - 29 March 2001

WASHINGTON, March 28 (AFP) - The United States insisted Wednesday it had "broad support" for its plans to modify, but not eliminate, UN sanctions on Iraq despite the Arab League's demand for an end to the embargo on Baghdad.

State Department spokesman Richard Boucher hinted that the demand, contained in the final communique of a two-day Arab League summit in Amman, did not represent the complete Arab position on sanctions.

"We see the total picture," Boucher told reporters, when asked how he could still claim Arab support for sanctions after the release of the communique. "We ask all the detailed questions, we work on them in some detail on these things, we understand perhaps a little more what they might mean in some of these public statements," he said.

Boucher maintained that Arab leaders, particularly in the moderate states of Jordan, Egypt, Kuwait and Saudi Arabia, had not wavered in their endorsement of US plans to ease commercial sanctions against Iraq while at the same time boosting military and technological restrictions.

On a tour of the region last month, Secretary of State Colin Powell said he had received support for those proposals and Boucher made clear on Wednesday that Washington had no reason to doubt those assurances.

"There is broad support for the principle of preventing the Iraqi regime from acquiring the ability to develop weapons of mass destruction and to rearm its military," he said. "There's obviously also concern that the Iraqi people not have to bear an unfair burden as we constrain the regime's attempts to develop those weapons."

"That's what we find is consistent with the direction that we're going," he said. Among the ideas Washington is floating are methods of enticing countries neighboring Iraq, where smuggling operations are rife, to cooperate more fully in enforcing key embargoes. New measures could include placing UN monitors just outside Iraqi borders to monitor trade and drawing a list of oil companies officially allowed by the United Nations to buy Iraqi crude. That would prevent the Iraqi regime from obtaining financial kickbacks, US officials said.

With tightened controls over Baghdad's trade and oil revenues, the plan would allow Iraq's neighbors to buy Iraqi oil at discounted prices with payments deposited into special accounts that Iraq could access to purchase imports from those same countries, stimulating lawful border trade.

* * * * *

Kebab store boss grilled over Ocalan

salt sky.com - 30 Mar 2001

A Turkish kebab shop boss is being quizzed by police in Istanbul over salt dispensers in his store that resembled Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan (pictured).

Reports say the man was seized by plain clothes detectives along with a bag of 12 salt pots from the shop that looked like a tubby man with moustache and bushy eyebrows.

Police claim the salt cellars looked suspiciously like Ocalan, currently held in a Turkish jail and facing the death penalty for his role in armed Kurd uprisings.

'Just Turkish guys'

The manufacturers of the salt pots insisted the product was not a political statement. Murat Solmazlar said: "With the moustache and eyebrows we made them look like Turkish guys.

We just wanted them to look striking," he added, "People have compared them to Saddam Hussein too. It's tragic if people are being arrested for a salt cellar in the 21st century."

At Iraq's Backdoor, Turkey Flouts Sanctions

NY Times - 30 March 2001

By DOUGLAS FRANTZ The New York Times

The smuggling of Iraqi oil by Turkish citizens underscores a quandary confronting the Bush administration as it shapes its sanctions policy.

HABUR, Turkey Deep in the dusty southeastern corner of Turkey, closer to Baghdad than to Istanbul, a line of 200 aging tanker trucks stretches for half a mile along the highway as drivers wait to unload Iraqi diesel fuel at a depot run by the Turkish government.

The trucks are returning from Iraq with full tanks on the last leg of a journey that openly flouts the United Nations economic embargo against Baghdad. It is sanctions- busting smuggling regulated and taxed by the Turkish government and tolerated by the United Nations and the United States.

Estimates on the volume of Iraqi oil and diesel fuel passing through Habur Gate, the only legal crossing between Iraq and Turkey, range from \$300 million to \$600 million a year. Western diplomats calculate that the illicit business puts \$120 million a year in the pocket of President Saddam Hussein.

"This trade is outside the sanctions system," said a senior Turkish government official, who spoke on the condition his name not be used. "But I would say it is indispensable for Turkey, and we are sensitive not to allow it to help Iraq acquire weapons of mass destruction."

There is, however, no way to monitor what Iraq does with the revenue.

Western diplomats say the trade has increased as oil prices have climbed. They justify turning a blind eye because the money helps the battered economy in this volatile region of Turkey, an important American ally. The trade also is the chief source of income for northern Iraq's Kurdistan Democratic Party, which opposes Mr. Hussein.

Because of the political considerations, the smuggling continues and underscores a quandary confronting the Bush administration as it shapes its sanctions policy.

The United States and Britain have been under pressure from other members of the United Nations Security Council to ease the sanctions. One contention is that the borders are porous anyway; experts say illegal goods and oil flow overland from Jordan and Syria and by boats in the Persian Gulf. Another argument is that the sanctions have inflicted the most damage on the Iraqi people and neighboring countries.

Turkey has been hard hit by the embargo. Iraq was not only a major trading partner, but also a conduit for getting Turkish agricultural products into the Middle East. Turkish officials say the embargo has cost the economy \$35 billion to \$40 billion, and the country's current economic crisis has increased pressure to expand trade with Iraq.

Secretary of State Colin L. Powell is trying to develop sanctions that will allow more consumer goods into Iraq and tighten the rein on Mr. Hussein's ability to buy weapons. But any attempt to loosen controls is likely to face opposition from hard- liners at the Pentagon (news - web sites) and conservative Republicans in Congress.

Edward S. Walker Jr., assistant secretary of state for Near East affairs, traveled to Ankara this month to assure Turkish officials that the administration is studying ways to reduce the impact of sanctions on Iraq's neighbors. "It's going to mean that we're going to have to change the way we deal with the border," Mr. Walker said.

Iraq is allowed to sell oil under United Nations supervision only through a pipeline to Ceyhan on Turkey's Mediterranean coast, and by ship through Mina al Bakr, a Persian Gulf port. Proceeds go into an account administered by the United Nations to buy food, medicine and other goods and pay war reparations.

To gain more control over its oil revenues, Iraq has been sending oil through an unauthorized pipeline to Syria. It

also increased sales of low-grade fuel oil and diesel fuel to the truckers who ply their trade through Habur Gate. Turkish and Western government officials as well as truckers said the oil and diesel fuel were sold by Iraq to the Kurdistan Peoples Party, despite its opposition to Baghdad. The party is an independent force that controls the border on the Iraqi side.

Masoud Barzani, the head of the Kurdish party, marks up the price, adds a tax and resells it to truckers. The revenue helps Mr. Barzani cement his control over the border area and makes it relatively prosperous, diplomats said.

A 31-year-old Turkish truck driver said he paid 14 cents a liter for diesel fuel in Iraq, including a 2-cent tax. He said he often waited at least three days to load because the lines were so long.

Once loaded, truckers said, 2,000 or more trucks are often lined up at the border because Turkey allows only 450 tankers a day back into the country. Turkish officials said the limit was necessary so trucks can be inspected for other smuggling.

The volume of tankers remains far below pre-embargo levels, and the landscape is dotted with thousands of rusting tankers, described by an official as "martyrs to the embargo." Officials estimate that 40,000 to 50,000 trucks now haul oil and diesel fuel from Iraq into Turkey.

By 1999, the illegal trade accounted for a quarter of Turkey's diesel fuel consumption, and that was when the government stepped in to institutionalize the smuggling with new regulations. Truckers who had made at least a trip a month were limited to one every three months. Instead of selling diesel fuel on the open market, they were required to unload at the government depot in nearby Silopi and pay taxes.

The government profited two ways by taxing the fuel and reselling it to distributors at a higher price. The depot collected \$74 million in taxes in its first four months in late 1999, but officials said more recent figures were not available.

Customs inspections were also toughened. The diesel fuel or oil is weighed and tested and matched against a computerized list to make sure that the driver has not exceeded the allotted number of trips. Empty tankers and trucks hauling goods to Iraq also are inspected to make sure any Iraq-bound material complies with the sanctions.

"With our controls, it is almost impossible to get anything through," Abdullah Erin, the deputy governor who runs the customs gate, said as he strolled through a lot filled with trucks awaiting examination.

Mr. Erin and Huseyin Baskaya, the provincial governor, insisted that the trade operated within United Nations sanctions. Mr. Baskaya even said he was establishing a company to take part in the business, with profits earmarked for civic projects.

It is fiction. A senior Turkish official in Ankara acknowledged that the trade was outside the sanctions, though he defended its economic necessity.

The truckers chafe at the restrictions and taxes. They can earn \$2,000 to \$3,000 a year, a good income in the southeast, but it often must support several large families.

Any relaxation of sanctions would be welcomed in the region, where unemployment exceeds 60 percent. After years of civil war between the Turkish government and Kurdish separatists and the effects of the embargo, the biggest hope many see is opening the border, something unlikely to happen in the near future.

"Turkey is a loyal friend of the United States, and absolutely the embargo should be lifted so we can begin to make a living," said Kutbettin Arzu, an official with the Chamber of Commerce and Industry in Diyarbakir, the regional capital.

In the meantime, the line of trucks continues to run from Iraq to the Turkish depot in Silopi.

* * * * *



ACAT. MARS 2001

Turquie

Soutenir les victimes

La torture est toujours pratiquée en Turquie. Malgré des efforts de démocratisation, l'État turc reste encore un État policier. Aussi, vouloir soigner et défendre librement les victimes de tortures en Turquie demande du courage. L'ACAT a rencontré des thérapeutes qui ont témoigné de la terrible situation des détenus.

À l'initiative de l'association Primo Levi, un collectif d'ONG (huit, dont l'ACAT), s'est formé en mai 2000 avec pour objectif de « *soigner et défendre librement les victimes de la torture en Turquie* ». Il s'agit de solidarité avec les membres de la Fondation des droits de l'homme, association turque qui a la même approche professionnelle, la même exigence éthique que l'association Primo Levi.

Le Collectif a su que des procès étaient intentés à des membres de la Fondation

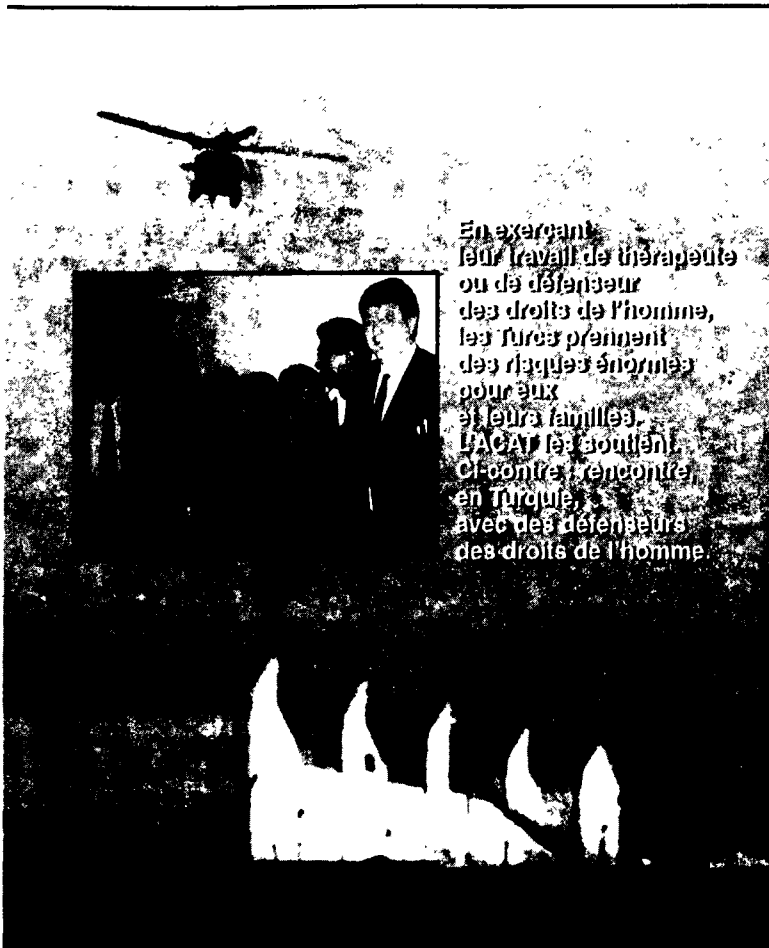
d'Izmir. L'histoire de ce procès remonte à fin septembre 1999 : des arrestations sont effectuées au cours de l'enterrement d'un prisonnier et un procès est intenté à cinquante-sept personnes pour « *violation de la loi sur les rencontres et les manifestations* ». Ils risquent entre trois et cinq ans de prison !

Rencontre avec des thérapeutes

Début novembre, un membre de l'ACAT, accompagné du responsable Turquie d'Amnesty, se retrouvent au nord d'Izmir pour

assister à la sixième audience du procès. Parmi les observateurs étrangers, se trouvent aussi deux Danois, le président de l'Association médicale, et la présidente du Centre international de réhabilitation des torturés, ainsi qu'une Allemande, présidente d'un Centre de réhabilitation à Berlin. Mais, à l'audience vite expédiée, on apprendra qu'il y aura une septième séance, fin janvier 2001.

Au cours de ce rapide séjour à Izmir, nous avons eu l'occasion d'échanger nos impressions et de nous informer auprès des



En exerçant leur travail de thérapeute ou de défenseur des droits de l'homme, les Turcs prennent des risques énormes pour eux et leurs familles. L'ACAT les soutient et contre-tencontre en Turquie, avec des défenseurs des droits de l'homme.

NOS ACTIONS

■ Les prisonniers politiques protestent par des grèves de la faim contre le projet du gouvernement de les transférer dans les « *cellules de la mort* » (prisons de type F). Entre fin octobre, début des grèves de la faim, et le 19 décembre, date de l'assaut meurtrier dans vingt prisons turques du pays, le mouvement de protestation touchait alors entre 1 200 et 1 400 prisonniers. Un communiqué et un appel urgent de l'ACAT-France, demandaient la fermeture des prisons de type F, la poursuite judiciaire des tortionnaires et l'amélioration des conditions carcérales.

Mais la répression a touché aussi ceux qui soutiennent les prisonniers grévistes, et l'ACAT n'est pas là non plus restée silencieuse : nous avons demandé des informations sur la détention au secret d'une jeune étudiante en droit ayant participé à une conférence de presse ; nous avons dit notre préoccupation et demandé la libération de quatre défenseurs des droits de l'homme, membre de l'IHD et de l'ÖDP, pour leur présence dans une manifestation contre l'assaut des prisons ; quelques jours plus tard, les locaux de l'IHD d'Ankara étaient vidés de tout leur matériel informatique et Sylvie Bukhari-de Pontual, vice-présidente de l'ACAT, a envoyé une lettre de protestation au Premier ministre (29 janvier 2001).⁽¹⁾

thérapeutes et des bénévoles de la Fondation et de l'Association des droits de l'homme de cette ville. Comment aider la Turquie à porter un autre regard sur ces personnes que l'État turc considère comme des terroristes ?

Le problème explosif des prisons

Ces défenseurs des droits de l'homme turcs et kurdes, travaillant ensemble à Izmir, reçoivent des personnes sortant de prison, ayant été torturées, des familles de prisonniers demandant de l'aide ou qui viennent témoigner. Ces militants ont attiré notre attention sur le problème explosif des prisons.

La grève de la faim, encore suivie le 25 janvier par 300 prisonniers sur l'ensemble de la Turquie, est un mouvement de protestation contre le projet de construction de cellules de type F et contre la loi d'amnistie adoptée le 8 décembre 2000 par l'Assemblée nationale. La construction de ces cellules d'isolement va encore durcir le statut des détenus politiques en augmentant leur vulnérabilité vis-à-vis de leurs gardiens et donc le risque de torture, voire de disparition. Par ailleurs, la véritable punition pour un prisonnier Turc ou Kurde, c'est d'être seul. Quand on sait que le prisonnier politique est souvent emprisonné loin des siens et que seuls les membres des familles ont une autorisation de visite, la solidarité avec les autres prisonniers est primordiale.

Le régime de réclusion cellulaire à l'isolement peut causer des troubles physiques et mentaux considérables et être assimilé aux peines ou traitements cruels ou dégradants. Or, plus de mille détenus ont été transférés dans ces prisons de type F au

moment de l'intervention des forces de police en décembre dernier et beaucoup ont été torturés et maltraités.

Le professeur Veli Lök de la Fondation des droits de l'homme à Izmir, de renommée internationale, a envoyé une lettre au président de la République de Turquie à propos de la loi d'amnistie disant que si cette loi était adoptée sous sa forme actuelle, ce seraient les bourreaux qui seraient amnistiés. Comment alors faire cesser la torture, si les bourreaux sont libres et les « politiques » incarcérés ? Le président de la Turquie a tenté dans un premier temps de faire passer une loi plus équitable. Le parlement en a décidé autrement.

MARCELLE ADDÈS

SOURCES : OBSERVATOIRE FRANCO-KURDE, COMMUNIQUÉ COMMUN AL. HUMAN RIGHTS WATCH, COMMUNIQUÉS DU CPT.

1. Récapitulatifs des actions menées en décembre 2000 et janvier 2001.

Appels urgents : 4 déc., harcèlements policiers sur une femme kurde. 27 déc., protestation contre l'assaut des forces de sécurité dans vingt prisons turques. 22 jan., craintes pour la sécurité de manifestants pacifiques accompagnés de défenseurs des droits de l'homme. 24 jan., craintes pour la sécurité de six jeunes entre quatorze et seize ans emprisonnés depuis le 9 jan.

Lettres : 6 déc., au président de la République turque, à propos des grèves de la faim dans les prisons. 10 déc., au Premier ministre turc, craintes pour les grévistes de la faim. 29 jan., lettre au Premier ministre turc, à propos de l'intrusion de la police au siège social de l'IHD à Ankara et de la saisie de tout le matériel informatique. Communiqué : 21 déc. : « Alerte en Turquie, suite aux assauts meurtriers des forces de sécurité turques ».

An Iraq-Kuwait Accord Eludes Arabs at Summit

By Howard Schneider
Washington Post Service

AMMAN, Jordan — Arab leaders approved on Wednesday a \$240 million emergency bailout of the Palestinian National Authority, scaling back earlier unfulfilled financial promises with a more modest monthly stipend meant to keep Yasser Arafat's government afloat while the uprising against Israel continued.

But the leaders failed to reach agreement over what they have termed "the situation between Iraq and Kuwait," issuing a 52-point final declaration that committed King Abdullah II of Jordan to work toward a reconciliation of the two countries but which included no other mention of one of the Arab world's chief divisions.

A separate communiqué said the 22 members of the Arab League would continue to work toward a lifting of international sanctions against Iraq, but the outcome left Iraqi officials angry over a "hardheaded" attitude they blamed on Kuwait and Saudi Arabia.

Iraq invaded Kuwait in 1990, triggering the Gulf War. During the days of recent meetings aimed at reconciling the two, Kuwait said it agreed sanctions against Iraq had gone on too long, but it wanted an apology for the invasion, a commitment that it would not be repeated, and a pledge by Iraq to abide by United Nations resolutions approved after the war.

Iraq refused and charged that Kuwait had no grounds to fret over its national security with U.S. troops and planes still based there.

"Are the Kuwaitis respecting our sover-

eignty?" Foreign Minister Mohammed Said Sahaf asked. "There are daily flights hurting our people."

American and British planes based in Kuwait and Saudi Arabia patrol a no-flight zone over southern Iraq.

The sharp words concluded a session that took place amid intensifying Palestinian-Israeli violence — a series of car and suicide bombs detonated inside Israel, followed by retaliatory Israeli strikes Wednesday night in the Palestinian territories.

The meeting nevertheless was considered a success for having made the most comprehensive Arab effort yet to heal Gulf War divisions.

Along with major issues like Kuwait and the Palestinians, they addressed a grab bag of other topics in an effort to keep their loose knit family at peace — calling for the lifting of sanctions against Libya, for example, and characterizing a Libyan, Abdel Basset Meguid, as a political "hostage" despite his conviction in a Scottish court on charges of planting a bomb that destroyed a Pan American airliner over Scotland.

To demonstrate the Arabs' newly flowering relations, the Libyan leader, Moammar Gadhafi, cheerfully agreed at the end to give \$1 million to the Comoros Islands, a nation, along with Somalia and Djibouti, that many Arabs in the Middle East were surprised to discover at the summit table.

While the debate over Iraq and Kuwait dominated much of the meeting's attention, the decision to begin monthly funding of the Palestinian Authority represented the one substantive breakthrough of the two-day session.

At an October summit, pledges of \$1 billion were made to aid the Palestinian cause and its goal of keeping Arab control of Muslim holy sites in East Jerusalem.

Little of the money was turned over, leaving the Authority near bankruptcy with its local economy in tatters and Israel withholding tax and customs receipts collected on its behalf.

But it also demonstrates the limits of Arab action even for a cause which rhetoric places at the fore of Arab consciousness, and which public opinion strongly favors.

"We can only salute the children of Palestine, these heroes," said the Algerian president, Abdelaziz Bouteflika. "They give their innocence to defend the land."

The approval of the money was accompanied by harsh condemnations of Israel, criticism of the U.S. for vetoing an international observer force in the Palestinian territories, a demand that Israeli "war criminals" be tried, and a threat to sever relations with any country that moved its capital to Jerusalem while it remained under Israeli control.

But compared to earlier Arab summits, including one that issued three "no's" to negotiation, reconciliation and recognition, of Israel, it is a moderate outcome.

Over the decades, the Arab states waged war against Israel, and deployed an oil embargo against the west in an effort to weaken and vanquish Israel.

Those tactics are no longer even seriously discussed.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 29, 2001

HISTOIRE

Un colloque sur le génocide arménien a réuni des historiens turcs et arméniens en Allemagne

Un colloque entre historiens turcs et arméniens s'est tenu à Muelheim, en Allemagne, les 24 et 25 mars, sur une initiative de la Société germano-arménienne et de l'Association germano-turque pour les Echanges en Sciences sociales et humaines. Présentée comme la première conférence publique d'historiens arméniens et turcs sur la question du génocide de 1915 (1), elle a réuni sept historiens qui se sont exprimés sur le sujet devant quelque 150 personnes, ainsi que des correspondants des journaux turcs *Hürriyet* et *Milliyet*, allemands *WAZ Deutschland Funk* et *Frankfurter Rundschau*, et arméniens *Azg* et *Ozer*. La délégation turque était conduite par le Professeur Halil Berktaç, de l'Université Sabancı d'Istanbul, et celle des Arméniens par le Professeur Richard Hovhannessian de l'Université de Californie. Chaque délégation était

composée de trois intervenants, un intervenant allemand faisant office de médiateur.

D'entrée de jeu, les discussions ont porté non sur la réalité des victimes arméniennes, admises par toutes les parties au débat comme la conséquence d'exécutions et de déportations de masse, mais sur l'application de la notion de génocide au cas des Arméniens de l'Empire ottoman. Tout en reconnaissant que les Arméniens furent victimes sans l'ombre d'un doute de massacres de masse organisés, et en réfutant la position officielle turque sur l'état de guerre générale pour justifier les pertes arméniennes, le professeur Berktaç a mis en garde contre un usage abusif et parfois trompeur de la notion de génocide. Cette dernière opinion n'était pas partagée par sa collègue turque, Elcin Kuersat-Ahlers (vivant en Allemagne), qui considère l'emploi du terme "géo-

cide" parfaitement approprié aux Arméniens, dont l'extermination planifiée «visait à réaliser l'homogénéisation ethnique de l'Anatolie».

Du point de vue de la délégation arménienne, s'il n'est nul besoin de prouver historiquement la responsabilité du gouvernement ottoman dans le génocide des Arméniens, une telle rencontre permet - en dépit des pressions à surmonter de toutes parts - aux deux communautés de dialoguer autour de cette question particulièrement sensible, sur laquelle l'impasse ne doit plus être faite. ●

P. M.

(1) Le CRDA (Centre de Recherches sur la Diaspora Arménienne) avait déjà organisé, le 17 juin 2000, au Sénat, un colloque international réunissant des Arméniens et des Turcs autour du thème : «Le dialogue turco-arménien sur la question arménienne aujourd'hui.» (cf. n° 321 et 322).

LA LETTRE DE L'UGAB
Samédi 31 mars 2001

REFUGIES

L'EMERGENCE DE LA QUESTION KURDE

ENTRETIEN AVEC KENDAL NEZAN

Vous avez rencontré les Kurdes à Fréjus. Comment vous sont-ils apparus ?

Kendal Nezan : Venus d'Irak, ce sont des gens très éprouvés par le voyage, persécutés et sans avenir. Leurs proches ont été martyrisés ou assassinés. Plutôt que d'attendre leur tour, ils ont décidé de tout vendre et de partir pour n'importe quel pays démocratique. Or il n'y a pas de pays démocratiques voisins. Ni l'Iran des Mollahs, ni le régime despotique de Syrie, ni la Turquie des généraux, ni la Russie ne sont des terres d'accueil possibles. L'Europe est la plus proche. Cette fois-ci, ce fut donc la France.

Ces derniers jours, un nouveau bateau s'est échoué sur les côtes italiennes...

K.N. : Tous les jours, par mer ou par terre arrivent en Europe des réfugiés kurdes. Depuis 1997, ils sont 150 000 à avoir fait le voyage vers l'Europe. Les 2 millions de Kurdes qui vivent sous le régime de Saddam Hussein fuient par tous les moyens. Les 3,5 millions de Kurdes vivant dans la « zone de protection internationale » en Irak ont, eux, vu leur situation s'améliorer. L'armée irakienne est absente de cette région depuis 10 ans et aujourd'hui les Kurdes s'attaquent à la reconstruction de leur

région et à relancer l'agriculture. Ils bénéficient d'une administration autonome, d'un parlement élu... Les Kurdes de Turquie subissent, eux, la violence sous couvert de lutte contre le PKK : 4000 villages ont été détruits et 3 millions d'entre eux sont des déplacés internes.

Comment avez-vous jugé l'accueil réservé par la France ?

K.N. : Nous avons été très émus de l'élan de solidarité de la population française. Les ONG sont elles aussi présentes. Même des responsables politiques de droite ont rappelé l'injustice dont sont victimes les Kurdes. La communauté internationale se mobilise pour les 1,8 million d'Albanais du Kosovo, on se préoccupe du sort des 4 millions de Palestiniens, mais guère de celui des 25 à 30 millions de Kurdes. Il y a certainement un réel progrès dans la prise de conscience collective du problème. Les autorités ont été surprises par cette arrivée inattendue. Mais une fois prise la décision politique de les accueillir cela a bien fonctionné. On peut bien sûr regretter que le droit d'asile soit accordé au cas par cas et non collectivement, comme je l'aurais souhaité.

Comment appréciez-vous l'incident des frontières allemandes bloquées ?

K.N. : Cela prouve que les frontières fonctionnent quand les gouvernements concernés souhaitent qu'elles fonctionnent. La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont demandé à la France de ne pas laisser passer les Kurdes. Ceux-ci cherchaient le plus souvent à rejoindre de la famille. Ils étaient aussi attirés par les conditions d'accueil plus fa-

vorables dans ces pays. Conditions matérielles et facilités plus grandes pour obtenir le statut de réfugié politique. Il faut savoir qu'en France, plus de 80% des demandes d'asile sont rejetées par l'OFPRA.

Qu'attendez-vous aujourd'hui ?

K.N. : Nous demandons une conférence européenne définissant une politique commune de l'Europe sur la question kurde, en liaison avec les Etats de la région et les Etats-Unis. Car tous les pays, en dehors du Portugal, à ce jour sont concernés par l'arrivée de réfugiés. Notre proposition a reçu le soutien de nombreuses ONG, Robert Hue a écrit en ce sens à Hubert Védrine et le Bureau national du PS s'est également prononcé en sa faveur. Nous demandons la définition d'un statut pour les Kurdes du Proche-Orient, qui leur permette de rester et de vivre dans la dignité avec une reconnaissance de leur identité et une certaine maîtrise de leurs affaires.

Vous ne demandez pas la création d'un Etat kurde ?

K.N. : Nous ne demandons pas la modification des frontières. Nous savons qu'il n'est pas possible de démembrer 4 pays pour en créer un cinquième. Les dés ont été jetés dans les années 20. Mais on espère arriver à une période où les frontières perdront leur caractère dramatique actuel et qu'il sera permis aux hommes de développer des projets communs par delà les frontières. On ne va pas se lancer dans une guerre interminable de modification des frontières. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR C.T.

* Président de l'Institut kurde de Paris

والتقيا السيد مارك باريتي مساعد وزير الخارجية لشؤون الشرق الاوسط وتباحثا معه حول مجمل الاوضاع في الاقليم، وآخر مستجدات الاحداث في المنطقة، والجهود التي تبذل حاليا لاعادة اعمار اقليم كردستان العراق، وقدمت شكر وتقدير الحزب الديمقراطي الكردستاني وحكومة الاقليم الى الحكومة الفرنسية لمساعدتها المستمرة لشعبنا الكوردي وقبول (٩٠٠) لاجيء كوردي منذ عام ١٩٩١ والى الآن على اراضيها..

وفي سياق الزيارة ايضا التقت عدداً من القنوات الاعلامية منها صحيفة (لوفينغارو، لافروز) والقناة الثالثة من التلفزيون الفرنسي استعرضت خلالها مسيرة الاعداد والادارة الذاتية في الاقليم والحماية الدولية للكورد وظاهرة الهجرة من الاقليم الى الخارج واسبابها..

وتقديم الخدمات الاساسية المتنوعة للمواطنين، والاثار الايجابية لحصة الاقليم من مبيعات النفط العراقية والبالغة ١٣٪ ضمن القرار ٩٨٦.

ثم تطرقت المناقشات الى الآثار الواسعة لهجرة الكورد على الحكومة الفرنسية ومواقف الاخيرة في مساندة القضية الكوردية وحماية الشعب الكوردي من التهديدات والمخاطر باستمرار، ومواصلة هذا الموقف، دعم استمرارية القرار الدولي ٩٨٦، تأكيد التعاطف مع الشعب الكوردي والعراقي، واحترام الحكومة الفرنسية لطموحات الشعب الكوردي في اطار العراق، وعدالة القرار الدولي (١٢٨٤).

وفي يوم ٣/١٣ زارت الأنسة الوزيرة يرافقتها السيد سيوان البارزاني ممثل حكومة اقليم كردستان العراق في فرنسا وزارة الخارجية الفرنسية

جدير بالذكر أن مؤتمر باريس الذي عقد تحت شعار «التهجير والترحيل القسري للاكراد في العراق وتركيا»، شاركت فيه معظم الاحزاب الكردستانية والفرنسية واختصاصيون بالشؤون الكردية. ومثل وزارة الخارجية الفرنسية فيه جان بابتيست فيفر مسؤول الملف العراقي والكويتي بالوزارة.

ومن اهم الموضوعات التي بحثت في المؤتمر الممارسات القمعية للحكومة العراقية في كردستان، ومنها تهجير الاكراد من مدينة كركوك الغنية بالبتروول وتغيير واقعها السكاني، وهي ممارسة شهدت تصاعدا خطيرا في اعقاب انتفاضة مارس (اذار) عام 1991 في كردستان العراق. ودعا المؤتمر الى حماية الاكراد «حتى لا تتكرر حلبجة ثانية» و«انقلابات جديدة».

دعوة اوروبية لعقد مؤتمر دولي حول القضية الكردية في العراق

السليمانية (كردستان العراق): عباس البديري

قال مصدر مسؤول في وزارة حقوق الانسان وشؤون المهجرين والمؤنفلين في الحكومة المحلية للاتحاد الوطني الكردستاني بالسليمانية لـ«الشرق الاوسط» امس أن معظم الدول الأوروبية ابدت استعدادها للمشاركة في مؤتمر دولي يعقد بصدد القضية الكردية ينتظر أن تبادر فرنسا الى وضع الخطوة الاولى في طريقه، فيما جاءت المانيا على رأس الدول الموافقة على عقد المؤتمر.

وكانت مجموعة من الاحزاب الفرنسية اليسارية الرئيسية الاشتراكي والخضر والشيوعي، التي شاركت الاسبوع الماضي في مؤتمر حول القضية الكردية اقيم بدعوة من المركز الثقافي الكوردي بالعاصمة الفرنسية، وبدعم من وزارة الخارجية الفرنسية، قد توجهت بالدعوة الى الدول الاوروبية لعقد المؤتمر المرتقب.

Acharq al-Awsat - 17 mars 2001

Kurdistanî Niwê , 15 mars 2001

پاریس

کۆنفرانسیک له باره‌ی کورد ریکخرا

پاریس - فاکسمیل - لمبرزان فرج - وه:

له‌چوارچێته‌ی بایه‌خدانسیکی بفره‌راوان به‌مه‌سه‌له‌ی کورد له‌فره‌نسادا، رۆژی (10/3/2001) له‌مه‌لبه‌ندی کۆنفرانسی جیهانی له‌پاریس کۆنفرانسیکی فراوان له‌باره‌ی مه‌سه‌له‌ی کورد ریکخرا، که له‌سه‌ر پێشینیازی ئهنستیته‌ی کورد و نوێنه‌رانی جالیی کورد له‌پاریس و به‌په‌شتگه‌یی وه‌زاره‌تی دهره‌وی فرهنسا به‌رتوه‌چوو.

له‌کۆنفرانسه‌که‌دا که به‌ناوێشانی (راگواستن و به‌زۆر جێگۆرکیتی دانیشه‌ تووانی کورد له‌عێراق و تورکیا) و به‌ئاماده‌بوونی ژماره‌یه‌کی زۆر له‌شاره‌زایان له‌مه‌سه‌له‌ی کورد و نوێنه‌ری ریکخراوه‌کان و کسه‌یامه‌تی حه‌زبه‌ سیاسیییه‌کان و رۆژنامه‌نووسان و کۆمه‌لگه‌ی کورد و فرهنسا به‌سترا، به‌رتیز سه‌لاح ره‌شید وه‌زیری مافی مرۆڤو کاروباری ئاواره‌و ئهنفاله‌کراوه‌کان و مسیۆ جان باپتیست فییتر نوێنه‌ری وه‌زاره‌تی دهره‌وی

فرهنسا و لیپرسراوی به‌شی عێراق و کۆیت به‌شداریبون.

کۆنفرانسه‌که‌ چوار دانیشه‌تی به‌هه‌وه‌ گه‌رت، دانیشه‌ته‌کانی سه‌رله‌به‌یانی ته‌رخان کرابوو به‌ گه‌توگۆ و روونکردنه‌وی سیاسه‌تی راگواستن و پاکتاوکردنی ره‌گه‌زی و تێیدا چهند باسێک له‌لایهن شاره‌زایانی کورد و عێراقی پێشککش کرا.

کۆبوونه‌وه‌کانی دوانیوه‌په‌وش ته‌رخان کرابوو به‌ دوو مێژگه‌ر سه‌باره‌ت به‌ئاینده‌ی کورد له‌کوردستانی عێراق و تورکیا و تێیدا چهند باسێک پێشککش کران، له‌وانه‌ به‌رتیز سه‌لاح ره‌شید له‌وته‌یه‌که‌یدا رۆشنایی خسته‌ سه‌ر ئه‌و تاوان و سیاسه‌ ته‌ درن‌دانانه‌ی که‌ده‌ژی گه‌لی کوردستانی عێراق په‌یره‌و کراون له‌باره‌ی ده‌ستکه‌وته‌کانی راپه‌ڕین دووا، هه‌روه‌ها رایگه‌یاندا " حکومه‌تی به‌غدا له‌سه‌ره‌تای راپه‌ڕینه‌وه‌ به‌رده‌وام خه‌لکی کوردستان له‌که‌مرکوک و نارچه‌کانی ژێرده‌سه‌لاتی خۆی دهرده‌کات، که‌نمه‌

هه‌ره‌شه‌یه‌که‌ به‌ سه‌ر ئهنه‌وی گه‌لی کورد، داواشی له‌کۆمه‌لگه‌ی نیۆده‌ولته‌ی کرد پاراستنی گه‌لی کورد مسۆگه‌ر بکات له‌برامبه‌ر په‌لاماردا‌ندا تاوه‌کو ئهنفاله‌و هه‌له‌بجیه‌کی تر دووباره‌ نه‌بنه‌وه.

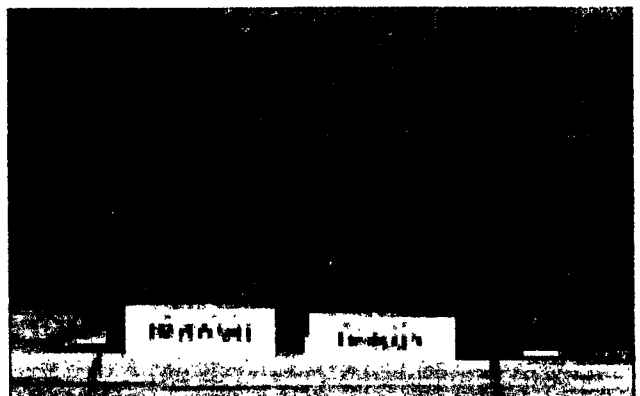
شایانی باسه‌، له‌کۆتایی کۆنفرانسه‌که‌دا راگه‌یه‌ندرا که‌حزبه‌ سه‌ره‌کییه‌کانی فرهنسا به‌تایه‌به‌تی په‌رتی سۆشیاڵیسته‌و په‌رتی کۆمۆنیسته‌و سه‌وزه‌کان به‌ره‌می داوی سازدانی کۆنفرانسیکی ئه‌وروپییان له‌سه‌ر مه‌سه‌له‌ی کورد کردوه‌، زۆریه‌ی ولاتانی ئه‌وروپا ئاماده‌ییان دهره‌په‌روه‌ به‌تایه‌به‌تی ئه‌لمانیا، ته‌گه‌ر فرهنسا هه‌نگای یه‌که‌م بنیته‌.

(له‌ژماره‌ی داها‌توودا راپۆرت هه‌موالێک له‌و باره‌یه‌وه‌ ده‌خوێنیتوه‌).

Xebat , 16 mars 2001

في فرنسا.. وزيرة الاعمار والتنمية تحضر ندوة موسعة حول القضية الكوردية وتلقي مسؤولين كبار في الخارجية الفرنسية

پاریس- ۳/۱۰: نظم المعهد الكوردي في باريس ندوة موسعة بهدف زيادة تعريف الدول الاوروبية بقضية شعبنا الكوردي، ودراسة ظاهرة الهجرة من كوردستان العراق، حضرها ممثل وزارة الخارجية الفرنسية وعدد كبير من الدبلوماسيين، وعن حكومة اقليم كوردستان العراق حضرت الندوة الأنسة نسرین مصطفی صدیق وزیرة الاعمار والتنمية، والقت فيها كلمة تحدثت فيها عن اسباب ودوافع الهجرة من جهة، ومواصلة الحكومة المركزية لحملة تهجیر العوائل الكوردية من المناطق الخاضعة للسلطة المركزية من جهة اخرى، وأشارت في هذا المجال الى احصائيات منظمة هابيتات عن اعداد المهجرین والمرحلین، وجهود حكومة الاقليم البناء في إعادة أسكانهم، سيما الذين زجت بهم الحكومة المركزية في مجمعات قسرية قبل الانتفاضة، اضافة الى حملة إعادة بناء القرى المدمرة.



نۆینەری فەرەنسا:

**حکومەتی فەرەنسا لە نزیکهوه چاودێری کێشە
کورد دەگاو گرنگی ته‌واو به ئایندهی
کێشەکه‌ی کوردو ئاسۆی بریاری ٦٨٨ ١٥٥١**

لەندن/فەوزی ئەتروشی - تاییەت بە براییەتی

بەستنی کۆرتیک لە پاریس لە ٢٠٠١/٣/١٠ لە هۆلی کۆنگرە نێودهۆله‌تییەکان، بەناوینیشانی «کۆچ پێکردنی بە زۆری کوردەکان، لە عێراق و تورکیا» لە کات و ساتیکی گونجاودا بوو، بەستنی کۆنگرەکه‌ی هاوکات بوو لەگەڵ، تێپەڕبوونی (١٠) ساڵ بەسەر راپه‌زینی پیرۆزی به‌هاری «١٩٩١» که فەرەنسا رۆژیکی پێشەنگی هه‌بوو له‌ دارشینی بریاری به‌ناویانگی ٦٨٨ به‌هۆی که‌سایەتی به‌ناویانگ (بیرنارد کۆشنەر) هوه، له‌ دواییدا له‌ لایەن کۆمه‌لگای نێودهۆله‌تییەوه‌ پشتگیری لێ کرا.

هه‌روه‌ها رێکخراوه‌ فەرەنسا یه‌کان پێشەنگی ئەو رێکخراوانه‌ بوون، که‌ هاتنه‌ هه‌ریمی کوردستان بۆ ناوه‌دانکردنه‌وه‌ داڵینکردنی پێداویستییه‌کانی بارودۆخی مرۆیی نوێی له‌ کوردستان، ئەم کۆرەوه‌، پێش ئەویش کۆرتیکی دیکه‌ به‌ر له‌ چەند هه‌فته‌یه‌ک به‌سترا، که‌ ژماره‌یه‌ک له‌ که‌سایه‌تییه‌ به‌ره‌هلستکاره‌کانی عێراقی بۆ بانگه‌پێشت کرا بوون، تاباس له‌ ره‌ه‌نده‌کانی نابێڵۆقه‌ بکه‌ن، تا رۆلی فەرەنسا له‌ هه‌ردوو دۆستی عێراق و کورددا کاریگه‌ر بکری، که‌ به‌ستنی ئەو پاپۆره‌ی که‌ زیاتر له‌ (٩٠٠) په‌نا به‌ری کوردی بۆ که‌ناره‌کانی فەرەنسا هه‌لگرتبوو، وایکرد به‌ستنی ئەو کۆرە له‌ ٣/١٠ دا ده‌ست و بردی لێ بکری، باس له‌ لایه‌نی مرۆیی کێشە‌ی کورد بکری، که‌ ناکرێ له‌ لایه‌نه‌ سیاسیه‌که‌ی جیا بکریته‌وه‌، مه‌به‌ستمان هه‌لمه‌ته‌کانی راگواستنی ناوخۆ و کۆچ پێکردنه‌، ئەو راگردنه‌ به‌ کۆمه‌له‌ی که‌ بۆ ولاته‌ نه‌ورۆپیه‌کان له‌ نه‌نجامی ئەم سیاسه‌ته‌دا دروست ده‌بێ.

نۆینەری وه‌زاره‌تی ده‌ره‌وه‌ی فەرەنسا له‌ کۆرەکه‌دا، به‌رێز (FAI VRE) بوو، که‌ به‌ ناشکرا، جه‌ختی کردوه‌ له‌سه‌ر پێویستی، رێزگرتنی له‌ مافی مرۆفی کوردو گرنگی

بەستنه‌وه‌ی هه‌ر گۆڕانکارییه‌ک له‌ بارودۆخی نێستای عێراقدا رووبدات، هه‌روه‌ها له‌ دۆستێ گه‌مارۆکاندا، به‌ سووربوون له‌سه‌ر زه‌مانه‌ته‌ دان به‌ هه‌ریمی کوردستان له‌ چوارچۆیه‌ی عێراقدا به‌ تاییه‌تی ئەوه‌ی په‌یوه‌ندی به‌ پشکی کورد هه‌یه‌ له‌ داهاشی فرۆشتنی نه‌وتی عێراق و پارێزگاری نێودهۆله‌تی، گوتی: «حکومەتی فەرەنسا، له‌ نزیکه‌وه‌ چاودێری وردو درشتی کێشە‌ی کورد ده‌کا، گرنگی ته‌واو به‌ ئاینده‌ی کێشە‌ی کوردو ئاسۆی بریاری ٦٨٨ ده‌دا، ده‌زانین، که‌ کوردەکان له‌ عێراقدا، سالانێکه‌ گه‌بشتونه‌ته‌ قۆناخیکی پێشکه‌وتوو».

له‌مباریه‌وه‌، نه‌سرین به‌رواری وه‌زیری ناوه‌دانکردنه‌وه‌ گه‌شه‌پێدانی کوردستان، له‌ حکومەتی هه‌ریمی کوردستان گوتی: کوردەکان له‌ چەند سالی رابردوودا توانیویانه‌ نزیکه‌ی ٣٠٠٠ گوند بنیات بنێنه‌وه‌ واته‌ نزیکه‌ی ٧٥٪ ی گونده‌ وێران کراوه‌کان، که‌ (٤٥٠٠) گوندن».

ئەم هه‌لوێستە‌ی فەرەنسا، نابێ به‌هێنده‌ هه‌لنه‌گیری، چونکه‌ فەرەنسا ده‌وله‌تییکی نه‌ورۆپی کاریگه‌ر نزیکه‌ی له‌ نیش و نازاری گه‌لی کورد هوه‌، به‌ تاییه‌تی له‌ رقی خاتوو (دانیل میتران) هوه، که‌ به‌ دایکی کورد ناو زه‌ده‌ ده‌کری.

ته‌وه‌ره‌کانی لێکۆلینه‌وه‌ له‌ کۆرەکه‌دا، که‌ نۆینەری حکومەتی هه‌ریم له‌ فەرەنسا به‌رێز (سه‌یوان بارزانی) ده‌ستپێشخه‌ری بۆ کرد، به‌ دووردرێژی باسی له‌ دۆستی به‌زۆر کۆچ پێکردنی کوردی ده‌کرد، که‌ به‌شێوه‌یه‌کی نۆزگانی به‌و دیده‌ نا واقیعی و ناعه‌قلانییه‌وه‌ به‌نده‌، که‌ هێشتا بالی به‌سه‌ر به‌رووشی نۆخه‌ی سیاسی ژماره‌یه‌ک له‌ ولاتاندا کێشاهه‌ له‌ به‌رامبه‌ر کێشە‌ی کورد.

له‌ کۆرەکه‌دا هه‌وله‌کانی خوالێخۆشیوو (د. عه‌لی باباخان) له‌سه‌ر کارساتی کورد هه‌لییه‌کان خرایه‌ روو، هه‌روه‌ها د. حامد بوز نه‌رسلان، باستیکی میژوویی له‌ به‌ره‌ی تراژیدیای کورد هه‌لییه‌کان خرایه‌ روو، هه‌روه‌ها که‌سایه‌تی چالاک له‌ بواری مافی مرۆفدا (هانیا موفتی) باسی له‌ کۆچ پێکردنی به‌زۆر راگواستن و ته‌عریب کرد، له‌ دیدی یاسای نێودهۆله‌تی و د. فوئاد حوسین، په‌رده‌ی له‌سه‌ر رووی سیاسه‌تی ته‌عریب له‌ ناوچه‌ کوردنشیننه‌کاندا له‌ مرۆ و دۆیتیدا هه‌لمالی، هه‌روه‌ها باستیکی پێشکه‌ش کرد، له‌سه‌ر راگواستنی کوردەکان له‌ تورکیا له‌ ناوچه‌کانی نیشته‌جێبوونی خۆیان، هه‌ر له‌ سالی ١٩٩٠ هوه‌ نێستسا، به‌راده‌یه‌ک ئەو ناوچه‌ سه‌رکه‌شانه‌، دوا‌ی سوتانی دارستان و راگواستنی خه‌لکه‌که‌، بوون به‌ کێلکه‌ی مردووان، هه‌روه‌ک رۆماننوسی کوردی جیهانی، یه‌شار که‌مال سالی ١٩٩٥ باسی لێوه‌ کردوه‌.

ندوة باريس حول القضية الكردية

البحث عن خيارات ديمقراطية في عراق موحد

عقدت شخصيات كردية وفرنسية وأوروبية ندوة دولية في باريس، السبت الماضي، خصصت أعمالها للبحث في تفاصيل المشكلة الكردية في العراق وتركيا وإيران، وسبل إنهاء الخلافات الاقليمية والدولية حول اولويات الحل، مؤكدة ضرورة تظافر الافضل من الجهود لاجاد نقاط التقاء مشتركة تقود باتجاه تعزيز اسس الاستقرار بالمنطقة.

وتركزت المناقشات عند نقطة التواصل الكردي مع امتدادات الشأن العراقي بشكل عام، مع نبذ فكرة تقسيم البلاد على اسس عرقية او طائفية، وان حل الازمة يتطلب ايجاد بدائل عملية لكل الازمات العراقية «فالحلول غير قابلة للتجزئة، وان الاكراد والعرب يفترض ان يعيشوا في مجتمع ديمقراطي موحد تحترم فيه ارادة الجميع وتسان فيه حقوقهم ايضا».

بحق ابناء الشعب العراقي. وعندما سألت (الزمان) الدبلوماسي جان فيف عن حقيقة وجود تصول في الموقف الفرنسي اجاب «ان علاقاتنا مع العراق في تحسن مستمر، واذا تم تفسير كلمتي على عكس ذلك، فان هذا لا يستند الى الحقيقة بصلة، فنحن نعمل حالياً على تهدئة الاجواء عبر عودة التعاون بين العراق والامم المتحدة عبر القاعدة الرسمية الفرنسية التي تطالب بغداد بالموافقة على القرار 1284، مشيراً الى وجود حالات من التفاهم والتعاون «ان زيارة نزار حمدون فتحت قنوات جديدة بين باريس وبغداد يمكن من خلالها تبادل الآراء والنصائح ايضا».

ويوضح هذا الرأي حقيقة التداخل في الموقف الفرنسي، فوزارة الخارجية وعلى حد قول الدكتور جويس بلو، هي التي سهلت اجراءات عقد الندوة في مركز الندوات الدولية، وسط باريس، فيما يتم الحديث عن التواصل الرسمي بين باريس وبغداد، وهو ما يقول الدكتور محمود عثمان «انه التفاهم الأوروبي بعينه»، في وقت يحاول البعض تحميل «الالتفاتة الفرنسية أكثر من حجمها، سواء تعلق الأمر بالمهاجرين الاكراد الذين اختفى نصفهم عن الأنظار، او في مسألة تقديم الدعم هنا او هناك، في حين يبقى الواضح هو أكثر ما يتقص الموقف الفرنسي».

ان هذه الندوة جديرة بالاهتمام لانها اظهرت حرص المشاركين على ترابط ازمات العراق وضرورة البحث عن خيارات وطنية مشتركة في عراق ديمقراطي موحد، وهذا في حد ذاته يؤثر التباعد بل والتقاطع بين ما يروج له نظام الرئيس العراقي صدام حسين، وما يحرص عليه ابناء العراق بقوميته وطوائفه والذين يتحدثون عن اخوة عراقية كردية، فيما يقول النظام عكس ذلك، مما يستعدي تفعيل هذا الجهد لاطهار الحقيقة كاملة باعتبار ان العراق الموحد هو خيار ابناء الشعب وليس بالضرورة طموح الحكومة الحالية التي وزعت البلاد بين طوائف وشرائع متناحرة من أجل الامساك بالارواح من نقطة الطائفية والاحقاد، التي لم نجدما في ندوة باريس، وهذا بحد ذاته من علامات الصحة الوطنية.

واستفسرت (الزمان) من السيدة نسرين برواري، وزيرة التنمية في الحكومة الاقليمية الكردية عن حقيقة البدائل المطروحة للوضع الحالي غير المستقر، فكان الجواب «ان الازمة الكردية هي جزء من المعاناة العراقية الواسعة، وان الحل المنطقي يكمن في القدرة على ربط هذه التفاصيل مع بعضها البعض بعيداً عن الحسابات الخاصة لهذا الطرف المؤثر او ذلك، وان الاكراد والعرب يتقاسمون نفس الهموم والمشاكل لذلك فانهم يبحثون عن حل مشترك ودائم، كي ينعم الجميع بالاستقرار الذي هو أساس التطور واستشراف المستقبل».

وقدمت في هذه الندوة، التي تعتبر خطوة متقدمة على طريق عقد مؤتمر دولي لبحث المسألة الكردية بالشرق الاوسط، بحوث ودراسات مهمة، أكدت جميعها خطورة الخيارات السياسية لأصحاب القرار المعنيين في المنطقة في تفعيل هذه الازمة وتغيير حلولها، فعمليات التعريب والتتركيب اضافة الى تغيير ديموغرافية المجتمعات «تصب في خدمة الحكومات المركزية في بغداد وبنقرة وپهران، التي يهتما استمرار هذه القضية واحاطتها بالاكتر من الضبابية».

ويتفق فؤاد حسين ومارك كرافيتس مع وجهات نظر باتريك بودان، الرئيس الفخري لمنظمة حقوق الانسان، في ضرورة ايقاف كل حالات الهجرة الجماعية او محاولات طمس الهوية الكردية، لان الاكراد لم يكونوا في يوم من الايام عنصر عدم استقرار بالمنطقة، لكن الحكومات المركزية وعبر سياسات غير مفهومة دفعت بالامور صوب المواجهة غير المتكافئة مما نجم عنه المزيد من الهجرة الجماعية وعينات من المواجهة السياسية والعسكرية.

وكانت مشاركة ممثل عن وزارة الخارجية في اعمال هذه الندوة غير الرسمية قد دفعت ببعض، ومنهم السفير الفرنسي السابق برنارد دورن، الى الاعتقاد بوجود تحول «مهم وواضح» في موقف باريس من نظام الرئيس العراقي صدام حسين، خاصة بعد ان ارتجل ممثل الوزارة كلمة دعا فيها العراق الى احترام خيارات الشرعية الدولية وعدم توظيف العقوبات لممارسة المزيد من الاذى